

M. Clinton et le désastre de Waco

APRÈS avoir paru un moment esquisser ses responsabilités, Bill Clinton a réaffirmé en assumant pleinement l'action des policiers qui ont lancé, lundi 19 avril, l'assaut contre la ferme fortifiée de la secte des davidiens, au Texas, et déclenché ainsi, selon toutes les apparences, un suicide collectif de ses membres.

Il était temps. Car le président américain avait d'abord affirmé que, s'il savait ce qui allait être entrepris, la décision avait « entièrement appartenu » à M. Reno, le ministre de la justice. Cette façon peu élégante de prendre ses distances avec un de ses collaborateurs en difficulté avait eu un très mauvais effet, d'autant qu'elle ravivait les craintes sur le « comportement fuyant » de M. Clinton qui était apparu l'an dernier au cours de la campagne électorale.

M. CLINTON a senti le danger. Le désastre de Waco ne risquait-il pas de ternir le bilan de ses cent premiers jours au pouvoir qu'il doit célébrer à la fin d'avril ? Ces corps carbonisés pourraient-ils, comme l'écrit le « Wall Street Journal », devenir le symbole de son administration ? M. Reno, malgré les nombreuses critiques dont elle fait l'objet, avait eu au moins le mérite de la franchise. « Cette opération, fondée sur les informations dont nous disposons alors, fut à l'évidence une erreur », avait-elle reconnu.

La cause immédiate de l'assaut laisse révéler, l'équipe spéciale du FBI chargée de ce genre de situation était fatiguée de monter la garde autour du ranch et ne pouvait pas être relevée... On peut aussi penser que les divergences du chef de la secte, David Koresh, et ses promesses non tenues avaient fini par porter sur les nerfs des agents fédéraux. Ceux-ci étaient exaspérés et pressés de conclure, une attitude qui ne pousse pas toujours à la bonne décision.

La cohésion de la secte a été sous-estimée. Les psychologues du FBI pensaient que, par un réflexe naturel, les membres s'enfuiraient avec leurs enfants pour échapper aux gaz lacrymogènes dont le ranch était inondé. C'était peut-être oublier un peu vite que ces enfants étaient, apparemment dans leur totalité, ceux de David Koresh lui-même. La musique tonitruante diffusée la nuit par haut-parleurs sur la ferme fortifiée a peut-être également eu l'effet contraire de celui recherché, en abrégant les davidiens et en les rendant incapables de résister à la pulsion suicidaire de leur chef.

M. Clinton a eu raison, à la fois, de se solidariser avec les exécutants de cet assaut catastrophique qu'il avait autorisé et de demander l'ouverture d'une enquête. L'opinion semble d'ailleurs beaucoup moins sévère à son égard que les médias. Près de trois Américains sur quatre approuvent, en effet, à en croire un sondage, l'opération menée contre les davidiens. Il est donc peu probable que cet événement aussi spectaculaire que tragique ternisse durablement l'image du jeune président que les États-Unis se sont donné en novembre dernier.

Lire page 6 l'article d'ALAIN FRACHON

M0147 - 0422 0 - 7.00 F



En dépit d'un cessez-le-feu

Croates et Musulmans s'affrontent en Bosnie

Les combats entre musulmans et croates se poursuivaient, mercredi 21 avril, en Bosnie centrale, malgré un cessez-le-feu conclu la veille. A quelques jours de l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions décidées par le Conseil de sécurité à l'encontre de la Serbie, Lord Owen, médiateur international, devait rencontrer à Belgrade M. Milosevic, avec l'espoir que le président serbe userait de son influence pour amener les Serbes bosniaques à signer le plan de paix.

Compte à rebours

Par Claire Tréan

On imagine mal aujourd'hui M. Milosevic venant dîner à Paris pour se faire aimablement prier de mettre un peu d'eau dans son vin, comme ce fut le cas le 11 mars. Non seulement parce que le gouvernement français a changé, mais parce que toute l'approche du conflit yougoslave développée depuis 1991 par la communauté internationale est arrivée à épuisement le week-end dernier, dans une petite ville de Bosnie orientale. Les événements de Srebrenica ont montré, de façon seulement un peu plus spectaculaire qu'ailleurs, com-

ment la FORPRONU, prise dans un engrenage humanitaire en lui-même irréversible, en vient de facto à désarmer les Musulmans et à prêter assistance aux exactions des Serbes. Devant ce constat consternant, le Conseil de sécurité de l'ONU a encore accordé un délai de neuf jours aux Serbes : réuni d'urgence samedi 17 avril, il a décidé que de nouvelles sanctions transformant l'embargo contre la Serbie en un véritable blocus entreraient en vigueur à compter du 26 avril.

Lire la suite et nos informations page 3

Parallèlement à la recherche de nouvelles économies

M. Balladur prépare l'autonomie de la Banque de France

Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a remis au premier ministre un projet de réforme de la Banque de France. L'institut d'émission se verrait reconnaître la mission de veiller à la stabilité du franc, mais n'aurait pas la responsabilité de fixer les taux de change. Son gouverneur ne pourrait plus être révoqué. Elle conserverait la tutelle des établissements

bancaires. Le gouvernement étudie, d'autre part, la possibilité de réaliser des économies en reportant à l'automne les augmentations salariales des fonctionnaires et en réduisant de 10 % le salaire des ministres. Il n'a pas encore tranché entre le recours à des hausses d'impôts et l'alourdissement de la contribution sociale généralisée.



Lire page 13 les articles de VALÉRIE DEVILLECHABROLLE et de FRANÇOISE LAZARE

Important mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a approuvé un important mouvement préfectoral, mercredi 21 avril. Sont notamment concernés le préfet de police de Paris, Pierre Verbrugghe, qui est remplacé par le préfet Philippe Masson, jusqu'alors directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, et Edouard Lacroix, préfet de la région Bretagne, qui permuta avec le préfet Bernard Grassat à la tête de la direction générale de la police nationale.

page 20

Sanglants affrontements en Casamance

Selon des bilans officiels et contradictoires, entre 100 et 300 rebelles favorables à l'indépendance de la Casamance, la région méridionale du Sénégal, ont été tués par l'armée lare de sanglants accrochages le long de la frontière avec la Guinée-Bissau, pays qui abrite plusieurs bases armées de la guérilla. Il s'agit de l'affrontement le plus meurtrier depuis que l'agitation sécessionniste a débouché, il y a un an, sur une intensification de la rébellion armée.

page 6

Voile : le trophée de Bruno Peyron

Le navigateur baillais Bruno Peyron et ses quatre équipiers sont devenus les premiers détenteurs du trophée Jules-Verne après avoir bouclé mardi 20 avril un tour du monde à la voile sans escale en passant sous la barre symbolique des 80 jours. En 79 jours 6 heures 15 minutes et 56 secondes, ils ont ainsi établi un record auquel devrait s'attaquer Titouan Lamazou et Florence Arthaud dès l'hiver prochain.

page 11

Un gouvernement soupçonné d'immobilisme

L'UDF exprime son impatience, les députés voudraient entendre les ministres

par Olivier Biffaud

La fente, ce serait de vouloir faire un sans-faute en ne faisant rien. Le trait est un rien abrupt. Il est sans doute caricatural. Il résume, en tout cas, plusieurs appréciations portées dans les couloirs des Assemblées. Il traduit hâtivement une impatience qui commence à poindre dans certaines sphères de la majorité

parlementaire. Edouard Balladur ne soulève pas encore un vent de fronde, mais la stratégie feutrée du premier ministre suscite quelques mouvements d'humeur, de plus en plus insistants, parmi les parlementaires. Ici et là, on se plaint de n'avoir aucun répondant de la part des ministres. Ces derniers, malgré des invitations répétées lancées par des présidents de commission, se sont ins-

crits aux ébénisés absents. Ils n'auraient, dit-on, « rien à dire pour le moment ».

De fait, Edouard Balladur procède habilement, depuis son entrée à l'hôtel Matignon, à un verrouillage général du gouvernement et de sa majorité parlementaire. Les ministres ont pour consigne d'en dire le moins possible. C'est un euphémisme. François Léotard, ministre de la

défense, et Pascal Clément, ministre délégué chargé des relations avec l'Assemblée nationale, ont déjà fait les frais de leurs déclarations précipitées. Les deux ministres UDF ont été sèchement renvoyés à l'étude de leurs dossiers. Le message était clair : la mission gouvernementale est non de parler, mais de « plancher ».

Lire la suite et nos informations page 8

L'embellie de Bourges

Le festival du rock et de la chanson s'est ouvert mardi 20 avril par le triomphe de Suzanne Vega

BOURGES

de notre envoyée spéciale

Honneur aux dames : l'en passé, le plus gros des festivals français consacré au rock et à la chanson avait débuté par un retentissant hommage à Juliette Gréco. Pour sa cuvée 1993, le Printemps de Bourges récidive. Le programme - les expériences musicales de la chanteuse francotunisienne Amina, celles du duo allemande Teo et les merveilles offertes par l'Américaine Suzanne Vega - ressemble à un bouquet de fleurs précoces et inhabituelles. D'autant qu'il faisait beau : le fait est si rare pour un Printemps ! Ce mardi 20 avril au soir, Daniel Colling, qui dirige

le festival depuis sa fondation, y voyait un heureux présage. D'autant que Suzanne Vega avait donné un concert d'autant plus réussi qu'il sera un des plus beaux du festival. On ne dira jamais assez la difficulté qu'il y a à bâtir une programmation éclairée dans une ville pluvieuse. Depuis dix-sept ans, on a tout reproché à Bourges, son gigantisme et son conformisme, ses feusses découvertes dans les salles et ses vrais punks dans les rues. Mais, plus resserré, plus clair dans son propos, le Printemps 1993 affiche sa volonté de se « recentrer sur les jeunes, à qui ce festival a toujours été voué ».

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Lire la suite page 18

Félicien Marceau

de l'Académie française

LA TERRASSE DE EUCREZIA

roman

nrf

GALLIMARD

ARTS ♦ SPECTACLES

Hommage à Balanchine

Dix ans après la mort du chorégraphe, l'Opéra de Paris rend hommage à George Balanchine. L'occasion de mesurer l'importance de son héritage. Pendant ce temps, au Théâtre des Champs-Élysées, on reprend les *Maris de la tour Eiffel*, un coup de maître de Cocteau et du groupe des Six et, à Rennes, une exposition réunit les meilleures toiles du XVIII^e français, en provenance des musées de province.

pages 21 à 30

DÉBATS

Justice

Le poids de l'Histoire

par Philippe Robert

POURQUOI notre société a-t-elle mal sa justice? L'occasion qui rend la crise visible est facile à résumer et sans grande originalité; je ne m'y attarderai guère: la magistrature soulevée quelques «affaires» concernant l'alimentation financière d'un moteur politique qui ennuie davantage quand le militantisme est en panne, surtout si la médiatisation fait dériver les coûts. Le monde politique est d'autant plus agacé par ces titillements qu'il a mal à sa légitimité; il rétorque que le problème est plus vaste, que la justice a bien besoin d'être modernisée, qu'un va s'employer à en faire une administration moderne, que les sondages révèlent la méfiance des citoyens envers la magistrature.

Que la justice ait besoin d'une sérieuse modernisation, toutes les enquêtes, tous les reportages en montrent à l'évidence. Mais cette nécessité est rappelée depuis plus de vingt ans. Pourquoi est-il si difficile d'y parvenir? Certes, l'Etat est désargenté; il ressemble à ces groupes industriels diversifiés dans toutes les directions, qui n'arrivent plus à investir dans leurs moyens de base. Toutefois, l'explication semble un peu courte: quand un secteur paraît vraiment essentiel, de l'argent on en trouve. Y a-t-il donc un poids de l'Histoire qui empêche de considérer comme durablement prioritaire la rénovation de la justice, ou qui éloigne de choisir des voies adaptées? Voilà le point que je voudrais étudier aujourd'hui (1).

Il serait fâcheux que des événements comme l'affaire Touvier ou le jugement de Marseille servent de prétexte pour différer, une fois de plus, le réexamen de la place de la justice parmi les pouvoirs publics. Tout au contraire, ils doivent pousser à en presser l'urgence.

On ne sait trop, semble-t-il, depuis la Révolution, quelle place faire à la justice dans la vie sociale et l'organisation des pouvoirs publics.

Dès ses commencements, un des grands soucis de la Constituante est de bâtir une justice entièrement nouvelle, d'inventer des juges insusceptibles de concurrencer le monopole politique des représentants de la souveraineté nationale (2). Certes, l'élection place potentiellement ces juges dans le même rapport à la nation que les représentants, mais on veille à empêcher la reconstitution d'une magistrature permanente. A cela s'ajoute un très large recours au jury, au moins pénal. Le ministère public disparaît dans une large mesure. Enfin, cette nouvelle justice voit sa composition profondément renouvelée: elle est peuplée de ces moyens juristes — avocats, juges des tribunaux inférieurs d'Ancien Régime — qui abondent parmi le personnel révolutionnaire. Néanmoins, les conflits politiques et militaires atteignent une telle ampleur que l'organisation nouvelle, qui avait pourtant pris un bon départ, sombre dans

la tourmente: pas seulement à cause des tribunaux d'exception, surtout en raison de l'entreprise méthodiquement entamée par le Directoire (3) et parachevée par Napoléon: faire de la justice une branche de l'exécutif. Pour cela, on mêle aux juges un ministère public doté de pouvoirs inédits, on s'empare de leur nomination et de leur carrière, on rogne les juries et on place leur recrutement sous tutelle administrative.

Au dix-neuvième siècle, la justice présente deux traits constants. D'abord la docilité politique: justifiable et sans cesse menacée, les régimes successifs ne tolèrent pas la moindre velléité de s'écarter d'une totale soumission politique. La construction napoléonienne s'avère parfaitement utile. Au demeurant, tout cela est jeu au sein du même monde; on sort et on rentre: l'épave gagne le barreau ou ses terres et attend le (souvent) prochain changement de régime. Ensuite un recrutement notablement plus souvent issu des rangs de la bourgeoisie ou de la propriété (4). Docile au prince, terrible au justiciable.

République des avocats

Les années 1880 vont être l'occasion d'une crise dont l'ampleur n'a d'égale que celle de la Constituante, un siècle auparavant. Aux rancunes datant de la répression impériale est venu s'ajouter un choc frontal sur la question religieuse; ces magistrats qui avaient supporté sans état d'âme excessifs les continuels changements politiques se cabrent quand s'ouvre la querelle avec l'Eglise. Surtout, contrairement aux régimes précédents qui voulaient simplement une docilité politique, il s'agit maintenant de changer la base sociale de la magistrature, de remplacer des notables fœderaux par les juristes des «cabinets d'avocats» à la recherche d'emplois.

En outre, la République des avocats, comme on l'appelle, porte à son maximum la méfiance jacobine: pour que les députés soient de fait souverains, il faut, pense-t-on, une justice faible et subordonnée (5). Du coup, on conserve les comités lois et institutions napoléoniennes qui font de la justice une branche de l'exécutif sous l'égémonie du parquet. La République fait mieux son affaire d'une police, si possible préventive. En outre, le libéralisme, qui instaure le divorce, reconstruit syndicats et associations... trouve ici une limite: droit pénal et procédure échappent à la plupart des projets de réforme; ils gardent sensiblement leur forme autoritaire (6). Quant à l'organisation judiciaire, elle va à vau-l'eau dans un désintérêt complet. La politique déflationniste du début des années 30 achève de la déstabiliser pour trente ans.

Dans sa politique de modernisation de l'Etat et de la nation, la Ve République commence à un projet pour la magistrature et la justice: les moderniser sur le modèle et dans le cadre de la haute fonction publique. La création d'une école copiée, du lulu, sur l'ENA, manifeste bien le propos. L'entreprise réussit partiellement: Budiguel (7) a montré que le recrutement se progressivement se transforme pour devenir de plus en plus semblable à celui de la haute fonction publique. Néanmoins, elle demeure inséparable: les conditions de la liquidation de l'affaire d'Algérie, l'évolution des pratiques constitutionnelles ou d'ordre pénal ont créé un climat sérieux entre de Gaulle et la magistrature; plus profondément, la justice est toujours maintenue au second plan parmi la haute administration: à la méfiance des politiques se joint la vigilance hostile des grands corps traditionnels, d'autant plus que les deux fusionnent largement dans la République des énarques. Tentative inaboutie donc qui laisse la justice en porte à faux; au demeurant, la banalisation parmi l'administration, est-ce vraiment le moyen de permettre à la justice d'exercer sa fonction sociale particulière (8)? Notre société a-t-elle besoin d'une administration de plus? Globalement, ce projet a probablement dominé les trois dernières décennies, et les fonctions modernes de la magistrature l'ont largement

ment adapté, même si ce fut souvent implicitement.

Traditionnellement, le déficit judiciaire français ne présentait pas grand inconvénient en raison de l'excellence des médiations administratives. Mais son succès: la croissance de leurs fonctions gestionnaires s'accompagne d'un affaiblissement de leurs capacités de médiations sociales. D'un rôle accru du droit dans les arbitrages sociaux hors même de toute prise en charge administrative. Mais son efficacité se heurte à un déficit judiciaire. Pour que les régulations sociales fonctionnent plus au droit et moins à l'administratif, encore faudrait-il que soit libérée une véritable capacité d'arbitrage judiciaire. Cet essor est entravé par un cadavre dans le placard: pour une histoire jamais réglée, la place de la justice dans l'organisation des pouvoirs publics.

Il n'est pas jusqu'à la dualité des ordres de justice (administratif et judiciaire) qui ne concoure à ce déficit global. Certes, la justice administrative est de très bonne qualité, très fonctionnelle et financière ne souffre pas à compenser la faiblesse de la justice ordinaire, pourtant la plus capitale pour les relations sociales concrètes.

Finalement, la machine judiciaire a, en effet, besoin d'une profonde rénovation pour répondre à une demande plus exigeante. Mais le poids d'un lourd passé rend difficiles des progrès décisifs. Ou bien on a du mal à évaluer des modalités de réforme qui soient adaptées à nos fonctions et à nos besoins. Ou bien l'abandon de l'eau: dans les deux cas, on ne répond pas aux besoins de notre société.

Non pas qu'il soit simple de liquider ce contentieux historique. Les «il n'y a qu'à» sont d'un maître secours. Quelques exemples.

On dit: les juges ne sont pas indépendants car ils sont nommés par l'exécutif. En soi, ce n'est pas nécessairement insupportable: s'ils ne sont pas élus, il faut bien qu'une autorité légitime les nomme. Mais ce pouvoir de nomination commence à faire difficulté quand il se combine avec une carrière de modèle administratif, avec hiérarchie, notation et avancement.

Éléments de méthode

De même, on dénonce souvent la subordination du ministère public au gouvernement. Ici aussi, la situation n'est pas insupportable en soi. Elle commence à devenir gênante parce que le parquet n'est pas seulement en France un ministère public; représentant de l'exécutif chargé d'engager les poursuites, il est aussi administrateur et magistrat. Cette concentration de pouvoirs et de fonctions fait sa force et son efficacité, mais elle déséquilibre le fonctionnement de la justice.

Dernier exemple: le juge d'instruction, à la fois enquêteur et juge, choque ceux qui le mesurent à l'aune du modèle anglo-saxon; de fait, la libéralité de la justice ne passe pas à cette ambiguïté. Seulement, l'action politique est avant tout un choix de priorités: dans l'état actuel des choses, l'affaiblissement de ce rôle, un risque à ne pas d'écarter le déséquilibre en faveur du parquet... et de la police, finalement le poids de l'exécutif dans le processus judiciaire? A mettre la charrue avant les bœufs, n'aurait-on pas, par un classique effet pervers, aggravé la situation que l'on déplore? Il n'est pas évident de greffer une procédure dualiste sur une organisation judiciaire de type continental, inchangée.

Ouvrir un débat qui dépasserait la ronde des recettes toutes faites que chacun répète sans y croire vraiment, peut-être serait-ce un début prometteur.

Que tirer de cette analyse? Peut-être quelques éléments de méthode, disons plus modestes, d'accompagner la rénovation de la justice, un moins trois:

— aucune réforme ne dénouera la crise de la justice si elle n'apure d'abord un arrière historique qui menace autrement toute l'entreprise;

— cette fonction sociale très particulière appelle des formes de gestion qui respectent sa spécificité, donc assez différentes de celles des administrations;

— pour réformer la justice, partir des attentes et des besoins sociaux, au lieu de s'enfermer dans le point de vue des institutions et des spécialistes, voilà qui permet de limiter le risque de euphorisme. Evidemment, pareille démarche suppose de se donner les moyens d'analyser ces attentes et ces besoins.

(1) Un précédent article (*Le Monde* du 14 mai 1992, p. 2) abordait d'autres aspects de la crise actuelle de la justice.

(2) L'ouvrage dirigé par R. Badier (*Une autre justice, 1789-1989*, Paris, Fayard, 1989) sur la justice révolutionnaire atteste magistralement de cette méfiance.

(3) Après le coup d'Etat des directeurs.

(4) Sur cette base sociale, voir les travaux de Royer: Royer J.-P., Maréchal R., Lecoq P., *Juges et notables au XIX^e siècle*, Paris, PUF, 1982.

(5) Pour comprendre plus largement la pensée républicaine, nul guide n'égale C. Nicolet, *L'idée républicaine en France*, Paris, Gallimard, 1982.

(6) Un des premiers, J.-P. Macdonald (*La République contre le libéralisme*, Paris, Presses F.N., St. Pol, 1976), l'a relevé, avec une vigueur un peu polémique. Voir aussi la remarquable thèse récente de J.-M. Berthé, *L'institution judiciaire en France sous la III^e République*, 1875-1914, Dijon, Univ. Bourgogne, 1991.

(7) J.-L. Bodiguel, *Les Magistrats, un corps sans âme*, Paris, PUF, 1991.

(8) Spécifiquement présentée pour la justice pénale par P. Arpaillange dans son célèbre rapport de 1972: voir P. Arpaillange, *La Simple Justice*, Paris, Imprimerie, 1980, 256-288.

(9) Un mauvais esprit y verrait une contrepartie tacite: on suppose ses audaces et sa sévérité envers les administrations, à condition de ne pas lui donner les moyens d'une efficace expéditive.

► Philippe Robert est directeur du Groupe européen de recherche sur les normativités (CNRIS).

Redonner confiance aux juges

par Valéry Turcey

LA notion d'alternance a-t-elle un sens en matière judiciaire? Cette question mérite d'être posée clairement au lendemain d'échéances électorales sur lesquelles les multiples affaires politico-financières qui ont entaché la dernière législature ont lourdement pesé. Si le principe de la séparation des pouvoirs régit effectivement le fonctionnement des institutions françaises, la réponse ne serait-elle que négative: la sphère du judiciaire n'étant pas directement concernée par le renouvellement du corps législatif et du gouvernement, toute préoccupation d'ordre politique serait, de la part des magistrats, inutile et déplacée.

Mais il est notoire que la pensée de Montesquieu n'inspire guère les pouvoirs publics français, et que l'immixtion de l'exécutif dans le fonctionnement de la justice a atteint récemment des sommets. La qualification de «combinaison judiciaire» donnée à la perquisition du juge Thierry Jean-Pierre, le «complot des juges» évoqué par tel ministre du gouvernement précédent ont précédé le départ du ministère de Michel Vauzelle: son encore dans toutes les mémoires. Dans un tel contexte, il est inévitable que les magistrats s'interrogent sur les conséquences, pour leur indépendance, des changements survenus au sein des autres pouvoirs de l'Etat.

Guerre d'indépendance ou guerre de sécession

On sait que l'idéologie jacobine est fondamentalement hostile aux juges dès lors que ceux-ci prétendent appliquer la loi aux dignitaires du parti en place, qui sont par définition des hommes «d'une rigueur morale reconnue» ou «dont l'honnêteté n'est pas discutable», pour reprendre les termes d'un récent article de M. Maurice Duverger (*Le Monde* du 26 mars). Les nouveaux responsables du pays devraient donc faire preuve de lucidité, et rompre avec l'intolérance des gouvernements d'hier et de leurs thuriferaires s'ils ne veulent pas connaître les déboires de leurs prédécesseurs.

BIBLIOGRAPHIE

Un empire universel sans empereur?

LA FIN DE LA DÉMOCRATIE
de Jean-Marie Guéhenno
Ramonville, 182 p., 79 F.

Les dieux des deux mains se valent, il y a un sur-crochet, pour débiter, sur cette terre des démocraties. Mises à part l'Orient et l'Afrique, et encore a-t-elle commencé à bouger, on pourrait en dire autant des dictatures, depuis que l'effondrement du mur de Berlin a débouché, à l'Est, sur un nouveau 89. C'est pourtant ce moment que choisit Jean-Marie Guéhenno, le chef du centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, pour publier un brillant essai dans lequel il annonce le mort de la démocratie, dunt l'avènement universel devait, à en croire l'illustre Francis Fukuyama, déboucher à brève échéance sur la fin de l'Histoire, chère à Hegel.

La clé de l'affaire, pour l'auteur, c'est que la révolution technologique «dévalorise l'espace et révalorise les hommes», dans la mesure où ils ont «tendance à aller là où la richesse se crée». Un exemple entre mille: ce qu'il appelle «l'économie de la drogue». Du coup, le monde des cartes géographiques, segmenté selon des structures hiérarchiques nationales, verticales ou, pour mieux dire, pyramidales, est de plus en plus mis en question par le développement d'un «réseaux» horizontal: financiers, économicques, scientifiques, culturels, à vocation universelle. La valeur relative de la terre, de ce qu'elle produit, de ce qu'un extrait ne cesse de diminuer tandis que l'univers devient de plus en plus abstrait, immatériel, nous faisant passer de «l'âge institutionnel» qui fut celui de l'Etat-nation, à «l'âge impérial».

Un autre hégélien, Alexandre Kojève, avait déjà, au lendemain de la libération, soutenu la thèse de la relève inévitable des Etats-nations, devenus trop petits, par les empires. Mais, pour Guéhenno, le plural est de trop. Et l'empire universel, qu'il a dans le tête n'est rien de commun avec la forme de gouvernement centralisée et autoritaire que le suggère son origine impériale. Essentiellement, c'est un espace où se meut — ou faut-il dire s'agit — l'espèce. D'être vaste comme la planète ne l'empêche pas d'avoir des contours très flous. D'ailleurs il n'aurait pas d'empereur. Ni non plus de dieu, sauf le vœu d'un centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, pour publier un brillant essai dans lequel il annonce le mort de la démocratie, dunt l'avènement universel devait, à en croire l'illustre Francis Fukuyama, déboucher à brève échéance sur la fin de l'Histoire, chère à Hegel.

L'âge postpolitique

Guéhenno serait-il donc un nouveau Teilhard de Chardin? Il lui manque en tout état de cause l'optimisme cosmique, le souffle prophétique, de l'auteur du *Phénomène humain*. Ce qu'il nous livre, c'est en réalité un procès-verbal de faillite: «Nous avons bâti sur le sable, écrit-il, et les fondations se désolent... Il n'y a plus d'ordre politique capable de créer des valeurs, plus de recette politique pour faire face aux dangers de l'âge postpolitique.» A la limite, toute tentative pour baser à nouveau un ordre sur le droit ne fera que «laisser cherir fibre aux impostures». La seule voie, dans ces conditions, c'est de prendre acte de la fin de l'âge des Lumières, et de revenir aux stoïciens, en souhaitant au nouvel âge impérial de ressembler à l'empire des Antonins, dont la sagesse assura pendant un siècle, au début de l'ère chrétienne, la pax romana.

En effet, devant l'ampleur de la crise qui ébranle actuellement l'ensemble du système judiciaire, un programme destiné à remettre la justice au pas par le moyen de quelques changements de personnes aux postes clés de la chancellerie et de la haute hiérarchie serait un remède pire que le mal. Le démantèlement du corps judiciaire est immense, mais son potentiel de révolte également, et la magistrature, qui n'a pas accepté les tentatives d'asservissement dont elle a été l'objet, n'admettrait pas qu'on la considère à nouveau comme une simple courroie de transmission des options gouvernementales. Or si la guerre d'indépendance est légitime, une guerre de sécession serait dramatique pour le fonctionnement de nos institutions.

Pour éviter le pire, il importe d'abord de redonner confiance aux juges, excédés par les multiples vexations qu'ils endurent depuis des années. Certes, rien ne sera possible sans un effort décisif consenti en faveur du budget de la justice, qui représente actuellement 1,5 % des dépenses de l'Etat, soit moins que le budget des anciens combattants. Mais au-delà de cette aide financière d'urgence, les magistrats — comme l'ensemble des citoyens — attendent que l'appareil judiciaire soit enfin libéré de l'emprise d'un exécutif omnipotent. Ces suppose une réforme du Conseil supérieur de la magistrature, accompagnée d'une redefinition en profondeur des règles de fonctionnement du parquet, trop souvent considérées par les gardes des sceaux successifs comme un simple instrument au service du pouvoir en place.

Pour être admise, la nécessaire adaptation du système judiciaire de notre pays aux exigences d'une démocratie moderne ne pourra être menée que dans la sérénité, loin des querelles partisans, par un garde des sceaux qui devra faire preuve de mêmes qualités de bon sens et de pondération que l'on est en droit d'exiger des magistrats: si ces conditions ne sont pas remplies, l'indépendance judiciaire ne sera qu'un vain mot.

► Valéry Turcey est secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lemaître, gérant
directeur de la publication
Bruno Fagniez
directeur de la rédaction
Jacques Godeau
directeur de la gestion
Maurice Landreau
secrétaire général
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solà
(indépendant du directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Thierry Fauriol
Philippe Harman
Jacques-François Simon
Daniel Varner
(directeur des relations internationales)
Anciens directeurs :
Hubert Basse-Mey (1944-1968)
Jacques Lemaître (1968-1983)
André Fontaine (1983-1988)
André Fontaine (1988-1993)
Rédaction et siège social :
15, RUE FAUBOURG
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (01) 40 00 20 20
Téléfax (01) 40 00 20 20
ADMINISTRATIF :
1, PLACE HUBERT-BASSE-MEY
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (01) 40 00 20 20
Téléfax (01) 40 00 20 20

مكتبة من الأصل

ÉTRANGER

Les conflits dans l'ex-Yougoslavie

Les Serbes de Croatie et de Bosnie décrètent leur unification

Les Serbes se sont, une nouvelle fois, mardi 20 avril, employés à défer la communauté internationale. Résolus à rassembler le peuple serbe dans un seul et même Etat et à créer une Grande Serbie sur les territoires conquis en près de deux ans de guerre, les Serbes de Croatie et de Bosnie ont décidé de procéder à leur unification.

BELGRADE

de notre correspondant

Les Assemblées des deux « Républiques » serbes autoproclamées en Croatie et en Bosnie se réuniront, samedi 24 avril, à Bosanski-Novi (à la frontière entre la Croatie et la Bosnie) pour constituer un « Parlement » unique qui devrait édicter dans la foulée un conseil des ministres. « Il n'est pas de force ou de monde qui puisse vous faire rentrer dans le giron croate et nous dans le giron bosniaque si nous marchons main dans la main », a déclaré le numéro deux des Serbes de Bosnie, Nikola Koljevic, devant l'Assemblée des Serbes de Croatie.

Le médiateur européen et coprésident de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, lord Owen, qui devait se rendre mercredi à Belgrade pour une dernière mission avant l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions décidées par les Nations unies et visant à isoler totalement la Serbie et le Monténégro, semble avoir désormais peu de chances de convaincre les leaders serbes de signer les accords de paix prévoyant la maintien d'une Bosnie-Herzégovine composée de dix provinces semi-autonomes.

L'acharnement des Serbes à faire échouer ce plan de paix

semble, d'ailleurs, avoir encouragé les Croates, qui ont été les premiers à signer les documents proposés par la communauté internationale, à arrondir au plus vite les contours des territoires qu'ils contrôlent ainsi que ceux que cette même communauté internationale leur a octroyés.

Par ailleurs, la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) a tenté, mardi, de négocier auprès des autorités serbes bosniaques un délai supplémentaire de soixante-douze heures pour achever l'opération de démantèlement de l'enclave musulmane de Srebrenica. En vertu de l'accord conclu le week-end dernier entre le commandant des forces serbes bosniaques, le général Ratko Mladic, et le chef de l'armée bosniaque, le général Sefer Halilovic, les « casques bleus » déployés dans Srebrenica avaient jusqu'au mercredi 21 avril en début d'après-midi pour réocculter l'armement des combattants musulmans.

Un convoi pour Srebrenica annulé

Craignant que la FORPRONU ne puisse protéger contre une éventuelle offensive des forces serbes - qui, elles, ne seront pas désarmées - les combattants musulmans hésitent à rendre leurs armes. La FORPRONU, qui n'a pas mandat d'intervenir en cas d'attaque contre Srebrenica, n'a pas non plus réussi à convaincre les Serbes de créer un « périmètre de sécurité » ou d'arrêter leurs premières lignes.

De plus, lors d'une réunion à l'aéroport de Sarajevo, le général Mladic a déclaré qu'il exigeait une application « au pied de la lettre » de l'accord de dimanche

et qu'il rendrait « personnellement responsable le général Wahlgen (commandant en chef de la FORPRONU dans l'ex-Yougoslavie) si les musulmans ne rendaient pas leurs armes d'ici mercredi ».

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a, d'autre part, annulé un convoi de secours destiné à l'enclave assiégée en raison d'attaques à coups de pierres en territoire sous contrôle serbe qui ont fait deux blessés légers parmi les chauffeurs des camions.

FLORENCE HARTMANN

La peur de Mounira

Victime du « nettoyage » serbe, cette grand-mère bosniaque redoute maintenant les effets de l'autre guerre : celle qui met aux prises Croates et Musulmans

Après six jours de combats en Bosnie centrale, les États-majors croate et musulman sont convenus, mardi 20 avril, d'une trêve. Auparavant, les affrontements s'étaient étendus à la ville de Mostar (Herzégovine occidentale).

POSUSJE (Herzégovine)
de notre envoyé spécial

Maintenant, Mounira a peur. Maintenant que les « frères ennemis » musulmans et croates sont devenus ennemis tout court et s'affrontent en un sanglant conflit pour le contrôle des zones ethniquement mixtes de Bosnie centrale,

Mounira, une grand-mère musulmane de cinquante-quatre ans, raconte sa « peur de rester dans le village croate » de Posusje, à la frontière croato-bosniaque - dans une Herzégovine occidentale contrôlée par les Croates - où elle s'est réfugiée il y a huit mois, victime de la « purification ethnique » pratiquée par les Serbes. Elle vient de la région de Banja-Luka, dans le nord-ouest de la République déchirée.

Maintenant que les alliés d'hier se tuent, Mounira tremble de colère - comme tous les réfugiés musulmans dans l'Herzégovine croate - « parce que, dit-elle, le monde n'a rien fait, mais aussi de désespoir et de peur. A Posusje, les enfants croates jettent aujourd'hui des pierres sur le gymnase où s'enferment depuis des mois cent cinquante réfugiés musulmans. En ville, les commerçants croates disent n'avoir plus rien à leur vendre. En partant au front, les soldats du HVO (forces croates de Bosnie) n'oublient jamais de tirer une rafale en l'air, pour le moment - en passant devant leur camp improvisé. Des civils craignent « des choses sales », raconte Akda.

Exécutions sommaires

Elle a vingt ans, elle est musulmane, elle a peur, et, comme tous dans le camp, elle ne sait plus où aller. « En Hollande », espère-t-elle, car l'espoir tenu de retourner en Bosnie occidentale contrôlée par les Serbes, « à la maison » (presque toujours rasée), semble avoir disparu. La fragile espérance a succombé devant le refus des Serbes de signer la paix, leur détermination à prendre Srebrenica - théoriquement attribuée aux musulmans - l'expulsion des combattants serbes en Bosnie centrale, à quelques centaines de mètres du camp, près de cent personnes, musulmanes pour la plupart, dormaient depuis quatre jours dans leurs bus. Les autorités croates de Posusje refusent que ces réfugiés s'installent ici.

Elles assurent attendre, après les combats, les Croates victimes des agissements des forces musulmanes. A Jablanica, d'où l'on contrôle la distribution de l'électricité et les communications pour une grande partie de la Bosnie (dont Sarajevo), les musulmans, qui ont pour le moment le dessus, ont ainsi « fait partir » au moins quatre cents Croates. Près des autobus, les réfugiés de Posusje

ont, eux aussi, perdu l'espoir de rejoindre leur famille en Bosnie centrale, où la guerre fait rage.

A Vitez, contrôlée par les Croates et où les combats auraient fait quelque deux cents morts en quatre jours, des familles de musulmans auraient même été exécutées, mardi 20 avril, dans leur maison, d'une balle dans la tête, par des hommes du HVO. Il y aurait aussi eu des cas de viols, selon des sources des Nations unies, citées par la BBC. « Des atrocités ont été commises, de part et d'autre, de façon individuelle », nous a déclaré un porte-parole de la Force de protection des Nations unies de Vitez. Des « casques bleus » ont vu des corps exécutés. Mais, a-t-il ajouté, « outre la pratique du nettoyage ethnique - qui semble être un sport national en Bosnie -, nous n'avons pas encore de preuves que des atrocités majeures et orchestrées ont été commises par les Croates ».

Dimanche, une voiture piégée a explosé devant la mosquée de la ville, détruisant une trentaine de maisons. Des membres d'organisations humanitaires évacués de la zone des combats racontent des scènes d'horreur - villages en flammes, habitations rasées par des tirs tendus à l'arme lourde - dans des combats chaotiques, tant civils et combattants - croates comme musulmans - sont mêlés dans ces régions de Bosnie centrale, attribuées (malgré une forte présence musulmane) par le plan de paix des négociateurs de l'ONU Cyrus Vance et de la CEE David Owen aux Croates, qui affirment ne faire qu'appliquer les recommandations internationales.

Sur ces terres, le seul résultat concret du plan Vance-Owen ressemble fort à un massacre. Après de premiers affrontements en octobre 1992, les forces croates et musulmanes, alliées contre les Serbes, s'étaient débarrassées combattues, en janvier, pour le contrôle de ces zones, juste après la publication de la carte de découpage régional concoctée par les négociateurs et rejetée par les Serbes. Les forces serbes, elles, qui se trouvent de part et d'autre de la Bosnie centrale, guettent des lignes de front qui se dégringolent des combattants croates et musulmans dépêchés pour cette nouvelle bataille. Ces forces serbes seraient, d'ailleurs, les auteurs de certains bombardements sur les zones croato-musulmanes, afin d'attiser le feu d'un conflit dont elles pourraient tirer le meilleur profit.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Le dilemme du HCR

Les « zones protégées » ne favorisent-elles pas la purification ethnique ?

GENÈVE

de notre correspondant

C'est avec la tragique certitude qu'il n'existe pas d'autre moyen de sauver, ne serait-ce que provisoirement, les enclaves musulmanes assiégées, que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a proposé la création de « zones protégées » en Bosnie. Compte tenu de la situation actuelle, elles ne devaient pas cependant être assimilées à des « zones de sécurité ». On peut se demander en effet, quand on voit ce qui se passe à Srebrenica, dans quelle mesure d'autres villes menacées depuis des mois, comme Gorazde et Zepa, pourraient être vraiment « protégées » - même si la FORPRONU et le HCR s'y déploient rapidement.

Pour que les soldats de l'ONU puissent investir ces villes, il leur faut d'abord le feu vert du Conseil de sécurité, dont les décisions ne sont pas toujours rapides et le HCR en est conscient. D'autre part, il sait que ces zones risquent d'avoir un « effet d'aimant » sur les populations terrorisées et affamées alentour, cherchant à trouver refuge et protection. Des villages entiers pourraient être abandonnés et tomber automatiquement, quasiment sans combats, aux mains des Serbes. Ces départs massifs - encouragés en quelque sorte par le HCR - participeraient donc de la politique de purification ethnique, et le Haut Commissariat en est également conscient. Mais, d'un autre côté, comment l'organisation peut-elle laisser sans secours

Gorazde, qui a accueilli soixante-dix mille réfugiés, et Zepa, où il y en a près de trente mille ? Ron Redmond, un des porte-parole du HCR, a cependant affirmé qu'une présence militaire internationale représenterait « le meilleur moyen d'empêcher les souffrances (...) et de garantir l'accès et l'envoi de secours ». Il ajoute que la situation de ces enclaves est « si désespérée que nous ne voyons pas d'autre solution ». Le Haut Commissariat a présenté, entre autres, aux représentants de M. Boutros Boutros-Ghali, de la FORPRONU, des organisations non gouvernementales (ONG) ainsi qu'aux chefs de guerre des parties en conflit, une série de recommandations. Ainsi Tuzla qui, sans en avoir les moyens matériels, a accueilli des milliers de réfugiés de Srebrenica ne peut être ravitaillée qu'à partir de Belgrade, c'est-à-dire que l'acheminement de l'aide dépend du bon vouloir des Serbes ; les autres accès sont bloqués en raison des combats. Le HCR ne peut plus envoyer à Tuzla les secours stockés dans les entrepôts du sud de la Croatie ou en Bosnie centrale, si la trêve n'est pas respectée. Le Haut Commissariat recommande par conséquent la réouverture de l'aéroport de Tuzla aux avions - seuls les hélicoptères peuvent s'y poser jusqu'à présent. Enfin, pour faciliter les opérations de ravitaillement, il conviendrait d'ouvrir les routes de Sarajevo à Tuzla et, au sud-ouest de la Bosnie, de Sarajevo à Tarcin.

ISABELLE VICHNIAC



Compte à rebours

Suite de la première page

Délai de grâce pour M. Eltsine, qui ne voulait pas s'associer à une mesure « antiserbe » avant le référendum du 25 avril en Russie. Délai d'impunité pour les Serbes, mais aussi - espèrent les plus optimistes - ultime occasion pour eux d'accepter de faire taire les armes.

Délai de réflexion accélérée, enfin, pour les Occidentaux, accablés, après un an de guerre en Bosnie, à changer leur fusil d'épaule. Un vrai compte à rebours est en cours : sauf élément nouveau du côté serbe, c'est, avec le plan Vance-Owen, la sacro-sainte stratégie onusienne dite « du maintien de la paix » qui sera enterrée le 26 avril.

Au profit de quoi ? Nul n'en sait rien encore. Mais on sent ce qu'il est convenu d'appeler « la communauté internationale » à la recherche d'un nouveau consensus face à la crise yougoslave. A quelques jours d'une échéance qu'il redoute, ebauché hérite encore. Paris, Londres, Washington et Moscou se disent fermes sur le blocus (c'est-à-dire l'interdiction de lui transiter terrestre, aérien et maritime vers la Serbie). Mais on sait bien que, même dans l'hypothèse où il serait mieux appliqué que ne l'a été l'embargo, il n'entraînerait qu'un processus d'asphyxie lente de la Serbie.

Et l'on ne se fait guère d'illusion en privé, ni quant à sa capacité à bloquer les Serbes hors des territoires qu'ils ont conquis, ni même quant à ses vertus psychologiques sur un peuple dont la paranoïa a été à ce point exaltée depuis deux ans.

En France, on s'en tient officiellement à ce blocus que l'on prépare activement avec les partenaires de la communauté. Mais on ajoute, au gouvernement du moins, et c'est nouveau, « n'écarter aucune autre hypothèse » pour l'après-26 avril. Aucune stratégie n'a encore été arrêtée, et les points de vue apparemment divergent, y compris au sein d'un même ministère comme celui des affaires étrangères, à propos de telle ou telle action de type militaire envisagée par les Américains.

Quand on a demandé mardi à François Léotard ce qu'il pensait de l'idée de frappes aériennes sélectives, qui semblent avoir les faveurs de certains responsables du Pentagone, il a répondu : « Nous sommes très réservés pour l'instant, tant que les soldats de l'ONU (en Bosnie) ne sont pas soit regroupés, soit mieux

protégés », ce qui ne constitue pas un rejet de principe. M. Balladur a, annoncé, dimanche, que les « casques bleus » allaient être armés et leur mission redéfinie. Lorsqu'on cherche à savoir dans quel sens, la réponse est... que cela dépendra de ce qui va se passer dans les prochains jours.

Mais on peut raisonnablement penser qu'il s'agit de faire en sorte que ces hommes ne soient plus ni en position de complexes objectifs des Serbes ni non plus en position d'otages, exposés aux représailles. L'un des principaux arguments opposés à toute forme de coopération disparaîtrait alors.

Pressions sur Bill Clinton

On insiste en outre au Quai d'Orsay, sur la très bonne entente franco-américaine dans cette affaire, comme s'il s'agissait d'un front face aux Américains. L'hostilité de Londres et de Paris à toute action militaire s'était jusqu'à présent nourrie de la conviction que les États-Unis, qui n'ont rien d'otages, exposés aux représailles. L'un des principaux arguments opposés à toute forme de coopération disparaîtrait alors.

Des pressions de plus en plus fortes en faveur d'une intervention autre que terrestre s'exercent en effet sur le président américain, qui consulte ces jours-ci ses experts et ses alliés, mais qui, lui non plus, n'a pas encore pris sa décision. Des sénateurs, des éditeurs, estimant avérée la faillite de l'Europe, appellent Bill Clinton, au nom de la morale ou du rôle des États-Unis dans le monde, à un sursaut de fermeté. « Nous sommes en pleine révision urgente de notre politique », répondait, mardi, aux interpellations des sénateurs, le secrétaire d'Etat Warren Christopher, sans laisser cependant entrevoir de quel changement d'attitude il pourrait s'agir.

A l'encontre de frappes aériennes contre les batteries d'artillerie serbes, M. Christopher reprend l'argument des alliés selon lequel elles « interféreraient avec les opérations humanitaires » ; « il y a peut-être de meilleures options », ajoute-t-il. A propos d'une levée de l'embargo sur les armes au profit des musulmans de Bosnie, que l'émis-saire américain Reginald Bartholomew défendait avec insistance la semaine dernière à Londres et à Paris, M. Christopher bat légèrement en retraite en concédant qu'elle pose « de sérieuses ques-

tions ». A Paris comme à Londres, cette réticence, dans le respect de laquelle finirait par que des armes soient dénichées aux musulmans, une offensive des Serbes, sans aucune retenue, aurait eu raison des décennies d'endosse. Les ambassadeurs européens à l'ONU ont toutefois reçu pour consigne d'accepter les consultations « en sujet ».

Quant aux Russes, ils multiplient ces jours-ci les mises en garde contre toute action militaire. Allant un peu plus loin, leur ambassadeur à l'ONU a reproché, mardi, aux Occidentaux une approche « partielle et trop politisée » du conflit, c'est-à-dire la mise en cause exclusive des Serbes au moment où les Croates mènent en Bosnie centrale une offensive sanglante contre les musulmans.

L'amitié russo-serbe est sans doute le cadet des soucis de l'Occident russe, mais le camp des conservateurs en joue au maximum et M. Clinton semble hanter par l'idée qu'il pourrait contribuer en quoi que ce soit à faire perdre son référendum à Boris Eltsine. Cela étant, si le président russe passe cette épreuve avec succès, dimanche 25 avril, la « cause » serbe s'en trouvera quelque peu affaiblie au Conseil de sécurité. Le vice-ministre des affaires étrangères, Vitali Tchoukine, répondait, lundi, à la question posée d'un journaliste à Moscou que « la Russie a ses propres priorités de politique étrangère » et qu'elle « n'entrera pas en conflit avec la communauté internationale sous prétexte qu'un accord ne peut être trouvé sur la carte de la Bosnie ».

Ce souci de préserver une certaine cohésion avec les Occidentaux irait-il cependant jusqu'à approuver un recours à la force contre les Serbes après le 25 avril ? On ne saurait aujourd'hui l'affirmer, même si le camp des démocrates à Moscou ne peut pas non plus, pour des raisons de politique intérieure, à supposer qu'ils en aient le droit, prendre fait et cause pour la grande Serbie, ce qui serait ôder aux arguments des nationalistes grand-russes.

M. Tchoukine s'est donné beaucoup de mal ces dernières semaines pour essayer de faire aboutir un compromis entre les aspirations serbes et les positions occidentales synthétisées dans le plan Vance-Owen. Il a apparemment surestimé sa capacité d'influence sur M. Milosevic, puisqu'il n'a pas même obtenu ce qu'il avait promis à Bill Clinton : l'arrêt de l'offensive en Bosnie orientale. Reste que la démarche russe est la seule branche à laquelle s'accrochent encore les Occidentaux pour les quelques jours à venir. C'est un

espoir de cessez-le-feu, qu'on appelle encore par euphémisme le plan Vance-Owen, tout en sachant très bien que de toute façon ce ne serait pas lui.

Les Russes demandent d'une part aux Serbes de contenir leurs ambitions et de les exprimer : « Les Serbes doivent formuler leurs exigences minimales pour des corrections de la carte », disait lundi M. Tchoukine. Ils demandent d'autre part aux Occidentaux de modifier le plan de paix sur un point : la continuité géographique des territoires serbes. Jusqu'à présent, les Occidentaux se sont refusés à ce qui, présenté sous cette forme, équivaudrait à reconnaître encore plus le fait accompli et, comme dit un diplomate français, à « accepter d'avance le dépeçage de la Bosnie ». Mais, au Quai d'Orsay du moins, on est en fait prêt à renégocier. « Notre objectif, c'est d'arrêter la guerre de conquête. Notre seule base, c'est le plan Vance-Owen. Mais si les Serbes veulent le renégocier, c'est possible », explique un représentant du ministère.

« Le problème, ajoute un autre, c'est de savoir jusqu'où on peut aller sans que les Croates et les musulmans restent en cause leur signature. S'il s'agit d'un couloir de circulation entre territoires serbes, c'est possible. Mais s'il s'agit de faire échapper ce couloir à toute souveraineté bosniaque, cela remet en cause l'ensemble du plan. » Les Croates le sentent bien, qui se hâtent depuis quelques jours d'assurer leur « souveraineté » dans les régions que leur ont promises MM. Vance et Owen.

Voilà à quel précaire espoir s'attachent encore pour les jours qui viennent les plus « optimistes » : l'acceptation par les Serbes d'un plan qui aurait été modifié non en faveur des musulmans, comme le voulaient il y a quelques mois les Américains, mais en faveur des Serbes. Un plan Vance-Owen aggravé donc, qui aurait pour avantage immédiat de faire cesser les embarras et pour avantage dérivé d'épargner une fois encore à la communauté internationale d'avoir à faire un choix auquel elle s'était jusqu'à présent refusée.

CLAIRE TRÉAN

○ Première violation de l'espace aérien bosniaque. - Deux chasseurs américains F-15 détachés auprès de l'OTAN pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie ont, mardi, lundi 20 avril, un hélicoptère volant à basse altitude en zone interdite,

EUROPE

ITALIE : nouvelles révélations des juges de Palerme

Giulio Andreotti aurait rencontré le « parrain » Toto Riina à la fin des années 80

Le dossier de l'ex-président du conseil et sénateur à vie démocrate-chrétien Giulio Andreotti s'est encore alourdi, avec l'arrivée, mardi 20 avril, d'un nouveau supplément d'enquête en provenance du parquet de Palerme. Le texte de vingt-cinq pages, publié par le Sénat, contient, pour l'essentiel, les déclarations d'un nouveau « repenté », Baldassare Di Maggio, dit « Balduccio », celui-là même dont le témoignage fut décisif dans la capture, il y a quelques mois, du parrain des parrains, Toto Riina. Giulio Andreotti a démenti ces accusations qu'il a qualifiées de « diffamatoires ».

ROME

de notre correspondant

On peut lire, dans le texte transmis par les juges de Palerme, l'incroyable récit d'une rencontre en Sicile, à la fin des années 80, chez Ignazio Salvo - homme charnière entre deux milieux politiques : il y avait là Toto Riina et... Giulio Andreotti en personne. Une rencontre qui aurait duré plus de trois heures et aurait pu être liée au « maxi-procès » contre la Mafia.

Baldassare Di Maggio, qui servait à l'époque de chauffeur pour le « boss », raconte la scène sans omettre un seul détail de cet appartement coquet avec divans, tableaux, tapis, terrasse fleurie et même ascenseur direct. Il énumère Riina et ses lieutenants dans sa « Golf blanche » pour l'occasion, on lui a même demandé « de s'habiller avec élégance ». Giulio Andreotti et Salvo Salvo, le « procureur » adréotien en Sicile, qui sera assassiné en mars 1992, sont déjà là, assis autour du maître de maison dans une atmosphère d'identification.

pour accueillir les nouveaux arrivants, et là, raconte Di Maggio, lui, « petit tueur », s'est contenté de leur serrer la main. « Riina, au contraire, les a salués en les embrassant tous les trois. » Baiser réciproque qui peut signifier un signe de reconnaissance entre « hommes d'honneur » ou alors la marque d'un grand respect réciproque.

La crédibilité des « repentés »

Explication de « Balduccio » : « Le baiser qu'ils ont échangé semblait être un signe de respect. Mon impression personnelle - mais ce n'est qu'une impression - c'est que les trois hommes se connaissaient déjà. » En partant, Riina recommande à son chauffeur le plus grand secret en mimant le geste symbolique de quelque chose qui tourne une clef dans une serrure. Alors, après ce « baiser » d'initiation, que conclure ? Di Maggio est formel : « Ni l'onorevole Lima, ni l'onorevole Andreotti ne m'ont été présentés comme des « hommes d'honneur ». Riina en personne m'a répété plusieurs fois qu'il est impossible pour un homme politique de quelque niveau (...) que ce soit de devenir un « homme d'honneur ». De même un « homme d'honneur » ne doit pas toucher à la politique. »

Quant aux autres pièces ajoutées au dossier, il s'agit d'une booke douzaine de photographies ou couleures, représentant M. Andreotti au cours d'une cérémonie religieuse pour l'inauguration de l'église du Christ-Roi, dans la banlieue de Rome, en novembre 1987. A ses côtés, on reconnaît des identifi-

fiés comme des parents d'un mafieux notoire et recherché, Vincenzo Sinacori, chez qui les photos ont été trouvées au cours d'une perquisition. Le curé de la paroisse du Christ-Roi n'étant autre que l'oncle de Sinacori.

C'est trop, on trop peu, et pour être de plus en plus énormes, ces « révélations » de repentis, sans apporter de preuves, ont encore alourdi le climat de doute et de suspicion qui entoure l'ex-président du Conseil. Ce dernier s'a d'ailleurs pas changé sa ligne de défense d'un iota, et continue à démentir les « calomnies et les manœuvres » dont il est l'objet, y compris « à l'étranger et pas seulement aux Etats-Unis ». Il obtiendrait sans doute pas un verdict de la commission ad hoc du Sénat sur la levée éventuelle d'immunité parlementaire avant la fin de la semaine. Mais tandis qu'un débat s'instaure, une nouvelle fois, sur la crédibilité des repentis qui, comme Buscetta ou Maniaco, ont été jusqu'ici très fiables, le secrétaire de la Démocratie-chrétienne, Mino Martinazzoli, a annoncé qu'il ne donnerait aucune consigne de vote. A chacun de s'exprimer selon son intime conviction.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

o Dissolution du conseil municipal de Rome. - Le conseil municipal de Rome, dont plusieurs membres ont été impliqués ces dernières semaines dans des affaires de corruption, s'est auto-dissout, mardi 20 avril, pour provoquer de nouvelles élections. Le maire de la ville, Franco Carraro (socialiste), a considéré que toute tentative pour maintenir l'équipe en place était vaine. Les élections devraient avoir lieu « avec les nouvelles règles qui prévoient que les citoyens choisissent directement leur maire » (Le Monde du 29 mars), a précisé

RUSSIE : à quatre jours du référendum

Le ton monte à nouveau entre M. Eltsine et ses adversaires conservateurs

MOSCOU

de notre correspondant

A quatre jours du référendum centré sur une question de confiance à Boris Eltsine, l'entourage du président russe affiche une assurance de plus en plus affirmée, tandis que ses adversaires donnent des signes de nervosité.

Le chef de l'administration présidentielle, Sergueï Filatov, a ainsi présenté, mardi 20 avril, trois « variantes » de résultats, qualifiées d'« optimistes, réalistes ou pessimistes », mais qui toutes prévoient qu'une majorité absolue de votants exprimeront leur confiance à M. Eltsine. Aucune de ces « variantes », censées s'appuyer sur des enquêtes menées par la présidence, ne donne cependant à M. Eltsine la majorité des inscrits, c'est-à-dire ne satisfait aux exigences posées par le Congrès.

Le Tribunal constitutionnel, réuni mardi pour déterminer si cette exigence était ou non légale, a remis sa décision à mercredi, après avoir entendu les opinions contradictoires de divers experts. En tout état de cause, M. Eltsine avait annoncé à l'avance qu'il ne tiendrait pas compte de la décision du Tribunal si elle lui était défavorable, et en pratique il lui suffira d'obtenir une claire majorité des votants pour revendiquer la victoire.

Divers sondages, - dont la fiabilité n'est d'ailleurs pas évidente - indiquent pour l'instant de fortes variations selon les classes d'âge, les milieux sociaux et surtout les régions : celle d'Ekaterinbourg (ex-Sverdlovsk), où Boris Eltsine fut premier secrétaire du parti, s'apparente par exemple à voter massivement en faveur de l'enfant du pays, la région de Voronej, en Russie centrale, manifestait une nette préférence pour le candidat conservateur.

ment son hostilité. C'est précisément ce qu'il faut se souvenir mardi les responsables des Parlements locaux de Russie, en présence du président de Soviét suprême, Rousslan Khasboulatov, qui en a profité pour proférer des menaces à l'égard du pouvoir exécutif.

M. Khasboulatov a évoqué d'un ton dédaigneux les « décrets et résolutions » pris à Moscou, mais qui, à son avis, ne seraient en vigueur que jusqu'à son retour dans la capitale : « Je vais les annuler », (quelques jours plus tôt, M. Eltsine avait lui-même annoncé des mesures destinées à « neutraliser » l'activité « nocive » du Parlement).

Le ton belliqueux adopté par M. Khasboulatov dissimulait cependant, mal à son avantage, le fait que le président de Soviét suprême a ainsi remarqué qu'au stade actuel la tâche essentielle des députés n'était pas « d'assurer la victoire au référendum, mais de minimiser les pertes causées par les coups constants et répétés qui portent à la Russie le président et son entourage le plus proche ». De manière encore plus explicite, M. Khasboulatov a ajouté qu'à force de « manipulations, d'intrigues et de pressions », M. Eltsine pourrait bien obtenir la majorité au référendum.

Préparer les prochaines échéances

De toute évidence, et alors même que le président poursuit très activement sa campagne électorale, les rencontres et les promesses (aux jeunes, aux syndicalistes, aux familles, aux communistes, aux religieux, etc.), les deux parties consacrent dès à présent l'essentiel de leurs efforts à la bataille de l'après-référendum. Ainsi M. Filatov a-t-il accusé les dirigeants du Parlement de préparer la « catastrophe » d'un nouveau

Congrès extraordinaire des députés, qui pourrait se réunir au lendemain même du vote. Il est en effet très possible que la population se prononce pour des élections législatives anticipées (c'est l'objet de la quatrième question du référendum), et un conflit ne manquera pas d'éclater immédiatement sur les modalités de cette élection.

Pour l'équipe présidentielle en effet, il n'est pas question de laisser se dérouler un tel vote sans avoir auparavant fait adopter une nouvelle Constitution qui réduirait sensiblement les pouvoirs du Parlement au profit du président. La méthode choisie pour tenter d'imposer cette nouvelle Constitution pourrait varier selon que la victoire de M. Eltsine sera nette ou équivoque.

On n'en est pourtant pas encore tout à fait là, et certains Russes continuent à se demander qui pourrait succéder à M. Eltsine au cas où... Interrogé par les lecteurs du quotidien Konsomolskaya Pravda, le vice-président Rouskoi a d'abord fait valoir que la question était « immortelle », avant d'ajouter, poussé dans ses retranchements, que si Boris Eltsine démissionnait, il se porterait « bien entendu candidat ».

Lui-même, en revanche, c'est toujours pas prêt à démissionner si le président l'emporte au référendum. Dans l'immédiat, porté par une saute de cœur, le général Rouskoi dénonce ouvertement ce qu'il appelle la « corruption » de l'entourage présidentiel. Ce qui est aussi le moyen le plus efficace de porter tort à M. Eltsine : M. Khasboulatov a d'ailleurs repris à son compte ce thème particulièrement porteur en déclarant mardi que le président et le gouvernement étaient « contrôlés par des éléments criminels ».

IAN KRAUZE

Un détachement de la Bundeswehr en armes participera aux opérations de l'ONU en Somalie

BONN

de notre correspondant

L'envoi de troupes allemandes en Somalie devait être confirmé officiellement, mercredi 21 avril, par le conseil des ministres allemand avant de faire l'objet d'une déclaration gouvernementale devant le Bundestag. Les partenaires de la coalition (CDU, CSU, FDP), s'étaient mis d'accord, mardi, sur la définition des missions de ces unités, pour éviter une éventuelle bataille constitutionnelle.

A la requête du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, l'Allemagne devrait donc envoyer, vers la fin juin, 1.640 hommes dans

la corne de l'Afrique sous les couleurs de l'Organisation internationale. Il s'agit d'un bataillon de transport et de ravitaillement renforcé d'éléments d'« antiterrorisme » chargés d'assurer la sécurité. En aucun cas ce bataillon ne doit prendre part à des opérations de pacification. Sa mission est exclusivement d'effectuer la distribution de l'aide alimentaire et des biens d'équipement. Il sera placé sous le contrôle opérationnel des « casques bleus », mais son commandement relèvera directement du ministère allemand de la Défense.

Après le Cambodge, où les Allemands ont mis une antenne médicale à la disposition de l'AFORPRO-NUC, la Somalie sera le deuxième

théâtre d'opération où seront présents des « casques bleus » allemands (les équipes allemandes des AWACS surveillant l'espace aérien bosniaque interviennent, eux, dans le cadre d'une mission confiée à l'OTAN par les Nations unies). Il s'agit cependant d'une nouvelle étape pour le gouvernement. Malgré les limitations de leur mission, ces « casques bleus » pourraient avoir à se servir de leurs armes en cas d'agression, ce qui serait une première depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Rejetant les craintes d'une partie de la population, la « teneur » du quotidien alternatif Tagesspiegel est occupée, mercredi, par la photo d'un soldat allemand frappé de plein fouet par le feu ennemi.

Le Parti libéral (FDP), qui avait soulevé une motion politique à l'Assemblée fédérale déposant un recours constitutionnel contre le maintien d'équipes allemandes dans les avions AWACS de l'OTAN chargés de contrôler le ciel bosniaque, n'a pas estimé nécessaire cette fois de réagir. Le Parti social-démocrate (SPD) a fait savoir qu'il n'avait pas, lui non plus, d'objections sur le fond mais s'apprêtait néanmoins à élargir les plateaux déjà déposés devant la Bundestag. Il estime en effet que la Constitution ne couvre pas, quelque qu'en soit la justification, ce genre d'opérations. Le désaccord entre les partis porte sur l'ampleur des changements à apporter à la Loi fondamentale, qui doit couvrir, selon les chrétiens-démocrates, non seulement les missions de l'ONU mais aussi celles à mener dans le cadre des institutions atlantiques et européennes.

HENRI DE BRESSON

o Nouvelle manifestation contre l'organisation des Jeux olympiques à Berlin. - Quarante personnes, qui participaient, lundi 19 avril à Berlin, à une manifestation contre la candidature de la ville aux Jeux olympiques de l'an 2000, ont été interpellées lorsque les protestataires ont tenté de s'approcher de l'hôtel dans lequel réside une délégation du Comité international olympique (CIO), en visite en Allemagne. Dimanche, plusieurs milliers de personnes avaient déjà manifesté à Berlin. - (AFP)

La circulaire sur l'enseignement du catéchisme va être modifiée

Le Tribunal constitutionnel polonais donne, partiellement raison, lundi 19 avril, au porte-parole des droits de l'homme (médiateur) polonais, le professeur Tadeusz Zieliński, en jugeant que trois passages de la circulaire ministérielle sur l'enseignement du catéchisme à l'école n'étaient pas compatibles avec la législation en vigueur.

La question avait soulevé récemment une violente polémique dans le pays, le cardinal-primat Jozef Glemp critiquant la procédure engagée par le médiateur. Ce dernier a répondu en contestant au garde des Sceaux l'instauration d'un « Etat confessionnel » en Pologne, provoquant ainsi une réaction de quel que quatre-vingt députés catholiques, tant du côté du gouvernement que de l'opposition, qui ont demandé sa révocation.

Le ministre de l'Éducation nationale a maintenant trois mois pour

modifier les passages mis en cause, qui imposent notamment aux parents de demander par écrit l'exemption éventuelle de leurs enfants du cours de catéchisme, proposent des cours d'éthique comme matière de remplacement, et interdisent de maintenir en fonctions des catéchistes aux quels l'évêque du lieu aurait refusé son approbation.

En revanche, le tribunal n'a rien trouvé à redire à d'autres principes énoncés dans la circulaire : la présence de croix dans les salles de classe, y compris celles où l'on n'enseigne pas le catéchisme, la prière avant ou après les cours, l'inscription de la note de catéchisme au tableau de fin d'année et la prise en charge par l'Etat de la rémunération des catéchistes. Le médiateur a aussitôt annoncé qu'il acceptait pleinement la décision du tribunal. - (AFP)

EN BREF

o BELGIQUE : explosion de deux missiles de l'ambassade de Zaïre. - En représailles à l'explosion de deux gendarmes chargés de la sécurité de l'ambassade belge à Kinshasa, la Belgique a annoncé, mardi 20 avril, l'expulsion de deux membres de l'ambassade de Zaïre à Bruxelles. Selon Kinshasa, les gendarmes belges Patrick Matagne et Bruno Van Outrin avaient été pris « en flagrant délit d'achat de tenues militaires zaïroises ». Le « pouvoir de plus en plus hôte » au Zaïre se livre à une campagne de « provocations » contre la Belgique, a commenté le chef de la diplomatie belge Willy Claes. - (AFP)

o GRANDE-BRETAGNE : procès de policiers. - Trois policiers comparaitront depuis le mardi 20 avril devant un tribunal londonien, pour manipulation et falsification de preuves ayant conduit à l'une des plus grandes erreurs judiciaires du Royaume-Uni. L'emprisonnement à tort pendant 15 ans des « quatre de Guildford », condamnés et emprisonnés en 1975, pour des attentats à la bombe dans des pubs de Guildford (sud de Londres) et de Woolwich (est), qui avaient fait au total 7 morts et 98 blessés fin 1974. Les quatre jeunes gens, devenus le symbole des victimes du système judiciaire britannique,

n'avaient été libérés qu'en octobre 1989, après avoir été innocentés par une cour d'appel. Les trois policiers nient les faits qui leur sont reprochés. - (AFP)

o TURQUIE : un procureur tué dans un attentat. - Le procureur Ehem Ekim, et son chauffeur, ont été tués, mardi 20 avril, par des inconnus armés à Adana, dans le sud de la Turquie, a rapporté l'agence de presse semi-officielle Anadolu. Le procureur avait assisté l'an dernier à une opération policière contre l'organisation d'extrême-gauche Dev-Sol en cours de laquelle trois militants avaient été tués. - (AFP, Reuters)

Cessez-le-feu temporaire

Le cessez-le-feu de quarante-huit heures, entré en vigueur lundi 19 avril à midi, dans le Haut-Karabakh, n'a pas été rompu dans la journée de mardi. Il a permis à une délégation d'observateurs de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) de se rendre dans cette enclave arménienne en Azerbaïdjan. Cette mission, dirigée par le colonel Haponen (Finlande), a pu rencontrer le président du Comité de défense du Haut-Karabakh, Robert Kotchikian. Elle s'est également rendue à Agdam, dans l'ouest de l'Azerbaïdjan, où se trouve le quartier général des forces musulmanes. La trêve pourrait être prolongée si les membres de la mission décident de rester plus longtemps sur place, a précisé Rosham Jemshid, porte-parole du ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères.

Cette accalmie intervient alors que les présidents arménien et azerbaïdjanais, Levon Ter-Petrosian et Abulfaz Elchibey, Ankara, se rencontrent, mercredi 21 avril, en marge des célébrations nationales de l'ancien président turc, Turgut Ozal. - (AP, AFP)

Le Monde
OFFICES
10, rue de la Harpe, Paris 5
01 47 33 10 00
01 47 33 10 01
01 47 33 10 02
01 47 33 10 03
01 47 33 10 04
01 47 33 10 05
01 47 33 10 06
01 47 33 10 07
01 47 33 10 08
01 47 33 10 09
01 47 33 10 10
01 47 33 10 11
01 47 33 10 12
01 47 33 10 13
01 47 33 10 14
01 47 33 10 15
01 47 33 10 16
01 47 33 10 17
01 47 33 10 18
01 47 33 10 19
01 47 33 10 20
01 47 33 10 21
01 47 33 10 22
01 47 33 10 23
01 47 33 10 24
01 47 33 10 25
01 47 33 10 26
01 47 33 10 27
01 47 33 10 28
01 47 33 10 29
01 47 33 10 30
01 47 33 10 31
01 47 33 10 32
01 47 33 10 33
01 47 33 10 34
01 47 33 10 35
01 47 33 10 36
01 47 33 10 37
01 47 33 10 38
01 47 33 10 39
01 47 33 10 40
01 47 33 10 41
01 47 33 10 42
01 47 33 10 43
01 47 33 10 44
01 47 33 10 45
01 47 33 10 46
01 47 33 10 47
01 47 33 10 48
01 47 33 10 49
01 47 33 10 50
01 47 33 10 51
01 47 33 10 52
01 47 33 10 53
01 47 33 10 54
01 47 33 10 55
01 47 33 10 56
01 47 33 10 57
01 47 33 10 58
01 47 33 10 59
01 47 33 10 60
01 47 33 10 61
01 47 33 10 62
01 47 33 10 63
01 47 33 10 64
01 47 33 10 65
01 47 33 10 66
01 47 33 10 67
01 47 33 10 68
01 47 33 10 69
01 47 33 10 70
01 47 33 10 71
01 47 33 10 72
01 47 33 10 73
01 47 33 10 74
01 47 33 10 75
01 47 33 10 76
01 47 33 10 77
01 47 33 10 78
01 47 33 10 79
01 47 33 10 80
01 47 33 10 81
01 47 33 10 82
01 47 33 10 83
01 47 33 10 84
01 47 33 10 85
01 47 33 10 86
01 47 33 10 87
01 47 33 10 88
01 47 33 10 89
01 47 33 10 90
01 47 33 10 91
01 47 33 10 92
01 47 33 10 93
01 47 33 10 94
01 47 33 10 95
01 47 33 10 96
01 47 33 10 97
01 47 33 10 98
01 47 33 10 99
01 47 33 10 100

Le Monde
LES ÉLECTIONS
LÉGISLATIVES-MARS 93
à vendre chez votre marchand de journaux

LE MONDE
diplomatique
AVRIL 1993
CES « ÉLITES » QUI RÈGNENT
SUR DES MASSES
DE CHOMEURS
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

مكتبة من الأصل

nouveau entre M. Elsiné
saires conservateurs

extraordinaire de
pourrait se révéler
comme un acte de
providence que la
politique de la
monnaie, et non la
politique de la
monnaie, est la
clé pour les monnaies.

AVE
Cesset
temporal

monnaie
modifie

L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR

LES QUI RÉGNER
SUR DES MASSES
DE CHOMEURS


Nous vous invitons à examiner nos résultats à la loupe.

Pour le Groupe UAP, la transparence, c'est de présenter de façon claire
ses résultats : nous avons fait un pas de plus cette année
en réalisant à votre intention une brochure qui retrace les faits les plus significatifs
et les chiffres essentiels de l'exercice 1992. Elle est dès aujourd'hui disponible.

Chiffre d'affaires consolidé d'assurance : 125,9 milliards de francs (+20%).
Résultat net consolidé, part du Groupe : 1.000 millions de francs (-71%).

Ce recul est dû principalement à la dégradation des marchés d'assurance et à
l'incidence de la crise immobilière sur la Banque Worms.

L'UAP a fait face à cette conjoncture difficile et la baisse du résultat n'a pas
entamé sa solidité financière; en témoignent la poursuite de
l'accroissement des ratios de provisions techniques, une nouvelle baisse relative
des frais généraux et la faible consommation des plus-values latentes,
qui s'élevaient en fin d'exercice à près de 50 milliards de francs.



Numéro 1 oblige

Je souhaite recevoir la brochure
"Le Groupe UAP en Bref - exercice 92" ☐ en français, ☐ en anglais

M. _____

adresse _____

Coupon à retourner au Secrétariat Général de l'UAP
9, place Vendôme, 75052 Paris Cedex 01.

AFRIQUE

ALGÉRIE

Des manifestations
berbères
dispersées
par la force

ALGER

de notre correspondant

Bravant une interdiction de manifester, des milliers de personnes ont défilé mardi 20 avril dans plusieurs villes d'Algérie à l'appel du Mouvement culturel berbère (MCB). Celui-ci, dans deux déclarations successives, avait invité à célébrer le treizième anniversaire du « printemps berbère » (en mémoire d'une manifestation durablement réprimée à Tizi-Ouzou le 20 avril 1980), par une grève générale et des marches au niveau des chefs-lieux départementaux.

Le ministère de l'Intérieur, arguant de problèmes de sécurité, avait interdit toute manifestation sur la voie publique. Une mise en garde dont n'a pas tenu compte le MCB puisque, à Tizi-Ouzou, une marche apparemment tolérée par les autorités n'a drainé sans incident quelque cinquante mille personnes.

Le département de Bouira a été, lui aussi, le théâtre de plusieurs rassemblements. A Béjaïa en revanche, les tentatives de regroupement des marcheurs du MCB se sont heurtées à la radicale opposition des forces de sécurité. Des accrochages extrêmement violents ont opposé jusqu'en début de soirée les manifestants et les policiers, faisant une vingtaine de blessés. Près de deux cents personnes auraient été interpellées, selon les sources proches du Front des sources socialistes de Hocine Alt Ahmed.

A Alger, les tentatives de constitution de cortège ont, elles aussi, été réprimées par la force. Parallèlement à ces marches, une grève nationale a été observée dans les départements de Bouira, Tizi-Ouzou et Béjaïa. Dans ce dernier, elle aurait été reconduite mercredi en signe de protestation contre les violences policières et pour réclamer la libération des personnes arrêtées. Dans une première réaction à chaud, le FFS, après avoir condamné l'interdiction du ministère de l'Intérieur, a dénoncé la brutale répression dont ont été victimes les manifestants. — (Interim.)

Des dizaines de rebelles ont été tués en Casamance
dans un affrontement avec l'armée

SÉNÉGAL

Au moins 300 personnes, selon l'AFP — plus de 80, selon Reuters, — soupçonnées d'appartenir au Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC, séparatiste) ont été tuées dimanche 18 avril lors de combats avec l'armée sénégalaise en Casamance, dans le sud du pays, ce qui constitue l'affrontement le plus meurtrier depuis le début de la revendication indépendantiste, il y a dix ans. Deux militaires ont été tués et six autres blessés au cours de l'affrontement qui s'est prolongé pendant plus de sept heures dans la région d'Oussouye, non loin de la frontière avec la Guinée-Bissau.

Il n'a pas été possible d'obtenir de source officielle confirmation du bilan de l'accrochage. Les militaires avaient pris position aux environs d'Oussouye, lorsqu'ils ont été attaqués par plus de 300 hommes fortement armés. Ils ont riposté, et forts

d'un soutien aérien, ont pris en tenaille les rebelles, qui n'ont pu se replier sur la Guinée-Bissau, où ils possèdent plusieurs bases. Cet affrontement intervient onze jours après l'appel au départ des armes lancé par l'abbé Augustin Diamacoune Senghor, le chef de la faction radicale du MFDC, rentré au Sénégal après huit mois d'exil en Guinée-Bissau.

L'abbé Diamacoune, considéré comme le « dirigeant charismatique » du MFDC, n'a, semble-t-il, plus aucun pouvoir sur les hommes qui ont pris le maquis depuis août 1992. « Cette guerre, personne ne pourra la gagner. Des hommes doivent-ils toujours se battre pour une indépendance qu'ils ne verront jamais ? En mon âme et conscience, j'estime que non », avait souligné l'abbé Diamacoune longtemps partisan d'une « indépendance totale et immédiate ». L'arrivée de renforts en Casamance, dès la mi-

février, et l'intransigence du président Abdou Diouf sur l'intégrité territoriale du Sénégal avaient été à l'origine de la volte-face de l'abbé Diamacoune. Son retour avait été précédé à la mi-mars par une contre-offensive de l'armée qui, au cours de six accrochages avec le MFDC, avait tué plus de 80 indépendantistes.

Les militaires, qui avaient jusqu'à pour ordre de réagir uniquement aux attaques des indépendantistes, avaient entrepris de les pourchasser pour la première fois dans leurs bases, pour la plupart situées le long de la frontière avec la Guinée-Bissau. Cette contre-offensive correspondait aussi à l'arrivée en Casamance du corps d'élite de l'armée sénégalaise revenu du Libéria, où il participait à la Force onct-offensive d'interposition (ECOMOG).

Avant l'affrontement d'Oussouye, plus de 500 personnes, essentielle-

ment des civils, ont trouvé la mort en Casamance depuis août 1992, date à laquelle le MFDC s'était divisé en deux : le « front nord », dirigé par le commandant en chef du MFDC, Sidi Badji, et le « front sud » de l'abbé Diamacoune.

Le « front nord » avait accepté de négocier avec le gouvernement, conformément à l'accord de paix signé en 1991, qui avait abouti à la libération de 350 détenus indépendantistes, y compris ceux condamnés pour crime de sang. En ce contrepoint, le MFDC s'était engagé à déposer les armes.

Un second accord, en avril 1992, rendu nécessaire pour tenir compte de toutes les sensibilités au sein du MFDC, avait provoqué une radicalisation des prisonniers libérés, évacués de la direction du mouvement, et la création du « front sud ». — (AFP, Reuters.)

AFRIQUE DU SUD

L'ANC et ses alliés
jouent
la modération

Le Congrès national africain (ANC) et ses alliés du Parti communiste (SACP) et de la centrale syndicale COSATU ont choisi, mardi 20 avril, de modérer leurs projets de faire pression par la rue pour obtenir, avant la fin mai, une date pour des élections, ainsi que la mise en place d'institutions transitoires.

Au lendemain des funérailles du secrétaire général du SACP, Chris Hani, Cyril Ramaphosa, secrétaire général de l'ANC, Joe Slovo, président du SACP, et Sam Shilowa, secrétaire général adjoint de la COSATU, ont indiqué, lors d'une conférence de presse, que le programme de cette campagne ne serait arrêté au niveau national que le 27 avril pour démarrer le 1^{er} mai. D'ici là, l'initiative des actions sera laissée aux branches régionales.

En contraste avec les appels pressants à une accélération du processus qu'ils avaient eux-mêmes lancés dans la foulée de l'assassinat de Chris Hani, ils ont par ailleurs affirmé qu'ils s'en tenaient toujours à l'échéance de « la fin mai » pour obtenir une avancée sérieuse dans le processus de négociations sur une transition vers la démocratie, les élections multiraciales devant être organisées « de préférence cette année et certainement pas plus tard que mars 1994 ». — (AFP.)

□ L'enquête sur le meurtre de Chris Hani. — L'un des dirigeants de Scotland Yard, le commandant George Churchill-Coleman, devait arriver mercredi 21 avril en Afrique du Sud pour participer, en tant que conseiller, à l'enquête sur le meurtre du leader noir Chris Hani, à la demande des autorités sud-africaines. Selon la presse britannique, qui s'en fait l'écho, sa nomination — ainsi que celle, prochaine, d'un policier allemand — vise à convaincre l'ANC que l'enquête sera totalement impartiale.

□ DJIBOUTI : le président Hassan Gouled a l'Égypte. — La situation en Somalie et la question des réfugiés somaliens à Djibouti ont été examinées, mardi 20 avril, lors d'un entretien à Paris entre François Mitterrand et son homologue djiboutien Hassan Gouled Aptidon.

ANGOLA

Devant Cuito assiégée

FRONT DE CUITO

de notre envoyé spécial

On le disait mort, tué en octobre dernier lorsque le gouvernement de Luanda avait violemment cessé de la capitale la direction et l'état-major de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi. La télévision avait même montré les restes d'un cadavre calciné, essurant qu'il s'agissait du sien.

Après plusieurs jours de confusion, l'UNITA, de son bastion de Huambo, avait démenti : non, le général Afrânio Pena, plus connu sous le nom de « général Ben Ben », chef d'état-major des troupes de l'UNITA (FALA), n'était pas mort. Contrairement à son frère, Sapoteo Pena, l'un des principaux dirigeants de l'UNITA, il avait échappé au massacre.

Il est là, à la tête de ses soldats, faisant le siège de la ville de Cuito, capitale de la province de Bié. Alors que l'on discute à Abidjan d'un éventuel cessez-le-feu, les

villes de Malongo, Menongue et Luanda sont encerclées de même. « En octobre dernier, je me suis enfui de Luanda à pied, avec quelques camarades, jusqu'à Cuito », dit-il. Nous nous sommes regroupés, et voilà, nous sommes là ». Pistolet à la ceinture et bérêt rouge sur la tête, celui qui, quelques semaines auparavant, a dirigé la bataille de Huambo ne doute pas un instant qu'il n'aurait aucun mal à s'emparer de Cuito.

Un PC
roulant

« Pour le moment la situation est relativement calme. Nous contrôlons déjà une moitié de la ville. Nous pourrions prendre l'autre moitié, mais c'est une décision politique. On verra ce qui sortira des négociations en cours ».

Cuito est à 3 kilomètres de là, à portée d'un tir de mortier. Du poste de commandement du général Ben Ben installé au détour d'un chemin creux, on devine la ville

plus qu'on ne la voit. Camouflé sous des feuilles de bananier, un camion attend, chauffeur au volant. C'est la chambre roulante du général, celle avec laquelle il parcourt tout le front. En quelques minutes, le PC pourrait disparaître.

Toute la région de Cuito et toutes les routes qui y mènent sont contrôlées par l'UNITA dont les soldats, parfois très jeunes, campent sur les bas côtés, protégés par les hautes herbes et quelques toiles kaki.

Sous un bouquet d'arbres, deux blindés attendent. Un peu plus loin, des véhicules tout terrain armés de mitrailleuses lourdes semblent prêts à dévaler. Malgré le calme, la guerre est palpable à chaque pas : villages aux maisons bombardées, tracts carbonisés de blindés et de canons, incessants mouvements de troupes se déplaçant à pied ou en camion porte-conteneurs, obstacles dérisoires placés sur la route, apparemment abandonnés mais qu'il vaut mieux contourner si l'on veut éviter la

mauvaise surprise d'une mine. Le général Ben Ben est formel : « Aujourd'hui, dit-il, nous contrôlons les deux tiers du territoire. Malgré l'aviation de l'ennemi, c'est nous qui avons l'initiative. Nous voulons la réconciliation et l'arrêt des combats. Mais c'est au gouvernement de Luanda de dire ce qu'il veut. Si s'obstine dans la guerre, s'il ne comprend pas qu'il lui faut faire des concessions, nous avons les moyens d'avancer encore ». Y compris sur Luanda ? « Pas encore, mais nous nous réorganisons pour être en situation de le faire ».

La guerre de guérilla des débuts, celle qu'il menait contre les troupes gouvernementales et cubaines, est une époque bien révolue. Confinée à bloc par la victoire de Huambo, disposant d'armes et de munitions à profusion — « On ne reçoit pas d'aide extérieure », assure le général, on prend à l'ennemi — l'UNITA n'a jamais été aussi sûre d'elle.

GEORGES MARION

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la mort de 86 personnes à Waco

Bill Clinton assume « l'entière responsabilité »
de l'assaut donné contre la ferme des davidiens

Alors que la police fouillait les cendres de la ferme texane de Waco où ont péri quatre-vingt-six membres de la secte des davidiens, le président Bill Clinton a pris, mardi 20 avril, la défense du FBI et de la justice fédérale, unanimement critiqués par la presse pour le manège dont ils ont conçu et exécuté l'assaut contre David Koresh et ses disciples.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'air résolu, déterminé, Bill Clinton avait convoqué la presse pour une brève déclaration : « J'assume l'entière responsabilité pour la déci-

Dans "l'Arche" du mois d'avril

Juifs et chrétiens :
les conditions
d'un vrai dialogue

Au sommaire du même numéro

La saga des juifs du Mexique
Ghetto de Varsovie, cinquante ans
Comment je suis juif, par Elie Wiesel
Les hommes de Clinton et Israël

l'Arche

mensuel du judaïsme français
100 pages, 10 francs, 750 000 Paris
01 47 33 33 33

sion et l'exécution » des actions entreprises la veille contre la secte des davidiens, a dit le président. M. Clinton a cependant annoncé l'ouverture d'une enquête administrative sur toute cette affaire.

Après cinquante et un jours de siège infructueux, le FBI a lancé lundi un assaut au gaz lacrymogène contre le « ranch de l'Apocalypse », la ferme fortifiée où les davidiens étaient soupçonnés de divers méfaits : agressions sexuelles contre des mineurs, coups contre de tout jeunes enfants, possession d'un arsenal de guerres de tonnes de munitions et d'explosifs. Sous l'empire de son chef, David Koresh (trente-trois ans), la secte se préparait à l'Apocalypse qu'elle imaginait prenant la forme d'une attaque contre le ranch.

Apparemment, les davidiens ont réagi à l'assaut de la police fédérale par un suicide collectif : allumant au moins trois incendies gigantesques dans la ferme, ils auraient choisi de mourir par le feu plutôt que de se rendre comme le FBI leur en intimait l'ordre par haut-parleur. Dix-sept enfants de moins de dix ans (dont Koresh serait le père) figureraient parmi les morts. Du fait des risques d'explosions et des dégâts provoqués par des feux particulièrement intenses, aucun corps — pas plus celui de Koresh que ceux de ses fidèles — n'avait été identifié mardi dans les débris du « ranch de l'Apocalypse ».

Tout en ardoissant une « enquête agressive et complète », M. Clinton a défendu le FBI. « Koresh était dangereux, irrationnel, sans doute fou, c'est lui qui a tué les gens qu'il contrôlait ; en définitive, c'est lui qui porte la responsabilité finale du

carnage », a déclaré M. Clinton, ajoutant : « La réponse de M. Koresh aux demandes de reddition qui lui étaient adressées a été de se donner la mort et de la donner aux enfants qui étaient ses captifs et aux autres gens qui étaient là ».

L'impatience
du FBI

Il n'empêche : la plupart des commentaires de presse et ceux des experts, étaient plus que critiques pour la police fédérale. A peu près unanimement, le FBI est accusé d'avoir cédé à l'impatience et d'avoir totalement sous-estimé les risques de suicide collectif. « Un des plus terribles échecs des forces de l'ordre », écrit Newsday. Le New York Times est impitoyable : « Une opération mal conçue, injustifiée (...) de la part d'autorités qui avaient le temps pour elles et qui ont échoué (...) l'affaire Koresh a été mal gérée du début à la fin (...) la patience et la détermination ne coûtent pas de vie, l'impatience oui (...) Quelqu'un douterait-il encore qu'il eût mieux valu poursuivre le siège de Waco ? ».

Déjà, le 28 février, lors d'un premier assaut, les forces de l'ordre des agents du Bureau des armes, tabacs et alcools — avaient été accusées d'avoir mené une opération inutilement agressive et mal préparée. Quatre policiers avaient été tués par les davidiens, qui étaient en six morts dans leurs rangs. Déjà, la question, qui était posée sur toutes les lèvres, avait été posée : que reprochait-on de si grave aux davidiens pour les attaquer si brutalement ? Il y avait, certes, des soupçons graves quant

au sort réservé aux enfants de la secte. Mais la plupart des armes des davidiens auraient été achetées le plus légalement du monde.

Pour justifier sa décision de lever le siège et de passer à l'action, le FBI a indiqué mardi qu'il avait placé des micros dans l'enceinte et que Koresh leur apparaissait comme étant de plus en plus violent et de plus en plus dangereux pour les enfants de la secte. Un porte-parole du FBI assurait : « Je ne crois pas que ces gens sont morts à cause de notre action (...) ils sont morts parce que Koresh en a voulu ainsi ». Il a laissé entendre que les membres de la secte ont ouvert le feu sur certains de leurs camarades qui voulaient prendre la fuite après que les foyers eurent été allumés. Il a, en revanche, refusé de confirmer certaines informations selon lesquelles les enfants auraient été empoisonnés avant que Koresh n'ordonne le suicide par le feu.

Les incendies se sont déclarés simultanément en trois endroits, quatre-vingt-dix minutes après qu'un blindé de la police ait percé un mur de l'enceinte de la ferme et commencé à déverser du gaz. Si personne, nu presque, ne mettait en doute que le sinistre qui a ravagé le ranch en moins d'une demi-heure, attisé par le vent et l'explosion des dépôts de munitions, a été provoqué par les davidiens, nombreux sont ceux qui, mardi, s'étonnaient qu'une voiture n'ait été sur place et que le FBI ait dû appeler police secours, en fait la police locale, celle de Waco, pour tuer contre les incendies.

ALAIN FRACHON

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTÉ : nouvelle escalade dans la violence imputée aux islamistes

Le ministre de l'information
a été blessé dans un attentat

Le ministre égyptien de l'information, Safwat El Chérif, a été légèrement blessé, mardi 20 avril, dans un attentat revendiqué par des extrémistes musulmans. Son garde du corps et son chauffeur ont également été blessés. Le premier est dans un état grave.

LE CAIRE

de notre correspondant

L'attentat a eu lieu en fin de matinée, au moment où Safwat El Chérif quittait son domicile dans la banlieue résidentielle d'Héliopolis, au nord du Caire. Deux hommes armés de fusils d'assaut ont soudain bondi devant sa Mercedes et ouvert le feu à moins de 3 mètres.

Les gardes du domicile, qui se trouvaient à une quarantaine de mètres, sont intervenus. Des coups de feu ont été échangés avec les deux agresseurs, qui, selon des témoins, étaient couverts par trois hommes armés. La poursuite n'a pas permis d'arrêter les assassins, dont l'un aurait été blessé au ventre. Selon des témoins, les agresseurs devaient avoir dix-huit et vingt ans, étaient imberbes et vêtus à l'occidentale.

Malgré la cinquantaine de balles qui ont touché sa voiture, le ministre de l'information, ancien militaire, membre des services de renseignement, n'a été que légèrement blessé à la main droite par des éclats de verre. Son garde du corps a été touché de sept à huit balles dans le cou et la colonne vertébrale. Le chauffeur s'en est sorti avec une balle dans la cuisse, ce qui lui a permis de poursuivre

sa route jusqu'à l'hôpital le plus proche. « Les attentats n'empêcheront pas les médias de poursuivre leur affrontement avec des gens qui n'ont rien à voir avec l'islam », a déclaré M. El Chérif, qui s'est rendu à son bureau deux heures après l'agression. « Il n'est pas question, a-t-il ajouté, d'engager un dialogue avec les extrémistes ».

Un communiqué portant la signature du chef de la branche armée de l'organisation extrémiste musulmane Al Djihad distribué à Assiout (400 kilomètres au sud du Caire), a revendiqué la responsabilité de l'attentat. Les islamistes en général et les extrémistes en particulier accusent M. El Chérif de favoriser « l'immoralité et les programmes contraires à l'islam » à la télévision. Les laïcs, quant à eux, lui reprochent au contraire de favoriser l'islamisme en ne donnant l'entrevue qu'à des chefs dans les idées sont proches de celles des tenants de la charia (loi islamique). Selon la police, les agresseurs se seraient réfugiés dans la banlieue populaire voisine de Ain-Chams, considérée comme un fief islamiste.

Si la responsabilité des extrémistes musulmans était avérée, cet attentat marquerait une nouvelle escalade de la violence islamiste après l'assassinat, il y a dix jours, d'un général de police à Assiout, en Haute-Egypte. C'est aussi l'attentat le plus grave contre un haut responsable de l'État depuis l'assassinat, en octobre 1990, dans des conditions presque similaires, du président du Parlement. Le procès des auteurs de ce meurtre est toujours en cours.

ALEXANDRE BUCCIANTI

فكرنا من الأصل

ASIE

PAKISTAN

La rentrée remarquée de Benazir Bhutto

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

Le limogeage de premier ministre Nawaz Sharif, « démissionné » ce week-end par le président Ghulam Ishaq Khan pour « corruption, népotisme et incompétence », a permis à Benazir Bhutto de faire une rentrée remarquée sur la scène politique pakistanaise. Elle a en sa rapide ascension profité de l'absence, dès dimanche 19 avril, et avait même l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par le chef de l'Etat, elle rencontrait le président en tant que chef de l'opposition parlementaire et l'assurait de son soutien. Mieux encore, la responsable du Parti du peuple (PPP) approuvait aussitôt le principe d'un gouvernement provisoire de coalition comprenant des ministres issus de sa formation.

Mme Bhutto avait cependant connu le même sort que Nawaz Sharif il y a trois ans, quand ce même président l'avait brutalement relevée de ses fonctions de premier ministre. Depuis août 1990, elle n'avait d'ailleurs jamais revu M. Ishaq Khan. « Il n'y a que les hommes qui ne pardonnent pas », disait-elle l'année dernière, laissant entendre qu'elle avait passé l'éponge sur le passé.

« Tout que le président Ishaq Khan restera en place, tout compromis sera difficile », déclarait-elle pourtant au Monde, le 7 août 1991, affirmant que le chef de l'Etat « restait son principal ennemi ». Mais la perspective

d'élections anticipées l'aura incitée à faire preuve de souplesse à l'égard d'un homme avec lequel une nouvelle cohabitation risque d'être cependant compliquée. On dit déjà que Benazir Bhutto voudrait imposer dans son cabinet son mari, Asif Zardari, et que le président récalcitrant : M. Zardari a passé près de trois ans en prison après avoir été accusé, entre autres, de complicité dans une affaire de meurtre.

Le nouveau gouvernement dirigé par Gulab Sher Mazari, un homme de soixante-trois ans à la réputation de modéré, n'a d'ailleurs pas encore été formé. Outre le premier ministre, seuls deux ministres ont été nommés pour l'instant. L'un d'eux, Farooq Leghari, est un proche de Benazir Bhutto. Titulaire du portefeuille des finances, il s'est empressé d'assurer que le gouvernement poursuivra la politique de libéralisation économique voulue par M. Sharif.

La Haute Cour de justice devait par ailleurs se réunir mercredi pour examiner la légalité de la dissolution de l'Assemblée. En vertu du huitième amendement à la Constitution, le chef de l'Etat possède des pouvoirs étendus. Mais le speaker du Parlement estime, en l'occurrence, que cette décision n'était pas justifiée : le premier ministre déchu possédait en effet encore une majorité à l'Assemblée, ce qui lui aurait permis, lundi, de résister à une motion de censure préparée par ses opposants.

BRUNO PHILIP

CHINE : émoi à Hongkong

Les propos inquiétants du ministre de la sécurité publique

Le 8 avril dernier, le ministre chinois de la sécurité publique (police) affirmait que Pékin pourrait coopérer avec les sociétés secrètes (gangs) « patriotes ». Ces propos, même nuancés depuis, ont suscité un grand émoi à Hongkong.

PÉKIN

de notre correspondant

Était-ce une simple faute d'expression, une énorme boulette ou une menace voilée ? Dans la bouche du ministre de la sécurité publique (police), le « petite phrase » ambiguë d'une conférence de presse ne pouvait que provoquer une vive polémique. Interrogé sur les activités criminelles perpétrées à Hongkong par les triades, ces sociétés secrètes qui sont l'équivalent chinois de la Mafia et dont plusieurs ont leur base de repli sur le continent, Teo Sijiu, après avoir rituellement dit tout le mal qu'il pensait de ce milieu, sorti de son texte et affirma froidement que la Chine pouvait coopérer avec de telles organisations du moment qu'elles se manifestent « patriotes », mot codé signifiant, à Pékin, pro-continent.

Où ailleurs, ajouta-t-il, il y a même un cas où une organisation « similaire à ces triades » dépêche dans un pays étranger 900 membres en vue de renforcer la sécurité d'un dirigeant chinois en visite officielle. Peut-être s'agissait-il de la visite de Deng Xiaoping aux Etats-Unis en 1979, écrit savoir la Far Eastern Economic Review de Hongkong.

Grand émoi, en tout cas, dans la colonie britannique, où les gangsters du continent sont quotidiennement les « héros » bien visibles, et équipés d'armes chinoises, de scènes de violence et de courses-poursuites maritimes avec la police qui tente de les empêcher d'emporter leur butin favori : les berlines de luxe volées pour être raven-

Mise au point

Il aura fallu neuf jours au ministère de la sécurité publique pour faire cette mise au point : les informations publiées dans la presse étrangère sont une distorsion déformée des remarques du ministre. M. Teo ne parlait pas de la paille, mais de « toutes sortes de sociétés constituées spontanément par des gens originaires d'un même lieu ou pratiquant le même commerce dans le but de défendre leurs intérêts de manière organisée ». Soit, très exactement, le hese sociale des sociétés secrètes qui régnaient, dans la Chine impériale, sur le monde du crime. Ou qui, à Shanghai dans les années 20, s'opéraient avec la police française pour faire la cheeese aux communistes.

Au reste, selon le porte-parole, il ne faut pas jeter la pierre à tous les bandits : « Même si certains d'entre eux ont commis des crimes (sic), nous pouvons les considérer avec bienveillance du moment qu'ils ont tourné une page nouvelle. » Et la Chine de promettre de continuer à coopérer avec la police de Hongkong dans la lutte contre le phénomène.

FRANCIS DERON

DIPLOMATIE

La visite à Bonn du premier ministre

Le GATT et la monnaie au centre des entretiens entre Edouard Balladur et Helmut Kohl

Le premier déplacement à l'étranger d'Edouard Balladur sera consacré, jeudi 22 avril, à un déjeuner de travail avec le chancelier Kohl. On ne doit pas, selon le premier ministre, s'attendre à l'annonce d'une initiative franco-allemande spectaculaire. Les deux chefs de gouvernement s'entretiendront de questions monétaires, de dossiers internationaux comme la guerre en Bosnie et l'aide à la Russie, ainsi que de la poursuite des négociations du GATT.

« Je ne vais pas à Bonn en quinquennal », martèle Edouard Balladur qui se félicite aujourd'hui de ne s'être pas précipité dans « la cabine de bain chaude » autrichienne du chancelier Kohl devant sa traditionnelle cure pascalle d'amaigrissement. « Je suis content de n'y aller qu'au bout de trois semaines : les taux d'intérêt ont commencé à baisser, je suis dans une situation beaucoup plus forte », constate-t-il.

Autre élément nouveau, propre à apaiser une classique malentendu franco-allemand : le prochain modification du statut de la Banque de France mettra les deux par-

naires sur un pied d'égalité. Paris pourra désormais, comme Bonn, renvoyer à la libre décision d'une institution monétaire indépendante les desiderata des uns et des autres. Une perspective qui n'est pas pour déplaire à Edouard Balladur, qui se souvient du temps où, ministre de l'économie du gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac, il voyait ses interlocuteurs allemands se défoncer sur les « sages de Francfort » des questions délicates de coopération monétaire franco-allemande.

Les « critères de convergence »

A la différence de la période 1986-1988, cette nouvelle cohabitation a été « soigneusement préparée », souligne-t-on dans l'entourage du chancelier, et l'on semble se féliciter à Bonn du style « pragmatique », proche de celui d'Helmut Kohl, que semble avoir adopté le premier ministre français depuis sa prise de fonctions. M. Kohl avait déjà reçu M. Balladur à déjeuner le 18 décembre dernier, et des émissaires de la chancellerie sont venus sonder la nouvelle équipe des socialistes.

Si la reconduite de jeudi s'inscrit dans le cadre d'une prise de contact normale entre deux chefs de gou-

vernement appelés à se voir très fréquemment, elle n'intervient pas moins dans un contexte où la situation économique, dans l'ensemble de la CEE, invite à s'interroger, selon M. Balladur, sur « la validité des critères de convergence économique définis par le traité de Maastricht », notamment sur la part du PIB susceptible d'être consacrée au déficit budgétaire. Si l'objectif du gouvernement français reste bien de respecter le calendrier défini par le traité pour la réalisation de l'Union économique et monétaire, il n'est pour l'instant de l'intérêt ni de Paris ni de Bonn de forcer l'allure, dans une situation où la priorité reste, en Allemagne comme en France, le rétablissement des équilibres fondamentaux.

Il est exclu que soit annoncé jeudi un relèvement concomitant des taux de TVA en Allemagne et en France, ne serait-ce que du fait que le gouvernement français n'a pas encore établi sa religion définitive sur la manière d'accroître une pression fiscale qui doit, selon le premier ministre, « ne pas être handicapante pour la croissance ».

M. Balladur reconnaît que les discussions sur le dossier du GATT, où les positions française et allemande demeurent fort éloignées, seront les plus difficiles. Il entend

avoir sur ce point une « explication tout à fait claire avec le chancelier ». « Il faut cesser de mettre sans arrêt en avant l'agriculture française », a affirmé M. Balladur, qui estime que l'on doit aborder l'Uruguay Round avec une « vision globale » des problèmes intégrant tous les aspects des négociations commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis : industrie, services, etc.

Enfin, si M. Balladur est disposé à développer devant le chancelier son idée de conférence internationale visant à la stabilité et à la paix en Europe, « une proposition française dont les Douze et les membres de l'Alliance atlantique vont être saisis », il n'est pas certain en revanche qu'il satisfasse la curiosité manifestée par les Allemands sur la politique du gouvernement français en matière de défense et de sécurité. Celle-ci s'exprimera dans le Livre blanc accompagnant la loi de programmation militaire. « Nous sommes dans une période de transition, il faut réfléchir. Cette question relève de la souveraineté nationale ; si les Allemands souhaitent engager une réflexion commune sur ces thèmes, nous y sommes prêts... », a précisé le premier ministre.

LUC ROSENZWEIG

Tout un voyage sous le signe du sourire.

Laissez-nous vous accompagner en Amérique.



Susan Kent, Hôtesse American Airlines.

Vous êtes accueilli avec le sourire.

Vous apprécierez la qualité de nos repas servis à bord.

Travaillez ou reposez-vous dans le calme et arrivez détendu en Amérique.

Lorsque vous partez avec American Airlines pour l'Amérique, notre sourire vous accompagne tout au long de votre voyage.

Ce sens de l'accueil, propre à American, agrémenté tous les services que nous vous offrons à bord.

Vous arrivez ainsi détendu et prêt à travailler.

Pour toute réservation, appelez votre agent de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/Île-de-France) ou 05 23 00 35 (Province).



De départ de Paris, American propose tous les jours des vols directs vers 5 plaques touristiques aux U.S.A. et plus de 300 correspondances pour les Amériques.

American Airlines

Transporteur Officiel de la Coupe du Monde de Football 1994.

POLITIQUE

Les relations entre le gouvernement et la majorité

Edouard Balladur ne retient pas pour l'immédiat la proposition de l'UDF sur la formation professionnelle

L'UDF devra en faire, provisoirement, son deuil : la discussion de la proposition de loi sur la décentralisation de la formation professionnelle, à laquelle elle tenait tant, n'a pas été retenue par Edouard Balladur, mardi 20 avril, dans le programme de travail du Parlement pour la session de printemps.

Le premier ministre ne s'est pas montré très encourageant, mardi matin, lorsqu'il a reçu la délégation UDF emmenée par son président, Valéry Giscard d'Estaing. Attirant l'attention de ses interlocuteurs, parmi lesquels Charles Millon, Jacques Barrot et François Bayrou, sur le coût de la réforme de la formation professionnelle - qu'ils réclament et pour laquelle le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi - en période de vaches maigres budgétaires, le premier ministre a indiqué que sa religion n'était

pas encore faite. Il a été plus catégorique en début de soirée, au cours de la conférence des présidents de l'Assemblée nationale, à laquelle il assistait tant pour montrer « l'attention portée par le gouvernement au travail du Parlement » que pour mettre un terme à certaines initiatives parlementaires, jugées intempestives par le gouvernement et que le ministre délégué chargé des relations avec l'Assemblée, Pascal Clément, avait eu du mal à canaliser. Au cours de la précédente conférence des présidents, la discussion de la proposition de loi sur la formation professionnelle avait d'ailleurs été fixée, sans autre précision, pour la deuxième semaine de mai.

« Développer la concertation »

En dépit de l'intervention de Jacques Barrot, qui, en l'absence de Charles Millon, a redit avec force l'attachement du groupe UDF à cette mesure, Edouard Balladur n'a pas retenu la proposition de loi

dans le programme de la session de printemps. Il ne l'a d'ailleurs évoquée pour la session d'automne qu'au détour du projet de loi quinquennal sur l'emploi, avec lequel elle pourrait être « couplée ».

Cette première petite pierre d'achoppement entre les groupes UDF et RPR s'ajoute à l'impatience grandissante des parlementaires devant l'absence de textes significatifs. Une impatience pour l'instant assez bien jugulée par les interventions d'Edouard Balladur devant les groupes UDF et RPR. Pour sa seconde visite au groupe du RPR, mardi, le premier ministre a d'ailleurs indiqué qu'il souhaite présenter des projets de loi « bien préparés », « dans le calme et dans la tranquillité », plutôt que d'agir dans la précipitation. « Le premier ministre préfère prendre quelques jours supplémentaires afin de se donner le temps nécessaire pour que la concertation puisse se développer normalement », a ajouté le président du groupe RPR, Bernard Pons, après la réunion du groupe.

Il n'en demeure pas moins que l'impatience des députés de la majorité risque d'être mise en annulation lors de l'épreuve lorsqu'ils prendront connaissance du programme prévu pour la session de printemps (lire ci-dessous). Du « collectif » budgétaire à la réforme du statut de la Banque de France, en passant par celle de la Caisse des dépôts et consignations, les projets de loi susceptibles d'avoir un impact immédiat auprès de leur électeur ne sont pas légion.

La session de printemps, dont Edouard Balladur a indiqué qu'elle ne devra pas se prolonger au-delà du 14 juillet, quitte à ce que celle d'automne débute un peu plus tôt, en septembre, risque donc d'être celle de l'expectative, avant les grands projets de lois quinquennaux sur l'emploi, les finances publiques et les comptes sociaux qui seront, eux, examinés au cours de la session budgétaire.

GILLES PARIS

M. Giscard d'Estaing demande « une application rapide et conforme » de la plate-forme UDF-RPR

Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, a été reçu par Edouard Balladur, mardi 20 mars, à la tête d'une délégation de l'UDF dans laquelle figuraient Charles Millon et Jacques Barrot, président et vice-président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et François Bayrou, secrétaire général de l'UDF et ministre de l'éducation nationale. L'ancien président de la République a indiqué, après son entretien avec le premier ministre, que la délégation UDF avait demandé à ce dernier « une application rapide, vigoureuse et conforme du projet de gouvernement UDF-RPR, défendu ensemble durant la campagne des législatives ».

Sur le projet de réforme de la Banque de France, l'ancien chef de l'Etat a rappelé que sa formation désire que celui-ci soit « conforme » au traité de Maastricht, ainsi qu'à la plate-forme UDF-RPR. « Nous avons insisté sur l'urgence des actions à mener dans le domaine de l'emploi », a ajouté l'ancien chef de l'Etat, qui a exprimé le souhait que le projet de

projet de loi soit « conforme » au traité de Maastricht, ainsi qu'à la plate-forme UDF-RPR. « Nous avons insisté sur l'urgence des actions à mener dans le domaine de l'emploi », a ajouté l'ancien chef de l'Etat, qui a exprimé le souhait que le projet de

« Nous verrons, du côté de l'UDF, lorsque nous estimons utile d'apporter notre point de vue ou d'attirer l'attention du premier ministre sur les problèmes du moment », a conclu M. Giscard d'Estaing, en précisant que sa formation rencontrera « périodiquement » M. Balladur.

Le premier ministre, qui a invité à Maitignon l'ensemble des formations politiques, doit recevoir le Parti socialiste le 26 avril. Le Parti communiste le 27 avril. Les dates ne sont pas encore fixées pour l'ensemble des écologistes et le Front national, mais M. Balladur tient, en tout état de cause, à « boucler » ces entretiens avant la fin du mois.

L'agenda parlementaire

Edouard Balladur a donné lecture, mardi 20 avril, au cours de la conférence des présidents de l'Assemblée nationale, du programme de travail parlementaire prévu par le gouvernement.

Au programme de la présente session de printemps, au-delà du débat sur les villes et les banlieues, prévu pour la semaine prochaine, figurent la modification du système de vote par procuration pour les personnes âgées et pour les étudiants, la réforme du code de la nationalité, dans la deuxième quinzaine de mai, le collectif budgétaire, le statut de la Banque de France, la révision de la Constitution (Haute Cour de justice et Conseil supérieur de la magistrature), un projet de loi sur la sécurité, un projet de loi étendant le statut de pupille de la nation aux enfants de magistrats, policiers, gendarmes et fonctionnaires de l'administration pénitentiaire tués au service, la réforme du code de procédure pénale et la statut de la Caisse des dépôts et consignations.

Pour la session d'automne, outre le projet de loi de finances pour 1994, M. Balladur a cité trois projets de loi quinquennaux : le premier sur le redressement des finances publiques ; le deuxième sur l'emploi ; le troisième sur l'avenir des régimes sociaux. Le premier ministre a annoncé, enfin, pour la session de printemps de 1994, la discussion d'un Livre blanc sur la défense et la loi de programmation militaire.

Rectificatif. - A propos de l'élection municipale partielle de Hautmont, dans le Nord, nous avons indiqué par erreur, dans nos éditions du 20 avril, que le maire, Joël Wilmette (div. d.), avait obtenu 56,16 % des voix dans cette ville lors des élections municipales de mars 1989, alors qu'il s'agissait des élections législatives de mars dernier.

Le Monde
PUBLICITE
LITTERAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

Avec Le Monde sur Minitel
AVEC SNVB GAGNEZ UNE CROISIÈRE SUR LE NIL POUR DEUX PERSONNES
Promotions au 40-60-90-03
Istanbul, du 19 au 23 mai 1993 : 3 935 F
36.15 LE MONDE
Tapez JEUX

Les projets de réforme de Philippe Séguin

La délégation pour les Communautés européennes jouera un « rôle d'instruction » plus étoffé

Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), ministre délégué chargé de la sécurité entre 1986 et 1988, a été élu, mardi 20 avril, président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes. Philippe Séguin a annoncé, mardi, lors de la conférence des présidents, que les attributions de cette délégation seront renforcées, afin d'assurer un contrôle efficace de l'Assemblée nationale sur les décisions communautaires.

Philippe Séguin n'aura pas tardé. Dès son premier discours, le 2 avril, il avait émis le vœu que les députés donnent sa pleine efficacité au droit de regard sur les affaires européennes qu'ils avaient arraché lors de la révision constitutionnelle de juin 1992 préalable à la ratification du traité de Maastricht. Il lui avait fallu un peu moins de trois semaines pour joindre le geste à la parole. Ardent avocat des prérogatives du Parlement face à une Europe de Maastricht qu'il avait qualifiée de « fondamentalement antidémocratique et résolument technocratique », le nouveau président de l'Assemblée nationale avait d'autant moins de raisons de laisser traîner les choses qu'il s'était senti encouragé par Edouard Balladur lui-même.

« Il sera donné vie, avait indiqué le premier ministre, le 8 avril, lors de sa déclaration de politique générale, aux dispositions qui ont été votées par le Parlement français » et qui, avait-il précisé, « prévoient que les textes émanant de la Communauté soient soumis à un contrôle plus strict du législateur français ».

« L'harmonie », selon le mot de M. Séguin, semble donc régner entre les vœux de l'ancien porte-drapeau du camp anti-Maastricht et celles du chef de gouvernement, qui s'était prononcé favorablement au traité, en matière de contrôle parlementaire des affaires européennes.

La formule mise au point, mardi, en conférence des présidents, vise moins à modifier les textes existants qu'à en expliciter toutes les potentialités. Lors de la session d'automne, les députés avaient modifié leur règlement intérieur afin de permettre l'application du nouvel article 88, alinéa 4, de la Constitution, qui autorise

l'Assemblée nationale et le Sénat à voter des « résolutions » sur des « propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative ». Ces dernières, précise le nouvel article de la Loi fondamentale, sont soumises au Parlement par le gouvernement « des leur transmission au Conseil des Communautés », c'est-à-dire en amont des programmes de décisions.

Deux faillies

Selon le nouveau règlement de l'Assemblée nationale, tout député peut se saisir d'une telle proposition d'acte communautaire et déposer, à son sujet, une proposition de résolution. Celle-ci est examinée au fond par la commission permanente compétente (finances, affaires culturelles, familiales et sociales, production et échanges...), le droit d'amendement étant ouvert à d'autres commissions ainsi qu'à la délégation pour les Communautés européennes. Une fois adoptée par la commission, la proposition sera soumise au fond, la proposition sera soumise à l'Assemblée nationale, qui pourra demander d'inscription à l'ordre du jour n'est formulée dans un délai de huit jours suivant la distribution du rapport de la commission. Dans le cas contraire, la proposition est examinée en séance publique.

M. Séguin estime qu'un tel dispositif comporte « deux faillies » : d'une part, il « ne permet pas que soit examinées, d'une façon ou d'une autre, toutes les propositions d'acte communautaire soumises à l'Assemblée » ; d'autre part, il « ne met pas systématiquement les commissions en mesure d'exercer (leurs) pouvoirs » puisque « tout dépend de l'initiative individuelle ou collective des députés », laquelle peut « faire défaut ». Sans avoir besoin de retoucher les textes, le président de l'Assemblée nationale juge donc nécessaire d'utiliser pleinement le « rôle systématique d'instruction » dévolu à la délégation pour les Communautés européennes par ses « textes institutionnels ».

Si le terme d'« instruction » n'est pas formellement utilisé dans le texte de l'ordonnance, celle-ci, il est vrai, assigne à la délégation la mission de « suivre les travaux » communautaires. Ainsi la délégation sera-t-elle amenée à « se saisir » de « toutes » les propositions d'acte communautaire comportant des dispositions de nature législative et à décider « s'il y a lieu » de déposer des propositions de résolution. Fonctions d'instruction, d'ajustement, d'alerte : c'est un rôle stratégique considérablement étoffé qui revient, désormais, à la délégation dont M. Pandraud vient de prendre la présidence.

FRÉDÉRIC BOBIN

Soupçonné d'immobilisme

Suite de la première page

Dans l'entourage du premier ministre, on laisse même entendre qu'il serait de bon ton que « les ministres aient la même attitude que le premier d'entre eux ». En tout état de cause, une curieuse impression d'immobilisme a, en quelque sorte, subitement saisi l'action gouvernementale balladurienne. Effet de boomérang, la volonté consensuelle d'Edouard Balladur se mue en inaction.

« Beaucoup de choses sont sur le feu », assure-t-on à l'hôtel Matignon. Et quand on se réfère aux cabinets-joints, on se rend compte de la vérité. D'où cette impression actuelle de vide, qui est d'autant plus remarquable que la victoire législative de la droite a été écrasante et que la nomination, tant annoncée par anticipation, d'Edouard Balladur pouvait laisser penser à une mise en route plus rapide de la machine à projets gouvernementaux. Pour combler ce vide en s'assurant qu'il n'y aura aucun raté du côté de la majorité, dont, selon la pratique institutionnelle, il est le « chef naturel », le premier ministre ne cesse de s'assurer de la cohésion de la droite. La journée de mardi a été, de ce point de vue, un modèle du genre.

Comme il l'avait fait, la semaine précédente, avec ses « compagnons » du RPR emmenés par Jacques Chirac, le premier ministre a rencontré les partenaires UDF de la majorité. Il a reçu, dans la matinée, une délégation de la confédération libérale conduite par son président, Valéry Giscard d'Estaing. Celui-ci a fait savoir qu'il avait demandé à son interlocuteur « une application rapide, vigoureuse et conforme du projet de gouvernement UDF-RPR ». La suggestion sonnait comme un avertissement.

Edouard Balladur a saisi l'occasion du groupe RPR de l'Assemblée pour apporter une réponse implicite à Valéry Giscard d'Estaing. Selon des propos rapportés par Bernard Pons, président du groupe, l'hôte de Maitignon a précisé qu'il souhaite des projets « bien préparés dans le calme et la tranquillité ». Sous-entendu : à l'abri des pressions des impatiens.

L'écueil européen

Cela n'a pas empêché Philippe Vasseur de revenir à la charge, mercredi matin, sur France 2. Le secrétaire général du PR a demandé que des « signes significatifs d'une avancée » apparaissent « d'ici l'été ». « Pour le moment, on a plutôt annoncé la potion amère. Le malade ne voit pas de signe d'amélioration. Il serait temps qu'il soit balaisé la fièvre », a-t-il dit. Reprenant à son compte le message législatif du 28 mars, Philippe Vasseur a précisé que le rôle de son parti est, notamment, d'exprimer « les impatiences qui existent dans le pays ».

A l'évidence, l'UDF n'a nullement l'intention de se laisser anéantir par la stratégie d'angles arrondis du chef du gouvernement. Par voie de conséquence, une bagarre est latente entre le RPR et l'UDF pour savoir qui, dans les prochaines semaines, représentera

le mieux les impatiences et les attentes de l'électorat.

Pour autant, ni lors de la rencontre matinale avec l'UDF, ni au cours du déjeuner des chefs de la majorité qui, pour la première fois, a rassemblé Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing autour du premier ministre, ni lors de la conférence des présidents de l'Assemblée, à laquelle il avait tenu à assister en personne, la question de

vous interroger... Il est vrai que, dès le 5 avril sur Europe 1, Valéry Giscard d'Estaing avait prévenu qu'il conduirait lui-même une liste UDF aux élections de 1994. Toutefois l'impatience de reprendre le dessus électoral sur le RPR.

Plus que l'improbable concurrence de deux listes nationales néo-gaullistes aux européennes - l'une pro-Maastricht, l'autre anti -, c'est d'une rivalité avec l'UDF qu'il s'agit. Si l'argument du rapprochement des électeurs avec les élus peut être retenu, il y a surtout, en toile de fond, la nécessité pour le RPR de diluer une probable victoire des libéraux pro-européens, conduits par Valéry Giscard d'Estaing, à un an de l'échéance présidentielle.



la réforme du mode de scrutin pour les élections européennes n'a été abordée. Elle n'a pas été soulevée non plus au cours de la réunion du groupe RPR. Bien plus, devant le groupe RPR de l'Assemblée professionnelle, sur laquelle l'UDF polarise son impatience mais que le RPR ravalait au rang de « problème technique », cette réforme électorale tendant à régionaliser le scrutin va cristalliser l'ensemble des divergences qui opposent les deux formations de la majorité.

Mesure d'apaisement ou refus de reprendre à son compte cette modification électorale, dont l'avocat le plus insistant est Jacques Chirac, Edouard Balladur n'a pas cité ce projet, à la conférence des présidents, dans le programme de travail qui fixe l'ordre du jour des travaux parlementaires pour les prochains mois. Et même jusqu'à la session de printemps... 1994.

On fait valoir, à l'hôtel Matignon, qu'il s'agit, en l'occurrence, d'une proposition de loi, et non d'un projet gouvernemental. Il n'en demeure pas moins que les services de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, travaillent assidûment sur la question. Dans sa déclaration de politique générale, devant les députés, le 8 avril, le premier ministre avait déclaré : « Vous tiendrez sans doute à vous interroger sur le mode de scrutin pour l'élection au Parlement européen, afin de rapprocher davantage les citoyens des élus ».

Sur un ton plus affirmatif, une semaine plus tard, devant les sénateurs, il avait dit : « Vous aurez à

déterminer. Des listes régionales pourraient concourir à la réussite de cette entreprise.

Il va de soi que, pour ne pas être entraîné sur la pente « inacceptable » de l'Europe des régions, les amis de Jacques Chirac suggèrent un regroupement de petites régions ou de morceaux de région. En dehors d'Adrien Zeller, député (UDF-CDS) du Bas-Rhin, les dirigeants de l'UDF, Yves Galland, président du Parti radical, compris et Charles Millon, président du groupe UDFC, en tête, sont vigoureusement contre. Gérard Fuchs, responsable des relations internationales au PS, considère qu'il s'agit d'une « escroquerie politique », tandis que Michel Rocard s'étonne de « l'urgence donnée » à cette réforme. Les communistes et l'extrême droite y sont également opposés.

Pour le RPR - et c'était le but sans doute visé par Valéry Giscard d'Estaing - le maintien du statu quo contraindrait Jacques Chirac ne pouvant conduire une liste nationale après le précédent fâcheux de 1979, de se désigner, furtivement, de l'UDF. Les yeux pourraient alors se tourner vers le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin. Le PS avait déjà fait un tel choix en 1989, en confiant la tête de sa liste à Laurent Fabius. On comprend aisément, dans le cas d'espèce, que l'état-major du RPR ne souhaiterait pas avoir cette option comme dernier recours.

OLIVIER BIFFAUD

RAPPORT ANNUEL ET

LESECTEUR

Général

Général

Général

Général

Général

Général

Général

Général

Général

Général

Général

RAPPORT ANNUEL D'EUROTUNNEL EXERCICE 1992



Le 19 avril 1993

MESSAGE DES PRÉSIDENTS

Notre Rapport annuel fait apparaître clairement que notre magnifique projet devrait ouvrir au cours des douze mois à venir. Ce sera la triomphe de la détermination, de la technologie, du talent et de la coopération de nos différents partenaires, y compris nos banquiers. Eurotunnel doit maintenant se positionner sur le marché. Une fois cela fait, notre prochain objectif sera de porter les revenus à un niveau élevé de rentabilité pendant de longues années jusqu'en 2042, récompensant ainsi la patience de nos actionnaires.

En résumé, le Tunnel sous la Manche et son système de transport sont pratiquement achevés et le coût de la construction est sur la point d'être finalement connu avec précision. Le Client, Eurotunnel et le Constructeur, TransManche Link (TML), ne sont pas parvenus à un accord sur leur contribution respective au coût final du projet et, dans le cadre de ce différend, le Constructeur entretient l'incertitude quant à la date d'achèvement et d'ouverture, date qui est sous son seul contrôle.

Quant à nous, nous continuons à exiger le respect de l'intégrité de nos droits contractuels - qui comprennent la coopération de TML - de façon à obtenir une date d'ouverture acceptable.

A l'origine, le système de transport du Tunnel sous la Manche devait être mis en place et réceptionné mi-mai 1993, deux ans après que le percement des trois tunnels ait été, conformément aux prévisions, terminé mi-1991, mais à un prix de 50% supérieur au prix d'objectif initial. L'installation et la réception du système seront au mieux achevées avec 7 mois de retard.

La date effective d'ouverture dépend de TML, de ses fournisseurs et de ses sous-traitants; nous ne pouvons qu'exiger le respect de nos droits contractuels. Le Contrat que les Constructeurs ont avec nous, prévoit qu'ils conçoivent, fournissent, construisent, installent, réceptionnent le Tunnel et le système de transport et qu'ils en garantissent le fonctionnement. Au niveau technique, la coopération entre les équipes d'Eurotunnel et celles de TML et de leurs fournisseurs est très satisfaisante quand elle n'est pas perturbée par des considérations purement contractuelles.

Depuis notre Lettre aux Actionnaires de mai 1992, nous avons mené deux démarches parallèles. D'une part, nous avons cherché à rétablir par l'arbitrage certains de nos droits contractuels vis-à-vis de TML. D'autre part, nous nous sommes efforcés de négocier un "traité de paix" avec TML, sous forme d'un accord d'ensemble couvrant à la fois les réclamations de coûts et de délais, l'ensemble des questions qui concourent à une réception satisfaisante du projet dans un climat de coopération constructive et un calendrier, fermement établi, de démarrage phasé des services. Une annexe* à la présente Lettre résume l'évolution de chacun de ces aspects au cours des douze derniers mois, mais nous voudrions en développer quelques-uns ici.

Tout d'abord, comme nous l'avons dit à nos actionnaires, il y a un an, nous avons exercé notre droit contractuel à porter devant l'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale les problèmes créés par une décision surprenante du Comité d'experts établi dans le cadre du Contrat de construction. La décision du Tribunal arbitral est sans appel. En l'occurrence les deux décisions intermédiaires reçues à ce jour ont été très satisfaisantes de notre point de vue. Le caractère forfaitaire du prix des équipements fixes qui constitue le fondement du Contrat de construction, complété par l'Accord commun entériné avec TML en janvier 1993, a été confirmé.

Le Tribunal d'arbitrage reste en place après ces deux décisions intermédiaires. Il se prononcera notamment sur les coûts d'arbitrage et intérêts dus. Il supervisera également la formulation et l'estimation des réclamations de TML sur les équipements fixes et la façon dont elles seront traitées.

Ceux de nos actionnaires qui l'étaient déjà en 1989 se souviendront que nous leur avions écrit à ce moment-là, et depuis, qu'Eurotunnel évaluerait et paierait toutes les réclamations justifiées. Nous avons exhorté TML, de façon répétée, à présenter la justification de chacune de ses réclamations. Le recours à l'arbitrage est la conséquence du refus de TML, confirmé en juillet 1991, de justifier ses réclamations sur les équipements fixes de façon à nous permettre de les évaluer. TML est dorénavant contraint de le faire.

*L'annexe est à disposition sur le 3615 EUROTUNNEL.

**Pour des raisons de commodité, nous avons conservé dans nos documents le taux de change de FRF 10 / £ 1 antérieurement utilisé.

Le meilleur résumé de la situation que nous puissions offrir à nos actionnaires est que nous ne pensons pas aujourd'hui, nous ne l'avons d'ailleurs jamais pensée, que TML puisse justifier ses réclamations sur le paiement des équipements fixes au niveau auquel il le prétend - FRF 14,5 milliards**, valeur 1985 - Ce niveau se compare au forfait qui est passé de FRF 6,2 milliards (valeur 1985) prévu au Contrat d'origine à environ (à ce jour) FRF 7,2 milliards (valeur 1985), après prise en compte des ordres de modifications approuvés à ce jour.

Notre point de vue, largement partagé par d'autres, est que TML peut parvenir à justifier des réclamations portant le forfait à un chiffre de FRF 9 milliards (valeur 1985), chiffre qui se situe à l'intérieur de nos fourchettes de prévisions.

Parallèlement au recours à l'arbitrage, nous avons entamé la deuxième démarche, la négociation en avril 1992 entre nous, TML, et des représentants des actionnaires de TML. L'objectif de ces derniers était d'obtenir un accord global sur les réclamations concernant les équipements fixes. Le nôtre était un "traité de paix" d'ensemble allant au-delà du règlement des équipements fixes, et traitant de tous les problèmes, connus ou prévisibles, susceptibles d'affecter les délais et le succès du projet.

Pendant onze mois jusqu'en mars 1993, Eurotunnel a systématiquement pris l'initiative et a engagé toutes les parties concernées à poursuivre la recherche d'un accord difficile à atteindre. Notre dernière tentative eut lieu le 24 mars, TML nous ayant notifié sa décision de ne pas poursuivre les négociations. Nous pensions que les propositions que nous avions faites étaient généreuses. Notre Conseil - dont les membres pour la plupart n'ont pas de fonctions de direction dans Eurotunnel - a été unanime sur deux points: il préférerait un accord négocié mais il refusait de payer, sous la pression, des montants non justifiés.

TML, qui a bloqué le processus devra maintenant procéder à la recherche de règlements, réclamations par réclamation. Comme indiqué, nous prévoyons de payer moins et plus tard aux constructeurs que ce que nous leur avons offert en espèces et en instruments financiers pour un règlement pacifique global. Les indemnités de retard dues par TML courent à partir du 15 août 1993, qui reste la date contractuelle d'achèvement du projet. Si l'ouverture devait être retardée et/ou si la montée en puissance des services devait être plus lente, et sous réserve que nous puissions réfuter les demandes d'extension de délais, le total des sommes en cause serait probablement supérieure à la perte de revenus d'Eurotunnel dans les six ou huit premiers mois de 1994. Si TML souhaite reprendre cette année des négociations structurées différemment, notre porte sera toujours ouverte.

La situation de TML est bien entendue compliquée par des retards dans la livraison et la réception du matériel roulant commandé par eux-mêmes comme par les réseaux de chemins de fer pour l'exploitation dans le Tunnel. Des détails supplémentaires sur ces points sont donnés en annexe.

Comme notre Rapport annuel le montre, la construction est pratiquement achevée et le coût de notre projet beaucoup plus clairement défini. Nous pensons que les principales incertitudes auxquelles nous sommes confrontés, sont:

- les dates de démarrage des services ainsi que les revenus qui seront perçus en 1994;
- le relai de financement 1994-1995;
- et les taux d'intérêts 1994-1997.

Le vrai problème aujourd'hui est donc l'évolution de notre trésorerie à partir de mi-1994, date à laquelle notre financement sera épuisé.

Nous passons maintenant des négociations avec les constructeurs à l'analyse des problèmes de financement après l'ouverture.

Le projet d'allocation de bons de souscription gratuits à nos actionnaires, s'il est réalisé cet été, devrait contribuer à compenser, pour ceux qui détenaient alors des bons, la déception de novembre 1992, date à laquelle le prix des actions, en l'absence d'un règlement avec TML, a été trop faible pour permettre un exercice significatif des bons de 1997. Le prix d'exercice de ces bons de souscription 1993, devrait être fixé de façon à encourager leur exercice l'année prochaine, compte tenu des satisfactions que donnera l'avancement du projet. Nos banques souhaitent certainement voir se matérialiser les rentrées de fonds provenant de l'exercice de ces bons au second trimestre de 1994.

Notre objectif stratégique est clair: un refinancement important en capital avant la fin de 1995, de préférence après que tous les services (navettes fret et passagers, trains de fret et de passagers) aient démontré leur capacité à satisfaire le marché sur une période significative de plein fonctionnement.

La réalisation de cet objectif dépend essentiellement des banques; il en est de même du financement nécessaire car le paiement des intérêts diminué des revenus nets sera la seule sortie d'argent à partir de mi-1994. Les banques voudront naturellement être rassurées à la fois sur la trésorerie générée par le projet et sur la soutien de nos actionnaires.

De plus les banques et nos actionnaires suivront avec intérêt les négociations avec les gouvernements anglais et français que nous espérons engager prochainement. Nous avons à faire face à des coûts supplémentaires en capital, à des augmentations des coûts futurs d'exploitation ainsi qu'à des pertes de revenus potentielles, du fait des obligations imposées par la Commission intergouvernementale. Nous considérons que des compensations seront justifiées et nous leur soumettrons nos demandes l'été prochain.

Une démarche comparable est envisagée, peut-être à échéance plus brève, auprès des Chemins de fer nationaux des deux pays qui sont nos partenaires dans la Convention d'Utilisation Ferroviaire, qui leur attribue 50% de la capacité du projet pour la durée de la Concession. Nous sommes convaincus que la Convention d'Utilisation Ferroviaire devra être renégociée pour rééquilibrer les charges et les bénéfices entre les réseaux et Eurotunnel et rétablir, dans un esprit d'équité, les relations prévues à l'origine entre les partenaires. Nous avons aussi l'intention de demander une compensation pour le retard du démarrage des services réguliers de trains de passagers ainsi que pour les retards et l'inadaptation des infrastructures ferroviaires à la sortie du Tunnel du côté britannique. Cette inadaptation est à notre sens en contradiction avec les engagements pris par British Rail dans la Convention d'Utilisation Ferroviaire.

Nous entreprenons les démarches appropriées vis-à-vis des gouvernements et des réseaux. Nous en ferons connaître l'avancement à nos actionnaires lors de l'Assemblée générale en juin. En l'absence de règlements amiables que nous ne cessons de rechercher, l'arbitrage est contractuellement le formule prévue dans les deux cas. Peut-être devrions-nous attendre 1995 pour en connaître le résultat mais celui-ci est susceptible d'améliorer notre situation financière et/ou nos revenus. Ce facteur pourra être pris en compte dans l'évaluation en 1995 par les banques et les actionnaires des propositions qui seront faites pour le financement final du Tunnel sous la Manche.

La dernière phase de ce gigantesque projet, important pour notre avenir européen commun, est affectée par une série de difficultés nées de son statut original d'entreprise du secteur privé reliant les infrastructures de deux nations pour assurer un service public. Avant notre prochain Rapport annuel, le système du Tunnel sous la Manche devrait avoir commencé à assurer un service public fiable pour au moins 50 ans. Nous sommes engagés dans une difficile répartition du coût d'achèvement de ce service entre les partenaires, les promoteurs et les exploitants, répartition dans laquelle, nécessairement le système bancaire international doit jouer un rôle important.

Notre devoir est d'informer nos actionnaires des difficultés qui se présentent, mais l'énumération des problèmes ne doit pas masquer la réussite de ce magnifique projet privé. De très nombreuses personnes - d'Eurotunnel et d'ailleurs - jouent des rôles clés dans le succès de ce grand projet avec un dévouement sans réserve. Nous les remercions toutes et attendons avec impatience l'achèvement de l'œuvre que nous avons entreprise.

André Bénard
Président du Groupe
Eurotunnel et
Président d'Eurotunnel S.A.

Sir Alistair Morton
Vice-Président
Directeur Général
du Groupe Eurotunnel
et Président d'Eurotunnel P.L.C.

RAPPORT ANNUEL ET ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Le rapport annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 1992 sera à la disposition des actionnaires à partir du 20 mai 1993. L'Assemblée Générale d'Eurotunnel S.A. se tiendra sur première convocation le 10 juin 1993, à Paris, Espace Pierre Cardin et sur deuxième convocation le 24 juin 1994, à Londres. L'Assemblée Générale d'Eurotunnel P.L.C. se tiendra également le 24 juin, à Londres. Des convocations à ces Assemblées seront publiées dans la presse.

COMPTES DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 1992

Les comptes combinés sont établis par immobilisation de tous les coûts se rapportant au Projet. Le tableau ci-contre présente les coûts immobilisés jusqu'à la fin de 1990, pour les années 1991 et 1992 et leur total cumulé jusqu'à la fin 1992.

INFORMATIONS ACTIONNAIRES PAR MINITEL : 3615 EUROTUNNEL

ANALYSE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

FRF millions	à fin 1990	1991	1992	Total
Coût du Contrat de Construction	21.533	9.848	8.246	
Acquisition de terrains en concession	153	116	30	
	21.686	9.964	8.276	39.926
Coûts de financement	3.048	122	935	
Frais généraux (a)	5.071	2.365	1.590	
Frais financiers moins produits financiers	1.701	2.880	4.801	
	9.820	5.367	6.726	21.913
Avances et acomptes	358	45	1.780	
Immobilisations propres	3.396	184	48	
Moins : Amortissements	(1.597)	(878)	(300)	
	2.157	(649)	1.528	3.036
Total	33.865	14.682	16.530	64.577

(a) y compris dotation aux amortissements

FAITS DIVERS

Viol et assassinat d'un enfant dans le Gard

La cavale meurtrière d'un repris de justice belge

Willy Van Copernolle, repris de justice de nationalité belge, a avoué, mardi 20 avril, le meurtre d'Abdeljabbar Dkhissi, onze ans, près de Remoulins (Gard). Il a été mis en examen à Nîmes par le juge Boisselet.

NÎMES

de notre envoyée spéciale

Les recherches devenaient désespérées et l'attente progressivement insupportable, mais du moins laissent-elles à la famille Dkhissi le frêle espoir de retrouver vivant Abdeljabbar, ce petit garçon de onze ans, disparu samedi 27 mars sur un parking de la petite ville de Remoulins, dans le Gard. Encore permettaient-elles à Mimoun Dkhissi, son père, d'attendre l'appel d'événements ravisseurs en montrant à la presse la photo malicieuse d'un petit enfant brun. Mais les aveux d'un repris de justice de nationalité belge, suivis de la découverte du cadavre de l'enfant dans la garrigue, à une quinzaine de kilomètres de Remoulins, ont mis fin, mardi 20 avril, à l'odieux suspense.

Abdeljabbar a été assassiné. Un pervers sexuel, ancien légionnaire déjà condamné en Belgique et en France pour de nombreux méfaits (escroqueries, abus de confiance, vol avec arme, mais surtout attentat à la pudeur sur un mineur et viol d'un adolescent), a croisé son chemin, un samedi après-midi de printemps. Enlevé dans l'Opel Astra bleue, immatriculée en Belgique, dont le signalétique a mis la gendarmerie sur les traces du meurtrier, Abdeljabbar sera battu pour s'être défendu farouchement, sans doute violé, puis tué violemment et finalement abandonné sans vêtements et pleins sacs, à quelques mètres d'un chemin de montagne.

Devant le juge Boisselet qui, dès

mardi matin, le mettait en examen pour « enlèvement, suivi de la mort d'un mineur », Willy Van Copernolle a presque tout avoué, guidant les enquêteurs à l'endroit précis du drame. En attendant les autres confessions qui pourraient éclairer, étape par étape, l'itinéraire — ou la cavale — de cet homme de cinquante ans, familier des changements d'identité et des escroqueries diverses et plusieurs fois signalé, ces dernières semaines, dans les régions de l'Aude et du Gard.

La colère froide d'un père

C'est en effet grâce au portrait-robot élaboré d'après le témoignage de deux adolescents de Gruissan, dans l'Aude, qui ont également été violés, dans la nuit du 3 au 4 avril, et menacés avec un fusil à pompe, que les témoignages sur le passage de Willy Van Copernolle ont affiné dans les gendarmeries. N'a-t-il pas volé coup sur coup deux adolescents de la région, s'enfuyant sans

payer la note du premier, dérobant le fusil et la carte d'identité du second ?

Et c'est grâce au signalement de sa voiture, dont la vitre arrière, brisée, est obturée par un plastique, qu'il a pu être interpellé, dimanche matin 18 avril, sur un parking de l'Oise, avant d'être placé en garde à vue à Compiègne, et d'avouer peu à peu, avant son transfert à Remoulins, puis au palais de justice de Nîmes, le viol des deux adolescents auto-stoppeurs, puis celui du petit Abdeljabbar.

Devant les caméras et les photographes, l'homme s'est courbé et caché le visage. Le père d'Abdeljabbar, lui, est resté bien droit et a confessé une colère froide et intense que froide en demandant « à la justice française d'utiliser la peine de mort pour des gens qui assassinent des petits innocents ».

ANNICK COJEAN

A Sainte-Colombe (Rhône)

Un gendarme tue un homme en fuite dans une voiture volée

Un homme âgé de vingt-six ans, Michel Causse, a été mortellement blessé par un gendarme, lundi soir 19 avril à Sainte-Colombe (Rhône), alors qu'il prenait la fuite au volant d'une voiture volée. Peu avant 20 heures, une patrouille de la brigade de gendarmerie d'Ampuis avait remarqué la présence d'une Peugeot 605 beige, signalée volée, sur un parking public de Sainte-Colombe. Les trois occupants de la voiture tentaient visiblement de voler un autre

véhicule et les gendarmes bloquaient les issues du parking.

Selon la version présentée par la gendarmerie, le trio remonte alors dans la voiture qui fonce délibérément sur l'un des gendarmes. Celui-ci fut usage de son pistolet de service, sans empêcher la fuite du véhicule. Une heure plus tard, les gendarmes sont informés qu'un homme blessé, Michel Causse, a été hospitalisé à Givors. Il avait été auparavant déposé près de la caravane de ses parents dans un camp, « Agence du voyage » à Givors. Ses parents avaient ensuite transporté à l'hôpital, où il décédait peu après.

Une information judiciaire pour tentative d'homicide volontaire sur agent de la force publique a été confiée par le parquet de Lyon à la section de recherches de la gendarmerie lyonnaise.

La différence des policiers, qui se trouvent le lieu où dans le cadre strict de la légitime défense, les gendarmes sont armés, par un décret du 20 mai 1993, à tirer sur un véhicule en fuite, après avoir fait des « sommations d'usage ». Celles-ci peuvent difficilement être entendues par les occupants d'une voiture qui refuse de s'arrêter. E. L.

JUSTICE

Avant l'audition des auteurs présumés

Des zones d'ombre subsistent autour du meurtre de Jacques Roseau

Le juge d'instruction Régis Verhaeghe devait interroger pour la première fois Gérard Huntz, meurtrier présumé de Jacques Roseau, mercredi 21 avril à Montpellier, sur le fond de l'affaire, avant d'entendre respectivement Marcel Navarro et Jean-Claude Lozano, ses complices présumés, jeudi et vendredi. Si les trois hommes reconnaissent avoir été présents sur les lieux le soir du 5 mars, les circonstances précises de l'assassinat demeurent imprécises et contradictoires.

MONTPELLIER

de notre correspondant

Régis Verhaeghe va d'abord essayer de comprendre pourquoi Gérard Huntz, qui a passé des années extrêmement précieuses devant les policiers, s'est ensuite rétracté et reconnaît toujours avoir été présent dans le quartier du Mas Devon le soir du 5 mars avec Marcel Navarro et Jean-Claude Lozano, mais il nie désormais être celui qui a tiré sur Jacques Roseau. Il explique qu'il a endossé le crime, croyant que son épouse avait contredit son alibi devant les policiers du SRPJ de Montpellier. Se sentant responsable de cette erreur, il a alors souhaité protéger ses camarades. Lorsqu'il a découvert qu'il avait en fait été « bluffé », a-t-il ensuite précisé, il a invité les deux autres à « prendre leurs res-

ponsabilités », considérant que la faute de leur chute ne lui incombeait plus. Cette thèse peut sembler alambiquée, mais plusieurs éléments plaident en faveur de Huntz. D'abord, son invalidité importante liée notamment à des problèmes de vertèbres. Il a également une main handicapée et la Sécurité sociale l'a reconnu inapte au travail. On le voit donc mal courir pour rejoindre son véhicule après les coups de feu. Par ailleurs, un tir groupé de trois balles de 11-43 provoque un recul sensible.

Enfin, Huntz est venu à Montpellier avec sa voiture personnelle. Si celle-ci était en embuscade, prête à démancher au moment du meurtre, pourquoi aurait-il passé le volant à quelqu'un d'autre pour aller assassiner lui-même Jacques Roseau ? Sinon, pourquoi aurait-il laissé vide la place du chauffeur, prenant ainsi le risque de perdre du temps pour fuir ?

De là découle une autre question. Si l'on n'a pas tiré, qui l'a fait ? Huntz refuse de donner le nom du meurtrier. Il se contente de dire qu'il s'agit d'un des deux autres : Jean-Claude Lozano et Marcel Navarro affirmant, eux, n'avoir rien vu de l'assassinat, expliquant qu'ils se trouvaient à ce moment-là à distance de la voiture de Jacques Roseau. Une reconstitution des faits et de nouvelles expertises balistiques permettront peut-être plus tard de lever ces contradictions.

Pour être exacte, cette information doit rappeler que mon nom n'est apparu dans ce dossier que sur un document et un seul. C'est à ce titre seulement que j'ai été entendu comme témoin. La pièce en question remontait à 1986, or j'ai pu prouver à partir de mes agendas que ma première rencontre avec Botton datait de 1988. Ce fait a été formellement reconnu par M. Botton lui-même devant le juge. Ce document est donc faux, l'affaire est entendue. Mon auditoire a simplement permis d'établir en justice que je n'avais rien à voir avec cette affaire.

Le juge examinera donc de com-

En baisse régulière depuis 1984

DÉFENSE

En baisse régulière depuis 1984

Les exemptions de service national ont augmenté en 1992

En déclin régulier depuis une dizaine d'années, le pourcentage des exemptions du service national par rapport aux appelés en âge d'être incorporés a marqué, l'an dernier, une légère reprise, selon des statistiques que vient de publier la Direction centrale du service national (DCSN). En revanche, le pourcentage des dispensés continue de baisser. Au total, en 1992, 23,5 % des jeunes recrues n'ont pas été incorporés au service national actif, au lieu de 22,2 % l'année précédente.

Selon la DCSN, les dispensés (pour des motifs sociaux ou administratifs) ont été attribués à 17 364 jeunes Français en 1992, soit 4 % de la classe d'âge. Elles avaient été de 18 908 l'année précédente, soit 4,4 %. À l'exception des années 1989 et 1990, à partir desquelles de nouvelles normes de sélection ont été appliquées au contingent, ce chiffre des dispensés est en diminution constante depuis une bonne dizaine d'années.

Ce n'est pas le cas des exemptions, qui sont attribuées, elles, en fonction de l'aptitude du conscrit établie — au terme de six critères physiques — par l'autorité médicale qui tient compte de seuils fixés par le ministre de la Défense selon les besoins des armées. En 1992, on a recensé 75 948 exemptions, soit 19,5 % des jeunes sélectionnés. Depuis 1984, ce taux était en baisse régulière, toujours à l'exception de l'année 1990, et il avait été — avec un total de 70 221 exemptions — de 17,8 % en 1991.

Les statistiques de la DCSN montrent que la proportion des exemptions est beaucoup plus forte parmi la population de bas niveau scolaire ou de bas niveau général, tel qu'il est déterminé par les tests : elle est souvent nettement inférieure à la moyenne nationale pour les recrues titulaires du baccalauréat et au-delà (à l'exception des titulaires d'un DEA ou d'un diplôme d'ingénieur), et elle peut atteindre jusqu'à 38,7 % des recrues

qui se sont arrêtées avant la classe de 4^e. On explique à la DCSN que la première application, en juillet 1990, des nouvelles normes de sélection a sans doute eu pour effet immédiat de faire chuter dès 1991 le nombre des exemptions, mais que cette évolution à la baisse devrait être dorénavant moins marquée tout en restant significative.

Enfin, la DCSN indique que le nombre des jeunes Français qui se

déclarent opposés à l'usage personnel des armes a une nette tendance à augmenter. La croissance de l'objection de conscience est même un phénomène continu depuis une dizaine d'années. En 1981, on comptait 767 objecteurs et pas moins de 4 933 l'an dernier, soit 1,8 % des appelés. L'objection, en France, est une forme du service national reconnue par la loi. Ses bénéficiaires sont affectés au ministère de la solidarité.

frégate commune. Cette classe de frégates, déplaçant 6 000 tonnes et d'un prix de 3 milliards de francs l'unité, sera principalement à vocation anti-aérienne. L'Italie est déjà associée au projet de missiles antaïr, mais ces frégates. La France envisage la construction de quatre bâtiments de ce type et le Royaume-Uni pourrait en mettre une douzaine en chantier.

(Publicité)

Union nationale pour les intérêts de la médecine

UNIM

Association inscrite près le tribunal d'instance du Metz volume LI n° 4 - 1, rue Lançon - 57048 Metz Cedex 1

Avis de convocation

Mesdames et Messieurs les adhérents sont priés de bien vouloir assister à l'assemblée générale ordinaire de l'association qui se tiendra le samedi 29 mai 1993 à 10 heures, dans les salons de l'hôtel Montfleury, 25, avenue Beaujeu à Carnes, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport d'activité du conseil d'administration
2. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31-12-1992
3. Quitus aux administrateurs
4. Fixation de la cotisation pour l'année 1994
5. Renouvellement d'administrateurs
6. Divers

Pour faciliter l'organisation de cette assemblée, les adhérents désireux d'y assister sont priés de se faire connaître au siège social : 1, rue Lançon, 57048 METZ CEDEX 1 - UN MOIS avant l'assemblée.

Pour savoir ce qui va changer à l'éducation nationale, vous pouvez attendre les circulaires...

La droite gouverne désormais l'Ecole et l'Université. Pour connaître les projets, les décisions des nouveaux responsables, les mutations et les nominations, les restructurations administratives à venir, les réformes pédagogiques envisagées... Bref, pour être informé à temps de ce qui va changer à l'éducation nationale, lisez tous les lundis la Lettre du Monde de l'éducation.

La Lettre du
Monde de l'éducation

Quatre pages, tous les lundis pour les professionnels de l'éducation. Une lecture essentielle, particulièrement en ce moment.
Uniquement sur abonnement : 36 numéros par an, 375 F.

مكتبة من الأصل

SOCIÉTÉ

VOILE : trophée Jules-Verne

Le pari gagné de Bruno Peyron

En bouclant leur tour du monde en 79 jours 6 heures 15 minutes 56 secondes, Bruno Peyron et ses quatre équipiers à bord de *Commodore-Explorer*, arrivé mardi 20 avril peu après 21 heures au large de l'île d'Ouessant, ont accompli l'un des plus grands exploits de l'histoire de la voile. Ils ont emporté le trophée Jules-Verne promis aux premiers navigateurs qui effectueraient un tour du monde sans escale et sans assistance en moins de quatre-vingts jours.

BREST

de notre envoyé spécial

« Nous nous sentons comme un commando en orbite autour de la planète et il est loin d'être évident de revenir sur terre », confiait Bruno Peyron dans l'un de ses derniers messages. Au crépuscule d'une journée où le vent du large avait paru s'essouffler pour ne pas rendre à la terre ces cinq valeureux compagnons d'une aventure de quatre-vingts jours, *Commodore-Explorer*, majestueux sous grand-voile et géoacker (voile d'avant intermédiaire entre un génois et un spinnaker), eut à traverser la brume qui enveloppait les parages d'Ouessant.

Le grand catamaran bleu nuit d'avant-pont rien d'un vaisseau fantôme. A quelques milles de l'île, il est loin d'être évident de revenir sur terre. Le grand catamaran bleu nuit d'avant-pont rien d'un vaisseau fantôme. A quelques milles de l'île, il est loin d'être évident de revenir sur terre.

(Que diriez-vous d'un spinnaker?) Proposait Bruno Peyron aux passagers des rares vedettes venues l'accueillir. Quelques minutes plus tard, la grande voile bleue de 570 m² se gonflait jusqu'au haut du mât, mettant un bouquet final à l'aventure.

Comme des astronautes dans leur vaisseau

Par leur maîtrise et leur volonté de toujours se réserver une marge de sécurité, Bruno Peyron et ses équipiers ont presque réussi à banaliser leur exploit. Le précédent record autour du monde, réalisé en solitaire par Titeau Lamazon, venait pourtant d'être battu de plus de... trente jours. C'est une belle aventure maritime, très bien menée du début à la fin, estimait Titeau Lamazon. Olivier de Kerasson, qui avait dû abandonner sa tentative sur avarie après vingt-trois jours de mer, parlait aussi de « sans-faute ».

Comme si une formule 1 automobile remportait les 24 Heures du Mans, Bruno Peyron vient, en fait, de provoquer une révolution dans le monde de la voile en faisant triompher un engin de vitesse dans la plus folle course d'endurance autour du monde. « *Commodore-Explorer* (ex-*Services-V*) a été conçu en 1986 pour des transits ou des épreuves de sprint comme la Course de l'Europe, indique Gilles Olier, son architecte. Je n'aurais jamais imaginé qu'il doublerait un jour le cap Horn. » *Commodore-Explorer* est le seul catamaran de compétition qui se soit aventuré au-delà des « quarantaines rugissantes ».

Fort de son incomparable expé-

rience des catamarans avec laquelle 190 000 milles à son actif (le monde du 20 avril), Bruno Peyron a d'abord saisi l'opportunité d'un très complémentaire en rappelant ses deux vieux complices, Jacques Vincent (électronique et grément) et l'Américain Cameron Lewis (sécurité et ravitaillement), ainsi que des anciens de *Jet-Services-V*, Olivier Despaigues (coquille) et Marc Vallio (voiles). « Notre équipage estime ce dernier, faisait-il, à un groupe d'astronautes dans un vaisseau spatial où chacun a une mission particulière et où aucune aide extérieure n'est possible ».

100 000 livres au vainqueur

Les cinq hommes s'ignoraient pas les problèmes physiques ou psychologiques qui pouvaient résulter de l'extrême isolement d'un catamaran de compétition proposant comme espace vital un pont balisé en permanence par les vagues ou deux eschies « boyaux » de 9 m de long et 1 m de large, résonnant d'un vacarme assourdissant. Préposé à l'aménagement de ces cabines (cuisine et trois couchettes à bâbord; table à cartes et deux couchettes à tribord), Cameron Lewis a d'abord veillé à la parfaite équilibre des coques, puis a installé un chauffage à air pulsé consommant un litre de gazole par jour afin d'assécher l'atmosphère et, surtout, les bottes et les cirés rangés dans un petit placard. L'alcool a remplacé le gaz pour le réchauffer et produit moins de chaleur et provoqué moins de condensation.

A force de petits détails, les cinq hommes ont réussi une par-

faite cohabitation et se sont même surpris à effectuer certaines manœuvres en... alexandria. C'est toutefois la gestion de leur course et de leur matériel qu'ils ont été les plus impressionnants. Si on excepte une fissure sur la coque tribord vite réparée par Olivier Despaigues à l'entrée dans les « quarantaines rugissantes », puis le choc avec deux baleines heureusement sans graves conséquences à dix jours de l'arrivée, les deux coques et le grément n'ont, semble-t-il, pas souffert.

Quitte à rallonger leur route, les cinq hommes se sont toujours efforcés de ne jamais être à moins de 90 degrés du vent pour ne pas mettre le catamaran dans des conditions de progression délicates. En revanche, son fabuleux potentiel a été exploité lorsque les circonstances s'y prélassent. Ainsi, après soixante-quinze jours de course, *Commodore-Explorer* a parcouru 507 milles (1) en vingt-quatre heures (21,125 nœuds de moyenne).

Ce jour-là, Bruno Peyron a fait une avancée décisive dans la réussite de son pari de tour du monde en quatre-vingts jours. Même si, comme Philippe Fogg, il n'a pu bénéficier du jour gagné en franchissant la ligne de changement de date d'été, il est parvenu à emporter les 100 000 livres promises en premier détenteur du trophée Jules-Verne.

GÉRARD ALBOUY

(1) La plus grande distance parcourue par un voilier en vingt-quatre heures est de 525 milles par le même bateau lors de sa traversée record de l'Atlantique (6 jours 13 heures 3 minutes en juin 1990).

FOOTBALL : Auxerre éliminé de la Coupe de l'UEFA

Le miracle inachevé

L'AJ Auxerre n'a pas réussi à se qualifier pour la finale de la Coupe d'Europe de l'UEFA malgré sa victoire 2-0 sur le Borussia Dortmund (Allemagne), mardi 20 avril à Auxerre (Yonne). Les Bourguignons, battus sur le même score au match aller, se sont inclinés 5-3 lors de l'épreuve des tirs au but. Dortmund disputera la finale contre le vainqueur de la rencontre Paris-SG - Juventus disputée jeudi 22 avril.

AUXERRE

de notre envoyé spécial

Lorsque Stéphane Mahé s'est avancé vers le but, l'AJ Auxerre avait presque résolu toutes ses équations. Pendant deux heures de jeu, les footballeurs de Guy Roux s'étaient multipliés devant le gardien du Borussia Dortmund. Ils avaient additionné les occasions de marquer tout en parvenant à annuler les surmarchés allemands devant leur but.

Les Auxerrois avaient trouvé l'équilibre parfait entre l'obligation de réduire leur handicap et la nécessité de ne pas la voir s'aggraver. Il ne leur restait plus qu'à réaliser l'opération la plus élémentaire pour un footballeur : faire rouler un ballon sur quelques mètres, tracer une ligne droite vers la but sans point d'intersection avec le trajectoire du gardien adverse. Cinq d'entre eux s'en étaient déjà acquittés.

Un provisionnaire rabat-joie

Lorsque Stéphane Mahé a posé son ballon au point de penalty, la stade de l'Abbé-Deschamps n'avait aucune raison de craindre la pire. L'homme n'aurait dans aucune catégorie de joueurs que la superstition désigne comme des gâchours potentiels de tirs au but. Un miracle ne pouvait, seccager le miracle auxerrois.

En décembre, le défenseur avait failli perdre la vie dans un accident de voiture. Mardi, il renouait à peine avec la Coupe d'Europe après un travail acharné pour effacer ses blessures. Hier, au moment de frapper, Stéphane Mahé a semblé manquer de cette volonté qui l'a ramené si répl-

demont sur les terrains. Son tir mou s'est avachi sur Stefan Klos, le gardien du Borussia. L'équilibre savamment entretenu par un arbitre qui eut poussé le zèle jusqu'à expulser un joueur de chaque camp pondant les prolongations était rompu.

L'euphorie auxerroise achevait de se dissoudre dans une crise de nerfs. Stéphane Mahé zigzaguait sur le terrain dans un état second, semblait prendre les tribunes à témoin de son geste manqué. Le joueur, poursuivi par Guy Roux, refusait de ranter ou de vanter, préférant oxipier sa foute sur la pelouse. Il résumait ainsi la percée de son équipe qui ne se décidait pas à céder la place aux grands et ne se sera loisé expulsé de la Coupe d'Europe qu'en avril. S'il était parvenu à se qualifier pour la finale, les Auxerrois auraient rassemblée comme des frères aux Danois triomphateurs du dernier championnat d'Europe des Nations. Ils possédaient la même humeur, l'ironie qui ne s'incline devant aucun peimars. Ils tiraient leur force de la même solidarité d'un groupe profondément uni.

A Auxerre, le capitaine William Prunier avait soudé l'équipe autour du seul objectif européen, de plus en plus souvent contra Guy Roux, regardé comme un provisionnaire rabat-joie. Cas d'ailleurs, les Auxerrois ont semblé trouver l'adace de faire trembler quelques équipes européennes de prestige en commençant par saccouer la joug de leur entraîneur.

Comment expliquer autrement le renversement complet de tance dans le match aller à Dortmund et le match retour ? Les cavaliers dans le camp adverse, la profusion d'occasions de but semblaient guidées par cette volonté de ne pas s'abandonner. Mais les Auxerrois ne pourront toutefois se comparer aux Danois. Ils n'ont pas echevé leur pied de nez. Pour avoir confondu générosité et gaupillage, ils n'ont pas errché leur place en finale. Ils auront simplement confirmé qu'au bord de l'Yonne s'élève une place forte, un stade où peuvent trambler les meilleures équipes du continent.

JÉRÔME FENOGLIO

Audace et modestie

par Bertrand Poirot-Delpech

« L'absence d'absence » On est à Nantes, en août 1839. Le petit Verna a fait la mur de la maison familiale; il a onze ans. De voisins en passant, la vérité se fait jour : Jules se aerait embarqué comme mousse à bord du *Corail*, un partanca pour les Indes.

Par chance, la *Corail* fait escale en Loire, avant le large. Papa Verna rattrapa le steamer à Peimboeuf. Il se retient de gifler le fugueur. « Je voulais rapporter un collier de corail à Caroline », s'excuse l'enfant. Caroline, c'est la petite voisine Tronson, dont il est fou. Ainsi, la vialonnair des XIX^e et XX^e siècles a d'abord obéi à un amour d'adolescent ! Et déjà le jeu des mots - Corail, corail, Caroline - gouverne son destin, avec la sûreté d'instinct qui mène les anguilles du pays nantais jusqu'aux jointures Sargassas. « Qu'à cela na tianna, se console Jules en regagnant la maison, nullement penaud, je na voyagerai plus jamais qu'en rêve ! » Le tour du rêve na quatre-vingts romans pouvait commencer.

L'exploit de Bruno Peyron et de oiana n'a pas eu romantisme pour Collection Hetzel. C'est d'ailleurs par un détournement, bien dans le manbra des publicités d'aujourd'hui, qu'il s'est placé sous l'invocation du roman de Verno. Le catamaran n'a pas fait le tour de la planète. Il est allé virer le pôle Sud, leisé sur tribord, et retour. Il e tanganté trois cape extrêmes, trois océans, frôlé les growlers, réchappé de mers énormes, le mérite en est érant; mais sa réussite n'a rien à voir avec la par de Fogg.

roulard de luxe jonglent, avec les horaires de train, et les rencontres exotiques.

D'une certaine façon, les deux records ont des significations opposées : les navigateurs de 1839 ont poussé à l'extrême le génie de la préparation, ils ont réduit à l'infime le part du hasard, tandis que Fogg, inauguré, par sa débrouillardise fantasque, l'ère des autopousures et des outers, dont il aurait mieux mérité de d'avant la eaint patron que celui d'un équipage féru d'ingénierie et d'électronique.

Un monde menacé de pourrissement

Restent la part du rêve et la poésie de la gratuité. La vers de Rimbaud ravient en mémoire : « Les pénitentes démentées n'ont pas connu l'absence plus triomphant. » Une fois retombée l'écume des superlatifs microbolants qui vont saluer les héros du jour, que demeure-t-il du coup d'éclat qu'un autre exploit ne va pas manquer de recouvrir sous peu, selon la logique du spectacle permanent et du toujours plus fort qui bouscule nos anviés d'admirer, comme des trains de défilantes ?

Quas d'ailleurs de cerènes et techniques de navigation sont posées d'une philosophie défensive - on vantage. Il y a encore trente ans, un bateau d'être hien e défendu e contra les lames - à une stratégie offensive et de la ruse « high tech » : le modèle du poisson massif a fait place à celui d'une libellule intrépide glissant de crête en crête.

Autre leçon : Verno, comme Baudelaire et Lautréamont,

voyait dans le mer une métaphore de l'infini; les copains du *Commodore-Explorer*, rapportent, dans leurs haubanages de jout avant, l'image d'un monde terriblement fini, limité, et mané de pourrissement : jusqu'au large de l'Antarctique, les poubelles de l'Occident se dévarent. Le mythe de l'Océan impénétrable purificateur se e'effondrer avec celui des ressources sans fin.

Déjà Payron envlauge un angin da 40 mètres de long, presque le double de *Commodore*. Pour gerner quel : quelques quarts d'heure sur ce tour du propriétaire du globe ? Les grincieux s'interrogent avec raleon : on e marché sur la Luna, on va filer 32 nœuds à la vola... mais la aide est invaincu, at les enfants de Bosnia perdont la vue en remassant leur ballon ! Les conquérants da l'inutilité amphaient-ils da voir l'innocentiable, à force da noue en consoler ?

Commené et continué dans la barbarie, ca sibela ca aare donné en même temps la luxa du peneche pour quelques héros de légenda, de Gerbault à Peyron, da Tabarly à D'Abouville. Du moins cea figures de rêve enfantin ranvolant-alloes sagement à ce qui ne saurait être maîtrisé. Après avoir carolé sur les océans las plus radoutables, la *Commodore* doit attendre, pour entrer à La Baule recueillir son lot da vivats, que le moré du soir vaillio hien mette la port an eau.

Ecole de liberté et d'audace, lo mer o l'avantage d'enseigner d'abord la modestie.

ÉDUCATION

Nominations

Le cabinet de François Bayrou

La composition du cabinet de François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, a été publiée au *Journal officiel* du 20 avril. Sont nommés conseillers auprès du ministre, Xavier Darcos, inspecteur général de l'éducation nationale, et Joso Garagnon, recteur d'académie. Ils sont respectivement chargés des questions pédagogiques et de la formation professionnelle, de l'apprentissage et des relations avec les collectivités locales. Les conseillers techniques sont Patrick Gérard, professeur des universités, chargé des relations avec l'enseignement supérieur, Jacques Crémadeille, inspecteur d'académie chargé des personnels, Marielle de Sarnez, chargée des relations avec le Parlement et les élus, et Jean-Pierre Frémont, chargé de l'information et de la communication. Enfin, Laurence de Roux est nommée chef adjoint de cabinet.

RELIGIONS

« Mort en détention d'un évêque catholique clandestin de Chine. - Mgr Etienne Liu Difen, évêque d'Anguo dans la province de Hebei, qui avait été arrêté en 1990, est mort en détention, le 14 novembre 1992, à l'âge de quatre-vingts ans. Confirmé par le bureau des affaires religieuses de la province de Hebei, cette information de l'Eglise « fidèle » de Chine continentale (Eglise catholique clandestine, à distinguer de l'Association patriotique des catholiques chinois) vient d'arriver à Hong-kong.

« Le Père Yvan Bodin, nouveau secrétaire général adjoint de l'épiscopat. - Le Conseil permanent des évêques de France a nommé, lundi 19 avril, le Père Yvan Bodin comme secrétaire général adjoint de la conférence épiscopale, chargé des questions pastorales, en remplacement du Père Bernard Lagoutte, élu secrétaire général lors de la dernière assemblée plénière de Lourdes, en octobre dernier. Le Père Yvan Bodin, soixante-sept ans, o été, de 1983 à 1989, responsable du service national des vocations. Depuis quatre ans, il était supérieur du séminaire des Carmes à l'Institut catholique de Paris.

...ou recevoir tous les lundis la Lettre du Monde de l'éducation

ABONNEZ-VOUS - 1 AN : 36 N° = 375 F - Tarif spécial pour les abonnés au Monde de l'éducation : 300 F - Indiquez votre numéro d'abonné

Nom : Prénom : Profession (facultatif) :
 Adresse : Code postal : Ville :
☐ Vous trouverez ci-joint mon règlement de : ☐ 375 F ☐ 300 F - Votre n° d'abonné : 9
☐ chèque bancaire ou postal ☐ Carte bleue n° : Expire fin
☐ Carte Amex n° : Expire fin
 La Lettre du Monde de l'éducation - Service abonnements - 1, place Hubert-Seuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine Cedex
 Date et signature obligatoires :

ombre subsistent
re de Jacques Rose

CORRESPONDANT
François de C...

ont augmenté en

rendre les circulaires

LE MONDE DES CARRIÈRES

CABINET D'EXPERTISES
PARIS
recherche

INGÉNIEUR

Très bonne culture générale
débutant accepté
Adresseur CV + photo + réf.
nous réf. : 8649
Le Monde Publi-
15-17, rue du Col. P.-A. de
75002 Paris cedex 15

LE MINISTRE
DE LA CULTURE
ET DE LA FRANCOPHONIE
recrute

2 INGÉNIEURS D'ETUDES

maîtrisent :
■ Les méthodes physico-
chimiques appliquées à
l'étude des réactifs d'az.
■ Les méthodes de traitement
statistique et de cartogra-
phie assistée par ordinateur.
■ Les méthodes de calcul
des données : 13 mai 1993.
Sont des concours
4, rue de la Chapelle
75002 Paris
Tél. : 40-15-86-89

PARTENA recherche AGTS CEAUX
VENTES IMMOBILIERES
72, rue de Valenciennes
75002 Paris
Tél. : 40-07-86-50

DEMANDES D'EMPLOI

Dipl. ESC. 27 ans, actuel-
lement chargé à l'échelle de
Europe pour les US 2 a.
exp. Prof. aux USA rech.
poste opérationnel. Internat.
après multi-tour.
Tél. : (19) 322-230-42-42

« Valeurs Actuelles »

JOURNALISTE

de formation et d'expérience
journalistique, 30 ans env.
Participera à l'élaboration
d'une équipe spécialisée.
Doit avoir le goût de l'écri-
ture et du contact humain.

Lettre de présentation
manuscrite adressée à
Philippe DUBUT, directeur
de la rédaction française

Valeurs Actuelles
54, rue Martre
92586 Clichy Cedex

Chercheuse
pour septembre 1993
PROFESSEUR
DE MATHÉMATIQUES
pour collège et lycée
sous contrat avec l'État
logement possible
Ecrire au collège de Jilly
77230 Jilly
Joindre CV + photo

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Nous recherchons des per-
sonnes pour la clientèle de
France en Grande-Bretagne de
mai à novembre. Contrat de
1 à 3 mois. Nous organisons
logement et transport. Pour un
formulaire, veuillez nous écrire
à Sun Force, Kestrel House,
Alms Rd, Ramsey, Hants,
SO51 8ER, Angleterre.

H. 41 a. docteur d'Etat ECOLOGIE
exp. RECHERCHE et ENSEIGNANT
SUP. rech. post. nat. rég. Etude
de prop. Tél. : (19) 42-03-08-02

HEC, 39 ans
Expérience internationale
et grande polyvalence,
recherche situation à

LA RÉUNION

(Antilles envisageables)

Domaines privilégiés, mais non exclusifs :
- Société d'organisation de gestion
- Agence de développement économique
Tél (rép. enregistreur) : 45-85-03-14

L'AGENDA

Artisans

RENOVATION

Tout corps d'Etat
Devils gris.
Tél. : (1) 48-06-02-16

Interview

RECHERCHE

CONCOURS ANGLAIS

Etudiants français en maîtrise
rech. des Anglais vivants en temps
qui concourent en 1993, pour les
travaux sur les aspects linguis-
tiques et linguistiques du concou-
rs en Grande-Bretagne. Les inscrip-
tions doivent être envoyées à l'ad-
resse indiquée à l'adresse de la
rédaction française

Particuliers

(demandes)

Pour mobilier mais, boug, rech.
MEUBLE ANCIEN en bois et mar-
bre, 2 pièces à louer, 3 pièces
à louer, 4 pièces à louer, à rent.
Apr. 30 h : (19) 27-84-11-64

Vacances

tourisme

loisirs

DRISCOLL HOUSE HOTEL
200 chambres individuelles
1300 km² parcs parcs parcs
ou 27 km² par jour.
Régime anglais.
Rens. : 172, New Kent Road,
London SE1 4YT, G.B.
Tél. (0144) 71-7034-175
Fax 7038013

H. 41 a. docteur d'Etat ECOLOGIE
exp. RECHERCHE et ENSEIGNANT
SUP. rech. post. nat. rég. Etude
de prop. Tél. : (19) 42-03-08-02

HEC, 39 ans
Expérience internationale
et grande polyvalence,
recherche situation à

LA RÉUNION

(Antilles envisageables)

Domaines privilégiés, mais non exclusifs :
- Société d'organisation de gestion
- Agence de développement économique
Tél (rép. enregistreur) : 45-85-03-14

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			15 ^e ARRONDISSEMENT			92 HAUTS-DE-SEINE		
7 ^e ARRONDISSEMENT			16 ^e ARRONDISSEMENT			10 ^e ARRONDISSEMENT		
STUDIO Bel imm. moderne 48 m², 1 ^e étage	80-82, rue Saint-Dominique SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Commission	4 800 + 853 3 312	2 PIÈCES 63 m², 3 ^e étage	11, rue Alexandre-Cabanel PHÉNIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	6 300 + 1 000 4 483	2/3 PIÈCES 51 m², 6 ^e étage parking	BOULOGNE 229, boulevard Jean-Jaures GCI - 40-16-28-71 Honoraires de rédaction	5 100 + 410 283
3 PIÈCES 106 m², 1 ^e étage	262, bd Saint-Germain PHÉNIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	13 000 + 1 000 9 250	17 ^e ARRONDISSEMENT			12 ^e ARRONDISSEMENT		
10 ^e ARRONDISSEMENT			78 YVELINES			13 ^e ARRONDISSEMENT		
5 PIÈCES 120 m², 6/7 ^e étage duplex	21, rue d'Hauteville GFC - 42-46-90-70 HB	10 000 + 1 044	2 PIÈCES 43 m², 4 ^e étage parking	128, rue de Tocqueville GCI - 40-16-28-71 Honoraires de rédaction	5 000 + 375 280	2 PIÈCES 58 m², 2 ^e étage parking	NEUILLY-SUR-SEINE 22, bd du Général-Leclerc GCI - 40-16-28-68 Frais d'actes	6 490 + 782,25 367
12 ^e ARRONDISSEMENT			94 VAL-DE-MARNE			13 ^e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 58 m², rez-de-ch.	68, cours de Vincennes PHÉNIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	5 445 + 1 016 3 875	3 PIÈCES 71 m² + terrasse 7 ^e ét., poss. park.	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40 quai, rue des Ursulines PHÉNIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	6 772 + 890 4 818	3 PIÈCES 120 m², 4 ^e étage parking	NEUILLY-SUR-SEINE 223, av. Ch. de Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 320 + 1 153 5 540
13 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-CLOUD			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
3/4 PIÈCES 98 m², 3 ^e étage droite parking	27-29, av. Stéphane-Pichon GCI - 40-16-28-70 Frais d'actes	7 200 + 1 840 348	2 PIÈCES 50 m², 2 ^e étage	VERSAILLES 35 bis, rue du M-Gallien CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 580 + 570 2 848	6 PIÈCES 230 m², 3 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 7, bd R.-Wallace AGRIFRANCE - 49-03-43-78 Frais de commission	27 207 + 2 677 19 360,80
14 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-DENIS			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
4 PIÈCES 120 m², balcon 1 ^e étage	VERSAILLES 35 bis, rue du M-Gallien CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	9 280 + 1 500 6 962	15 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
15 ^e ARRONDISSEMENT			16 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
16 ^e ARRONDISSEMENT			17 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
17 ^e ARRONDISSEMENT			18 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
18 ^e ARRONDISSEMENT			19 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
19 ^e ARRONDISSEMENT			20 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
20 ^e ARRONDISSEMENT			21 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
21 ^e ARRONDISSEMENT			22 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
22 ^e ARRONDISSEMENT			23 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
23 ^e ARRONDISSEMENT			24 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
24 ^e ARRONDISSEMENT			25 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
25 ^e ARRONDISSEMENT			26 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
26 ^e ARRONDISSEMENT			27 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
27 ^e ARRONDISSEMENT			28 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
28 ^e ARRONDISSEMENT			29 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
29 ^e ARRONDISSEMENT			30 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
30 ^e ARRONDISSEMENT			31 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
31 ^e ARRONDISSEMENT			32 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
32 ^e ARRONDISSEMENT			33 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
33 ^e ARRONDISSEMENT			34 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
34 ^e ARRONDISSEMENT			35 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
35 ^e ARRONDISSEMENT			36 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
36 ^e ARRONDISSEMENT			37 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
37 ^e ARRONDISSEMENT			38 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
38 ^e ARRONDISSEMENT			39 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
39 ^e ARRONDISSEMENT			40 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
40 ^e ARRONDISSEMENT			41 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
41 ^e ARRONDISSEMENT			42 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
42 ^e ARRONDISSEMENT			43 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
43 ^e ARRONDISSEMENT			44 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
44 ^e ARRONDISSEMENT			45 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
45 ^e ARRONDISSEMENT			46 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
46 ^e ARRONDISSEMENT			47 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
47 ^e ARRONDISSEMENT			48 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
48 ^e ARRONDISSEMENT			49 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
49 ^e ARRONDISSEMENT			50 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
50 ^e ARRONDISSEMENT			51 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
51 ^e ARRONDISSEMENT			52 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
52 ^e ARRONDISSEMENT			53 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
53 ^e ARRONDISSEMENT			54 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
54 ^e ARRONDISSEMENT			55 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
55 ^e ARRONDISSEMENT			56 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
56 ^e ARRONDISSEMENT			57 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
57 ^e ARRONDISSEMENT			58 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
58 ^e ARRONDISSEMENT			59 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
59 ^e ARRONDISSEMENT			60 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
60 ^e ARRONDISSEMENT			61 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
61 ^e ARRONDISSEMENT			62 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
62 ^e ARRONDISSEMENT			63 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
63 ^e ARRONDISSEMENT			64 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
64 ^e ARRONDISSEMENT			65 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
65 ^e ARRONDISSEMENT			66 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
66 ^e ARRONDISSEMENT			67 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
67 ^e ARRONDISSEMENT			68 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
68 ^e ARRONDISSEMENT			69 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
69 ^e ARRONDISSEMENT			70 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
70 ^e ARRONDISSEMENT			71 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
71 ^e ARRONDISSEMENT			72 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
72 ^e ARRONDISSEMENT			73 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
73 ^e ARRONDISSEMENT			74 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
74 ^e ARRONDISSEMENT			75 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
75 ^e ARRONDISSEMENT			76 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
76 ^e ARRONDISSEMENT			77 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
77 ^e ARRONDISSEMENT			78 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
78 ^e ARRONDISSEMENT			79 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
79 ^e ARRONDISSEMENT			80 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
80 ^e ARRONDISSEMENT			81 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
81 ^e ARRONDISSEMENT			82 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
82 ^e ARRONDISSEMENT			83 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
83 ^e ARRONDISSEMENT			84 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
84 ^e ARRONDISSEMENT			85 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
85 ^e ARRONDISSEMENT			86 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
86 ^e ARRONDISSEMENT			87 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
87 ^e ARRONDISSEMENT			88 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
88 ^e ARRONDISSEMENT			89 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
89 ^e ARRONDISSEMENT			90 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
90 ^e ARRONDISSEMENT			91 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
91 ^e ARRONDISSEMENT			92 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
92 ^e ARRONDISSEMENT			93 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
93 ^e ARRONDISSEMENT			94 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
94 ^e ARRONDISSEMENT			95 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
95 ^e ARRONDISSEMENT			96 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
96 ^e ARRONDISSEMENT			97 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
97 ^e ARRONDISSEMENT			98 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
98 ^e ARRONDISSEMENT			99 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
99 ^e ARRONDISSEMENT			100 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
100 ^e ARRONDISSEMENT			101 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
101 ^e ARRONDISSEMENT			102 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
102 ^e ARRONDISSEMENT			103 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
103 ^e ARRONDISSEMENT			104 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
104 ^e ARRONDISSEMENT			105 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
105 ^e ARRONDISSEMENT			106 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
106 ^e ARRONDISSEMENT			107 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
107 ^e ARRONDISSEMENT			108 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
108 ^e ARRONDISSEMENT			109 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
109 ^e ARRONDISSEMENT			110 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
110 ^e ARRONDISSEMENT			111 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
111 ^e ARRONDISSEMENT			112 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
112 ^e ARRONDISSEMENT			113 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
113 ^e ARRONDISSEMENT			114 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
114 ^e ARRONDISSEMENT			115 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
115 ^e ARRONDISSEMENT			116 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
116 ^e ARRONDISSEMENT			117 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
117 ^e ARRONDISSEMENT			118 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
118 ^e ARRONDISSEMENT			119 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
119 ^e ARRONDISSEMENT			120 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
120 ^e ARRONDISSEMENT			121 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
121 ^e ARRONDISSEMENT			122 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
122 ^e ARRONDISSEMENT			123 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
123 ^e ARRONDISSEMENT			124 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
124 ^e ARRONDISSEMENT			125 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
125 ^e ARRONDISSEMENT			126 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
126 ^e ARRONDISSEMENT			127 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
127 ^e ARRONDISSEMENT			128 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
128 ^e ARRONDISSEMENT			129 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
129 ^e ARRONDISSEMENT			130 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
130 ^e ARRONDISSEMENT			131 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
131 ^e ARRONDISSEMENT			132 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
132 ^e ARRONDISSEMENT			133 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
133 ^e ARRONDISSEMENT			134 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
134 ^e ARRONDISSEMENT			135 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
135 ^e ARRONDISSEMENT			136 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
136 ^e ARRONDISSEMENT			137 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
137 ^e ARRONDISSEMENT			138 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
138 ^e ARRONDISSEMENT			139 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
139 ^e ARRONDISSEMENT			140 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
140 ^e ARRONDISSEMENT			141 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
141 ^e ARRONDISSEMENT			142 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
142 ^e ARRONDISSEMENT			143 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
143 ^e ARRONDISSEMENT			144 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
144 ^e ARRONDISSEMENT			145 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
145 ^e ARRONDISSEMENT			146 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
146 ^e ARRONDISSEMENT			147 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
147 ^e ARRONDISSEMENT			148 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
148 ^e ARRONDISSEMENT			149 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
149 ^e ARRONDISSEMENT			150 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
150 ^e ARRONDISSEMENT			151 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
151 ^e ARRONDISSEMENT			152 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
152 ^e ARRONDISSEMENT			153 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
153 ^e ARRONDISSEMENT			154 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
154 ^e ARRONDISSEMENT			155 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
155 ^e ARRONDISSEMENT			156 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
156 ^e ARRONDISSEMENT			157 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
157 ^e ARRONDISSEMENT			158 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
158 ^e ARRONDISSEMENT			159 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
159 ^e ARRONDISSEMENT			160 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
160 ^e ARRONDISSEMENT			161 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
161 ^e ARRONDISSEMENT			162 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
162 ^e ARRONDISSEMENT			163 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
163 ^e ARRONDISSEMENT			164 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
164 ^e ARRONDISSEMENT			165 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
165 ^e ARRONDISSEMENT			166 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
166 ^e ARRONDISSEMENT			167 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
167 ^e ARRONDISSEMENT			168 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
168 ^e ARRONDISSEMENT			169 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
169 ^e ARRONDISSEMENT			170 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
170 ^e ARRONDISSEMENT			171 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
171 ^e ARRONDISSEMENT			172 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
172 ^e ARRONDISSEMENT			173 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
173 ^e ARRONDISSEMENT			174 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
174 ^e ARRONDISSEMENT			175 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		
175 ^e ARRONDISSEMENT			176 ^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		

ÉCONOMIE

La mise en œuvre du programme gouvernemental

Banque de France : de l'autonomie à l'indépendance

Délocalisations : on continue

Les délocalisations seront maintenues. En se prononçant en ce sens à peine trois semaines après sa nomination à l'hôtel Matignon, le premier ministre entend couper court à la polémique qui avait rebondi, la semaine précédente, sur ce thème au sein même de sa majorité. Cette querelle opposait certains élus franciliens, favorables à une remise à plat des décisions concernant jusqu'à présent quatre-vingt-cinq organismes et quinze mille emplois, à d'autres élus provinciaux et parisiens du maintien de cette politique d'*"aération"* de la France.

En s'inscrivant dans la continuité de l'action engagée à l'automne 1991 par ses prédécesseurs, Edouard Balladur livre l'une des deux principales hypothèses qui paralysent depuis l'origine cette politique, à savoir sa possible réversibilité lors du changement de majorité. Les propos tenus par Jacques Chirac, en novembre 1991 à Bordeaux, qualifiant ces *"délocalisations"* de *"gadgets démagogiques"*, plaident en ce sens et confortent dans leur résistance les personnels et directions d'un certain nombre d'organismes transférés. Mais c'était oublier la *"formidable espoir"* engendré par cette action dans les villes d'accueil, de quelque bord politique que ce soit.

Si Edouard Balladur entérine aujourd'hui le bien-fondé de ce programme qui vise à créer de grandes pôles administratifs régionaux susceptibles de fédérer des activités économiques, il n'est pas pour autant le second hypothèse, qui pèse toujours sur ce dossier. En effet, cette politique a été particulièrement engagée par le premier ministre de l'époque, Edouard Cresson : les premières décisions ont été prises à l'emporte-pièce, sans concertation préalable avec les organismes concernés et au mépris des réelles difficultés de mise en œuvre.

Qu'il s'agisse du transfert de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) à Lille, de celui de l'ENEA à Strasbourg ou encore du déménagement du Centre national du machinisme agricole du génie rural des eaux et forêts (CEMAGREF) à Bourges, ces *"délocalisations"* ont été précédées par le gouvernement d'Edouard Cresson de la mise en œuvre de la loi de décentralisation de 1982, de la recherche et des postes et télécommunications. Reste à Edouard Balladur d'extraire les dossiers gagnés sans déstabiliser le reste de l'édifice.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Poursuivre les implantations administratives

Le gouvernement d'Edouard Balladur poursuivra la politique de *"délocalisations"* - désormais baptisées *"implantations administratives"* - d'emplois publics pérennes en province, engagée par ses prédécesseurs. Selon Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, reçu à l'hôtel Matignon mardi 20 avril, le premier ministre a assuré que les mesures de délocalisations déjà arrêtées seraient *"maintenues"*. Edouard Balladur avait précisé mercredi 21 avril sa position à l'Assemblée nationale.

De son côté, André Rossinot, ministre de la fonction publique, a annoncé le même jour qu'un comité interministériel de l'aménagement du territoire (CIAT) examinerait avant l'été comment poursuivre les opérations lancées par les gouvernements Cresson et Bérégovoy, qui s'inscrivaient dans un programme de transfert de 30 000 emplois d'ici à l'an 2000. Revenant sur les propos

Le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, a remis, mardi 20 avril, au premier ministre les éléments d'une réforme de la Banque de France. Il devait les exposer mercredi 21 à la commission des finances de l'Assemblée nationale. Priorité du nouveau gouvernement, l'autonomie-indépendance de la Banque de France doit être discutée en conseil des ministres dans une quinzaine de jours.

Un gadget pour séduire les marchés financiers? Une volonté de débarrasser du complexe d'infériorité française vis-à-vis de la Bundesbank? Le fer de lance des réformes économiques du gouvernement? Depuis quelques mois, un sujet particulièrement aride, mais chargé de préoccupations quotidiennes des Français, tient la vedette dans les nombreuses discussions d'économistes et de responsables gouvernementaux : la réforme du statut de la Banque de France.

À l'automne dernier, l'idée d'affranchir la Banque de France du gouvernement - contenue dans le traité de Maastricht - est lancée, en pleine vague de spéculation contre le franc, par un gouvernement soucieux de convaincre ses interlocuteurs étrangers - allemands en particulier - de son sérieux en matière monétaire. Le message est le suivant : la France, longtemps accusée de manier le crédit et le taux de change à sa guise, entend inscrire la stabilité monétaire dans les textes avant d'y être entraînée par l'Union monétaire européenne, en chargeant des responsables indépendants de veiller à cet objectif. Au début de l'année, l'opposition d'alors, qui avait déjà eu l'occasion de vanter les vertus des banques centrales indépendantes, place la réforme du statut de la Banque de France en bonne voie de réalisation. Arrivé au pouvoir, M. Balladur fait savoir que cette réforme figurera parmi les tout premiers textes que son gouvernement soumettra au vote du Parlement.

Garantie de la stabilité du franc

La tourmente monétaire et les élections sont aujourd'hui passées. Il y a fort à parier que si le mandat de M. Balladur est d'ordre économique, la concession à M. Balladur lors de leur entretien du 22 avril, ce serait à propos de la position française sur le GATT plutôt qu'au sujet de l'indépendance de la Banque de France.

Au cours de ces mois, pourtant, l'idée de l'indépendance de la Banque de France a fait son chemin, objet de propositions de l'UDF et de réflexions de l'équipe de M. Balladur. Avant même que le projet de loi soit définitivement rédigé, plusieurs points importants ont été effleurés. L'article 1 des statuts de la Banque (dont la dernière version date de 1973) sera radicalement modifié. Au lieu de la formulation vague selon laquelle *"la Banque reçoit de l'Etat la mission générale de veiller sur la monnaie et de lui servir de garant de la stabilité de la monnaie"*, sera clairement défini. C'est le cas de pratiquement toutes les banques centrales de la CEE, à l'exception de celles de l'Italie et de la Grande-Bretagne.

D'autre part, jusqu'à présent,

contrairement à la tradition française, le fonctionnement de la Banque de France reposait au moins autant sur la pratique que sur les textes eux-mêmes. Plusieurs points seront dorénavant explicités. En premier lieu, celui qui concerne le gouverneur de l'institut, l'un des personnages-clés de l'Etat. Actuellement, le gouverneur, nommé en conseil des ministres pour une période indéterminée, prête serment auprès du président de la République, qui peut le révoquer à tout moment. Dans le nouveau schéma, la durée de son mandat sera fixée et le gouverneur ne pourra être révoqué en dehors de circonstances liées à l'exceptionnelle. Cette question est fondamentale, puisqu'elle signifie que le gouvernement ne pourra pas faire de pression en brandissant la menace d'un limogement.

En plus de l'actuel conseil général (11), le conseil d'administration de la Banque - *"le conseil de politique monétaire"*, présidé par le gouverneur, sera créé, un peu sur le modèle du comité d'ouverture *"open market"* de la Réserve fédérale américaine (Fed). Ce comité, composé vraisemblablement de douze membres, sera chargé de la détermination et de la mise en œuvre de la politique de crédit de la Banque. La tentation de se rapprocher des modèles offerts par les Etats-Unis ou l'Allemagne est forte. Mais dans le modèle français de banque centrale, les régions ne seront pas systématiquement représentées. L'UDF avait imaginé que certains membres du conseil soient choisis par les présidents des conseils régionaux, afin d'assurer la *"représentation des économies régionales"*, un peu comme le Bundesbank. Dans un Etat aussi centralisé que la France, surtout en matière économique, une telle proposition avait peu de sens.

La Banque de France conservera par ailleurs la tutelle des établissements bancaires. Certains avaient envisagé de transférer cette spécificité au ministère des finances, mais M. Balladur a rejeté cette idée (Le Monde du 18-19 avril).

En dépit de ces précisions, de nombreuses questions se posent encore et promettront de vifs débats au Parlement et surtout des années de mise en pratique. Dire que la Banque de France veille à la valeur ou à la stabilité de la monnaie est aisé, mais peut paraître insuffisant. Pourquoi cette stabilité est-elle si importante? Pour favoriser la stabilité des prix? La croissance économique? Un taux maximal d'emplois? Le bien-être de la population? L'expérience montre qu'un ou plusieurs de ces objectifs sont souvent recherchés au détriment des autres. A sa création, en 1800, la Banque de France était censée favoriser la reprise économique après les troubles de la Révolution. En Allemagne, la Bundesbank est avant tout préoccupée par la stabilité des prix, conséquence du traumatisme de l'hyperinflation des années 20 (Le Monde du 20 avril). Quelle sera la ligne de mire de la Banque de France de 1993?

Quel taux de change?

Un autre point d'interrogation concerne le rôle de la Banque de France en matière de change. Celle-ci relèvera de la responsabilité du gouvernement. C'est d'ailleurs, à l'heure actuelle, le cas le plus répandu dans la CEE. C'est le gouvernement qui décide d'un éventuel alignement. Cela signifie par exemple que, même

indépendante, la Banque de France n'aurait pu dévaluer le franc à l'automne si le gouvernement s'y était opposé. Le texte de l'UDF stipule simplement que *"la Banque de France régularise de manière indépendante les rapports entre le franc et les devises étrangères"*. Une définition précise de la *"régularisation"* paraît nécessaire. Que se passera-t-il en cas de crise sur le marché des changes et de conflit entre le gouvernement - chargé de la parité - et la Banque - responsable de la création monétaire et des taux d'intérêt?

Plusieurs autres aspects posent problème : quelles sera l'exacte composition du *"conseil de politique monétaire"*? Qui nommera les membres du conseil, et selon quels critères? Quel sera la durée du mandat du gouverneur? De quelle manière l'Etat (qui reste actionnaire à 100 % du capital de la Banque) sera-t-il représenté au conseil général? La Banque de France enservera-t-elle l'ensemble de ses attributions actuelles? Le statut - actuellement très privilégié - des 16 500 salariés de la Banque sera-t-il révisé? Certaines fonctions (activités commerciales, observatoire des entreprises) seront-elles abandonnées? D'autres (fabrication des billets) ont-elles vocation à être privatisées? Autant de thèmes de débats, de conflits entre la Banque, les établissements de crédit, les parlementaires, le ministère des finances et le gouvernement. Mais le plus important n'est pas là.

Affranchissement à l'égard du pouvoir

Le problème est qu'en matière de banques centrales on peut pratiquement plaider tout et son contraire. Pour prendre un exemple extrême, les pays industriels, champions de l'indépendance des banques centrales, font pression à Moscou pour que l'institut d'émission russe (qui dépend du Parlement) soit placé sous le contrôle du gouvernement! Au Japon, la banque centrale n'est pas considérée comme autonome vis-à-vis du gouvernement, mais le pays est un champion de la stabilité des prix. Aux Etats-Unis, la Fed, dont les statuts consacrent l'indépendance, entretient des rapports parfois complexes avec le Congrès et la Maison Blanche.

En France, certains dénoncent - aussi bien au RPR, avec Charles Pasqua, qu'à gauche de l'échiquier politique, avec Jean-Pierre Chevènement - et non sans argument - le rôle de la Banque de France en matière de change. Ils confient la gestion de la monnaie à des responsables, des *"bureaucrates"* non contrôlés directement par les institutions démocratiques. D'autres estiment que, au contraire, seul l'affranchissement de l'institut d'égard du pouvoir politique est susceptible d'assurer la stabilité monétaire d'un pays.

Ainsi, explique un haut fonctionnaire parisien, lors de la crise monétaire de septembre, la Banque de France avait été tentée de dévaluer, n'ayant pas le courage de laisser les entreprises européennes saluer dans son récent rapport l'action des instituts d'émission pendant les tourmentes des derniers mois et souligner, parmi les remèdes à la crise, la nécessité d'une plus grande indépendance.

Ainsi, le projet de réforme de la Banque de France divise la classe politique et soulève bien des questions. C'est sans doute la raison pour laquelle le premier ministre a préféré le terme d'*"autonomie"*, qui laisse la porte ouverte à une approche plus souple de la réforme. Car tous les spécialistes s'accordent à dire que l'indépendance d'une banque centrale ne se déclare pas, mais s'acquiert dans la pratique. Quel qu'il arrive, si l'Europe de Maastricht sur les rails, la Banque de France perdra de fait, dans quelques années, la plupart de ses prérogatives. Un *"système européen de banques centrales"*, gestionnaire d'une monnaie unique, sera alors créé. Et son indépendance est d'ores et déjà inscrite dans le traité de Maastricht.

FRANÇOISE LAZARE

(1) L'actuel conseil général débattait sur les questions générales relatives à l'administration de la Banque et à l'emploi des fonds propres. Le conseil d'administration, des sous-gouverneurs et de dix conseillers, dont l'un représente le personnel de la Banque et les autres sont nommés pour six ans en conseil des ministres. Un *"censeur"*, représentant de l'Etat assiste aux réunions.

Fonctionnaires : la hausse des traitements retardée

Selon le *Canard enchaîné* du 21 avril, le gouvernement s'apprêterait à limiter l'augmentation de la masse salariale de la fonction publique fixée à 6,2 %, d'une part en retardant l'entrée en vigueur des mesures du protocole Durafor et du plan Jospin de revalorisation des enseignants, prévue en 1993, et, d'autre part, en renvoyant à l'automne une éventuelle revalorisation générale des traitements et des pensions.

● **Salaires des ministres : diminutions.** - Toujours selon le *Canard enchaîné*, Edouard Balladur a l'intention de réduire de 10 % les traitements des ministres. On confirme, dans les milieux gouvernementaux, que ces décisions seront inscrites dans le projet de loi de finances rectificative que le conseil des ministres doit examiner le 5 mai.

● **Fiscalité : la CSG ou la TVA.** - Edouard Balladur a reçu, mardi 20 avril, une délégation de l'UDF à laquelle il a indiqué, selon ce dernier, qu'il faut distinguer deux domaines : le domaine de l'Etat et des finances publiques, pour lequel il n'est pas question de demander une majorité de la fiscalité, et celui des régimes sociaux, où il y a un problème de financement. Pour résoudre ce problème, a déclaré Charles Millon, président du groupe UDFC de l'Assemblée nationale, qui faisait partie de la délégation, une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG) pourrait être envisagée.

Le premier ministre a réaffirmé, mardi après-midi, devant le groupe RPR de l'Assemblée nationale, sa volonté de faire en sorte que le *"collectif"* budgétaire, qui doit être examiné par le conseil des ministres le 5 mai prochain, ne

comporte aucune hausse d'impôts. Selon le président du groupe, Bernard Pons, le premier ministre a exprimé le souhait, cependant, que l'on ne tombe pas dans le *"travers"* de vouloir connaître *"les moyens financiers qui utilisaient le gouvernement avant même que celui-ci ait pu examiner la réalité des déficits des comptes sociaux"*. « On parle de fiscalité directe ou indirecte », a relevé M. Pons. Le premier ministre a indiqué que ce débat est tout à fait prématuré.

Pour le secrétaire général du Parti républicain, Philippe Vasseur, qui s'exprimait mardi matin sur RTL, « il faudra, d'une part, augmenter l'impôt direct et indirect pour réduire les déficits sociaux et, d'autre part, alléger les charges qui pèsent sur l'emploi ». Jacques Barrot, vice-président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a assuré pour sa part, mercredi matin, sur Europe 1, que la CSG est « sans doute le mode de prélèvement le plus juste ».

● **Sécurité sociale et chômage : 100 milliards de francs.** - En conseil des ministres, le 21 avril, Simone Veil, ministre des affaires sociales, devait faire une communication sur l'état des comptes de la Sécurité sociale. Il s'agit, pour le gouvernement, de faire ainsi le point sur les dossiers les plus préoccupants. La semaine dernière, Michel Giraud, ministre du travail, avait fait de même à propos de la situation de l'emploi. En cumulé, et selon une évaluation établie par le Sénat, le déficit de l'ensemble des régimes sociaux s'élèverait à environ 100 milliards de francs, dont 35 milliards pour l'assurance-chômage.

Les syndicats de la fonction publique exigent le respect du calendrier

Les syndicats de fonctionnaires signataires de l'accord de revalorisation de la grille de classifications des agents ont réagi au *Canard enchaîné* du 21 avril, en vertu duquel le gouvernement d'Edouard Balladur s'apprêterait à retarder la mise en œuvre des mesures prévues au livre de 1993 par le *"protocole Durafor"* et le plan Jospin de revalorisation des enseignants. Si ces informations étaient confirmées, « ce serait un sérieux coup de canif au contrat que nous avons passé avec l'Etat », a mis en garde Michel Agostini, secrétaire général de la Fédération CFTD des fonctionnaires. « Cela équivaudrait à un coup de poignard », a renchéri Guy Le Néouanic, secrétaire général de la FEN.

Sur la forme, les fédérations syndicales de fonctionnaires auraient d'autant plus de motifs de se sentir flouées qu'André Rossinot, ministre de la fonction publique, les avait assurées la semaine dernière d'entraîner, au cours de sa première série de consultations bilatérales (Le Monde du 21 avril).

Sur le fond, les syndicats rappellent, d'une part, l'importance qu'ils attachent au respect du calendrier de ce protocole, qui court sur sept ans, d'autre part, et le caractère

"très symbolique" des mesures qui devaient entrer en application à compter du 1^{er} août. Au mépris de cette quatrième tranche d'application de l'accord : le lancement de la construction de la nouvelle grille des cadres, l'achèvement de la construction de la carrière des infirmières et la suppression de la catégorie D, avec trois ans d'avance sur le calendrier initial. Cette dernière mesure avait été ajoutée, à la demande expresse du président de la République, par Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, lors de la dernière réunion de la commission de suivi de cet accord en février. S'y ajoute la poursuite de la transposition des mesures relatives aux gardiens de prison et aux policiers. Le coût total de cette quatrième tranche avait été initialement chiffré à plus de 1,4 milliard de francs.

S'agissant des informations du *Canard enchaîné* concernant un éventuel retard en matière de revalorisation générale des traitements et pensions, les syndicats précisent que le principe et les modalités de l'ouverture d'éventuelles négociations salariales pour 1993 n'étaient de toute façon pas encore fixés.

V. D.

Logement : un objectif annuel de 300 000 mises en chantier

Le gouvernement annoncera le 5 mai le plan d'urgence destiné à combattre la crise du logement : trois semaines après, des mesures devraient être prises en faveur des bureaux.

Hervé de Charette, ministre chargé du dossier, a présenté à Edouard Balladur ses propositions sur le logement dont l'objectif est de faire remonter vers les 300 000 le rythme annuel des mises en chantier à la fin 1993. Débutées mardi 20 avril en réunion interministérielle, ces mesures le seront à nouveau lundi 26 avril. Remettant quelques journalistes, il a donc refusé d'entrer dans leur détail. Néanmoins, il a assuré que des *"efforts très sérieux"* seront faits.

Trois grands axes guident son action. Le ministre veut d'abord *"recréer une nouvelle génération d'acteurs à la propriété"* : en faisant repasser l'accession sociale, qualifiée d'*"essentielle"*. Selon lui, le nombre de prêts aidés à la propriété (PAP) est tombé à un niveau *"dérisoire"* : 35 000, leur taux d'intérêt (8,97 %) et les plafonds permettant d'y avoir

droit entravant leur bon fonctionnement.

Le ministre veut aussi reconstruire *"une nouvelle génération"* de bailleurs privés. Des mesures fiscales qu'il a absolument refusé de détailler sont à l'étude. Certaines - comme la possibilité de reporter les déficits fonciers sur l'ensemble des revenus des bailleurs dont on murmure maintenant qu'elle pourrait être plafonnée à 100 000 francs - sont sensibles et toutes sont collantes. Accablés-on le calendrier de la baisse des droits de mutation, ramènera-t-on de trente-trois à vingt-deux ans la durée de la taxation des plus-values et fera-t-on un geste temporaire sur les droits de succession? Telles sont les dernières nouvelles.

Dernier volet du plan d'urgence : le locatif social. Hervé de Charette souhaite, en 1993, donner un coup de pouce aux petits locatifs aidés (PLA), moyen rapide et facilement maîtrisable de relancer la construction.

F. V.

ÉCONOMIE

Le collectif budgétaire sera arrêté le 5 mai

M. Madelin prépare un « dispositif exceptionnel » pour les entreprises en difficulté

Dans un entretien publié mercredi 21 avril dans le quotidien *Les Echos*, Alain Madelin, ministre des entreprises et du développement économique chargé des PME, du commerce et de l'artisanat, précise le « dispositif exceptionnel » pour les entreprises en difficulté qui sera inséré dans le collectif budgétaire que doit arrêter le gouvernement le 5 mai prochain.

« Nous sommes sur une tendance de 90 000 départs de bilan pour 1993 de petites et moyennes entreprises potentiellement saines », affirme le ministre, qui poursuit : « Actuellement presque chaque minute une entreprise dépose son bilan. (...) Si nous n'arrêtons pas ce massacre, près de 800 000 emplois disparaîtront avant la fin de l'année. »

Pour y remédier, M. Madelin propose plusieurs mesures. Pour faciliter les prêts de trésorerie, la Sofaris (Société française pour l'assurance du capital-risque des

PME), société d'économie mixte, pourrait garantir la moitié des sommes engagées. Ensuite, une « nouvelle incitation fiscale » pourrait venir en aide aux créateurs d'entreprise : « En 1987, j'avais créé une disposition fiscale à l'amortissement, permettant de déduire les pertes éventuelles des sommes investies dans la création d'entreprise. Elle a été supprimée en 1988 », rappelle M. Madelin. Enfin, il préconise « un statut simplifié de l'entreprise individuelle avec des obligations comptables allégées, alignées sur les obligations fiscales », ainsi qu'un « statut très simple d'entrepreneurs ou de travailleurs indépendants, rémunérés à la tâche dans un cadre contractuel ». Le ministre cherche également « l'outil juridique et financier qui permettrait de transformer les créances publiques (Etat, URSSAF...) en créances négociables à moyen et long terme par un mécanisme de garantie ».

Dans l'attente de la réunion du 22 avril

Les marchés financiers espèrent un nouveau signe de la Bundesbank

FRANCFORT

de notre correspondant

Une baisse d'un quart ou d'un demi-point du Lombard ? Les marchés financiers à Francfort espèrent que la Bundesbank fera un « nouveau petit pas » en assouplissant sa politique monétaire lors de son conseil central qui doit se tenir jeudi 22 avril. L'attente à l'étranger est également très forte, notamment en France, où une nouvelle baisse des taux dépend désormais beaucoup de la Bundesbank.

Il ne semble pas que le taux d'escompte (le taux plancher) qui se trouve à 7,50 % depuis le 18 mars doive bouger. Le taux des prises en pension (dit Repo), se situant à 8,10 % environ, a une marge suffisante pour descendre sans modification du taux plancher. Mais le taux des avances Lombard (le taux plafond) actuellement à 9 % pourrait être abaissé, ce qui aurait surtout une valeur symbolique.

La masse monétaire s'est rétrac-

tée en janvier de 2,4 % et encore de 0,3 % en février. Sur six mois, la hausse est revenue à un rythme annuel de 5,5 % qui entre dans la fourchette visée pour cette année par les autorités monétaires (de 4,5 % à 6,5 %). Autre élément positif : la faiblesse du dollar, qui rend le prix des produits importés moins élevé que l'an dernier (de 2,5 %), allégeant d'autant l'inflation. Enfin, la récession se révèle chaque jour plus sévère, à tel point que la Deutsche Bank s'attend maintenant à un recul du PNB de 1,7 % à l'ouest pour cette année (et de 1,1 % pour l'Allemagne entière).

Beaucoup de prudence

Ces facteurs vont « permettre à la Bundesbank de poursuivre sa politique de baisse des taux, même si c'est avec prudence et au travers de petits pas », estime Axel Siedenberg, de la Deutsche Bank Research. « L'argent au jour le jour

pourrait revenir à 7 % dans trois mois et à 5 3/4 % dans douze mois. »

Mais la banque centrale allemande continuera à peu près sûrement à faire preuve de beaucoup de prudence. La croissance de la masse monétaire reste encore trop rapide à ses yeux. Le dollar est encore relativement bas mais devrait logiquement remonter avec la reprise aux Etats-Unis. Enfin le pacte de solidarité cause quelques soucis, faisant l'objet de nouvelles discussions.

Au total, l'inflation allemande va demeurer forte : 4,1 % cette année en moyenne et 3,4 % en 1994, d'après la Deutsche Bank, qui estime que les futurs relèvements de taxes entraîneront une hausse supplémentaire des prix d'un demi-point. Ces chiffres confirment que l'ajustement nécessaire de l'économie allemande sera aussi pénible que lent.

ERIC LE BOUCHER

La crise de la pêche

Trois mille francs d'aide par marin

Les 42,5 millions de francs d'aides prévues de l'Etat à la pêche seront distribués à raison de 3 000 francs par marin embarqué : 1 000 francs iront directement au navigateur et 2 000 francs à son patron. Les chèques, qui parviendront par l'intermédiaire du propriétaire du navire ou de l'armateur avant le 10 mai, seront distribués à chaque inscrit maritime de la pêche, quel que soit le mode d'exploitation du navire, artisanal ou industriel.

Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Jean Pouch, a donné ces précisions aux organisations nationales de pêcheurs qui les ont qualifiées de « positives », a indiqué le ministre. Il a également confirmé que, par l'intermédiaire du Fonds interprofessionnel d'organisation des produits de la mer (FIOM), les organisations de producteurs disposeraient en trésorerie de 30 millions promis par le gouvernement précédent. En outre, les navires « dont la situation le justifie » verront la durée de leur remboursement allongée. Enfin, le ministre a demandé aux professionnels de faire des propositions écrites sur un « contrat de progrès pour la pêche », avant une prochaine réunion le 25 mai.

TRANSPORTS

En raison de pertes record dans le secteur du trafic aérien mondial

L'IATA demande aux Etats d'intervenir

Les 212 compagnies aériennes réunies au sein de l'Association internationale du transport aérien (IATA), qui représentent 98 % du trafic mondial, ont enregistré des pertes nettes de 4,8 milliards de dollars (environ 25 milliards de francs) pour leurs liaisons internationales en 1992. Soit presque deux fois plus que la perte prévue il y a six mois (2,6 milliards de dollars).

Le déficit des compagnies aériennes a ainsi battu un nouveau record après les 4 milliards de dollars perdus en 1991. Les pertes cumulées depuis 1990 représentent 11,5 milliards de dollars, alors même que les prévisions de l'hiver dernier (9,3 milliards de pertes en trois ans) inspiraient déjà aux dirigeants de l'IATA le terme d'« apocalypse ».

Profitant de l'effet de choc suscité par l'annonce de ces mauvais chiffres, le directeur général de l'association, Pierre Jeannot, ancien président d'Air Canada, a lancé un vigoureux appel en direction des Etats. Indépendamment des efforts que les compagnies doivent faire

« pour améliorer leurs produits et services afin d'accroître la demande », M. Jeannot a précisé mardi 20 avril qu'il attendait des gouvernements « une politique de l'aviation au même titre qu'ils ont une politique agricole ou des transports routiers et ferroviaires ». Ils ont un rôle important à jouer, a-t-il ajouté, en soulignant : « Dérégulation et libéralisation ne sont pas la même chose que la laissez-faire ».

« L'ancien président d'Air Canada a rappelé que l'IATA attendait des gouvernements qu'ils réduisent les freins à la croissance : « Utilisation des lois de concurrence, insuffisance des infrastructures, injustice fiscale et inéquité des réalités à propos de l'environnement ».

EN BREF

□ Le FMI lance un financement spécial pour les pays de l'ancien bloc communiste. — Approuvée par le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI), vendredi 16 avril, la création d'une nouvelle facilité financière a été confirmée par Michel Camdessus, directeur général du Fonds, mardi 20 avril, et ses modalités techniques doivent être approuvées vendredi 23. Un cinquantaine de pays ayant appartenu au « bloc » communiste pourront bénéficier de cette facilité. « Un ou plusieurs pays pourront en disposer dans un mois ou deux », a précisé M. Camdessus, ajoutant que la facilité restera en application jusqu'à la fin de 1994, car « la crise de transformation du système atteindra son sommet » pendant cette période.

□ La Banque centrale de Belgique rendue autonome. — Les statuts de la Banque nationale de Belgique

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

■ Permis de construire : - 4,6 % en mars. — Les mises en chantier de logements ont baissé de 4,6 % en mars par rapport à février après déjà une baisse de 1,5 % en février. En un an (mars 1993 comparé à mars 1992), la baisse est de 13,9 %. Les demandes de permis de construire ont quant à elles reculé de 8,8 % en mars par rapport à février après avoir déjà baissé de 3,5 % en février par rapport à janvier.

GRANDE-BRETAGNE

■ Budget : déficit record en 1992-1993. — Le déficit des finances publiques de la Grande-Bretagne a atteint 36,5 milliards de livres (305 milliards de francs) au cours de l'exercice allant d'avril 1992 à mars 1993, soit 6 % du PIB. Ce chiffre, qui représente le besoin de financement de l'ensemble du secteur public, comprend 8,1 milliards de livres de produits des privatisations. Le déficit hors privatisations a donc atteint 44,6 milliards de livres, soit l'équivalent de 7,5 % du produit intérieur brut (PIB). Au cours de l'exercice budgétaire 1991-1992, le déficit public (avec le produit des privatisations) avait atteint 2,25 % du PIB et l'exercice budgétaire 1990-1991 avait été équilibré (+ 0,1 % du PIB).

ITALIE

■ Produit intérieur brut : - 0,6 %. — Le produit intérieur brut (PIB) a baissé de 0,6 % au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre en Italie, ce qui correspond à une chute de 2,4 % en rythme annuel. Au troisième trimestre, le PIB avait déjà baissé de 0,5 % par rapport au deuxième trimestre. Sur l'ensemble de l'année dernière, le PIB a reculé de 0,3 %.

tranche, et le groupe franco-britannique capte obtenir la couverture des vingt restants dans un délai de deux ans environ en fonction des prévisions commerciales de la SNCF.

□ Le shilling kenyan a de nouveau été fortement dévalué. — La Banque centrale du Kenya a annoncé, mardi 20 avril, une dévaluation de 23 % du shilling. Le cours officiel du dollar est passé de 45 à 59 shillings, et sur le marché interbancaire, la monnaie américaine s'échangeait jusqu'à 70 shillings. En février, le gouvernement kenyan avait libéralisé le marché des changes, mais en raison de la dépréciation du shilling et de l'absence d'accord avec le Fonds monétaire international (FMI), a rétabli en mars un strict contrôle des changes.

sont désormais conformes aux exigences du traité de Maastricht concernant l'Union économique et monétaire, depuis la promulgation du Moniteur belge (Journal officiel) d'une loi en ce sens, a indiqué, mardi 20 avril, le ministre des finances. Selon la loi votée en mars, toute possibilité de financement monétaire du Trésor auprès de la Banque centrale est supprimée. — (AFP)

□ La SNCF confirme une option de dix rames TGV pour la ligne Paris-Amsterdam. — La SNCF vient de notifier au groupement conduit par la société franco-britannique GEC-Alsthom une commande de dix rames TGV Réseau supplémentaires livrables à la fin 1995 et destinées au TGV Paris-Bruxelles-Amsterdam. Le contrat de 1990 prévoyait trente options. Les dix rames qui viennent d'être notifiées en constituent la première

ÉQUIPEMENT

Polémique sur la date d'ouverture

TML réclame un an pour installer le système informatique du tunnel sous la Manche

Les entreprises françaises regroupées au sein du consortium Trans-Manche Link (TML) n'ont pas mis longtemps à réagir aux propos tenus par André Bénard, président d'Eurotunnel, qui avait refusé lundi 19 avril d'annoncer une date d'ouverture de l'ouvrage et avait estimé que celle-ci était désormais « entre les mains des constructeurs ». Philippe Montagner, coprésident de l'assemblée des actionnaires de TML, s'est fait leur porte-parole. Il a rejeté la responsabilité sur Eurotunnel et a ajouté que « TML ne propose pas non plus de date d'ouverture ». Pour le moment « l'impasse est totale », a-t-il conclu.

Philippe Montagner avait aussi à cœur d'exprimer « quelques vérités ». S'il a confirmé que les travaux lourds du tunnel étaient quasiment terminés, il a en revanche souligné que « la mise en place du système informatique était à ses débuts ». Les constructeurs réclament d'ailleurs « deux fois six mois » pour installer et tester tout le système, ce qui repousse l'ouverture du tunnel en 1994.

Même s'il a reconnu que « sur le terrain cela se passe plutôt bien » entre les équipes de TML et d'Eurotunnel, Philippe Montagner a regretté que dans le cadre des négociations, les constructeurs n'aient pas en face d'eux « un exploitant ». Selon lui, Eurotunnel a trop tendance à avoir une attitude « de juristes et de financiers ».

A. B.-M.

INSTITUTIONS INTERNATIONALES

M. Attali a rencontré M. Waigel

La Commission européenne s'interroge à son tour sur les dépenses de la BERD

Lors d'un entretien, mardi 20 avril à Bonn, avec Jacques Attali, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Theo Waigel, ministre allemand des finances et président en exercice du conseil des gouverneurs de l'organisme, s'est dit « préoccupé » par les critiques qui « nuisent à la réputation de la banque ». La BERD a récemment été accusée d'avoir consacré des sommes très importantes à l'installation de ses bureaux et aux déplacements de son président. Jacques Attali s'est engagé à établir une plus grande transparence des comptes de la BERD lors de l'établissement du prochain budget.

Pour sa part, la Commission européenne s'inquiète également des informations qui font état d'une mauvaise gestion de la BERD, a annoncé le commissaire européen Henning Christophersen, mardi à Strasbourg. « Nous sommes préoccupés non seulement par les signes visibles de ce qu'on pourrait appeler des dépenses inconsidérées, mais aussi par le niveau des dépenses dans leur ensemble », a déclaré M. Christophersen.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

A l'attention des porteurs d'ORCI HACHETTE 7 % 1986

Il est proposé par les Sociétés LAGARDERE GROUPE et ABERLY, filiale de MATRA HACHETTE, d'échanger, jusqu'au 30 avril 1993.

1 ORCI HACHETTE

(obligation remboursable en certificats d'investissement)

contre

12 actions LAGARDERE GROUPE

qui percevront le dividende distribué en juillet prochain.

On rappelle que les ORCI sont remboursables le 1er janvier 1994 par remise de 11 certificats d'investissement MATRA HACHETTE (ex-HACHETTE). Il est probable que ces certificats, comme aujourd'hui les ORCI, souffriront de l'érosion de leur marché. Les actions LAGARDERE GROUPE proposées permettent d'offrir aux porteurs actuels d'ORCI la liquidité d'un titre coté sur le Marché à Règlement Mensuel. L'échange leur permettra, s'ils le souhaitent, de devenir actionnaire de la holding de tête d'un des premiers groupes industriels français, dont l'activité est répartie entre les domaines de la haute technologie, de la communication, et de la banque d'affaires.

Adressez-vous

à votre banque ou à votre société de bourse.

Un avis de recevabilité et d'ouverture de cette Offre Publique d'Echange a été publié par la Société des Bourses Françaises (avis n° 93-935 en date du 6 avril 1993).

Une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse (Visa n° 93-164 en date du 5 avril 1993) est disponible au 5, rue Beaumont - 75008 PARIS, Tél : 47.66.03.06.

Le Monde ÉDITIONS

Social : Par ici la sortie !

Alain Lebaube

La complémentarité des entreprises et de leurs dirigeants passe par la reconnaissance des apports sociaux. Face à l'immensité des organisations syndicales, ouvrières et patronales de l'Europe, nationale et de l'Europe des communautés, les ventes des entreprises et de leurs dirigeants doivent être reconnues et valorisées.

Un livre de point, sans censure, sur les ventes des entreprises et de leurs dirigeants.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

14 % de développement en 1992



UNILOG, groupe indépendant de Conseil et d'Ingénierie informatique, se situe au 8^e rang français des SSI sur le créneau des prestations intellectuelles.

Dans le contexte du marché actuel, les résultats 1992 sont satisfaisants et s'expliquent essentiellement par une croissance significative des réalisations au forfait, et par la forte position du Groupe sur l'offre de tierce maintenance applicative.

A périmètre constant	1992	1991
• Chiffre d'affaires	682 MF	581 MF
• Marge nette	9,9 %	4,6 %
• Résultat net*	25,7 MF	27 MF
• Résultat net part du Groupe*	21,7 MF	22,2 MF
• Bénéfice net/action*	20,3 F	20,7 F
• Fonds propres	118 MF	100 MF
• Effectif	1440	1300

Le Directeur proposera à l'assemblée générale, qui se tiendra le 22 juin 1993, de fixer le dividende net à 3,50 F par action, contre 3,20 F en 1991.

* avant dotation aux réserves.

مكتبة الأصل

ÉCONOMIE

Le congrès annuel de la FNSEA

Les éleveurs d'ovins regrettent de travailler «de plus en plus avec l'argent de Bruxelles»

Le congrès annuel de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), qui se tient du mercredi 21 au vendredi 23 avril à Versailles (Yvelines) est l'occasion de lancer «un message au gouvernement» pour que soient assurés la compétitivité économique des exploitations et le maintien de l'activité agricole sur tout le territoire quelques jours avant une rencontre avec le premier ministre, Edouard Balladur, prévue pour le 7 mai.

LIMOGES

de notre correspondant

La semaine sainte et le ramadan tombent cette année presque en même temps. Une coïncidence qui a amplifié la hausse d'une consommation très saisonnière, la viande de mouton. L'éleveur de Pâques, comme disent les éleveurs, assure l'essentiel de leurs

ventes au meilleur cours. Cours moyen du kilo vif : 24,20 francs. Alors qu'au début de l'année, il se traitait, selon l'Office national interprofessionnel des viandes et de l'élevage (ONIVIA), en dessous des 21 francs. Légère reprise donc, mais qui reste quand même loin des 27 francs le kilo de l'année 1991 et encore plus des 40 francs que les éleveurs estiment être leur coût de production. «C'est la filière dans laquelle on travaille le plus à perte. Une perte encore accentuée par la chute des cours de la laine», a-t-il dit. Christian Vignes, son prix était de 3 francs le kilo, ce qui ne rapportait pas grand-chose mais payait au moins les frais de traitement de la toison et de la tonte qui sont des opérations obligatoires. Aujourd'hui, il est à 4,20 F, et la tonte est devenue une charge financière supplémentaire.

Christian Vignes (trente ans, marié, deux enfants) est éleveur à Bessières (Vienne), au cœur du principal bassin ovins hexagonal (Poitou-Charentes, Limousin et

Berry, deux millions de brebis mères, soit 20 % du troupeau français. Il ne cache pas ses comptes : «On travaille de plus en plus avec l'argent de Bruxelles. Aujourd'hui un éleveur de moutons fait 40 % de son revenu grâce aux primes. S'il n'y avait pas ça, il n'y aurait plus qu'à mettre la clé sous la porte tout de suite».

«Une région de labels»

«Situation humilante, ajoute son voisin et ami Jacky Loirand (trente ans, célibataire), éleveur lui aussi, à Boursay (Vienne). D'autant que cette région s'acharne à produire de la qualité et à s'organiser pour obtenir des résultats économiques calculés au plus juste. Dans l'industrie, on parlerait de production à flux tendu».

Première option : la qualité. «C'est une région de labels, dit Christian Vignes : l'agneau de Poitou-Charentes et le «baronnet» limousin. Le label est un peu à la viande ce qu'est l'appellation contrôlée est au vin. Il exige un cahier des charges très précis, la nourriture à l'herbe, une conformation très homogène, des qualités bouchères bien suivies, un strict contrôle des carcasses. Moyennant quoi l'éleveur peut espérer un bonus de 20 à 25 % par rapport à la moyenne des cours nationaux. Non sans sacrifices. Christian Vignes a dû faire passer son troupeau de 700 à 300 brebis mères. Jacky Loirand a, lui aussi, plafonné son cheptel, diversifié ses activités et mis des terres en jachère. «Bruxelles nous dit que nos moutons coûtent trop cher en primes à produire et ne produisent de nous payer pour ne rien produire du tout. La ficelle, ajoute-t-il, les agriculteurs ne supportent pas : ça leur rend malade». Sur ses jachères, il va donc essayer de produire des plantes industrielles autorisées par la PAC (politique agricole commune), du lin en l'occurrence.

La filière ovine régionale est maintenant très organisée. «En amont, explique Jacky Loirand, des sélectionneurs travaillent sur les races pures, le contrôle des valeurs génétiques et la santé. Principalement la vérole pour la raclette et la charolaise pour les performances. Cela permet au producteur final d'agneaux d'être débarrassé des soucis de la sélection. La commercialisation est assurée par des groupements très structurés qui organisent aussi le suivi : un technicien pour cent éleveurs. Le point faible reste l'abattage qui se fait dans de petits établissements dispersés : Montmorillon et Le Vigan (Vienne), Confolens (Charente), Bellac, Beaumes (Haute-Vienne), avec d'incessants problèmes de déficit d'exploitation et de mise aux normes communautaires. «Ce que nous souhaitons, dit Jacky Loirand, c'est la création d'un pôle d'abattage fort qui accentue la vocation ovine de la région et diminue encore les coûts de la filière».

Concurrence anglaise

Tous ces efforts n'empêchent pas la production de viande de mouton. Tout comme la production nationale, d'ailleurs. En 1992, le troupeau français a encore diminué de 20 %. Et la France ne produit plus que 40 % (119 000 tonnes) de sa consommation (288 000 tonnes) en viande de mouton. L'agneau anglais, dopé par la dévaluation de la livre, arrive dans la grande distribution à des prix parfois deux fois moindres alors que d'autres dévaluations, celles de la lire et de la peseta, ont réduit la demande italienne et espagnole en agneau français devenu plus cher.

Conclusion de Christian Vignes et Jacky Loirand : «Aujourd'hui tout le monde s'affoie parce que les distorsions internationales atténuent le secteur industriel, que le textile crée de la concurrence injuste et que Grundy va s'installer en Ecosse. Nous, il y a plus de vingt ans que nous vivons dans cette réalité-là. Pas de désignation pour autant et même un petit espoir : le nouveau discours qui naît sur l'espace rural et la nécessité des réajustements territoriaux. «Nous sommes dans des régions de landes et de terres pauvres où le mouton est la seule production possible. C'est aussi une production qui permet d'installer des jeunes sans capital et sans immobilisations. Est-ce que cela ne serait pas plus juste et rationnel de nous primer un peu pour produire plutôt que de nous primer beaucoup pour entretenir la ficelle?»

GEORGES CHATAIN

COMMUNICATION

Le bilan du trentième MIP-TV à Cannes

Renouveau de la fiction, déclin de la violence pour le petit écran

Le trentième Marché international des programmes de télévision (MIP-TV) devait fermer ses portes, mercredi 21 avril, à Cannes, sur un bilan positif. Selon le président-directeur général de Midem Organisation, Xavier Roy, «tous les records absolus de participation ont été battus depuis la création de ce marché». En 1963, à Lyon, le premier rendez-vous mondial des professionnels de l'industrie audiovisuelle avait réuni 327 personnes. Trente ans après, il vient d'accueillir plus de 9 000 participants venus de cent trois pays et représentant 2 018 sociétés. Pourtant, ces résultats positifs ne sauraient faire oublier la crise qui affecte le secteur de la télévision un peu partout dans le monde.

CANNES

de notre envoyé spécial

Apparemment, tout le monde est content. Quand on traverse la jungle des stands sur les cinq étages du Palais des festivals, et qu'on s'arrête, ici et là, pour demander comment vont les affaires, elles vont bien. On ne pense qu'à vendre son catalogue, ses films, ses téléfilms, ses documentaires, ses émissions pour enfants.

Pourtant, quand on creuse, on vous confie parfois que la situation n'est pas si facile. Même les Américains sont devenus plus agressifs dans la vente. Eux-mêmes sont sous pression depuis que la chute des recettes publicitaires, allée à la hausse très forte des coûts de production, oblige les sociétés à resserrer les boulons de leur budget. Le phénomène est international.

On sait qu'il n'est pas question de faire le compte des ventes et des achats à la fin des marchés, quels qu'ils soient. Au MIP-TV, on commence ce qu'on poursuit de discussions qui aboutiront beaucoup plus tard peut-être à la signature d'un contrat. On peut, en revanche, observer d'une année à l'autre les tendances qui se dessinent ou s'affirment. Des mois auparavant qu'on n'attendait pas. En 1982-1983, par exemple, c'était le mot «coproduction». Aujourd'hui, les coproductions sont entrées à ce point dans les mœurs audiovisuelles que plus personne n'y fait attention.

Il y eut ensuite les expressions «forteresse Europe» et «France coproduit», lancées par les Américains furieux de voir que les quotas limitaient (si l'on peut dire) le raz-de-marée des séries américaines.

Cette année, les conversations revenaient beaucoup sur les nouvelles données du paysage audiovisuel, liées aux progrès technologiques. C'était dans l'air, cela vient. Qui ne se préoccupe aujourd'hui de compression numérique, cette technique qui permet de faire passer sur un seul canal satellite dix à vingt chaînes à la fois? Qui ne songe au pay per view, ces programmes à la carte (on paie le film ou l'événement sportif visionné), dont l'utilisation semble se rapprocher brusquement de chez nous, ou encore à la télévision interactive, le must vu de l'autre côté de l'Atlantique?

Retour aux séries de prestige

Côté programmes, on peut observer également des mouvements. A écouter les nans et les autres, le renouveau de la fiction ne sera pas qu'un phénomène français. «Les gens reviennent aux séries de prestige, nous ont dit les vendeurs français. De nouveau, les

Allemands commencent à chercher des séries à costumes dont ils ne voulaient pas entendre parler l'année dernière».

Selon Xavier Roy, on assiste également à la montée de deux tendances importantes. D'une part, les grands documentaires haut de gamme d'histoire et d'investigation, style «Inside the Vatican» avec Peter Ustinov - six fois une heure - (Productions John McGreevey, société de productions de télévision indépendante basée à Toronto), «Moment events : Russia in the 90's» - six fois une heure - (Productions Worldvision enterprises) avec Jean-Luc Godard, Werner Herzog, Ken Russell entre autres, «Charlton Heston presents the Bible» (Productions GoodTimes Entertainment), nu encore «L'encyclopédie audiovisuelle», sept portraits de peintres, scientifiques, hommes politiques, musiciens, qui ont changé le monde, signé par Alain Resnais, Zbigniew Rybczynski, Peter Greenaway (une coproduction France 2, Rai 2, Channel 4, RTV 2, NHK).

On constate, d'autre part, une forte demande pour les programmes «jeunesse, fiction, animations, magazines» habituellement négligés. Midem Organisation présentera ailleurs des «screening programmes jeunesse» consacrés exclusivement aux programmes audiovisuels pour les jeunes, les 9 et 10 octobre prochain, à l'Hôtel Martinez de Cannes en préouverture du MIP-Com 93.

En revanche, la violence ne fait plus recette. Certains dessins animés japonais connaissent même, paraît-il, quelques difficultés. Comme si une autorégulation se faisait jour à l'échelon mondial.

CATHERINE HUMBLLOT

Les attributions du ministre de la communication

M. Carignon sera également chargé de l'action audiovisuelle extérieure

Le Journal officiel du mardi 20 avril a publié le décret précisant les attributions de M. Carignon. Ce texte indique que le ministre de la communication «prépare et met en œuvre la politique du gouvernement en matière de presse et de communication audiovisuelle», «est chargé, en liaison avec les autres ministères intéressés, de la définition et de la mise en œuvre de la politique relative à la production des œuvres cinématographiques et à la diffusion, par des services de communication audiovisuelle, des œuvres cinématographiques, littéraires et musicales et des spectacles vivants».

Composition du cabinet

M. Carignon participera aussi «à la définition et à la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'action audiovisuelle extérieure, notamment en ce qui concerne la diffusion et les échanges de programmes radiodiffusés et télévisés»,

un domaine qui relevait jusqu'à présent du responsable de la francophonie.

M. Carignon a arrêté, d'autre part, la composition de son cabinet, qui sera dirigé par un avocat, Jean-Louis Duret, nommé conseiller auprès du ministre (Le Monde du 6 avril). Cette équipe sera composée, outre M. Duret, d'Emmanuel Lamy, directeur de cabinet; Jacques Mary, chef de cabinet; Hugues Amourette, conseiller technique chargé des relations avec le Parlement; Patrick Anelli, conseiller technique chargé de la presse et des sociétés d'ayants droit; Daniel Boudet, conseiller technique chargé des sociétés de l'audiovisuel; Véronique Bouffard, chargée de mission pour la communication; Yann Hwang, adjoint au chef de cabinet; Thierry Milon, conseiller technique chargé du câble, du satellite et de la production; Xavier Peneau, chargé de mission; Yves Rouanet, conseiller technique chargé de la mission du service public et des questions internationales; Florence Stumpp, chargée de presse; Laëtitia Versini-Campinchi, chargée de mission.

Le développement de la presse à l'étranger

Trois nouveaux groupes français s'installent en Pologne

Après les groupes Hersant, l'Express et l'Expansion, trois autres groupes de presse français s'installent en Pologne. Bayard-Press, Ouest-France et les publications de la Vie catholique se sont en effet associés aux éditions Znak (Cracovie) pour créer une société filiale qui contribuera au développement de l'hébdomadaire catholique Tygodnik Powszechny. Ils détendront 40 % du capital de cette société, Znak en possédant la majorité et en assurant la direction.

Lancé en 1945 par Znak, cet hebdomadaire de renom, qui diffuse trente mille exemplaires actuellement, a joué un rôle important pendant le régime communiste. Outre Tygodnik Powszechny, Znak édite un mensuel philosophique et théologique et publie des livres d'histoire, de religion et de littérature sous la marque Znak ainsi que des ouvrages destinés à la jeunesse sous le label Signum.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VALREAL

La SICAV monétaire de référence.

Son antériorité, son statut de SICAV de place et la rigueur de sa gestion font de Valreal la SICAV monétaire de référence.

Le conseil d'administration réuni le 3 février 1993 a arrêté les comptes du 11^e exercice clos le 31 décembre 1992.

Il a constaté que l'actif net de la SICAV s'élevait à 5 986 557 857,86 francs, la valeur liquidative de l'action à 56 344,60 francs et que la performance réalisée ressortait à 10,02 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra le 28 avril 1993 à 15 heures au siège social de la SICAV, d'approuver les comptes de ce 11^e exercice.

Pour tout renseignement, écrire au siège social : 7, place des Chênes Martys du Lycée Buffon - 75507 Paris Cedex 15 ou téléphoner au (1) 42 79 55 00

PARLONS «VERRE» AU SALON



GLASSMAN EUROPE '93
L'Espace Tête d'Or, Lyon
28-29 avril 1993

Pour recevoir des billets d'entrée gratuits, veuillez entrer en contact avec le Service Publicité et Relations Publiques, FNA International Publications Ltd, Angleterre (Tél. : 19-44 737 768611 - Télécopie : 19-44 737 761685) ou faites vous inscrire à l'entrée du salon.

- Le premier Glassman (salon international de la fabrication du verre) organisé en Europe, une exposition exclusivement consacrée aux besoins des entreprises qui fabriquent et fondent le verre.
- Plus de 100 fournisseurs de premier plan d'équipement et de services destinés à la fabrication du verre.
- Facile d'accès. Entrée et parking gratuits.
- Heures d'ouverture : de 9 h à 17 h 30.
- Tous les visiteurs inscrits ont la possibilité d'assister gratuitement à la conférence.
- GLASSMAN EUROPE '93 s'adresse spécifiquement aux fabricants de verre d'emballage, de verre de table, de verre plat, de fibres de verre, de verre destiné à l'éclairage et à la télévision, et d'autres produits spécialisés.

VIE DES ENTREPRISES

Trois semaines
de chômage technique à ArrasRhône-Poulenc
victime de la mode

ARRAS

de notre correspondant

Sept cents des 950 salariés de l'unité de Rhône-Poulenc à Arras sont au chômage partiel du 20 avril au 10 mai. Cette unité, dont 70 % de la production est composée de fils textiles polyamides (le solde est fait de fils pour les tapis), est victime de... la mode. Et de la mévente des bas et des collants dont les acheteurs par les consommateurs ont baissé de 10 % à 15 % en Europe l'an dernier. Plus résistants, les bas et collants opaques ou en Lycra (une invention de l'américain Du Pont) filent plus rarement. Un phénomène non négligeable, nuquait venait s'ajouter la crise des marchés de l'est obligeant les concurrents italiens à se replier sur le marché communautaire.

Toutefois, selon Rhône-Poulenc, cette décision - nécessaire car la société travaille en «juste-à-temps», comme ses clients - n'a rien d'alarmant. D'abord, parce que la mode change. «Je ne pense pas que les femmes portent éternellement des bas noirs», explique-t-on, en soulignant les efforts faits par certains fabricants en faveur des collants en couleurs. Ensuite, parce que Rhône-Poulenc fibres et polymères, qui a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 12,5 milliards de francs (dont 13 % dans les fils textiles), investit plus de 1 milliard de francs par an. Déjà la plus moderne, l'unité d'Arras va bénéficier fin mai, d'un nouvel investissement de 35 millions de francs avec la mise en service de deux nouveaux métiers. «Après-guerre, 10 000 mètres de fils destinés à la fabrication des bas pesaient 44 grammes. Pour les bas fins, on en est à 2 grammes aujourd'hui. Et même à 0,5 gramme pour les micro-fibres utilisées dans les vêtements de sports et de loisirs». Le marché n'a donc pas fini de se renouveler.

YVES JOUANNIC

La compagnie reste en lice pour une privatisation

Chute de 71 % des bénéfices de l'UAP en 1992

«L'année 1992 a été mauvaise pour l'assurance en général et... pour l'UAP en particulier», résume Jean Peyrelevade, qui préside la première compagnie d'assurances françaises. Conformément aux estimations données au début du mois de février, le résultat net (part du groupe) a finalement chuté de 71 % l'an dernier à 1,090 milliard de francs. La faute en revient aux lourdes pertes de la Banque Worms, touchée de plein fouet par la crise de l'immobilier, à la déroute des assureurs scandinaves et à la poursuite de la dégradation de l'assurance-dommages en France.

Filière à 100 % de l'UAP, la Banque Worms aura été en 1992 un véritable «boulet». Elle a perdu en tout 1,63 milliard de francs après une dotation aux provisions de 1,44 milliard. Les créances immobilières «compromises» sont couvertes à 36 %. Conséquence, la Banque Worms, qui attend depuis cinq

mois le bon vouloir des pouvoirs publics et la nomination d'un nouveau président pour succéder à Jean-Michel Bloch-Lainé, va échanger radicalement de stratégie. Elle devrait être transformée en un établissement spécialisé dans la gestion de patrimoine. L'UAP pourrait également pour contrer sur leur propre terrain les réseaux bancaires accusés par M. Peyrelevade de vendre de l'assurance-vie «dans des conditions dans lesquelles ils perdent économiquement de l'argent».

Autre coup dur pour la compagnie publique, les malheurs de l'assurance scandinave, qui la touche à la fois par le biais d'une participation de 7 % dans Hafnia et par sa filiale à 34 %, Victoire, actionnaire de l'autre grand assureur danois, Bactica. L'impact négatif est de 400 millions de francs dans les comptes de l'UAP. Mais le domaine sans

doute le plus préoccupant est celui de l'assurance-dommages. Les pertes se sont réduites de 296 millions (en raison de plus-values) mais restent de 1,72 milliard de francs. Les hausses de tarifs mettent du temps à porter leurs fruits.

En dépit de ses performances médiocres, Jean Peyrelevade considère qu'une privatisation de l'UAP d'ici à la fin de l'année est parfaitement réalisable. La compagnie a une gestion prudente de ses risques et sa mise en vente se ferait sur les comptes du premier semestre de 1993, qui devraient marquer un redressement sensible. «On a eu une telle avalanche de malheurs et de catastrophes en 1992 que j'ai de la peine à imaginer que cela puisse se reproduire cette année», explique M. Peyrelevade.

E. L.

Les difficultés du numéro un mondial de l'informatique

IBM court encore après son redressement

De quoi s'arracher les cheveux. Voilà des mois maintenant qu'IBM se réorganise, revoit sa politique de produits et ses prix, réforme ses modes de distribution, ferme des usines, regroupe ses productions, taille dans ses effectifs, explose ses structures, sans pouvoir afficher de signe tangible d'amélioration. Et si Louis Gerstner, tout récemment nommé à la tête du géant d'Armonk, avait la moindre illusion sur un redressement, à brève échéance, du groupe informatique, les résultats financiers enregistrés au premier trimestre 1993 auront en vite fait de le démentir.

La compagnie américaine a perdu de l'argent par le simple fait de produire au premier trimestre 1993 : son résultat d'exploitation est en effet négatif à hauteur de 270 millions de dollars, soit 1,4 milliard de francs. Un an auparavant, au premier tri-

mestre 1992, la firme avait réussi à dégager 1,16 milliard de dollars de profit en exploitation.

Les coûts ont bien avoir baissé de 8,9 % au premier trimestre 1993 par rapport à la même période de l'année précédente, les recettes, elles, n'augmentent pas. Bien au contraire. A 13 milliards de dollars, le chiffre d'affaires dégagé début 1993 est en repli de 7 % par rapport aux 14 milliards de dollars des trois premiers mois de 1992. Les services et les logiciels, qui représentent désormais un tiers de l'activité du groupe, progressent. Mais pas assez suffisamment pour compenser l'érosion des ventes de matériel. Et notamment des *mainframes*, ces grands systèmes informatiques qui firent la richesse d'IBM. A l'instar d'Amendahl ou de Convex, de nouveaux concurrents dament aujourd'hui le pion à la firme d'Armonk sur ce qui était son marché

phare. La firme d'Armonk a décidé de réagir et a annoncé pas moins de dix-huit nouveaux modèles en trois mois. Selon IBM, les ventes de micro-ordinateurs et de stations de travail, domaines dans lesquels l'offre a été profondément renouvelée, auraient toutefois enregistré des performances plus engageantes.

M. Gerstner, pour son premier exercice d'explication, a justifié ces résultats par «la faiblesse de la demande et les pressions continues de la concurrence». Les marchés ne sont pas vaillants (en Europe, notamment, le chiffre d'affaires de Big Blue a chuté de 14 %); les concurrents se font plus diligents et plus nombreux. En dépit de ces efforts, le groupe d'Armonk n'est pas encore parvenu à approcher ce nouvel environnement.

C. M.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

Accor diminue ses bénéfices mais augmente son chiffre d'affaires. - Le groupe hôtelier français Accor a dégagé, conformément à ses prévisions, un bénéfice net (part du groupe) de 802 millions de francs en 1992, en baisse de 15 % sur les 949 millions de francs de 1991. La baisse du bénéfice net s'explique par l'intégration de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme. En 1992, le chiffre d'affaires opérationnel a doublé, atteignant 30,5 milliards de francs, contre 14,5 milliards de francs en 1991. A périmètre constant, le chiffre d'affaires aurait progressé de plus de 10 %. Accor va augmenter la rémunération de ses actionnaires, en ver-

sant un dividende de 18 francs par action.

CGEA (Générale des eaux) : résultat net consolidé de 137 millions de francs, en hausse de 28 %. - Le groupe CGEA, filiale de la Générale des eaux spécialisée dans la propreté urbaine et les transports collectifs, a dégagé un résultat net consolidé de 137 millions de francs, en hausse de 28 % sur 1991 (107 millions). Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 7,8 milliards de francs, en progression de 44 % sur l'année précédente (5,4 milliards). Cette progression spectaculaire s'explique, selon le groupe, «à la fois par le développement des activités du groupe et par l'intégration de nouvelles sociétés dans le secteur de la propreté» (les sociétés Comatec, Renosol et USP). A périmètre com-

parable, le chiffre d'affaires a néanmoins augmenté de 26 %. Le secteur propreté a fait un bond de 60 % pour atteindre 5 milliards de francs de chiffre d'affaires. L'activité transport a augmenté de 22 % à 2,3 milliards. Les effectifs de la société ont crû de 54 % et atteignent désormais 25 800 personnes.

Galerias Lafayette : baisse de 77 % du résultat. - La société anonyme des Galeries Lafayette a annoncé, mardi 20 avril, un résultat net (part du groupe) de 69 millions de francs en 1992, contre 301 millions en 1991. Selon le groupe, cette chute s'explique par la faiblesse de la conjoncture ainsi que par les coûts financiers décaissant de la prise de contrôle des Nouvelles Galeries (281 millions), les charges non récurrentes d'intégration de

cette société (87 millions) et la perte de son magasin américain (97 millions de francs). Le chiffre d'affaires consolidé de 1992 a atteint 31,46 milliards, en hausse de 23,4 % sur le chiffre d'affaires publié de 1991 (25,48 milliards), mais en baisse de 1,7 % à structure comparable. Les Galeries Lafayette notent dans leurs perspectives que les ventes au détail au premier trimestre de l'ensemble des établissements du groupe sont affectées par la baisse de la consommation et qu'aucun indice de reprise n'est mité à ce jour.

Ualog (SSII) : bénéfice de 21,7 millions de francs en 1992. - Le groupe de services informatiques Uilog a dégagé un bénéfice part du groupe (avant amortissement des survalues) de 21,7 millions de francs en 1992, en léger repli par rapport aux 22,2 millions de francs enregistrés en 1991. Le bénéfice d'exploitation a diminué plus nettement à 43,7 millions de francs en 1992 contre 49,5 millions en 1991 (-12 %). Pour 1993, le groupe entend «présenter une rentabilité raisonnable». Avec un chiffre d'affaires de 662 millions de francs en 1992, contre 581 millions l'année précédente, la rentabilité nette du groupe a été ramené à 3,9 % en 1992, contre 4,6 % en 1991. Le chiffre d'affaires d'Uilog provient pour 70 % de l'ingénierie, 11 % de l'expertise et la formation, 11 % des projets et 8 % du conseil et de la conception.

CONTRATS

CFM remporte un contrat en Chine. - CFM International, joint-venture créé il y a une vingtaine d'années à parité entre la Snecma et General Electric et spécialisé dans la fabrication de réacteurs d'avions, a reçu une commande d'environ 820 millions de francs pour équiper les vingt nouveaux Boeing 737 achetés par la compagnie chinoise China Aeronautic Supply Company.

Ericsson devrait remporter un contrat de 93,5 millions de francs au Chili. - Ericsson Redes S.A., filiale espagnole du géant suédois des télécommunications Ericsson, a reçu une lettre d'intention de la Chilean Telephone Company (CTC) pour la fourniture de 630 kilomètres de câbles en fibre optique, d'équipement de transmission et autres équipements pour les liaisons entre Santiago et La Serena, a annoncé Ericsson. L'accord porte sur un contrat d'une valeur totale de 126 millions de couronnes suédoises (93,5 millions de francs). C'est le premier accord entre Ericsson et CTC pour ce type de matériel, mais la firme suédoise est déjà très présente au Chili.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 21 avril • Toujours la baisse

Pour la troisième séance consécutive, la Bourse de Paris s'est orientée à la baisse mercredi 21 avril. En léger repli de 0,08 % dès le début des transactions, les valeurs françaises affaiblissent, en moyenne, une partie de 0,35 % une heure plus tard. Peu après le midi, la tendance bascule, les indices s'accroissent singulièrement et l'indice CAC 40 s'inscrit en repli de 0,7 %.

La nouvelle et petite déroute des taux d'intérêt mercredi lors de la prise en pension en Allemagne (8,05 % à 8,10 % contre 8,11 % à 8,13 %) n'a pas eu d'effet sur le marché, notamment les gestionnaires des fonds de placement, par ailleurs, que le Bundesbank, préoccupé par l'évolution des prix ces dernières semaines, ne modifie pas sa politique monétaire de sévérité.

La cotation des actions Financière-Prinsepac et COME n'a pas été suspendue, bien que le groupe Financière-Prinsepac ait annoncé à 11 heures son

intention d'absorber COME et Groupsec.

COME était stable à 510 francs tandis que Financière-Prinsepac reculait de 1,5 % à 743 francs. Le certificat Total continuait d'être recherché, gagnant 2,90 % à 195 francs. Hausse de 2 % de SNV et de 1,5 % de Roussel Uclaf. Speg repartait à 4,7 % et le Club Méditerranée de 3,7 %.

Du côté des valeurs, toujours, la Commission des opérations de Bourse (COB) a indiqué mercredi qu'elle avait décidé de prolonger le délai d'examen du projet d'offre publique d'échange (OPE) déposé par IBM France sur la société de services informatiques française CGL. Ce prolongement, qui ne peut excéder 5 jours ouvrables, a été décidé pour éviter des problèmes de calendrier, la prochaine assemblée générale d'IBM Corp. ayant lieu prochain.

NEW-YORK, 20 avril • Nouveau repli

Le mouvement de recul s'est accentué mardi à Wall Street, alimenté par des transferts de capitaux vers le marché obligataire où les taux d'intérêt à long terme sont remontés, ainsi que par des ventes intensifiées dans l'après-midi. En baisse de plus de 40 points en milieu d'après-midi, l'indice Dow Jones des valeurs vendues a chuté à 3 443,47 en baisse de 23,52 points, soit un repli de 0,68 %. Le marché n'est très actif avec quelque 319 millions de titres échangés.

L'annonce d'une baisse de 4,6 % des mises en chantier de logements en avril aux Etats-Unis, alors que les experts s'attendaient à une baisse de 4 % seulement, a également pesé sur Wall Street.

Les valeurs bancaires ont souffert de la remontée des taux d'intérêt attribuée à des facteurs techniques. Les investisseurs sur le marché obligataire ont ignoré la baisse des mises en chantier de logements due aux mauvaises conditions météorologiques qui ont régné sur les Etats-Unis à la fin de l'hiver, et qui ne signifie pas une aggravation de la situation économique améri-

caine, soulignent des experts. Les incertitudes sur la mise en place du plan de relance du président Bill Clinton ont également contribué à la faiblesse de Wall Street.

VALEURS	Cours de 19 avril	Cours de 20 avril
Alcoa	68 5/8	64 1/2
AT&T	59 5/8	57 7/8
Bell	57 5/8	56 1/8
Chase Manhattan Bank	34 1/2	33 1/8
De Beers	52 3/4	52 1/4
General Electric	52 3/4	54 3/4
IBM	67 7/8	66 5/8
Ford	54 1/4	53 3/8
General Motors	54 1/4	54 1/2
Goldman Sachs	39 7/8	39 1/8
Goodyear	28 1/2	28 1/2
IBM	48 3/8	48 1/2
ITT	65	62 1/8
Johnson & Johnson	88 1/2	88 1/4
Merck	61 1/8	61 1/8
Schering-Plough	66 1/8	64 1/2
Texas Instruments	68	67
Wal-Mart	141 7/8	141 1/2
United States Steel	18 1/8	18 1/8
United Tech.	50 1/4	49
Wendel	51 1/4	51 1/2
Yale	79 5/8	79 3/8

LONDRES, 20 avril • Progression

Les valeurs ont sensiblement progressé, mardi 20 avril, au Stock Exchange, encouragées par les espoirs de baisse des taux d'intérêt allemands et les signes de la reprise de la consommation en Grande-Bretagne. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 26,1 points, soit 1 %, à 2 858,1 points. Le marché s'est montré modérément actif avec 540 millions d'actions échangées contre 482,8 millions lundi.

Les opérateurs, actuellement à la recherche du moindre signe de reprise de l'économie, ont réagi positivement à l'annonce que l'Institut pour le CBI montrant que l'amélioration des ventes de détail en mars a été la plus forte depuis novembre 1991 et que la tendance positive devrait se poursuivre. La com a été également poussée par la

bonne tenue du marché à terme. En revanche, elle a été peu affectée par le creusement du déficit budgétaire qui a été pour autant restreint par les prévisions en s'élevant à 9,52 milliards de livres en mars alors que les analystes attendaient 8 milliards.

VALEURS	Cours de 19 avril	Cours de 20 avril
Alcatel	5,50	5,70
BP	3,02	3,03
BT	4,14	4,18
Carney	4,73	4,73
De Beers	10,38	10,38
Shell	5,92	5,92
GLS	26,50	27,03
ICI	11,80	11,82
ICI	12,82	12,73
ICI	6,48	6,80
ICI	5,84	5,82
ICI	11,20	11,21

TOKYO, 21 avril • Poursuite du recul

La Bourse de Tokyo a terminé en baisse pour la quatrième séance consécutive. Les opérateurs semblent craindre que la forte appréciation du yen ne vienne compromettre le redressement de l'économie japonaise. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a perdu 55,42 points, soit 0,28 %, à 19 773,01 points. Le volume d'échanges était estimé à environ 400 millions de titres.

Les récentes hausses étaient le fait d'opérateurs professionnels, qui ont été rapides à prendre leur béné-

VALEURS	Cours de 20 avril	Cours de 21 avril
Ajinomoto	1 380	1 330
Fujitsu	1 330	1 330
Canon	1 480	1 480
Fuji Bank	1 900	1 970
Hitachi	1 470	1 480
Daewoo	1 530	1 530
Aluminum	840	847
Sony Corp.	4 850	4 850
Toyota Motors	1 920	1 930

CHANGES

Dollar : 5,41 F ↑

Le dollar s'inscrivait en légère hausse mercredi 21 avril, dans un marché sans orientation précise. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,41 francs contre 5,3791 francs mardi au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCOFONIE 20 avril 21 avril
Dollar (en DM) 1,978 1,987
TOKYO 20 avril 21 avril
Dollar (en yen) 118,25 118,35

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (21 avril) 9 316-9 516 %
New-York (20 avril) 7 13/16 %

BOURSES

19 avril 20 avril

SBF, base 100 : 91-12-91/1
Indice général CAC 538,27 532,38
SBF, base 1000 : 31-12-97
Indice CAC 40 1 968,91 1 948,33

NEW-YORK (indice Dow Jones)

19 avril 20 avril
Industriel 3 466,99 3 443,47
LONDRES (indice Financial Times)

19 avril 20 avril
100 valeurs 2 838 2 858,10
20 valeurs 2 288,69 2 224,90
Midi d'or 112,10 121,50
Fonds d'Etat 94,08 95,89

FRANCOFONIE

19 avril 20 avril
Dax 1 693,90 1 687,11
TOKYO

20 avril 21 avril
Nikkei Dow Jones 19 824,43 19 773,01
Indice général 1 543,34 1 532,56

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,4015	5,4025	5,4015	5,4015
Yen (100)	167,85	167,85	167,85	167,85
DM	6,5520	6,5570	6,5520	6,5520
Deutschmark	3,3776	3,3776	3,3776	3,3776
Franc suisse	2,0621	2,0621	2,0621	2,0621
Libra sterling (1000)	16,498	16,498	16,498	16,498
Libra sterling	16,498	16,498	16,498	16,498
Franc suisse (100)	4,6788	4,6788	4,6788	4,6788

TAUX D'INTERET DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4
Yen (100)	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 3/16	3 5/16
Yen	8 7/8	9 3/8	8 11/16	8 13/16	8 1/4	8 3/8
Deutschmark	8 1/16	8 3/16	7 13/16	7 15/16	7 3/8	7 1/2
Franc suisse	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8
Libra britannique (1000)	11 1/4	11 1/2	11 3/16	11 7/16	11 1/8	11 3/8
Libra sterling	5 7/8	6	5 7/8	6	6	6 1/8
Franc suisse (100)	13 1/4	13 5/8	13 1/4	13 3/4	12 15/16	13 7/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la Bourse.

BNPI

BNP INTERCONTINENTALE

Le Conseil d'Administration de la BNP INTERCONTINENTALE, réuni sous la présidence de M. René THOMAS, a arrêté les comptes de l'exercice 1992 au cours de sa séance du 14 Avril 1993.

Le résultat d'exploitation du Groupe atteint 565,1 millions de francs contre 504,9 millions en progression de près de 12 %.

Le résultat net consolidé du Groupe s'établit à 284,3 millions de francs en diminution de 27,8 %.

Le résultat net, part du Groupe, s'élève à 246,6 millions de francs en retrait de 30,6 %, ce qui représente un bénéfice net par action de 64,22 francs.

La BNP INTERCONTINENTALE, Maison-mère, a dégagé des résultats nets de 168,2 millions de francs, en retrait de 36 % en raison du montant des provisions constituées pour couvrir l'aggravation des risques, que n'ont pu compenser les bonnes performances de l'ensemble de ses succursales.

Dans ces conditions, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire un dividende de 11,50 francs par action procurant un revenu, avant fiscal compris, de 17,25 francs. Compte tenu de l'augmentation de capital consécutive au paiement du dividende en action en 1991 et de la distribution d'une action gratuite pour 10 anciennes, le montant total des dividendes versés au titre de 1992 atteindra 43.876.870 francs.

GROUPE

BNP

مكتبة من الأصول

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 21 AVRIL

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel									
Comptant	VALEURS	Cours précédent	Plus haut	Plus bas	Dernier cours	Différence	Comptant	VALEURS	Cours précédent
3300	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3300	CAISSE	5400
3301	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3301	CAISSE	5400
3302	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3302	CAISSE	5400
3303	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3303	CAISSE	5400
3304	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3304	CAISSE	5400
3305	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3305	CAISSE	5400
3306	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3306	CAISSE	5400
3307	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3307	CAISSE	5400
3308	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3308	CAISSE	5400
3309	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3309	CAISSE	5400
3310	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3310	CAISSE	5400
3311	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3311	CAISSE	5400
3312	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3312	CAISSE	5400
3313	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3313	CAISSE	5400
3314	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3314	CAISSE	5400
3315	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3315	CAISSE	5400
3316	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3316	CAISSE	5400
3317	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3317	CAISSE	5400
3318	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3318	CAISSE	5400
3319	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3319	CAISSE	5400
3320	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3320	CAISSE	5400
3321	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3321	CAISSE	5400
3322	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3322	CAISSE	5400
3323	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3323	CAISSE	5400
3324	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3324	CAISSE	5400
3325	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3325	CAISSE	5400
3326	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3326	CAISSE	5400
3327	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3327	CAISSE	5400
3328	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3328	CAISSE	5400
3329	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3329	CAISSE	5400
3330	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3330	CAISSE	5400
3331	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3331	CAISSE	5400
3332	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3332	CAISSE	5400
3333	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3333	CAISSE	5400
3334	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3334	CAISSE	5400
3335	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3335	CAISSE	5400
3336	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3336	CAISSE	5400
3337	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3337	CAISSE	5400
3338	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3338	CAISSE	5400
3339	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3339	CAISSE	5400
3340	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3340	CAISSE	5400
3341	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3341	CAISSE	5400
3342	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3342	CAISSE	5400
3343	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3343	CAISSE	5400
3344	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3344	CAISSE	5400
3345	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3345	CAISSE	5400
3346	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3346	CAISSE	5400
3347	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3347	CAISSE	5400
3348	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3348	CAISSE	5400
3349	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3349	CAISSE	5400
3350	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3350	CAISSE	5400
3351	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3351	CAISSE	5400
3352	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3352	CAISSE	5400
3353	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3353	CAISSE	5400
3354	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3354	CAISSE	5400
3355	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3355	CAISSE	5400
3356	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3356	CAISSE	5400
3357	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3357	CAISSE	5400
3358	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3358	CAISSE	5400
3359	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3359	CAISSE	5400
3360	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3360	CAISSE	5400
3361	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3361	CAISSE	5400
3362	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3362	CAISSE	5400
3363	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3363	CAISSE	5400
3364	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3364	CAISSE	5400
3365	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3365	CAISSE	5400
3366	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3366	CAISSE	5400
3367	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3367	CAISSE	5400
3368	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3368	CAISSE	5400
3369	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3369	CAISSE	5400
3370	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3370	CAISSE	5400
3371	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3371	CAISSE	5400
3372	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3372	CAISSE	5400
3373	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3373	CAISSE	5400
3374	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3374	CAISSE	5400
3375	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3375	CAISSE	5400
3376	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3376	CAISSE	5400
3377	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3377	CAISSE	5400
3378	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3378	CAISSE	5400
3379	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3379	CAISSE	5400
3380	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3380	CAISSE	5400
3381	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3381	CAISSE	5400
3382	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3382	CAISSE	5400
3383	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3383	CAISSE	5400
3384	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3384	CAISSE	5400
3385	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3385	CAISSE	5400
3386	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3386	CAISSE	5400
3387	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3387	CAISSE	5400
3388	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3388	CAISSE	5400
3389	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3389	CAISSE	5400
3390	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3390	CAISSE	5400
3391	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3391	CAISSE	5400
3392	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3392	CAISSE	5400
3393	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3393	CAISSE	5400
3394	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3394	CAISSE	5400
3395	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3395	CAISSE	5400
3396	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3396	CAISSE	5400
3397	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3397	CAISSE	5400
3398	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3398	CAISSE	5400
3399	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3399	CAISSE	5400
3400	CAISSE	5400	5400	5400	5400	-0.05	3400	CAISSE	5400

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

20/42

VALEURS	% de nominal	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc
---------	--------------	-------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	------------

CULTURE

L'embellie de Bourges

Suite de la première page

Pour réussir, Daniel Colling, qui dirige également le Zénith parisien, sait qu'il faut coller aux goûts du public.

Un public qui consomme de la variété française (les spectacles de Jacques Dutronc ou de Michel Jonasz devraient bientôt afficher complet), autant que du hard rock ou du rap, mais qui a besoin de savoir où il met les pieds. Les goûts sont aujourd'hui plus précis, plus sectorisés, plus sélectifs, « il fallait redonner à chaque salle (le festival en compte neuf) son identité en couvrant un maximum de tendances de la musique actuelle », poursuit Daniel Colling.

Pour la première soirée, dans la petite salle Gilles-Sandier, réservée depuis l'an passé aux bricoleurs noctambules, le duo Tab Two (trompette, basse) se livrait à d'étranges mixtures de sonorités sur food de haute technologie. Quelques heures plus tôt, au Palais des congrès, un mariage de raison entre Amina et Suzanne Vega avait été tenté. Le rapprochement fut injuste pour Amina, en constatant progressivement que Suzanne Vega emporta tout dans un concert ramassé — une petite heure de musique absolue, sans effets de scène, sans prétention, sans décibels outrés.

Frêle, flottant dans un immense pantalon à bretelles, retranscrite derrière ses mines de saie gosse inquiète, elle arpente la scène à grandes enjambées. Elle promène sa grâce au milieu des effets métalliques du groupe mené par Mitchell Fromm (le producteur de son dernier album, 99,9 °F, ici aux claviers). Entre la furie contrôlée des

chansons de 99,9 °F et la douceur de ses premières ballades, Suzanne Vega construit son concert comme une chanteuse de bar qui sait que pour gagner, elle doit capter l'attention des diners bavards. Elle finit par *Tom's Diner* à capella, souriante, toute endolorie du plaisir d'entendre le public reprendre sa comptine en chœur (1).

Pour cette première soirée, le Palais des congrès (deux mille places) n'était pas comble. Doit-on s'inquiéter de la timidité de ce démarrage? Comme tout festival, Bourges doit naviguer entre une programmation cohérente, et pour quoi pas audacieuse, et des exigences financières draconiennes. Mis en redressement judiciaire après une édition mastodontique et ruineuse qui avait creusé un trou de 8,5 millions de francs en 1989, le Printemps de Bourges avait failli mettre la clé sous la porte. Il ne fut sauvé qu'après avoir promis de suivre une solide cure d'amaigrissement, dont les efforts ont été répartis sur sept ans. Le voilà presque à mi-chemin de ce redressement.

Il faut aujourd'hui rentabiliser

Après des résultats insuffisants en 1992, cette édition devrait atteindre l'objectif prévu : 20,36 millions de francs de recettes, Daniel Colling est optimiste : il a prévu, explique-t-il, autant de billets (environ cinquante mille) en ce premier jour de festival qu'il en avait vendu au dernier jour de l'an passé. A cela, une cause immédiate : le retour d'un chapiteau de 6 000 places,

nécessaire pour cause d'acoustique défectueuse et de risque financier trop élevé en cas de remplissage insuffisant.

Mais il faut aujourd'hui rentabiliser des spectacles extrêmement coûteux (celui de Michel Jonasz par exemple) par l'adhésion massive du public. Les forfaits *in extremis* d'Etienne Daho et de Peter Gabriel auraient pu porter un rude coup au dispositif conçu par l'équipe du Printemps. Mais Dutronc est arrivé en Zorro salvateur, doublant son spectacle, tandis que Jean-Louis Aubert, aura à charge de remplir le chapiteau à la place du Britannique.

De toute façon, la billetterie n'apporte que 22 % des recettes. Pour le reste, il faut compter sur les parrainages (20 %), les partenaires professionnels (SACEM, ADAMI, Fonds de soutien des variétés qui apportent 10 %) et, surtout, sur l'Etat et les collectivités locales (37 %). La ville de Bourges, la région Centre et le département du Cher n'ont pas conou de changements politiques pendant l'année écoulée et devraient au moins maintenir leur engagement. Et l'on annonce la venue de Jacques Toubon, le nouveau ministre de la culture, pour samedi soir. Choisira-t-il d'assister au spectacle de Vanessa Paradis, à celui de Michel Jonasz, à la Nuit des conteurs facétieux ou à la Hip Funk Raga Party, qui mènera cette ultime nuit de Printemps jusqu'à l'aube dominicale?

VERONIQUE MORTAGNE

(1) « Le Monde Arts et Spectacles » daté 15 avril a publié un entretien avec Suzanne Vega.

Informations/logistiques : 1615 48-24-30-60. Minitel : 3815 PDE.

Mort du comique mexicain Cantinflas

L'acteur mexicain Cantinflas, connu en France pour son interprétation du rôle de l'espagnol dans le film *Le tour du monde en 80 jours*, est mort le 20 avril à Mexico d'un cancer du poulmon. Il avait quatre-vingt-un ans.

De son vrai nom Mario Moreno, Cantinflas d'avait tourné que deux films en France, dont *Le tour du monde en 80 jours*, avec Michael Anderson, et *Pepe*, de Georges Sidney, tous deux en 1960, mais il était l'un des comiques les plus populaires du monde hispanophone. Né dans un bidonville de Mexico, il avait commencé sa carrière en 1936 et avait imposé son personnage de clochard en guenilles qui se perdait dans d'interminables tirades qui ont donné naissance au *oologisme cantinflas*, qui se traduit par « parler pour ne rien dire ». Outre ses quarante-neuf films, son humour de *naumachie* comique avait contribué à la rendre célèbre.

Cantinflas était apparu pour la dernière fois à la télévision mexicaine en décembre 1992, aux côtés du président Gortari, qui avait annoncé l'organisation d'un hommage à l'acteur. — (AFP, UPI)

PARIS EN VISITES

JEUDI 22 AVRIL

« Hôtels et église de la Saint-Louis », 14 h 30, sortie musée Saint-Paul (département du passé).

« La galerie du gros caillou », 14 h 30, musée la Tour-Maubourg (Paris pittoresque et insolite).

« Les passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps » (premier parcours), 10 h 30, 1, rue du Louvre Paris Autour.

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, boulevard de la Chapelle (quatrième arrondissement, place Baudoyer (Paris antiques)).

« Exposition : le printemps des génies », 14 h 30, hall de la Bibliothèque nationale (D. Flaubert).

« Le village de Charente », 14 h 30, musée Porte de Bagneux (salle bd Mortier (C. Merle)).

« Exposition : le printemps des génies », 15 h 30, Bibliothèque nationale, 85, rue de Richelieu (Approche de l'art).

« Les célèbres tombes du cimetière de Pessy », 14 h 45, angle avenue Paul-Doumer et place du Trocadéro (V. de Langlet).

« Les passages couverts » (deuxième circuit), 14 h 30, musée du dix-neuvième arrondissement, musée Châteaudeau (Sauvegarde du Paris historique).

« Les appartements royaux du Louvre et la vie quotidienne de la Cour (places limitées), 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiques (Connaissance de Paris).

« Exposition : le siècle de Thiers », 13 h 20, hall du Grand Palais (D. Bouchard).

« Les salons du palais de Selim, chancellerie de la Légion d'honneur », 15 h 30, 64, rue de Lille (D. Bouchard).

« Hôtels et curiosités du Marais », 11 h 15, 15 h 30 et 17 h 45, musée Pont-Marie (Connaissance de l'art d'ailleurs).

« Le Marais juif, petites synagogues », 14 h 30, musée Saint-Paul (Art d'ailleurs).

« Les salons de la Bibliothèque de la Ville », 14 h 30, musée de la Ville de Paris (Musée de la Ville de Paris).

« L'ancien bourg Saint-Médard, son église et l'hôtel de ville », 14 h 30, devant l'église Saint-Médard, musée Censier-Daubenton (Paris capitale historique).

« L'ancien bourg Saint-Médard, son église et l'hôtel de ville », 14 h 30, devant l'église Saint-Médard, musée Censier-Daubenton (Paris capitale historique).

« L'ancien bourg Saint-Médard, son église et l'hôtel de ville », 14 h 30, devant l'église Saint-Médard, musée Censier-Daubenton (Paris capitale historique).

« L'ancien bourg Saint-Médard, son église et l'hôtel de ville », 14 h 30, devant l'église Saint-Médard, musée Censier-Daubenton (Paris capitale historique).

« L'ancien bourg Saint-Médard, son église et l'hôtel de ville », 14 h 30, devant l'église Saint-Médard, musée Censier-Daubenton (Paris capitale historique).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société
contant sur le compte de
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Croc
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tardif

15-17, rue de la Colonne-Pierre-Avin
75003 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDOPUB 634 128 F
Tél. 0466 466 466
12, rue de la Colonne-Pierre-Avin
75003 PARIS CEDEX 15

TELEMATIQUE
Composant 38-15 - Taper LAM
Imprimerie
de « Le Monde »
12, rue de la Colonne-Pierre-Avin
75003 PARIS CEDEX 15

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-39
Tél. 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS AUTRES PAYS
3 mois 536 F 572 F 790 F
6 mois 1 038 F 1 123 F 1 560 F
1 an 1 990 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif en demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - pending) is published daily for \$ 892 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1518 Champlain, N.Y. 11919 - USA.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1130 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 2965 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 Durée choisie : PP Paris 19

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CARNET DU Monde

Naissances

Il paraît français ou une autre langue, il vivra sur terre, peut-être même dans les nuages. C'est le nouveau venu et ou l'ainé.

Louis est né le 25 mars 1993.

Laura, Ariane, Estelle NAVARRO-GILLARD, 120, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris.

Décès

M^{me} Lydia Bismuth, son épouse, Evelyne et Régis Bismuth, ses enfants, M^{me} Clotilde Bismuth, sa mère,

M. et M^{me} Roland Bismuth, M. et M^{me} Jean-Pierre Hebert et leurs enfants, M^{me} Odette Amassien, M. et M^{me} Gilles Amassien et leurs enfants

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis BISMUTH, professeur agrégé des facultés de droit, avocat à la cour,

survenu à Cannes, le 19 avril 1993, à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 22 avril.

Réunion à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, porte de la Villette, à 14 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

3, rue Segond, 94300 Vincennes.

— Les associés, les collaborateurs et le personnel du cabinet Jeannot et associés,

ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Jean-Louis BISMUTH, professeur agrégé des facultés de droit, avocat à la cour et associé du cabinet,

survenu à Cannes, le 19 avril 1993, à l'âge de quarante-huit ans.

— Madame Jacques Balle, son épouse, Xavier-Edmond, Alexandra et Julien, ses trois enfants, ont la douleur de faire part de la disparition de

Jacques BULTEL, éditeur-publiste, survenu le 19 avril 1993.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité familiale, avec ses proches amis. Ceux qui l'ont connu ne l'oublieront pas.

— M^{me} Simone Courbin, son épouse, M. et M^{me} Jean-Bernard Courbin, M. et M^{me} Olivier Courbin, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès subit de

Charles-Paul COURBIN, survenu à Paris, le 10 avril 1993, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont lieu dans l'intimité familiale, en province.

13-15, rue du Général-Delestraint, 75016 Paris.

— Charles Demons, son épouse, Vincent, son fils, Michèle Baraton-Tartas, sa sœur, Emmanuelle et Matthieu Tartas, ses nièces et neveux, Les familles Demons et Baraton, ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Thérèse DEMONS, née Baraton, survenu le 19 avril 1993.

Un hommage lui sera rendu le jeudi 22 avril, à 11 heures, au funérarium du cimetière intercommunal des Joncherolles, 95, rue Marcel-Semba, 93430 Villeneuve.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, avec les proches amis, le 23 avril, à 14 h 30, à Cenne (64520).

53, rue de Châteauneuf, 75009 Paris. Au bourg, 64520 Cenne.

— La famille du Révérend Ian LEGERTON

a la tristesse de faire part de son décès, survenu le 9 avril 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 22 avril, à 10 h 30, en l'église anglicane Saint-Georges (Paris).

Ni fleurs ni couronnes.

25, rue des Grilles, 93500 Pantin.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Lacette DESCAGES-FOURESTIER, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique de Paris, officier de la Légion d'honneur, survenu le 15 avril 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une messe à sa mémoire sera célébrée le mercredi 28 avril, à 18 heures, en la basilique Sainte-Clotilde.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23 bis, rue Las-Cases, 75007 Paris.

(Le Monde du 21 avril)

— M^{me} François Hebert, son fils, M^{me} François Hebert, sa fille,

Jean-François, Stéphane, Nicolas et Sébastien, Michel, Franck, Prune et Donald, ses petits-enfants, Mathias, Marie, Suzanne, François et Jules, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

François HEBERT, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, directeur général honoraire de la SNCF, ingénieur en chef honoraire des Ponts et Chaussées,

survenu le 19 avril 1993, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'office religieux sera célébré en l'église de Saint-Mammès (77670), le jeudi 22 avril, à 15 h 30, par l'abbé Houdart.

— M^{me} André Jacomet, son épouse, M. et M^{me} Thierry Jacomet, M. et M^{me} Fabrice Jacomet, Le docteur et M^{me} Lionel Jacomet, M. et M^{me} Antoine Bastin, ses enfants, M^{me} Jean Cathala, sa belle-mère, M. et M^{me} Maurice Jacomet, son frère et sa belle-sœur, M^{me} Pierre Lamarche, sa sœur, M^{me} Jean-Noël Maury, Le professeur H.-P. Cathala, et M^{me} le docteur Françoise Cathala, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses oncles, petits-oncles, tantes et ses nombreux neveux, ont la douleur de faire part du décès de

M. André JACOMET, maître des requêtes honoraire, conseiller d'Etat honoraire, officier de la Légion d'honneur, survenu le 19 avril 1993, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 22 avril, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Pessy, Paris-16.

L'inhumation aura lieu, selon son désir, en Savoie, à Saint-Pierre-de-Soucy, à 17 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

docteur Jeanne LATIL, ayant travaillé dans le sillage du docteur Paul Carton, puis psychanalyste dans les débuts de la Société psychanalytique de Paris, survenu à Aix-en-Provence, le 9 avril 1993, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 22 avril, à 10 h 30, en l'église anglicane Saint-Georges (Paris).

Ni fleurs ni couronnes.

25, rue des Grilles, 93500 Pantin.

— Les familles Noël, Mooney, Tidiu, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert Albertic NOËL, survenu le 19 avril 1993 à Fort-de-France.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu à Fort-de-France, le 23 avril.

— Paris.

Christiane Vissuzaine a la tristesse de faire part du décès de son père,

Roger VISSUZAIN, architecte honoraire, survenu à Cazen, le 19 avril 1993, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Le service religieux sera célébré le jeudi 22 avril, à 15 h 30, en l'église de Colombiers-sur-Seulles (14430), suivi de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Duguy-Tronia, 75006 Paris.

— M^{me} Vn Ngoc Hoan, ses enfants, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

médecin général VU NGOC HOAN, survenu à l'âge de soixante et onze ans.

Le service religieux sera célébré le jeudi 22 avril, à 15 h 30, en l'église Saint-Martin de Lorvieux (78430).

72, avenue Schneider, 92140 Clamart.

Anniversaires

— Il y a un an, le 21 avril 1992,

M. Adrien DELATOURE, nous quitte.

Son épouse, Jeanne DELATOURE, née Deslaur, quittait les siens il y a six ans, le 3 avril.

Que tous ceux qui les ont connus et aimés se souviennent, en ce mois d'avril 1993,

de la part de leur fille, Danielle DELATOURE, née Deslaur, 16390 Pélissier, Tél. : 45-98-39-15.

Nos abonnés et nos collaborateurs, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde, se sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-25-34 ou 40-65-25-36 Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME.

s'ils nous parviennent avant à 18 heures, au siège du Monde, 15, rue Falguière, 75015 Paris. Tél. : 40-65-25-36

Télécopieur : 40-65-25-33 Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F Abonnés et actionnaires : 90 F Communications diverses : 100 F Thématiques : 60 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires (facturées). Minimum 10 lignes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6024

Moitié de fil. — XI. Ouverture. Est loin d'être simple.

VERTICALEMENT

1. Ne manque pas d'intensité. Symbole. — 2. Se trouva donc dans les meilleures dispositions. Possessif. — 3. Châssis. En France. — 4. Va et vient en Suède. Répét des avis de droite et de gauche. — 5. Ne manque pas d'hyponymie. — 6. Est familial. Beauf euf. — 7. Une façon de « saisir ». Garniture de buffet. — 8. Affluent de l'Oubangui. Casser parfois la graine. — 9. Travaille à la chaîne.

Solution du problème n° 6023

Horizontalement

1. Solitaire. — II. Universel. — III. Réve. Su. — IV. Existence. — V. Arie. — VI. Clé. Cipe. — VII. Ha. Taper. — VIII. Entoilé. — IX. Ris. Lente. — X. Ici. Et. Ru. — XI. Rênes. Air.

Verticalement

1. Suranchéris. — 2. Onex. Lances. — 3. Livid. Tait. — 4. Ives. — 5. T4. Tocius. — 6. Anétoles. — 7. Is. Nippes. — 8. Rescapé. Tr. — 9. Eau. Erreur.

GUY BROUTY

من الأصل

Les débats au sein du Parti socialiste et la prochaine élection présidentielle

Jacques Delors confirme qu'il n'est pas « candidat à la candidature » dans les « présentes circonstances »

L'acceptation de la nouvelle direction du Parti socialiste et la préparation des états généraux ont progressé à quelques jours de la réunion du comité directeur qui devra fixer, samedi 24 avril, les termes d'un accord entre ses différentes composantes. Michel Rocard s'est rendu, mardi 20 avril, devant les sénateurs socialistes, puis devant les députés européens du PS. En confirmant qu'il n'est pas « candidat à la candidature » présidentielle « dans les présentes circonstances », Jacques Delors laisse la voie libre au maire de Conflans-Sainte-Honorine dans une entreprise de « reconstruction » du PS.

Une trentaine de sénateurs, dont le président du groupe, Claude Estier (Paris), ainsi que Pierre Manry et Guy Allouche (Nord), ont participé, mardi, à la réunion du groupe dont l'ordre du

jour était l'audition de Michel Rocard. Une dizaine d'autres étaient réunis dans le bureau de Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort) notamment Michel Charasse (Puy-de-Dôme), qui n'est plus que « rattaché administratif » au groupe, et Françoise Seligmann (Hauts-de-Seine), tous trois fribourgeois.

Le groupe socialiste compte soixante et onze membres et apparentés. « Plus de la moitié d'entre eux ne sont pas d'accord avec le coup de force de Michel Rocard », a déclaré Michel Dreyfus-Schmidt.

De son côté, Claude Estier a rapporté les propos de Pierre Mauroy, selon lesquels le problème de la légitimité est « dépassé ». « Les militants veulent qu'on se rassemble. Le comité directeur doit avoir la sagesse d'aller vers le rassemblement, pour réunir les deux phases des états généraux de juillet et d'octobre », a déclaré le sénateur du Nord.

Claude Estier a souligné que les sénateurs présents n'avaient pas

émis de critiques après l'intervention de Michel Rocard, qui a réaffirmé que la question de l'élection présidentielle n'est pas à l'ordre du jour et qu'il souhaite mettre fin « le plus tôt possible » à la direction provisoire. Selon le président du groupe, cette direction provisoire disparaîtra « à la fin du processus des états généraux et du congrès constituant d'octobre ».

A Strasbourg, mardi soir, Michel Rocard, après avoir rencontré les représentants socialistes français au parlement européen, a affirmé qu'il conserve, « à terme, magnifiquement confiance » dans les effets du « big bang » qu'il avait appelé de ses vœux le 17 février dernier. La défaite du PS, a-t-il expliqué, « oblige à la restructuration de la coalition pour la transformation sociale en France ». « Appellons-la ainsi, a-t-il expliqué, car les écologistes n'ont pas le mot de gauche ».

Seize des vingt-deux parlementaires français du groupe socialiste étaient présents à la réunion avec Henri Saby ou Alain Bombard, fribourgeois, avaient fait savoir qu'ils seraient absents en raison de leurs désaccords avec le président de la direction provisoire du PS.

L'ancien premier ministre a participé, ensuite, à un dîner organisé par Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste européen, et rassemblant des représentants de plusieurs groupes politiques du Parlement de Strasbourg, dont Dominique Voynet, porte-parole des Verts et ancien député européen.

La participation de cette dernière est « un effet de la convivialité dans laquelle baignent mes amis parlementaires européens », a assuré Michel Rocard. « Je ne suis pas partant pour le « big bang », je n'y crois pas », a précisé, de son côté, Dominique Voynet. Dernier élément de satisfaction, et non le moindre, pour Michel Rocard, Jacques Delors a confirmé, mardi, sur TF1, qu'il n'est toujours pas « candidat à la candidature » à l'élection présidentielle.

Interrogé en marge d'une visite en Suède sur une éventuelle candidature de sa part, le président de la Commission européenne a déclaré : « On m'oblige à y réfléchir, mais, pour l'instant, ma réponse est toujours la même : dans les présentes circonstances, je ne suis pas candidat à la candidature ». Les circonstances peuvent, certes, changer, mais Jacques Delors refuse, pour le moment, d'offrir son drapeau à un éventuel regroupement contre Michel Rocard en sein du PS.

P. J.

La réunion du conseil des ministres

Le financement de la Sécurité sociale pourrait « mettre en cause l'avenir de la protection », déclare M. Sarkozy

Le conseil des ministres, réuni mercredi 21 avril, au palais de l'Élysée sous la présidence de François Mitterrand, a entendu deux communications jugées « extrêmement importantes » par Edouard Balladur, selon Nicolas Sarkozy, porte-parole du gouvernement. Le premier, présenté par le premier ministre lui-même, a porté sur le contrôle par le Parlement des actes communautaires. A la suite du débat qui s'était déroulé sur ce thème à la conférence des présidents de l'Assemblée nationale, mardi 20 avril, M. Balladur a souhaité « très fermement » que le Parlement soit mieux associé à l'élaboration des normes communautaires. Le premier ministre a indiqué que le gouvernement tiendra compte des avis du Parlement, même si ce dernier ne disposera pas pour autant d'un droit de veto.

La dernière communication a été faite par Simone Veil, ministre d'État, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville sur l'état des

comptes de la Sécurité sociale. M. Veil, après avoir regretté que la commission des comptes de la Sécurité sociale n'ait pas été réunie selon l'usage à la fin de 1992, a indiqué qu'elle le sera en juin. A propos du déficit du régime général, M. Sarkozy a fait remarquer que le problème du financement, « qui n'est pas un énigme trou de la « sécu » mais une situation sans précédent », pourrait « mettre en cause l'avenir de la protection sociale ». « Des décisions seront prises qui feront appel aux efforts de tous », a ajouté le porte-parole, qui a estimé que ces décisions devraient apparaître dès le collectif budgétaire, dont la présentation est

amendée au conseil des ministres du 5 mai prochain.

M. Sarkozy a considéré que le projet de diminution du traitement des ministres est une « excellente décision ». « Au moment où la France s'apprête à demander des efforts à tous, il est des symboles qui parlent et qui comptent », a ajouté le porte-parole.

Le conseil a enfin adopté deux projets de loi. Le premier, présenté par Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, est relatif au code de la consommation, et le second, présenté par Jean Pouché, ministre de l'agriculture et de la pêche, constitue le livre VIII du nouveau code rural.

■ Nouvelle-Calédonie : François Burel (Union calédonienne) espère que Dominique Perben « ne s'enlèvera pas dans un gaullisme étroit ».

■ François Burel, président de l'Union calédonienne (composante majoritaire du FLNKS) a émis le souhait, lundi 19 avril, dans une

déclaration à l'AEP, que Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, « ne s'enlèvera pas dans un gaullisme étroit » à propos du dossier calédonien. « Nous attendons de M. Perben qu'il nous aide à ce que le pays soit porteur d'espérance », a précisé M. Burel.

EN BREF

■ Un officier espagnol pourrait remplacer le général Morillon. Le général espagnol Delmiro Prado, actuel adjoint du général Philippe Morillon, commandant de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) en Bosnie-Herzégovine, remplacera ce dernier s'il quitte ses fonctions, a-t-on appris, mardi 20 avril, auprès du ministre de la défense à Madrid. Agé de cinquante-six ans, le général de brigade Delmiro Prado était, peu avant son affectation en Bosnie, professeur à l'École supérieure de l'armée en Espagne. — (AFP)

■ Des armes israéliennes pour les musulmans. Des marchands d'armes israéliens sont en train de vendre des armes légères et des munitions aux forces musulmanes de Bosnie-Herzégovine, a rapporté, mardi 20 avril, la télévision de Jérusalem. Celle-ci ne cite pas ses sources et explique que ces transac-

tions ne sont pas officielles mais plutôt le fait de fabricants d'armes privés.

■ Démission du conservateur des musées de Strasbourg. — Roland Reicht, conservateur en chef des huit musées de Strasbourg depuis sept ans, a annoncé sa démission au 1^{er} octobre prochain. Il occupera la chaire d'histoire de l'art de l'université des sciences humaines de Strasbourg. Spécialiste du Moyen Âge, fervent avocat des arts plastiques contemporains, il avait été nommé à la tête des musées municipaux en janvier 1986 par le maire UDF-CDS d'alors, Marcel Rudloff. Il a été le promoteur du projet de musée d'art moderne pour lequel l'équipe municipale a pris fait et cause, mais qui ne pourra aboutir avant plusieurs années (Le Monde du 4 février). Son départ souligne les obstacles et les désaccords qui ont entravés le futur musée. — (Corr)

SOMMAIRE

DÉBATS

Justice : « Le poids de l'histoire », par Philippe Robert ; « Redonner confiance aux juges », par Valéry Turcoy 2

ÉTRANGER

Les conflits dans l'ex-Yougoslavie 3
La préparation du référendum du 25 avril en Russie 4
Italie : l'enquête sur les relations de M. Andreotti avec la Mafia 4
Bill Clinton assume « l'entière responsabilité » de l'assaut donné contre la ferme des davidiens à Waco 6
Egypte : le ministre de l'Information a été blessé dans un attentat 6
Sénégal : des dizaines de rebelles ont été tués en Casamance dans un affrontement avec l'armée 6
Angola : le siège de Cuito par les troupes de l'UNITA 6
La GATT et la monnaie au centre des entretiens d'Edouard Balladur et Helmut Kohl 7

POLITIQUE

Le premier ministre ne retient pas pour l'immédiat la proposition de l'UDF sur la formation professionnelle 8
M. Glacard d'Estaling demande « une application rapide et conforme » de la plate-forme UDF-PPR 8
Les projets de réforme de Philippe Séguin à l'Assemblée nationale 8

SOCIÉTÉ

Viol et assassinat d'un enfant dans le Gard 10
Des zones d'ombre subsistent autour du meurtre de Jacques Roussel 10
Football : Auxerre éliminé de la Coupe de l'UEFA 11

Voile : le pari gagné de Bruno Peyron 11

ÉCONOMIE

La mise en œuvre des mesures gouvernementales 13
Les marchés financiers espèrent un nouveau signe de la Bundesbank sur le décalage des taux 14
Le congrès de la FNSEA 15
Vis des entreprises 16

COMMUNICATION

Le bilan du trentième MIP-TV à Cannes 15
Les attributions d'Alain Carignon 15

ARTS • SPECTACLES

■ L'hommage de l'Opéra de Paris à George Balanchine 21
■ Les mariés de la tour Eiffel, au Théâtre des Champs-Élysées 21
■ La peinture française du XVII^e siècle à Rennes 21
■ L'évangile selon Aréthuse Franklin 21 à 30

Services

Abonnements 18
Annonces classées 12
Automobile 16
Carnet 18
Marchés financiers 16 et 17
Météorologie 19
Mots croisés 18
Radio-télévision 19

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts et Spectacles » folioté 21 à 30

Le numéro du « Monde » daté 21 avril 1993 a été tiré à 466 549 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » :

Horkheimer, l'homme sans illusions

De retour en Allemagne après la nuit noire, le philosophe Max Horkheimer (mort en 1973) a noté pendant vingt ans (1949-1968) ses réflexions sur nos manières de vivre. Roger-Pol Droit analyse les carnets de ce philosophe déchiré entre désespoir lucide et espérance muette.

L'Everest a « perdu » deux mètres

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Deux mètres en moins. Le géant de la terre soit, depuis mardi 20 avril à 12 heures, qu'il ne mesure que 8 848,10 mètres. L'Everest n'a pas pour autant perdu de sa superbe, et l'enthousiasme sur tous les sommets du monde reste entier. La révélation de ce « tassement » a été faite au cours du Salon international de la haute horlogerie, qui se tient actuellement à Genève. L'un des exposants helvétiques, particulièrement soucieux sur la précision, a en effet financé, il y a quelques mois, une expédition sur l'Everest réunissant des scientifiques italiens et chinois afin de déterminer la juste hauteur de ce sommet.

Ceux-ci ont utilisé, au mois de septembre 1992, les compétences himalayennes du guide Benoît Charnoux. Avec l'aide de plusieurs sherpas, il a transporté sur le Toit du monde 15 kilos de matériel, dont un trépied de 3 mètres de haut, supportant des prismes qui devaient réfléchir les rayons laser émis 10 kilomètres plus bas, à une altitude de 5 800 mètres. Des mesures ont ainsi pu être effectuées depuis les versants népalois et tibétains de l'Everest, grâce à la méthode traditionnelle de triangulation. Mais l'équipe italo-chinoise a également utilisé, pour fixer la hauteur de l'Everest, une balise qui fut mise en connexion avec plusieurs satellites.

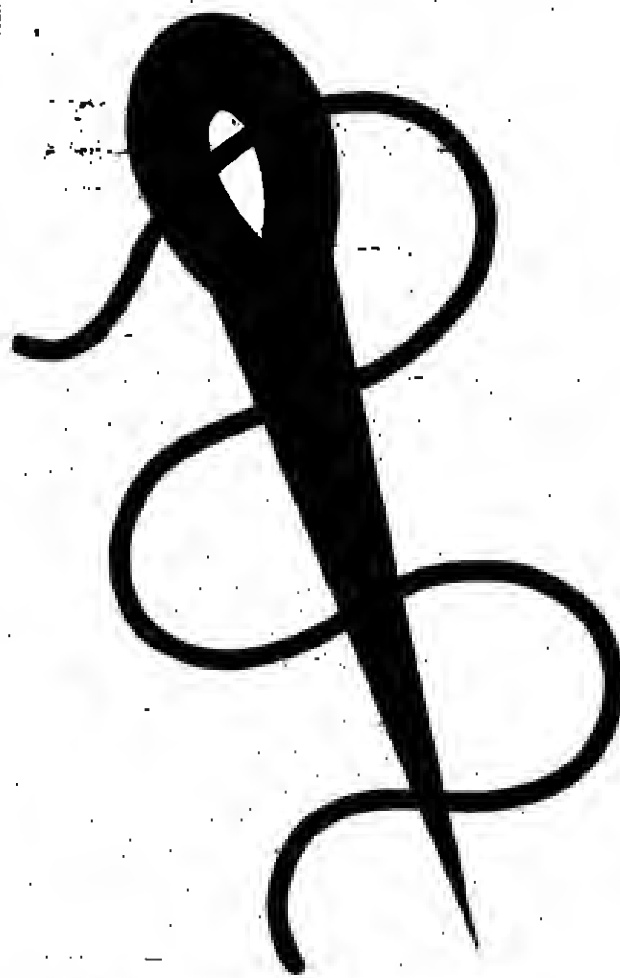
Cette méthode, dite GPS (global positioning system), a déterminé, à quelques millimètres près, une hauteur voisine : 8 848,829 mètres — de celle obtenue par les opérations de triangulation 8 848,865 mètres. Un sondage manuel a ensuite permis de déterminer l'épaisseur de neige qui recouvre le plus haut sommet rocheux du monde, soit 2,55 mètres. Restent donc 8 848,10 mètres. La première mesure officielle de l'Everest, effectuée dans les années 1949-1950, avait fixé à 8 892 mètres — avec une incertitude de plus ou moins 3 mètres — l'altitude de ce sommet. En 1974, des scientifiques chinois avaient abaissé la prestigieuse cime jusqu'à 8 848,13 mètres.

Selon le professeur Giorgio Poratti, chef de la mission scientifique italienne, l'erreur de deux mètres commise en 1974 a pu être corrigée cette fois-ci grâce aux moyens nouveaux et puissants mis en œuvre lors de l'expédition de septembre 1992. Les données recueillies devraient permettre désormais d'étudier les mouvements de la Terre, et notamment l'évolution géodynamique de la croûte terrestre. Montagne encore jeune, l'Everest continuerait en effet à grandir, selon les observations qui seront réalisées permettront peut-être de mesurer l'importance de cette évolution.

CLAUDE FRANÇILLON

OFFRE DE REPRISE MACINTOSH

Plus que 8 jours pour la reprise que votre bas de laine attendait.



Offre de reprise valable jusqu'au 30 Avril.

MATÉRIEL NOUVEAU	APPLE	MAC II	PC
IC III/Centris 610/DuoDock	3 000 F	3 000 F	2 000 F
Centris 650/Quadra 800/950	3 000 F	5 000 F	2 000 F

Jusqu'au 30 Avril 1993, IC vous offre entre 2000 et 5000 F de reprise sur l'achat d'un Macintosh nouvelle génération. Vu les prix, les conseils et les services (PAO, gestion, maintenance) garantis par IC, on dirait que les affaires reprennent !



ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

10 MAUBOURG PARIS 14 (1) 42 72 26 26 • 10 VERDUN PARIS 12 (1) 42 86 90 90
10 MICHEL VALLET PARIS 15 (1) 40 56 00 00 • 10 MARSEILLE 84 91 37 25 00
10 THULOUSE 61 25 62 32 • 10 NANTES 40 47 08 02 • 10 LYON 78 52 30 35
10 AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 • 10 AVIGNON 90 82 22 22

مكتبة من الأصول

ARTS • SPECTACLES



George Balanchine par George Platt Lynes, vers 1941.

L'OPÉRA DE PARIS REND HOMMAGE A GEORGÉ BALANCHINE

LE JOURNAL D'UN SCULPTEUR DE CORPS

JUSTE une hypothèse : George Balanchine (né Georgi Melitonovitch Balanchivadze, en 1904, à Saint-Petersbourg) est devenu chorégraphe parce qu'il aimait les femmes. Enfin, à sa manière. Comme un sculpteur s'empare de la terre pour lui donner forme. Le corps de la femme est son matériau suprême. Parfois, il tombe fou amoureux d'une de ses sculptures. Normal, elles sont l'expression d'un fantasme : des merveilles « tout en os ». Pas l'ombre d'une rondeur ne doit venir gâcher la ligne générale. Il y a du Giacometti chez Balanchine. Heuteur de jambes hors du commun, petit buste sans seins, long col et jolis masques à l'expression hautaine. La femme est un objet de désir, une déesse, un prototype. On ne touche pas. On admire l'œuvre du maître.

Il arrive parfois qu'une de ces belles du seigneur soit parfaite. Alors Balanchine l'épouse. Il s'est marié cinq fois. Début précoce à dix-huit ans avec Tamara Geva. Suivront Alexandra Danilova, Vera Zorina, Maria Tallchief, d'ascendance indienne, et Tanaquil LeClercq, atteinte de paralysie en 1956, dont le chorégraphe divorça, au Mexique, en 1969. Cinq beautés, cinq sublimes interprètes. « J'aurais dû n'en épouser aucune. Je suis un nuage en pantalon. Je suis un travailleur, un jardinier. Je suis un Verseau, et un Verseau n'est pas du tout supposé être un mâle, mais l'eau et l'air ! » On l'aura compris, le chorégraphe n'est ni Tarzan ni King-Kong. C'est un collectionneur. Il cherche la pièce unique. Ses danseuses sont tout à sa dévotion. Il les habille, leur achète des parfums accordés à leur personnalité. Il est un tyran aux manières exquises. Pas besoin d'élever la voix. D'ailleurs Balanchine parle peu. Il montre ce qu'il veut. Avec son corps. Il fut danseur au Kirov de Saint-Petersbourg, puis à Paris chez Diaghilev qui, très vite, lui fit prendre ses galons de chorégraphe.

Suzanne Farrell, quintessence de l'héroïne balanchinienne. Le chorégraphe en était fou. Muse magnifique, elle fut la dernière, l'ultime, celle que Pygmalion ne pouvait épouser. Il était trop âgé et le savait. Elle lui échappa définitivement le jour où elle convola avec un danseur de la compagnie, le Péruvien Paul Mejia. Ambiance terrible. Elle dut s'exiler chez Béjart (1969-1975). Six ans de réflexion avant que Balanchine ne la réintègre...

Balanchine est mort le 30 avril 1983. Il a changé la face du ballet classique en s'expatriant de Russie aux États-Unis. Tous les chorégraphes revendiquent son héritage. William Forsythe en tête. Le chorégraphe ne s'en souciait guère. Il n'aimait que le présent, intensément, les femmes et la musique, éperdument. Histoire d'un collectionneur quasi obsessionnel.

Balanchine est mort il y a dix ans, le 30 avril 1983, à New-York. Il avait soixante-dix-neuf ans. Cinquante ans auparavant, en choisissant les États-Unis comme patrie d'adoption, se doutait-il qu'il allait changer la face de la danse ? Passons rapidement sur les étapes européennes : l'enfant, qui veut être pianiste, se révèle un danseur surdoué, s'essayant à chorégraphe dès seize ans, sous l'influence de l'avant-gardiste Kasyan Golitzovski ; le Kirov qui rouvre après la révolution ; le passage à l'Onest en 1924 ; chorégraphe de Diaghilev, il remplace Bronislava Nijinska. Il e vingt et un ans.

Son talent, selon ses proches, « coulait de lui comme une fontaine » : 1926, la Pastorale, musique d'Auric ; Jack in the Box, musique de Satie ; 1927, la Chatte, musique de Sauguet. Il s'envole sur les cimes avec Apollon, musique de Stravinsky. Ce ballet, créé le 12 juin 1928 au Théâtre Sarah-Bernhardt, scelle la rencontre historique du chorégraphe et du compositeur, tous deux à la recherche de formes nouvelles, de volumes et d'intensité, différents. Ils veulent anticiper sur leur époque. Diaghilev meurt. Balanchine rencontre alors l'Américain Lincoln Kirstein. Ce dernier le persuade d'imaginer son avenir outre-Atlantique. Après de multiples péripéties aux États-Unis — et un retour aux commandes de l'Opéra de Paris (!) en 1947, — Balanchine retrouve la Côte est et sa troupe prend désormais le nom de New York City Ballet l'année suivante. Ses danseurs le surnomment alors Mister B.

« Dans le ballet, la femme vient en premier ; partout ailleurs, c'est l'homme ! » La chose est entendue. Deux indices peuvent expliquer une telle primauté féminine : le désir d'inverser le postulat de Diaghilev qui, progressivement, avait mis l'homme au centre de sa création, qu'il soit danseur, chorégraphe ou peintre ; le corps des Américaines, et leurs grands pieds qui permettent des pointes irréfutables, leurs longues mains qui étirent le mouvement des bras. Ces indices seront les bases de la construction de ce qu'il est convenu d'appeler le « classique contemporain ».

Seul aussi un Européen entouré de la réputation de libertinage liée au Vieux Continent pouvait, dans cette Amérique puritaine de l'après-guerre, soutenir le pari d'un ballet de femmes, débarrassé du tutu et du costume, corps glorifiés et beaux. Il y des danseurs, bien sûr. Pour les porter, les mettre en valeur. Déhanchements, grâce des bras, pointes, ciseaux, la vision que Balanchine avait de la danse pouvait difficilement s'appliquer aux jeunes gens. Seules Européennes à avoir trouvé grâce à ses yeux : Violette Verdy et Karin von Aroldingen.

DOMINIQUE FRÉTARD

Lire la suite page 22

LES MARIÉS DE LA TOUR EIFFEL

PAGE 23

Après Parade (Picasso et Satie n'avaient pas été très émeubles avec Jeon Coc-téeu), après le Bouff sur le toit (Dufy et Milhaud permirent cette fois au poète de donner sa mesure), vinrent en 1921 les Mariés de la tour Eiffel, un coup de maître de Cocteau et du groupe des Six. Au Théâtre des Champs-Élysées le 23 avril (plus tard sur France 3), l'Orchestre national de Lille, dirigé par Jean-Claude Casadesu, nous donne une nouvelle version de cette œuvre éilante et libre. (Lire page 23 les articles de Michel Comtet et Alain Lompech.)

PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e A RENNES

PAGE 24

Le Musée de Rennes, avec le Musée Fabre de Montpellier, reçoit la Peinture française au XVII^e siècle, exposition réunissant 130 toiles prêtées par les musées de province. Quand des artistes méconnus volent la vedette aux maîtres les plus illustres. (Lire le reportage de Philippe Degen page 24.)

ARETHA FRANKLIN

PAGE 30

Une imposante compilation, justement intitulée Queen of The Soul, paraît et ressemble l'essentiel des enregistrements d'Aretha Franklin, née à Detroit (États-Unis) d'un pasteur de l'Église baptiste. Chanteuse de gospel et de rhythm'n'blues, pianiste, auteur : rarement autant de qualités auront été réunies dans la voix et le cœur d'une artiste. (Lire l'article de Thomas Sotinel page 30.)



LE JOURNAL D'UN SCULPTEUR DE CORPS

Suite de la page 21

Il créa une école d'où, parmi beaucoup d'appelées, sortirent les élues. Chaque matin, il donnait la classe pour les danseuses ayant intégré le ballet. Maria Calliari, une des dernières à avoir été nommée soliste du vivant de Mister B., nous racontait, deux mois après la disparition du créateur : « Mister Balanchine aimait travailler d'une manière extrêmement versatile. Chaque jour, il changeait l'ordre des pas. C'est ainsi que le corps s'épanouissait. Le corps est lent à apprendre. Exagérer est une nécessité. C'est la raison pour laquelle nous faisons cent tentatives de suite. Les gens ont un mouvement de recul quand ils entendent cela. Mais finalement, c'est ça le bonheur ! » On s'étonnera toujours de cette phrase du chorégraphe, dite avec ravissement à son biographe Bernard Taper (1) : « Les membres de la compagnie m'appellent « mère ». Mère, c'est mieux que père ! »

Le jeune Petersbourgeois, qui voulait être pianiste, a conçu lui-même des instruments parfaits pour être chorégraphe - maître de ballet était le seul titre qu'il supportait - à la manière d'un chef d'orchestre. Il arrivait s'adonner à sa passion d'enfant : la musique. Il arrivait aux répétitions avec les partitions en tête. Il les façonnait directement sur les corps et dans l'espace. « Le plus

important dans le ballet, c'est l'orchestre, et j'exige toujours des formations au grand complet, dirigées par des chefs qualifiés. » Irving Berlin quitta le Royal Ballet pour sa compagnie. Et Stravinsky se révéla être le compagnon de route idéal, le père spirituel, celui avec qui il collabora plus de vingt fois. Mister B. écrivait en 1947 : « Dans la musique de Stravinsky, l'élément dansant qui domine, c'est la pulsation. Elle est régulière, insistante, pleine de santé, toujours rassurante (...). L'interprète ne doit pas craindre (comme beaucoup le font, hélas !) l'usage dynamique que fait Stravinsky du silence. Il doit lui accorder sa confiance. C'est dans ce sens du temps mesuré, dans cette ponctuation extrême, toujours en équilibre, de son existence que nous trouvons l'un des vivants secrets de sa musique. »

Et Stravinsky répondait : « Voir la chorégraphie de Balanchine, c'est écouter la musique avec un œil. Son écoute visuelle a été pour moi une grande révélation, plus que pour n'importe qui d'autre. La chorégraphie intensifie des rapports dont j'étais à peine conscient ; le spectacle paraissait être une construction dont j'aurais tracé les plans sans jamais en avoir exploré le résultat. » Ces propos montrent le degré d'abstraction musicale auquel le chorégraphe russe était arrivé, loin de Petipa, loin des ballets de Diaghilev. Visualiser la musique avec le mouvement. Il y a déjà du Cunningham dans Balanchine. Cunningham qui, de son côté, travaillait déjà avec John Cage, et auquel il arrivait de prendre des cours chez Balanchine. Il faudra, un jour, savoir pourquoi les deux grandes histoires danse/musique du siècle se sont écrites aux États-Unis.

Celle de Balanchine et de Stravinsky reprend dès 1942, à New-York, avec le Ballet des Éléphants, chorégraphié sur Circus Polka, au bénéfice des forces armées. Partition composée à la demande de Balanchine pour cinquante - très jeunes - danseuses et cinquante - très jeunes - éléphants du cirque Ringling Brothers and Barnum & Bailey. Les deux hommes aimaient s'amuser. La première eut lieu au Madison Square, le 9 avril.

On s'accorde à penser qu'Agon est leur plus bel enfant (1957). Stravinsky l'avait sous-titré « combat dansé ». Il s'agit, en réalité, d'une interprétation de

DANSE

HOMMAGE A GEORGE BALANCHINE

danses de cour du dix-huitième, avec sarabande, branle simple, branle gai, branle double du Poitou. Stravinsky meurt en 1971. En 1972, Balanchine, en plus d'une saison normale, a préparé un hommage à son ami, ce qui nécessite une organisation proche d'une sorte de débarquement en Normandie en miniature, se souvient Lincoln Kirstein. Avec sept créations - dont le merveilleux Concerto pour violon - Mister B. donna une réplique géniale à tous ceux qui l'accusaient de connaître une baisse de régime face au talent ascendant de Jerome Robbins. Ce dernier venait de rejoindre (1969) le New York City Ballet, après une absence de dix ans, tout auréolé du triomphe de West Side Story (il apportait, il est vrai, des chefs-d'œuvre : Dances at the Gathering, In the Night, les Variations Goldberg et Valse d'un soir). Plusieurs des ballets créés exprès pour l'hommage au compositeur sur ses propres musiques - Sonata, Symphonie en trois mouvements, Concerto pour violon, Divertimento du Baiser de la fée, Danses concertantes, Scherzo à la russe, Symphonie de psaumes - étaient tous de l'excellent Balanchine.

« Je ne cherche pas et n'ai jamais cherché à faire des choses géniales. Ce que je crée est fait pour durer. » Il équilibrait une soirée en donnant, parallèlement à ses ballets géométriques, complexes, des pièces plus faciles. Il y a du Balanchine qui ressemble à Marius Petipa. Le Fils prodigue (décors de Georges Rouault), par exemple, culmine sur les sommets mélangés de la psychanalyse et de la pompe russe. Il y a du Balanchine qui n'a rien de « balanchinien ». Et qui ne manque pas de surprendre et de décevoir. Chassez l'âme slave, elle revient au galop.

Il était de bon ton pour les admirateurs de Stravinsky de tenir Tchaïkovski pour un vain. Balanchine a toujours gardé son affection pour le compositeur de Casse-Noisettes, de la Belle au bois dormant, du Lac des cygnes. « On prétend que Tchaïkovski n'a jamais rien composé de bon que ses merveilleuses mélodies. Mais c'est faux ! Il entrelace les mélodies d'une façon très complexe, on dirait qu'il construit une cathédrale gothique, produisant des harmonies pleines d'imagination et développant sa musique à travers des tonalités différentes de manière magistrale. » Et d'ajouter : « Tchaïkovski est pour moi le Poussin de la musique : un talent extraordinaire, le sens des proportions exactes, la noblesse. Et sa musique reste élégante, dansable. Poussin écrit mieux que personne sur l'art du ballet » (Conversations avec George Balanchine, variations sur Tchaïkovski, par Solomon Volkov, Éditions L'Arche, 1988). Fidélité à l'esprit de Saint-Petersbourg.

Mister B. admirait, comme un petit garçon, tout ce qui était américain. Des grands espaces aux westerns. Du corps des films - plus forts, plus rapides - aux comédies musicales. Il chorégraphia vingt comédies musicales, dont On your Toes, Babes in Arms et les Ziegfeld Follies. Il avait débuté dans ce genre, à Londres, en 1931, avec des ballets pour la Charles B. Cochran Revue. En référence à son maître Goldizovski, Balanchine savait que la danse classique avait sa place partout. Qu'elle pouvait vivre sur toutes les musiques. Il collabora au cinéma. Son rêve : jouer de toute la liberté du créateur, et non pas avoir à convaincre un Sam Goldwyn du bien-fondé de ses idées. Comme ce

fut le cas pour Un Américain à Paris, projet dont Balanchine fut déchargé après que le producteur n'eut pas du tout apprécié tant d'invention et de fantaisie. Le producteur crut qu'il se moquait de lui. Une expérience qui renforça la certitude de l'artiste qu'une direction s'assume seul.

Du vivant de Mister B., le New York City Ballet incarne la perfection. Les lignes, la rapidité d'exécution, l'unisson des ensembles, rien n'échappe à l'œil du maître. Suzanne Farrell raconte que le bonheur consistait à faire en scène un petit geste, parfait, que personne ne remarquait, sauf le chorégraphe. Une production de cent cinquante-trois ballets et vingt comédies musicales. Ses dernières créations datent de 1982, sur des musiques de Stravinsky : Tango, l'Arche de Noé, Perséphone et Variations pour orchestre, solo destiné à Suzanne Farrell. Le NYCB est venu pour la première fois à Paris en 1952. En 1976, la compagnie triompha au Théâtre des Champs-Élysées : Kay Mazo et Peter Martins, Karin von Arolingen et Jean-Pierre Bonnefous, un transfige de l'Opéra de Paris, Suzanne Farrell.

Les critiques négatives apparaissent quand la santé de Balanchine commence à se détériorer, à la fin des années 80. Moins à même de surveiller sa compagnie, sa danse prend des contours flous, s'évanouit. Alors qu'elle doit être d'une précision impitoyable pour tenir ce rapport délicat et vital qu'elle noue avec la musique. Au mois de juillet 1983, trois mois après la disparition de Mister B., nous avons vu la compagnie dans sa résidence d'été de Saratoga, au nord de New-York. Un site magnifique, des ballets parfaits, sur lesquels veillaient John Martins et John Taras, les maîtres de ballet. Chacun dansait avec cette intensité ambiguë qu'apporte une tristesse proche du désespoir. Lors de son dernier passage à Paris, en 1989, le NYCB a fait une triste prestation. En 1990, Jerome Robbins prenait congé de l'illustre ballet. C'est donc Suzanne Farrell et John Clifford qui viennent faire répéter les ballets de l'hommage que s'apprête à rendre l'Opéra-Garnier au chorégraphe.

Interrogé sur l'avenir de sa création et de ses créatures, Balanchine, « le nuage en pantalon », avouait : « Cela m'est indifférent. Si mes amis ou les jeunes de la compagnie veulent continuer, je n'y vois pas d'inconvénient. J'espère qu'ils seront capables de le faire. Sincèrement, cela ne signifie rien pour moi. Seul le présent est beau. »

Balanchine, qui avait autant de courtoisie que d'humour, réconfortait son biographe, inquiet de ne pas avoir écrit l'homme privé : « Vous devriez faire comme si vous écriviez sur un cheval de course. Les chevaux de course ne tiennent pas de journal. »

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) Balanchine, de Bernard Taper, McMillan, 1974, (Lattès, 1980.)

* Hommage à Balanchine, par le Ballet de l'Opéra-Garnier : Concerto Barocco (1951), Tzigane (1975), le Fils prodigue (1979), les Quatre Tempéraments (1983). Les 28, 29, 30 avril et les 3, 4, 5 mai, 19 h 30. Réservations : 47-42-53-71. De 30 F à 360 F.



Ci-dessus : George Balanchine et Suzanne Farrell répètent « Variations ». 1986.

Ci-contre, à gauche : Balanchine et Stravinsky travaillaient sur « Agon ». 1957.

Ci-contre à droite : Jerome Robbins et Marie Tellichief dans « le Fils prodigue ». 1950.

مكتبة من الأصل

PANTOMIME

« LES MARIÉS DE LA TOUR EIFFEL » AU THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

PAS ET FAUX PAS D'UN PIANO SANS PÉDALES

Sortir les objets et les sentiments de la brume, les montrer soudain si nus et si vifs que l'on ait peine à les reconnaître : c'est Jean Cocteau qui, en 1920, réclame le grand débarbouillage, le « lifting » intégral, du vieil art du théâtre. Guillaume Apollinaire l'a soutenu dans cette offensive : il a exigé un théâtre simple, rapide, avec les raccourcis et les grossissements qui s'imposent (en toute modestie Apollinaire constate que Cocteau et lui-même sont les deux rois de la poésie). Vérification avec « Les Mariés de la tour Eiffel », une œuvre peu jouée que nous donne l'Orchestre de Lille dirigé par Jean-Claude Casadesu.

ENTRE les deux guerres commence une vraie mutinerie des poètes contre la pauvre chose branlante, radotante, qu'à leur sentiment est devenue la scène. Toutes les pièces, y compris les plus ambitieuses (Ibsen par exemple), proposent la même manivelle : des acteurs se dévouent à contrefaire « imitativement » des pékins qui entrent, sortent, causent, naviguent dans des brouilleries d'argent, d'affaires, de couche-couche. C'est partout le même rata tiède, glauque, triste, le même « naturalisme en trompe-l'œil des pièces de meurs », dit Apollinaire.

L'imagination scénique propre, le génie créateur déterminé, qui ont engendré l'art du théâtre en soi, d'Eschyle à Büchner, d'Aristophane à Molière, de Shakespeare à Kleist, n'existe plus. Ne s'attardent sur les planches qu'une paresse, un « faire comme si », un simili des heures quelconques, un faux qui n'ose pas dire son nom. Jean Giraudoux observe (sans plus, pour rire) : « On disait il est cinq heures, et il y avait une vraie pendule qui sonnait cinq heures. Si la pendule sonne cent deux heures, ça commence à être du théâtre ». Jean Cocteau, plus doctoral pour une fois, appelle la peinture en renfort : « Peindre consiste, soit à tromper l'œil et en quelque sorte faire des faux, soit à ne tromper personne et, par l'enlèvement d'un modèle - prétexte, à s'avouer de fond en comble, et à peindre son propre portrait ».

C'est que les poètes, tant d'années tout de même après *Ubu Roi*, s'exaspèrent de voir le théâtre se noyer dans la vase, dans un naturalisme usé, quand les peintres et les musiciens, en France, en Russie, en Allemagne, partout, inventent des voix neuves. Et les historiens du théâtre ont l'habitude, ici, de sous-estimer le « levain » du cinématographe : à partir du moment où des spectateurs voient des acteurs jouer, sur des écrans, des suites de scènes aussi vives, aussi « distancées », d'un trait aussi net, que *Charlot* patine de Chaplin, ou *Max pédière* de Max Linder, ou *Mabel et Fatty de Mack Sennett*, ou les *Joyeux Microbes* d'Emile Cohl, ou même l'*Arroseur arrosé* des frères Lumière, qui à partir de ce moment les contrefaçons sur scène de conversations traînardes paraissent d'une tristesse infinie.

Un premier coup de Trafalgar, une première affirmation de théâtre-théâtre neuf, a lieu le 18 mai 1917 : Cocteau, Picasso, Satie, et les Ballets russes de Diaghilev et Massine, présentent *Parade*. Peinture, musique, danse, poésie, décident de ranimer la scène. Ce n'est qu'un début : dans une rue de Paris, sur l'estrade extérieure d'un chapiteau forain, trois mini-spectacles complets, un prestidigitateur chinois, des acrobates, et une petite fille américaine, battent la réclame pour les merveilles présentées à l'intérieur de la tente.

L'une des intentions de Cocteau, dans *Parade*, était de transmuter en pas de danse des « suites de gestes réels », ladite danse participant d'un « accident organisé, de faux pas qui se prolongent et alternent avec une discipline de fuge ». Chacun des personnages était gratifié d'une démarche particulière. La collision de ces signes distinctifs devait permettre, selon Cocteau, de franchir la première vision des figures : « *Le Chinois devenant capable de torquer des missionnaires, la petite Américaine de sombrer sur le Titanic, les acrobates d'être en confiance avec les anges* ». Serge Lifar a dit : « *Les troupes de Massine dans *Parade* dérivent directement de Cocteau, avec leur stylisation de cirque. Tout ce qui est à présent courant dans le ballet fut inventé par Cocteau pour *Parade*, dont il avait suggéré chaque pas* ».

Mais l'accueil de *Parade* fut tout sauf simple. C'était l'une des heures les plus noires de la guerre, celle des révoltes, voilà pour l'avant. Pour l'arrière, chorégraphes et chorégraphes de la danse n'admettaient pas (allaient continuer de ne pas admettre) qu'un amateur soit pris au



Première sortie des « Mariés » en juin 1921 au Théâtre des Champs-Élysées.

sérieux : Cocteau n'inventait rien. Et puis la concorde n'avait pas régné, entre les auteurs de *Parade*, Picasso, Satie, assés tirés dans les pannes de Cocteau, tant il avait le don d'impatienter autrui à force de le charmer. Et Cocteau, tout en poissant Picasso et Satie au pinacle, était déçu : il n'aimait pas l'immense rideau de scène de Picasso, trop académique, trop calme, ni ses deux costumes géants constructivistes, de style cubiste, qui bien sûr épataient tout le monde, mais qui ne permettaient pas aux deux acteurs ainsi encochés d'exécuter les gestes délicats et précis qu'avait prévus Cocteau. Quant à Satie, il aimait beaucoup les plaisanteries (« *Amiral, ne crois pas décroître/En agitant ton vieux mouchoir* », écrivait-il), mais pas au point de laisser oublier sa musique, comme le souhaitait Cocteau, par de nombreux bruits « concrets » de machines à écrire, de dynamos, de sirènes, de tic-tac de radio-morse, d'avions...

Trois ans plus tard, une seconde tentative de théâtre neuf, le *Baif sur le toit*, décors et costumes de Dufy, musique de Darius Milhaud, jouée par les clowns Fratellini, entièrement imaginée et mise en scène par Cocteau, était accomplie cette fois sans anicroche. C'était une entreprise plus modeste : une suite de jeux de scène, de jeux d'idées, de jeux de gestes, comme on dit des jeux de mots. Les acteurs, aux têtes trois fois plus grandes que nature, devenaient « du décor qui bouge » (Cocteau disait),

ce qui permettait par exemple à un ventilateur de plafond de décapiter vite fait un policeman. Des ronds de fumée (en tulle gris) flottant immobiles dans l'espace, retenaient l'attention du public, tant ils étaient incongrus et voyants, jusqu'au moment où, un boxeur noir entrant, fumant un cigare « *gras comme une torpille* », restituait aux ronds de fumée leur raison d'être, ainsi de suite, dans la foulée.

C'est avec les *Mariés de la tour Eiffel*, créés le 18 juin 1921 au Théâtre des Champs-Élysées, que Cocteau réussit son coup de maître. Décor d'Irène Lagut, costumes de Jean Hugo, chorégraphie de Cocteau. Il y a là cinq musiciens (lire l'article d'Alain Lompech ci-dessous). Cocteau ne fait pas appel, cette fois-ci, aux Ballets russes, mais à une compagnie suédoise qui vient de donner un ballet de Claudel, *L'Homme et son désir*, que Diaghilev a refusé. Tableaux abracadabrants d'une soi-disant noce de petits-bourgeois grimant de jeune au premier étage de la tour Eiffel, et d'un photographe de banquets dont l'appareil, détraqué, laisse s'échapper, au moment du défilé, au lieu du « petit uiseau » d'usage, un lion d'Afrique, une pécheuse de crevettes grises, un nouveau-né géant surdoué, - autant d'indésirables que le directeur de la tour Eiffel et les invités de la noce essaient de faire rentrer dans l'appareil, en vain.

Les paroles, pures et simples et bien détachées, sont

proférées par deux acteurs habillés en phonographes : Cocteau tenait à des voix coupantes, sans inflexion aucune (il aimait la phrase de Gide : « *La langue française est un piano sans pédales* », mais ce mot, « *pédales* », pouvant prendre un air équivoque, Gide ne tenait pas à le voir repris par un feu follet comme Cocteau). Dans ses recueils de poèmes, Cocteau déjà avait joué à la perfection de paroles simples, et aussi, comme dans les *Mariés de la tour Eiffel*, carrément de lieux communs : « *Tu ne peux donc jamais te mettre à table avec tout le monde - tes cheveux en désordre - menu, radis, potage aux pâtes, côtelettes haricots verts, compote - mange ta soupe - ne joue pas avec ton couteau - ne te balance pas sur ta chaise - essuie ta bouche - tu ne seras content que lorsque tu auras cassé ta chaise - tes coudees - où sont tes mains - baisse la tête, anarchiste!* ».

Les sciences et techniques n'étaient pas oubliées : l'honneur de la tour Eiffel était déjà d'expédier des déluges d'ondes à très longue distance (Léonine, en octobre, fut un client fidèle de la TSF de la tour Eiffel) : sur le champagne des *Mariés*, les dépêches volent comme des ballerines-hirondelles (dès 1917, Cocteau confesse : « *Me voici quelque chose de tout à fait machine, de tout à fait antenne, de tout à fait morse* »).

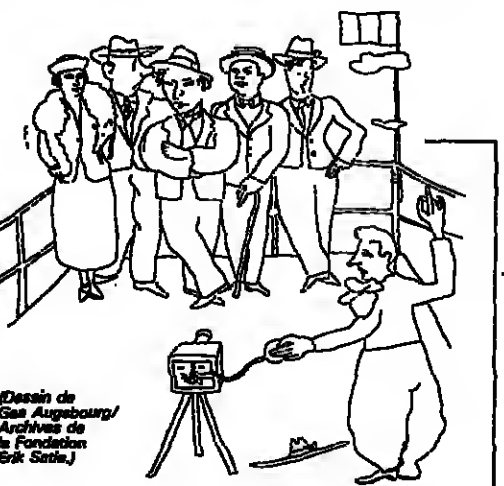
Les *Mariés de la tour Eiffel* saisissent par leur allant, leur jeunesse : c'est qu'ils furent inventés en toute liberté par les membres d'une fine équipe, redoutable, la S. A. M. (Société d'Admiration Mutuelle). Les gags débiles affluèrent. Si une « *baaigneuse de Trouville* » s'échappe, les jambes à son cou, de l'objectif du photographe, c'est que ce jour-là Paul Morand et Francis Poulenc étaient apparus sur la plage dans d'irrésistibles maillots de bain de femme : sans cesse les bêtises relançaient l'écriture.

Plus d'une fois les « *psy* » ont fait leur bon pain des *Mariés de la tour Eiffel*, ils ne manquaient pas de prétextes. Cocteau avait d'abord choisi pour titre la *Noce massacrée*. Ayant perdu son père à neuf ans (un suicide), et s'étant mariés fuis collés avec sa mère, il aurait choisi la tour Eiffel par vengeance (nous simplifions), histoire de faire d'une pierre deux coups, parce que le maxi-phallus de cette tour, c'est le papa, et les dentelles de fer de son architecture, ce sont les lingeries de la maman. Quant au « *petit uiseau* » qui ne sort plus de l'objectif, c'est le zizi de l'enfant, qui ne sait plus ce qu'il devient. Mais quand les psy commencent, où s'arrêtent-ils?

Les *Mariés de la tour Eiffel*, merveille de liberté, de gaieté, presque un jeu d'enfants, sont l'une des œuvres les plus fortes du grand poète qu'est Jean Cocteau. Il a dit : « *Peut-être mettons-nous dans le jeu plus de nous-mêmes que dans les œuvres de gravité. Le poète se doit d'être un homme très grave, et, par politesse, d'avoir l'air léger* ». Inutile peut-être de rappeler que les rêves de rejuvenissement de *Parade*, des *Mariés*, n'eurent aucune suite : le théâtre est retombé, à pieds joints, un peu partout, dans le « *naturalisme en trompe-l'œil des pièces de meurs* ». Allons donc entendre cette magie d'un soir, ce lion, cette baaigneuse, ce photographe aux abois, et repartons mi-gais mi-tristes, comme les enfants que Jean Cocteau voit quitter les clowns du cirque, « *enfilant une manche de pardessus en jetant un dernier regard vers la piste* ».

MICHEL COURNOT

* Les *Mariés de la tour Eiffel*. Théâtre des Champs-Élysées, le 23 avril, à 20 h 30, par Daniel Mesguich, Hervé Furio (réclame) et l'Orchestre national de Lille, Jean-Claude Casadesu (direction). En première partie, Françoise Pollet chantera la *Voix humaine* de Poulenc et Cocteau. Rens. et loc. : 49-52-50-50. De 50 F à 390 F. France 3 diffusera ce spectacle dont les effets spéciaux ont été imaginés par Alpha en octobre 93. Harmonia Mundi l'enregistre.



Jean Cocteau photographie le groupe des Six (qui ne sont déjà plus que cinq) sur la tour Eiffel, en 1921. De gauche à droite : Germaine Tailleferre, Francis Poulenc, Arthur Honegger, Darius Milhaud, Georges Auric.

la voie à la jeune génération en l'obligeant à prendre parti, à refuser la rhétorique efficace, complaisante, héroïque, la subjectivité sentimentale. Il leur a appris à tenter l'impossible. Cet impossible qui se nourrit d'expériences. Cette esthétique de la rupture, cette simplification du langage musical, sa « *dépsychologisation* » se retrouvent aujourd'hui curieusement dans la musique que compose la génération des jeunes compositeurs anglo-saxons, Michael Nyman, Philipp Glass et John Adams. Eux n'ont cependant pas un Cocteau pour les pousser à la route.

A. Lo.

La « mauvaise » musique de l'avenir

« *Auric écrit une brillante Ouverture [intitulée le 14-Juillet] et une série de ritournelles ravissantes : Poulenc, la Danse de la baaigneuse de Trouville et le Discours du général ; Tailleferre compose la Valse des dépeches ; Honegger, la Marche funèbre du général et moi la Marche nuptiale et la Fugue du massacre de la noce. A part la polka de Poulenc, d'une drôlerie voulue assez réussie, et les morceaux d'Auric, cette œuvre était assez faible. Le morceau d'Honegger fut seul pris au sérieux et lorsqu'on commença à le jouer, un critique notoire s'écria : « Enfin ! voici de la musique ! », sans reconnaître la Valse de Faust qu'il avait utilisée dans les basses Arthur, afin de conserver un caractère satirique authentique à sa composition.* »

Lorsque Darius Milhaud entreprend d'écrire ses *Mémories*, en 1944 (1), il n'écrit plus guère d'importance aux *Mariés de la tour Eiffel*, qu'il enregistrera pourtant vingt ans plus tard (2). Cette œuvre collective était un manifeste après lequel le groupe des Six se sabordait : il était difficile que des liens durables unissent des compositeurs aux talents si divers. Le groupe n'aura vécu qu'un an et demi, de son « invention » en

janvier 1920 per le critique musical et compositeur Henri Collet, à juin 1921. Ses membres furent d'ailleurs étonnés de voir qu'on les avait ainsi... mariés ! Mais il marqua d'une empreinte indélébile l'évolution de la musique. Rien ne serait plus comme avant, même si chacun de ces compositeurs suivit son propre chemin. Honegger se mit en grand exemple beethovenien : Milhaud était un lyrique méditerranéen épris de modernité ; Poulenc un inventeur de mélodies ; Auric un fût de première qui fit fortune en composant de la musique de films.

Poussés par Cocteau, Georges Auric, Francis Poulenc, Germaine Tailleferre, Arthur Honegger et Darius Milhaud (Louis Durey entraînera déjà dans la dissidence) composèrent, avec les *Mariés de la tour Eiffel*, une véritable anti-tétralogie, sur un mode humoristique, presque d'inspiration dadaïste. Cocteau voulait faire de ces jeunes compositeurs des révolutionnaires rejetant les « ismes » : romantisme, wagnérisme, d'indysme, impressionnisme. Il voulait qu'ils fusillent leurs pères, qu'ils retrouvent ce génie français de la clarté, de la symétrie, à travers une musique qui n'exprime rien d'autre qu'elle-même, ainsi que le poète l'avait défini dans *le Coq et l'Arlequin*, en 1916. Cocteau y défendait notamment la barbarie du Sacre de Stravinsky. Il ne voulait plus que l'on compose de la musique à écouter la tête entre les mains, rejetait les Russes du groupe des Cinq autant que Debussy et les romantiques.

La musique composée par les Six à cette époque ne tient pas devant celle des grande ancêtres, c'est évident. Mais pourquoi la juger en usant des arguments mêmes qu'elle récuse ? L'incorruptible Satie avait ouvert

(1) *Ma vie heureuse*, par Darius Milhaud. Editions Pierre Belfond, 334 pages, 129 F.
(2) A écouter, les *Mariés de la tour Eiffel*, par l'Orchestre national de l'ORTF, Darius Milhaud (direction), avec Pierre Bertin et Jacques Dely : 1 CD Adès (non réédité), ou par l'Orchestre Philharmonia, direction Geoffrey Simons : 1 CD Chandos 8 356. Distribué par Média 7.



Nicolas Régnier: «Femme à sa toilette».



Les frères Le Nain: «Venus dans la forge de Vulcain».

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE EXPOSÉE A RENNES

«GRAND Siècle», déclarent les affiches. «Grand Siècle», répète en lettres dorées la banderole bleu roi sur le mur du musée. L'appellation est flatteuse, et commode. En matière d'histoire, elle a le précieux mérite de réunir sous son manteau fleurdelisé deux règnes – Louis XIII et Louis XIV, – deux régnances – Marie de Médicis et Anne d'Autriche, – le gouvernement de deux cardinaux – Richelieu et Mazarin – et une guerre civile appelée Fronde. Elle passe, sous silence la guerre de Trente Ans et celles, non moins atroces, que Louis XIV commanda en Allemagne et aux Pays-Bas. Elle tait la révocation de l'édit de Nantes et la persécution de Port-Royal. Grand siècle, vraiment ?

En matière d'art, elle n'est ni moins glorieuse ni moins trompeuse. Glorieuse parce qu'elle suggère que l'Italie cède enfin le premier rang au royaume de France et que Rome, désormais, est à Paris. Trompeuse parce qu'elle rassemble des peintres parfaitement disparates, plusieurs écoles, des influences croisées et contradictoires, des esthétiques ennemies, des tableaux incompatibles – un beau désordre de peintures en somme, semé de noms vénérables.

Pour le montrer, comment faire ? Jusqu'aux années 60, historiens et conservateurs s'inspiraient, ou croyaient s'inspirer, de la méthode des jardiniers géométriques. Ils traçaient des avenues et évitaient les détours. Ils dressaient une carte du Sublime dans laquelle l'allée Poussin conduisait droit au temple de la Dignité antique. Parallèle, l'allée Lorrain longeait un canal aux bords droits. Le Brun et Champaigne étaient honorés, mais plus modestement. La vue portait loin à travers ce paysage symétrique éclairé par le grand jour du classicisme. La nuit du baroque, son frère ennemi, étendait son empire obscur sur les forêts et les broussailles aux alentours de ce parc. Tout était simple, alors.

Désormais, tout est difficile, douteux, sujet à caution et à interrogations innombrables. Au siècle bien peigné a succédé un siècle hirsute et incohérent. Poussin demeure, mais il ne faut plus oublier ni Vouet, ni Blanchard, ni Bourdon, ni Le Sueur, ni La Hyre. Des maniéristes ont surgi au début de la période, nommés Dernet et Lallemant. Les caravagesques finissent, quand, jadis, le seul Valentin bénéficiait d'un peu de notoriété. Le classicisme ? Nul n'ose s'en réclamer désormais. Le concept marmorté s'est effrité, fragmenté et, pour finir, dissous. Il n'en reste qu'un fantôme aux formes incertaines, l'atticisme – lequel ne se porte plus si bien lui-même. Les catégories se sont distendues, puis brisées, incapables d'embrasser trop de cas trop particuliers. Où ranger La Tour ? Où Lubin Baugin, qui ressuscite Carrège et Parmesan quand nul de ses contemporains ne semble se souvenir d'eux ? Où placer, dans quelle généalogie, ce Charles Errard dont l'immense et naïf *Renard quittant Armide* est une superbe bizarrerie ? Que faire de ce Jacques de Létin, artiste troyen, dont la *Déploration sur le Christ mort* est un fort beau tableau dans le genre de l'outrance pathétique ?

Il faut renoncer à classer et ne conserver que quelques principes très généraux, essentiellement d'ordre chronologique, tant les redécouvertes ont pullulé en France depuis un quart de siècle : tel est le principe majeur dont les historiens se sont peu à peu convaincus. Tel est celui que les commissaires scientifiques de

LE BEAU DÉSORDRE DE L'HISTOIRE

Raconter l'histoire de la peinture française du XVII^e siècle en cent trente tableaux, prêtés par les musées de province : de cette idée périlleuse est née une exposition passablement étrange, intitulée «Grand Siècle». Elle était à Montréal cet hiver. Le Musée de Rennes l'accueille au printemps, celui de Montpellier l'abritera cet été. On y voit les artistes méconnus voler la vedette aux plus illustres, les catégories traditionnellement admises perdre de leur autorité, les toiles rarement ou jamais montrées jusqu'à éclipser les chefs-d'œuvre attendus. Mais, à multiplier les surprises, n'aurait-on pas poussé trop loin le plaisir du paradoxe ?

L'exposition, Michel Hilaire et Patrick Ramade, ont fait leur. Dans les salles du Musée de Rennes, qu'il a fallu vider de ses collections pour la circonstance, cent trente tableaux prêtés par les musées de province composent une rhapsodie à l'image du siècle dont elle traite, rhapsodie au rythme brisé, plus dissonante qu'harmonique. Les signatures, les provenances, les dates, les genres, les sujets sont innombrables. Dans le genre de l'inventaire déconcertant, rarement fit-on mieux.

Peut-être même a-t-on fait trop bien. Les simplifications d'une histoire de l'art réduite à ses héros et ses capitaines avait des torts inexcusables. Une histoire surpléée et ouverte à toutes les singularités à ses défauts. Obsédée par la noble utopie de l'exhaustivité, captivée par le rare, l'oublié, le maniéré et l'étrange, elle en vient à négliger des évidences majeures et des œuvres capitales. Le déséquilibre né de la surabondance succède au déséquilibre de la pauvreté. Ainsi de Poussin, pour lequel, de surcroît, des prêts ont été refusés. Qu'il n'ait droit qu'à trois tableaux quand La Hyre en a sept, Le Sueur et Vouet cinq chacun, c'est tomber d'un excès dans l'autre. On en dirait volontiers autant des Le Nain. Sont-ils victimes de leur récente célébrité ? Quatre tableaux, dont deux mythologiques et un religieux, rendent mal compte de l'œuvre en laissant croire que le réalisme n'y tient qu'une part négligeable.

C'est du reste l'un des caractères les mieux affirmés de l'exposition que de privilégier la peinture d'histoire et l'allégorie aux dépens du portrait et de la scène de genre. Hors quelques autoportraits, dont ceux de Stella et de Rigaud, l'un exhibant ses tourments, l'autre posant au galant homme sans souci, la réalité humaine est comme absente. On croirait que les peintres du XVII^e s'éloignent en apesanteur, entre des nuées, abricot, et des cicux azur, en compagnie de nymphes, d'hérogènes et de symboles. Que de déités, que de génies, que d'allégories – et donc que de voiles tourbillonnants, que de nus épilés, polis, lissés, idéalisés jusqu'à en perdre toute épaisseur et toute existence ! Ce n'est plus l'Olympe, c'est le ciel des idées un jour de bal masqué.

Toutes ces toiles ne sont pas également admirables. Quelques-unes côtoient d'assez près le ridicule, et d'autres y tombent franchement. Le *Sacrifice d'Iphigénie* de François Perrier, un élève de Vouet, descend jusqu'au burlesque. Une Iphigénie à la poitrine de nourrice et aux bras de laborieuse atleide, mollement accoudée à un autel, qu'un vilain barbu ait réussi à enflammer quatre morceaux de bois. Plusieurs allégories sont entassées dans un coin, une autre carresse un lévrier sur un nuage. Tout est faux là-dedans : le sentiment, les positions, la couleur et les expressions. Le scrupule historique exigeait sans doute la présence de ce chef-d'œuvre d'afféterie et de quelques autres. Mais l'œil s'offusque de se heurter à tant de toiles artificieuses. Dans la galerie dorée d'un palais, elles tenaient leur rôle de décorations. Dans un musée, elles ne supportent pas l'épreuve du regard.

Aussi le visiteur gagne-t-il à visiter deux fois l'exposition – deux fois au moins s'entend. Le premier parcours sera voué à l'histoire – ses brisures et ses difficultés – et à la géographie des capitales artistiques provinciales et des voyages entre Paris et Rome, en passant par Parme, Venise ou Florence. Le second, plus long, plus lent, sera celui de la contemplation et du jugement. Celui-ci peut ne pas ratifier les préférences sous-entendues des commissaires. Il peut – ce ne sont que des exemples – placer au plus haut Valentin de Boulogne, son *Saint Jean-Baptiste* retrouvé dans la sacristie de la cathédrale de Saint-Jean-de-Maurienne et ses *Musiciens* et *Soldats* du musée de Strasbourg ; puis, négligeant effrontément les sucreries acidulées de Simon Vouet, saluer les lumières carysantes de Laurent de La Hyre, rendre hommage au *Bacchus* et *Ariane* des Le Nain. Il doit se laisser brièvement séduire ensuite par l'*Armide éplorée* de Charles Errard, qui l'imagine renversée parmi des coquillages, près d'une mer aux vaguelettes délicieusement cristallines. Il doit enfin en venir au plus substantiel, à l'*Elizée* et *Rebecca* du Poussin, à la *Madeleine pénitente* de Champaigne, à la *Mort des enfants de Bethel* de La Hyre et à l'*Enfant Jésus retrouvé par ses parents* dans le Temple de Stella – à ce qui est véritablement grand, et noble, et fort, dans la peinture du «grand» siècle.

PHILIPPE DAGEN

* Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000 Rennes. Tél. : 99-28-56-94. Jusqu'au 20 juin. L'exposition sera ensuite présentée au Musée Fabre, à Montpellier, du 1^{er} juillet au 5 septembre. Elle s'accompagne d'un catalogue bien conçu, clair et précis (400 pages, 416 ill., 390 francs), et d'un petit fascicule, «aide-mémoire» chronologique et iconographique, très utile à la visite.

En mémoire du président

QUAND il évoque Christophe, Paul, sire de Rohan, président à mortier du parlement de Bretagne, membre de l'Académie royale des sciences et belles-lettres de l'Académie de Berlin, Jean Aubert, conservateur en chef du Musée des beaux-arts de Rennes, n'est pas loin de changer d'être et d'époque. De cet aristocrate breton, il a fait son héros et l'objet de ses études, pour une excellente raison : le Musée de Rennes doit au président de Rohan une large part de ses collections. Christophe-Paul de Rohan, qui naquit au château de Rohan en 1698 et mourut en son hôtel de Rohan, à Rennes, en 1756, n'eut qu'une passion, que sa fortune lui permit de satisfaire largement : collectionner. «Il collectionnait toutes sortes d'objets et d'œuvres», explique Jean Aubert. Des laques chinoises, des porcelaines, des miniatures indiennes et des miniatures médiévales, des antiquités égyptiennes, grecques, romaines ou celtiques et des objets de curiosité. Ceux-ci proviennent pour la plupart des ports et des comptoirs, le long des côtes d'Afrique, de l'Inde ou du Canada, beaucoup plus rarement de l'intérieur. Ils étaient collectés par les marins de la Compagnie des Indes – car les Rohan, comme tous les nobles bretons, avaient le privilège de pouvoir faire du commerce sans désemparer. Par Lorient et Saint-Malo, les «curiosités» les plus diverses parvenaient donc dans le cabinet du président, qui en a dressé lui-même l'inventaire.

En 1792, les biens de la famille furent confisqués et attribués au département d'Ille-et-Vilaine. Le Musée des beaux-arts a donc hérité d'un cabinet de dessins de premier ordre, mais aussi d'une progne des Indes du Canada, d'un Vietnam du sud de l'Inde, d'une poupée mexicaine en or et argent, d'innombrables bronzes et de bizarreries, telle une double bouteille en terre cuite des Indes du Pérou, qui fut offerte par un autre curieux, Frédéric, ingénieur et espion français qui visita l'Amérique pour y reconnaître la force des positions espagnoles. Quand il ne travaillait ni à enrichir son cabinet ni à établir l'inventaire détaillé et illustré de ses biens, le président de Rohan faisait fouiller les mégalithes de Locmariaquer et relever plans et coupes des villes, ports et mines de Bretagne.

Le musée possède ainsi un ensemble incomparable, l'intégralité d'un des plus illustres cabinets de curiosités français du XVIII^e siècle, miraculeusement préservé en excellent état. De là, l'un des projets de Jean Aubert : pouvoir présenter ces collections dans leur abondance et leur désordre original. Pour cela, il lui faut de la place. «Le Musée de Bretagne, avec lequel nous partageons notre bâtiment, indique Jean Aubert, doit bientôt déménager dans un bâtiment nouveau, où il sera associé à une bibliothèque et à un centre culturel scientifique. Nous pouvons donc envisager enfin de nous agrandir. Idéalement, il faudrait que le musée à venir s'organise en trois parties distinctes et néanmoins reliées entre elles : un circuit «histoire de l'art» à travers les tableaux de notre collection, un circuit «art graphique» qui rende justice à la richesse de nos dessins et enfin un circuit «curiosités», autour du fonds Rohan. Nous disposons à l'heure actuelle de 6 000 m². Selon la solution qui sera adoptée, nous disposerons de 8 000 ou 10 000 m² – ce qui nous permettra de mettre le musée à la hauteur de ses collections, et de la ville. Un concours d'architectes doit être organisé dans les mois prochains afin de décider des lignes directrices de cette métamorphose nécessaire.

Ph. D.

مكتبة من الأصل

THEATRE

Spectacles nouveaux

L'Avare

de Molière, mise en scène de René Lory, avec Réjane Bajard, Christophe Chastelain, Aristide Desnoes, Michel Didym, Jacques Fortier, Philippe Guillard, Jean-François Lapeau, Claude Monmoyne, Ghislain Montiel, Chantal Morel et Michel Rade. Côté au centre dramatique de Franche-Comté, cet *Avare* arpente désormais les pavés du XX^e (arrondissement).

Théâtre de l'Est parisien, 189, av. Gambetta, 20^e. À partir du 27 avril. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures. Tél. : 43-84-80-80, 80 F et 130 F.

Deux histoires de Valletti

de Serge Valletti, mise en scène de Chantal Morel, avec Monique Brun et Gérard Morel. En accueillant Chantal Morel, l'Aquarium lui a demandé d'inviter quelques-uns de ses amis. Et voici deux pièces de Serge Valletti.

Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. À partir du 22 avril. Du jeudi au samedi à 18 h 30. Tél. : 43-74-99-61, 80 F et 100 F.

Figaro divorce

d'Odin von Horvath, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Gilles Buet, Serge Valletti, Anne Sée, Isabelle Candelier, Louis Merino, Paul Alla-Roussel, Éric Jacquet, Dominique Guillard, Véronique Alain, André Talon et Pierre Albi (violoncelle). *Almanach* et le Contrepoint, en compagnie de Figaro et de Suzanne, fuient la Révolution et s'exilent. À partir de là, Horvath invente une fabuleuse et décapante sur les déceptions, toutes les déceptions.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

La Marelle ;

Didascalies

d'Israël Horowitz, mise en scène de l'auteur, avec Olivier Granier, Raphaële Moutier.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.



« Figaro divorce », mise en scène de Jean-Paul Wenzel au Théâtre de la Ville.

Anna-Lise Sabourat, Jean-Pierre Stewart, Laura Zilly et Charlotte Jaro.

Les didascalies sont les indications scéniques données par l'auteur d'une pièce, et rarement suivies par le metteur en scène. Mais ici, il n'y a rien d'autre.

Leannière Forum Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6^e. Du jeudi au samedi à 20 heures. Tél. : 45-44-57-34, De 50 F à 140 F.

La Mégère apprivoisée

de Shakespeare, mise en scène de Jérôme Savary, avec Jacques Weber, Christine Boleon, Marc Ducloux, Fred Personne, Pablo Amoro, Eugène Berthier, Marc Blason, Katy Grand, Sandrine Kheria, et Guillaume de Tonnepedre.

Eternelle lutte du macho et de la révolte. Jacques Weber est censé mettre en scène Christine Boleon, mais finalement, bien malin qui pourrait désigner le vainqueur.

Théâtre national du Châtelet, salle Jean-Villier, Du mardi au samedi à 20 h 30. À partir du 23 avril, soirée du 1^{er} au 3^{er} mai. Tél. : 47-27-81-15, De 70 F à 140 F.

Personnages en transit

de Jean-Paul Wenzel, mise en scène de l'auteur, avec Thierry Davray, Nathalie Kant, Ariane Daler, Bénédicte Berthier et Joli Cote.

La phrase qui clôturait le film de Billy Wilder, *Certains l'aiment chaud*, est devenue une sorte de slogan pour indiquer que l'on va parler des travestis.

Gaiety Montparnasse, 15, rue du Maine, 14^e. À partir du 28 avril. Du lundi au samedi à 18 h 30, Tél. : 43-27-58-41, 18-18, De 220 F à 120 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

du Nouveau Monde

d'après pour Jeanne Loe de La Cruz, mise en scène d'Antonio Arana, avec Évelyne Loe et Graciele Corral.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. À partir du 22 avril. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77, De 50 F à 130 F.

Le Phénix

Le droit des femmes revendiqué par une femme.

Théâtre national de l'Odéon (jeu de scène), 1, place Paul-Claudel, 6^e. À partir du 23 avril. Du mardi au dimanche à 18 h 30. Tél. : 44-41-38-38, 50 F et 70 F.

Le roi se meurt

d'Émile Zola, mise en scène de Ghislaine Dumont, avec Jean-Paul Rousillon, Christine Combe, Marie-Denise Maup, Vincent Aude, Sandie Bernade et Roland Sigot. L'homme face à la mort. Comment l'apprivoiser, le dominer, ou simplement le concevoir ? Par l'antidote.

Nouveau Théâtre Mouffetard, 73, rue Mouffetard, 5^e. À partir du 27 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-31-11-89, 70 F et 100 F.

Sans titre

de Federico Garcia Lorca, mise en scène de Jean-Louis Houdry, avec Philippe Berthier, François Chavallier, Étienne Collin, Anne Cusson, Caroline Gervais, Jean-Louis Houdry, Doris Kelly, Frédéric Lemaire, Sylvie Monod, Marie Perle, Bruno Risi, Michel Tournier et Jeanne Valérie.

Dehors la révolution, dedans le théâtre. Lorca, auteur-metteur en scène, est saisi par le doute.

MJC 93, petite salle, 1 bd, Léon, Bobigny 93000. À partir du 27 avril, du mardi au samedi à 21 heures, dimanche à 18 heures. Tél. : 48-51-17-45, 95 à 130 F.

Paris

Ce qui arrive

de Jean-Marie Besset, mise en scène de Patrick Berthier, avec Christine Maury, Marie-France Prier, Sabine Naupain, Samuel Labadie, Philippe Etienne, Jacques Cornet et François Caron.

L'auteur connaît bien la sorte de gens dont il parle. Il en trace des portraits si précis, leur fait vivre la noblesse et les souffrances de l'amour.

Gaiety Montparnasse, 15, rue du Maine, 14^e. À partir du 28 avril. Du lundi au samedi à 18 h 30, Tél. : 43-27-58-41, 18-18, De 220 F à 120 F.

L'Histoire d'amour du siècle

de Marta Tikhonova, mise en scène de Richard Lortie, avec Anne Berliand et David Lampel (violoncelle). Les quatre-vingt-seize fragments d'un poème d'amour, au long d'une nuit boréale.

Institut français, 80, rue des Ecoles, 5^e. Du mardi au samedi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 40-51-88-08, Durée : 1 h 25, 80 F et 80 F.

L'Homme qui

de Peter Brook, d'après Oliver Sachs, avec Maurice Benichou, David Benoit, Solange Karsenty, Yveline Gode et Mahmoud Tabet-Zadeh.

À partir des observations d'un neurologue sur les comportements dits anormaux, les conditions de Peter Brook ont travaillé sur les décalages des comportements sur scène. Le résultat est époustouflant.

Bouffes-du-Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10^e. Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 48-07-34-50, De 50 F à 50 F.

John Gabriel Borkman

d'Henrik Ibsen, mise en scène de Luc Bondy, avec Michel Piccoli, Bulle Ogier, Nade Strander, Roland Amstutz, Bernard Nissim, Catherine Frit et Christine Voisard.

Le déclin et la chute d'un géant visionnaire, prisonnier de ses rêves, des deux figures qui l'ont aimé. Un soufflant trio d'acteurs, dans une distribution et une mise en scène exceptionnelles.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6^e. À partir du 23 avril. Du mardi au dimanche à 18 h 30. Tél. : 44-41-38-38, 50 F et 70 F.

Les Monstres sacrés

de Jean Cocteau, mise en scène de Raymond Gélène, avec Michèle Morgan, Jean Marais, François Flau, Anne Roussel, Yvette Ferrer et Jean Saut.

Les amours tumultueuses de deux bêtes de scène. Sur scène deux vrais « monstres sacrés ». Une histoire étonnante.

Bouffes parisiens, 4, rue Montorgueil, 2^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-96-80-24, Durée : 2 heures, De 250 F à 120 F.

Mortadela

d'Alfred Arles, mise en scène de l'auteur, avec Hervé Buisson, Didier Guez, Marika Marini, Adriane Puygoules, Pilar Raballat, Alma Rosa, Jacinta, Martine Lappe, Oscar Siles, Frédéric et André.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-38-38, 50 F et 70 F.

Les Monstres sacrés

de Jean Cocteau, mise en scène de Raymond Gélène, avec Michèle Morgan, Jean Marais, François Flau, Anne Roussel, Yvette Ferrer et Jean Saut.

Les amours tumultueuses de deux bêtes de scène. Sur scène deux vrais « monstres sacrés ». Une histoire étonnante.

Bouffes parisiens, 4, rue Montorgueil, 2^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-96-80-24, Durée : 2 heures, De 250 F à 120 F.

Mortadela

d'Alfred Arles, mise en scène de l'auteur, avec Hervé Buisson, Didier Guez, Marika Marini, Adriane Puygoules, Pilar Raballat, Alma Rosa, Jacinta, Martine Lappe, Oscar Siles, Frédéric et André.

On ne se laisse jamais de l'œuvre d'Arles et de ses amis de l'après-guerre, de ses habitants fidèles, de son charme exotique.

Mortadela, 37, rue de la Chapelle, 10^e. Du mardi au samedi à 21 heures, Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-06-49-24, De 240 F à 40 F.

Les Passions

de Germaine de Stael, mise en scène de Pierre Franck, avec Thérèse Liotard et Roger Mirmont.

Les réveries amoureuses de Madame de Stael, qui aimait Benjamin Constant.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18^e. Du mardi au samedi à 21 heures, Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-06-49-24, De 240 F à 40 F.

Le Roi Lear

de William Shakespeare, mise en scène de Chantal Morel, avec Denis Bernet-Rollande, Valère Bertrand, Monique Brun, Véronique Duhuron, Roland De Pauw, Maurice Deschamps, Bernard Guigon, Marcel Houdé, Dominique Lenoir, Jean-Marc Lussan, Christian Mazzuchini, Gérard Morel, Frédéric Poller, Rémi Raudier et Claire Truche.

Il y avait trop longtemps que Paris n'avait pas accueilli Chantal Morel, l'une des metteuses en scène les plus fortes de la nouvelle génération. Elle revient avec un spectacle d'été. Paris tenu.

Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-74-99-61, 80 F et 100 F.

Les Rustres

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jérôme Savary, avec Catherine Arditi, Bernard Ballet, Michel Béro, Nelly Clavier, Daniel Laloux, Dominique Lenoir, Jean-Pierre Lussan, Jean-Pierre Moulis, Eric Ruf, Frédéric Tournet, Eric Laugier et Olivier Roussel.

Les saloufques des maris mûles et des épouses malines. La pièce éponyme du XVIII^e siècle, avec de Chaillet à Mogador, le couple Lavand-Berto.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-27-58-41, 18-18, De 220 F à 120 F.

La sélection « Théâtre »

à été établie par

Colette Godel

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-38-38, 50 F et 70 F.

Les Monstres sacrés

de Jean Cocteau, mise en scène de Raymond Gélène, avec Michèle Morgan, Jean Marais, François Flau, Anne Roussel, Yvette Ferrer et Jean Saut.

Les amours tumultueuses de deux bêtes de scène. Sur scène deux vrais « monstres sacrés ». Une histoire étonnante.

Bouffes parisiens, 4, rue Montorgueil, 2^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-96-80-24, Durée : 2 heures, De 250 F à 120 F.

Mortadela

d'Alfred Arles, mise en scène de l'auteur, avec Hervé Buisson, Didier Guez, Marika Marini, Adriane Puygoules, Pilar Raballat, Alma Rosa, Jacinta, Martine Lappe, Oscar Siles, Frédéric et André.

On ne se laisse jamais de l'œuvre d'Arles et de ses amis de l'après-guerre, de ses habitants fidèles, de son charme exotique.

Mortadela, 37, rue de la Chapelle, 10^e. Du mardi au samedi à 21 heures, Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-06-49-24, De 240 F à 40 F.

Les Passions

de Germaine de Stael, mise en scène de Pierre Franck, avec Thérèse Liotard et Roger Mirmont.

Les réveries amoureuses de Madame de Stael, qui aimait Benjamin Constant.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18^e. Du mardi au samedi à 21 heures, Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-06-49-24, De 240 F à 40 F.

Le Roi Lear

de William Shakespeare, mise en scène de Chantal Morel, avec Denis Bernet-Rollande, Valère Bertrand, Monique Brun, Véronique Duhuron, Roland De Pauw, Maurice Deschamps, Bernard Guigon, Marcel Houdé, Dominique Lenoir, Jean-Marc Lussan, Christian Mazzuchini, Gérard Morel, Frédéric Poller, Rémi Raudier et Claire Truche.

Il y avait trop longtemps que Paris n'avait pas accueilli Chantal Morel, l'une des metteuses en scène les plus fortes de la nouvelle génération. Elle revient avec un spectacle d'été. Paris tenu.

Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-74-99-61, 80 F et 100 F.

Les Rustres

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jérôme Savary, avec Catherine Arditi, Bernard Ballet, Michel Béro, Nelly Clavier, Daniel Laloux, Dominique Lenoir, Jean-Pierre Lussan, Jean-Pierre Moulis, Eric Ruf, Frédéric Tournet, Eric Laugier et Olivier Roussel.

Les saloufques des maris mûles et des épouses malines. La pièce éponyme du XVIII^e siècle, avec de Chaillet à Mogador, le couple Lavand-Berto.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-27-58-41, 18-18, De 220 F à 120 F.

La sélection « Théâtre »

à été établie par

Colette Godel

MUSIQUE

Classique

Mercredi 21 avril

Wagner

Paradise, période de l'acte 1

Mahler

Chorale de l'Oratoire

Schoenberg

LA SÉLECTION

MUSIQUE

DE LA SEMAINE

Lundi 26

R. Strass

Hélène d'Égypte
Anne Tomowa-Sintow (soprano),
Klaus König (ténor),
Serge Nakhon (basse),
Sergueï Semenov (basse),
David Rendall (basse),
Astrid Stenlund (basse),
Cécile Uebachs (basse),
Anne Gervais (basse),
Chœur et orchestre philharmonique
de Radio-France.
Musée de la Ville de Paris (direction).
Canton française d'Hélène d'Égypte de
Strass, dans une version de concert,
sous la direction de Janowski qui a réuni
une distribution digne d'un plateau dis-
cographique. Avec Anne Tomowa-Sin-
tow en Hélène, une chanteuse dont on
avait perdu la voix et qui nous revient ce
soir et dans l'enregistrement splendide
de *Hélène d'Égypte*, le chef-d'œuvre de
König publié par Decca dans sa série
consacrée aux « Musiques d'opéra »
(un coffret de 3 CD 456.632).
Salle Pleyel, 20 heures. Tél. : 45-63-
88-73. De 70 F à 150 F.

Haydn

Sonate pour clavier n° 80

Rachmaninov

Variations pour piano

sur un thème de Chopin

Frank Bräy (piano).

Frank Bräy est un admirable pianiste
qu'il faut écouter, dont il faut suivre la
carrière. La suite et l'encourager. Même
si, les Variations sur un thème de Chopin
de Rachmaninov sont loin d'être celles
que le compositeur a composées sur un
thème de Corelli.

Châtelet, Théâtre musical de Paris.
12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 40 F.

Schmitt

Sonate libre pour violon et piano op. 88

Ravel

Sonate pour violon et piano

Koechlin

Sonate pour violon et piano

Régis Pasquier (violon),
Hervé Serré (piano).

Pasquier et Serré mettent à profit le
travail de découverte que la Biennale de
musique française de Lyon leur a inspiré.
Si la Sonate de Ravel est bien connue
(surtout celle de Florent Schmitt l'est
beaucoup moins. Composée entre 1918
et 1920, elle est une sorte de manifeste
contre les atrocités de la Grande Guerre.
La conduite harmonique y est d'une sub-
tilité, d'une insistance splendide qui vien-
nent s'opposer à un climat farouche. Ces
deux artistes ont enregistré cette sonate
pour Valois-Arvids (1 CD 4679).

Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 43-68-
76-10. De 100 F à 200 F.

Mardi 27

Stravinsky

Symphonie en trois mouvements

Bruckner

Symphonie n° 4 « Romantique »

London Symphony Orchestra,
Georg Solti (direction).

Concert chic à Pleyel. Bien sûr, le LSO
est un orchestre magnifique, bien sûr
Solti est un chef comme il n'y en a plus
guère. Mais à 170 F la place la moins
chère, il y a des raisons d'hésiter.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.
De 170 F à 750 F.

L. Boulanger

Pièce pour flûte et piano

Saint-Saëns

Galop, andante et adagio pour piano

Pierrot

Pièce pour hautbois et piano op. 5

Magnard

Quintette pour vents et piano op. 8

Michel Moreau (flûte),
Pascal Moreau (clarinette).

Le retour de Poulenc s'annonce. Genève
vient de présenter *Dialogues des carmé-
lites*, l'Orchestre de Lille donne la *Voix
humaine* et les *Mardi de la tour Eiffel* du
Groupe des Six, les éditions Cicero publient
le *Six* de ses mélodies, dans

David Walter (hautbois),
Patrick Viala (basson),
Emmanuel Strosser (piano).

Dans la multiplication effrénée des
concerts, à Paris, il en est quelques-uns
qui sont utiles : ceux, notamment, d'Or-
say, du Musée Grévin, du Louvre, de
l'Auditorium-Claude de la Bibliothèque
nationale. Soit qu'ils présentent des
artistes en première française, soit qu'ils
exhibent des œuvres de derrière les
bords. Ce programme donné à la BN est
doublement d'utilité publique puisqu'il
propose des musiques inconnues jouées
par des interprètes de tout premier plan.
De ceux que l'on nous envoie à l'étranger.

Auditorium-Claude de la Bibliothèque na-
tionale, 12 h 30. Tél. : 44-48-95-42. 60 F.

Rameau

Les Suppléments de l'Amour

Robert Rime (basse),
Greta du Roy (soprano),
Sébastien Pini (basse),
Sébastien Pini (basse),
Paul Agnew (basse),
Vincent Bonchère (basse),
Chœur et orchestre de la Chapelle royale,
Sébastien Pini (direction).

Ces *Suppléments de l'Amour* sont une sur-
prise de laïcs. Sandrine Pini chante
comme une déesse.

Versailles, Châtelet, 21 heures. Tél. : 30-
02-30-00. De 80 F à 300 F.

Régions

Nantes

Gounod

Missa

Danielle Strahl (soprano),
Gilles Ragon (ténor),
Jean-Marc Ruel (basse),
François Lenoir (basse),
Valérie Maréchal (basse),
Orchestre philharmonique des pays
de la Loire,
Robert Castaldi (direction).

Cette *Missa* a été la bonne surprise de
ce début d'année, à l'Opéra-Comique.
Elle est reprise à Nantes, au Théâtre
Grévin, Diétrich et l'Orchestre Colonne
obtiennent leur place à l'OPFL et à Robert
Castaldi.

Les 22 et 24, Opéra, 20 heures. Tél. :
40-88-77-18. De 51 F à 220 F.

Toulouse

Milhand

Symphonie n° 1

Bleuse

Concerto pour violoncelle et orchestre

Orchestre
de Toulouse.

Orchestre national du Capitole
de Toulouse,
Michel Plasson (direction).

Création du *Concerto pour violoncelle* de
Marc Bleuse, ex-directeur du CNMP de
Paris, ex-directeur de la musique et
actuellement directeur du Conservatoire
de région de Toulouse, par un violon-
celliste réputé pour son goût pour le
répertoire de son temps. Une symphonie
de Milhand pour commencer, celle-là
même que Plasson et ses musiciens ont
enregistré pour DG, et la *Mer* de
Debussy, qui lui ont enregistré pour EMI.
Les 22 et 23, Halle aux Grains, 20 h 30.
Tél. : 61-22-80-22. De 65 F à 220 F.

Poulenc

Les Mamelles de Tirésias

Raphaëlle Farman (théâtre),
Jean-François Gardel (basse),
Orchestre national du Capitole
de Toulouse,
Michel Plasson (direction).

Le retour de Poulenc s'annonce. Genève
vient de présenter *Dialogues des carmé-
lites*, l'Orchestre de Lille donne la *Voix
humaine* et les *Mardi de la tour Eiffel* du
Groupe des Six, les éditions Cicero publient
le *Six* de ses mélodies, dans

Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 43-68-
76-10. De 100 F à 200 F.

Mardi 27

Stravinsky

Symphonie en trois mouvements

Bruckner

Symphonie n° 4 « Romantique »

London Symphony Orchestra,
Georg Solti (direction).

Concert chic à Pleyel. Bien sûr, le LSO
est un orchestre magnifique, bien sûr
Solti est un chef comme il n'y en a plus
guère. Mais à 170 F la place la moins
chère, il y a des raisons d'hésiter.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.
De 170 F à 750 F.

L. Boulanger

Pièce pour flûte et piano

Saint-Saëns

Galop, andante et adagio pour piano

Pierrot

Pièce pour hautbois et piano op. 5

Magnard

Quintette pour vents et piano op. 8

Michel Moreau (flûte),
Pascal Moreau (clarinette).

Le retour de Poulenc s'annonce. Genève
vient de présenter *Dialogues des carmé-
lites*, l'Orchestre de Lille donne la *Voix
humaine* et les *Mardi de la tour Eiffel* du
Groupe des Six, les éditions Cicero publient
le *Six* de ses mélodies, dans

Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 43-68-
76-10. De 100 F à 200 F.

Mardi 27

Stravinsky

Symphonie en trois mouvements

Bruckner

Symphonie n° 4 « Romantique »

London Symphony Orchestra,
Georg Solti (direction).

Concert chic à Pleyel. Bien sûr, le LSO
est un orchestre magnifique, bien sûr
Solti est un chef comme il n'y en a plus
guère. Mais à 170 F la place la moins
chère, il y a des raisons d'hésiter.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.
De 170 F à 750 F.

L. Boulanger

Pièce pour flûte et piano

Saint-Saëns

Galop, andante et adagio pour piano

Pierrot

Pièce pour hautbois et piano op. 5

Magnard

Quintette pour vents et piano op. 8

Michel Moreau (flûte),
Pascal Moreau (clarinette).

Le retour de Poulenc s'annonce. Genève
vient de présenter *Dialogues des carmé-
lites*, l'Orchestre de Lille donne la *Voix
humaine* et les *Mardi de la tour Eiffel* du
Groupe des Six, les éditions Cicero publient
le *Six* de ses mélodies, dans

Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 43-68-
76-10. De 100 F à 200 F.

Mardi 27

Stravinsky

Symphonie en trois mouvements

Bruckner

Symphonie n° 4 « Romantique »

London Symphony Orchestra,
Georg Solti (direction).

Concert chic à Pleyel. Bien sûr, le LSO
est un orchestre magnifique, bien sûr
Solti est un chef comme il n'y en a plus
guère. Mais à 170 F la place la moins
chère, il y a des raisons d'hésiter.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.
De 170 F à 750 F.

L. Boulanger

Pièce pour flûte et piano

Saint-Saëns

Galop, andante et adagio pour piano

Pierrot

Pièce pour hautbois et piano op. 5

Magnard

Quintette pour vents et piano op. 8

Michel Moreau (flûte),
Pascal Moreau (clarinette).

Le retour de Poulenc s'annonce. Genève
vient de présenter *Dialogues des carmé-
lites*, l'Orchestre de Lille donne la *Voix
humaine* et les *Mardi de la tour Eiffel* du
Groupe des Six, les éditions Cicero publient
le *Six* de ses mélodies, dans

Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 43-68-
76-10. De 100 F à 200 F.

Mardi 27

Stravinsky

Symphonie en trois mouvements

Bruckner

Symphonie n° 4 « Romantique »

London Symphony Orchestra,
Georg Solti (direction).

Concert chic à Pleyel. Bien sûr, le LSO
est un orchestre magnifique, bien sûr
Solti est un chef comme il n'y en a plus
guère. Mais à 170 F la place la moins
chère, il y a des raisons d'hésiter.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.
De 170 F à 750 F.

L. Boulanger

Pièce pour flûte et piano

Saint-Saëns

Galop, andante et adagio pour piano

Pierrot

Pièce pour hautbois et piano op. 5

Magnard

Quintette pour vents et piano op. 8

Michel Moreau (flûte),
Pascal Moreau (clarinette).

Le retour de Poulenc s'annonce. Genève
vient de présenter *Dialogues des carmé-
lites*, l'Orchestre de Lille donne la *Voix
humaine* et les *Mardi de la tour Eiffel* du
Groupe des Six, les éditions Cicero publient
le *Six* de ses mélodies, dans

Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 43-68-
76-10. De 100 F à 200 F.

une édition intégrale magistralement
annotée par Renaud Machart (160 pages,
130 F).

Le 25, Halle aux Grains, 10 h 45. Tél. :
61-22-80-22. De 65 F à 220 F.

Jazz

Tom Harrell Quartet

Tom Harrell, trompettiste et baguette
joue les épaules raillées. Il bécote,
cherche loin le son, l'attaque. Sollicité en
permanence, Harrell prend le temps de
fussiller pour une semaine à la Villa. A
la contrebasse, Michel Bonis, dont la
finesse s'accorde au jeu du trompettiste.

Les 21, 22, 23, 24, 25 et 27. La Villa,
23 h 30. Tél. : 43-28-80-00.

Gérard Pansanel

Un sextuor de concert, mené par le
guitariste Gérard Pansanel qui se pro-
pose d'explorer les musiques des films de
Charlie Chaplin et d'interpréter une com-
position originale pendant la projection
de quinze minutes d'images d'archives
qu'il a réunies. La suite des résumés que
furent *Chaplin* et *Beau Travail*, du
même Pansanel.

Le 22, Passage du Nord-Ouest,
23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Jean-François Panvros

Tony Hymas

Jonathan Kane

Un trio à surprises, au vu des parcours
de chacun de ses membres. Le guitariste
Jean-François Panvros a fait partie de
Canal 5 (avec les Benicall, Anto Lind-
say) et des Steel Drums. Le batteur Jon-
athan Kane a joué avec la Monte Young,
Gary Lucas. Quant à Tony Hymas, pia-
niste, il est passé de la musique contem-
poraine à Jeff Beck en passant par les
Lonely Beats. Free rock, jazz d'aventu-
res, chansons tendres, il parvient tout
fait, tout sera donc possible.

Le 22, Passage du Nord-Ouest,
19 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Le Mans

Europe Jazz Festival

Le quatorzième Europe Jazz Festival
sera consacré à partir du lundi 26 avril à
une confrontation musicale franco-itali-
enne de midi à minuit. Pour commen-
cer, le trio acoustique de Didier
Lockwood, Stan ou Richard Galliano
au Palais du congrès. Puis une soirée de
fortes personnalités avec l'octette de
Claude Barthélémy et les chœurs majes-
teux de Christian Vander pour les
« Vols de l'Égypte », avant de rebondir
vers l'abbaye de l'Épave, lieu miraculeux
du festival, avec ses rencontres transat-
lantiques : Chris Alts Duto, Paolo Damiani,
Gian Carlo Schifano, Gian Luigi Tro-
vati, Eugenio Colombo, Daniele Cava-
lanti et les leurs diverses formations, tous
membres de l'Italian Jazz Orchestra,
présent en final.

Du 26 avril au 2 mai. Tél. : 43-24-81-78.

Rock

Gallon Drunk

Groupe d'indigènes londoniens qui se bat
pour la survie d'une ville sale mais
vivante, qui donne le poulx d'une cité où
l'espace entre le haut et le bas se cesse de
se creuser. D'où un rock furieux,
approchant et lyrique.

Le 21, Rue Cha, 23 h 30. Tél. : 45-08-
83-83.

Jeff Beck

The Big Town Playboys

Jeff Beck se promène depuis si longtemps
entre rock et jazz qu'on ne sait plus trop
à quel s'attendre. Il lui arrive encore de
se laisser aller au blues et ce sont en
général ses meilleurs moments.

Le 23, La Cigale-Karaoke, 20 heures.
Tél. : 42-23-15-15. 160 F.

Shonen Knife

S'il est une chose que les Japonais ont
parfaitement assimilée, c'est le potentiel
de bizarrerie que renferme le rock. Shon-
en Knife en est une nouvelle preuve.

Le 25, Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Les Nuits acoustiques

des « Inrockuptibles »

Cette nuit-là promet d'être serene. Mar-
tin Stephenson, qui vient de dispo-
ser son groupe, les Daintees, est un mé-
lodiste fin, un humoriste discret. Les Red
House Painters feraient passer Galtsoff
5000 pour les Ramones, à force de
lourdeur. Steven Duffy et Pascal Comelade
partagent, chacun à sa manière, le
goût des chemins détournés et de la no-
stalgie.

Le 26, Passage du Nord-Ouest, 19 h 30.
Tél. : 47-70-81-47.

Tournées

Peter Gabriel

Peter Gabriel a toujours été un homme
de scène, un chanteur fasciné par le
théâtre. On attend avec impatience son
nouveau spectacle d'automne qu'il a pré-
paré avec le metteur en scène québécois
Robert LePage.

Le 23, Opéra, 20 heures. Tél. : 43-68-
76-10. De 100 F à 200 F.

Vanessa Paradis

Elle chante en anglais, elle joue les fol-
les, la perversité un mois, Vanessa Pa-
radis est à la mode. Elle s'essaie à la
coquette de la personnalité. Lors de sa
dernière tentative, l'Américain Lenny
Kavitz, qui a veillé aux destins de son
dernier album, l'a mangée sans état d'âme.

Le 22 avril, Clermont-Ferrand, Maison
des sports. Le 24,

ARTS

Nouvelles expositions

Eva Hesse, Thierry Kuntzel

Après Valence, Paris présente les œuvres d'Eva Hesse, une élève de Joseph Albers décédée il y a maintenant vingt-trois ans. En pleine période du minimalisme triomphant, les sculptures de cordes et de textiles de Hesse transcendent par leur aspect organique, mais savent jouer de l'intérêt américain pour le *all-over* et l'expansion des formes. Ses dernières œuvres montrent une singulière attention au processus d'abstraction des formes, qui font ensuite école. A voir également au même endroit les vidéos fragiles et lumineuses de Thierry Kuntzel, éblouissantes.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 8^e. Tél. : 42-80-83-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Du 27 avril au 20 juin. 35 F.

Saint-Herblain

Bertrand Dorny

Une association angevine effectue depuis plusieurs années un remarquable travail de fond sur quelques artistes pas toujours à leur juste place : Dorny est de ceux-là, plus apprécié de ses pairs que du grand public, et « Présence de l'art contemporain » lui a consacré une exposition éblouissante qui démarre ces jours-ci pour un long tour de France. On éprouve une tendresse particulière pour ses assemblages de bois flottés, mais les 65 œuvres de l'exposition devraient montrer toutes les facettes du travail de ce grand monsieur. Hôtel de ville, 44800. Tél. : 40-36-10-00. Tous les jours de 12 heures à 19 heures, samedi de 10 heures à 12 heures. En septembre à la Médiathèque de Sète, en novembre au Musée de Chamonix, en décembre au NT d'Angers. Du 21 avril au 6 mai.

Paris

Jean-Michel Alberola

Première exposition de l'ensemble des dessins et gravures réalisés par Alberola sur le thème de la Crucifixion et plus généralement le cycle entier de la Passion. Un thème pas tout à fait aussi ancien que l'art lui-même, par un des artistes les plus sensibles et les plus musclés de sa génération.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 juin.

Aménophis III

Pacifique, et par là moins connu que d'autres pharaons plus belliqueux, Aménophis III aime son règne par de grands travaux d'architecture, qui coïncident avec une période d'apogée de l'art égyptien. Une exposition splendide soutient par un catalogue remarquable rend hommage à un homme à qui l'art assure l'éternité.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Chamisso, pl. Clemenceau, av. G.-Clemenceau, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 mai. 42 F.

Tadão Ando

Tout l'œuvre de l'un des plus grands architectes japonais contemporains, présenté en grande pompe par lui-même. L'ensemble est d'autant plus saisissant que, malgré d'abondantes publications, Tadão Ando reste un inconnu sur le territoire français. L'exposition constitue donc sa première œuvre hexagonale, et révèle l'étrange progression de l'artiste de l'échelle de la maison à celle des grands projets d'architecture.

Centre Georges-Pompidou, galerie du 2^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mai.

Lewis Baltz

Parfaitement mise en scène par l'équipe de Jean Nouvel, cette rétrospective permet de découvrir un des plus grands photographes d'aujourd'hui. Lewis Baltz, un Californien de quarante-huit ans, travaille dans le style documentaire tout en rompant radicalement avec tous les codes du paysage. Ses photos banales et dépolies, en marge des villes, dressent un

inquiétant portrait du monde postindustriel.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mardi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 29 mai. 35 F.

Bernard Bazile

Bazile est un artiste hors normes ; le seul à avoir réalisé le fantasme secret de tous les conservateurs de musée d'art contemporain : ouvrir une des 50 boîtes éditées par Piero Manzoni en 1962. Le seul aujourd'hui à poursuivre la logique du jeu en art jusqu'à son aboutissement, en rendant un hommage, vibrant et vivant, à Mel Ramos. Le seul à pointer les rapports ambigus entre enfants et adultes (*It's O.K. to say no* 1989) mais aussi ceux qu'entraînent les hommes politiques avec leur image publique. Une exposition violente, dérangeante, passionnante en somme.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 2 mai.

Richard Long

Un beau et grand souffle d'air frais par un artiste aux semelles de vent : Richard Long a déposé aux murs des cercles de limon de l'Avon ou de boue d'Old Man River, au sol des alignements d'ardoises de Comauilles, et dans la tête du spectateur des furieuses cavies de promenade. Du grand art né d'une merveilleuse simplicité.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf

dimanche, l'ensemble s'appuie sur une précieuse série d'archives et d'éclairage des grandes phases de la peinture des années 30.

Musée Taver-Delacour, 4, rue Lemaître, Paris 10^e. Tél. : 34-43-34-77. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 août.

Picasso : Toros y toreros

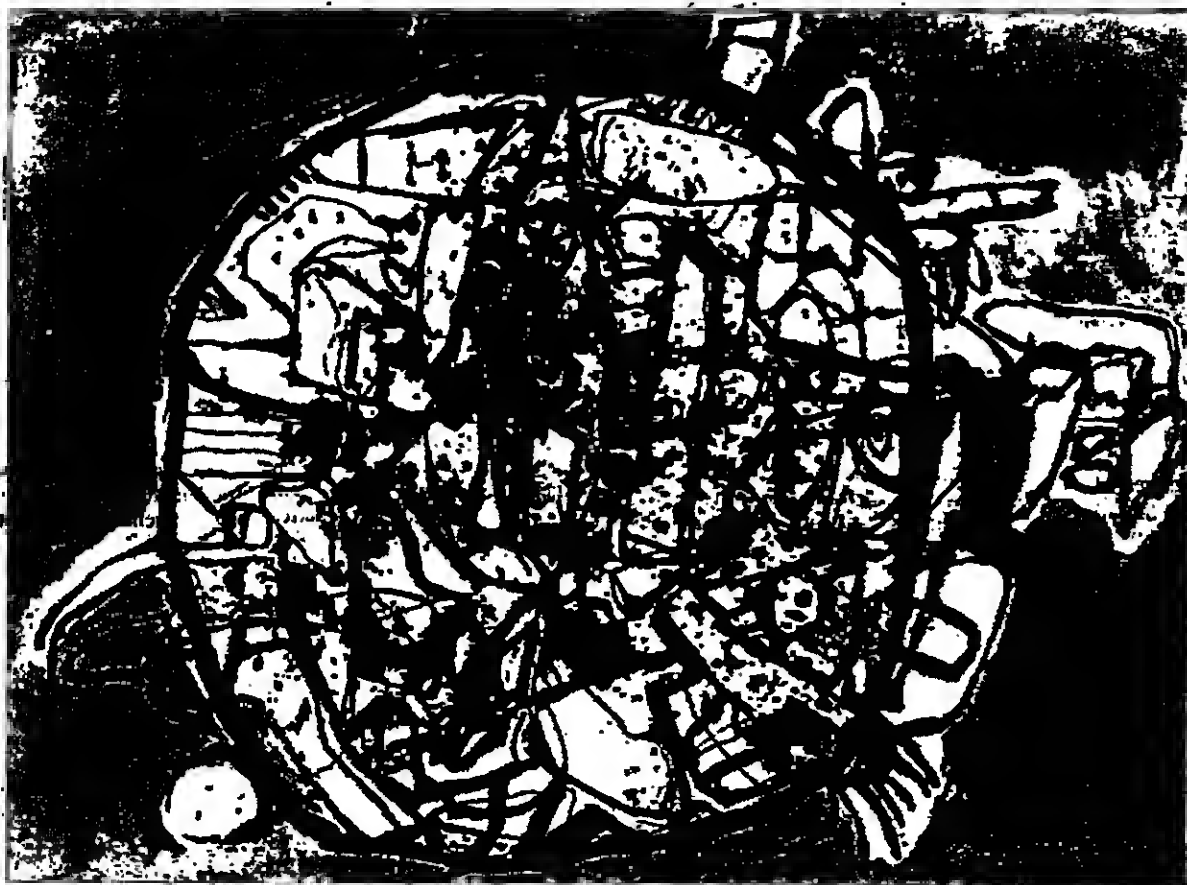
Il y avait, dès son plus jeune âge, du minotaure en lui. Excellente idée donc que de rassembler les œuvres majeures réalisées sur le thème de la tauromachie, depuis les dessins d'enfant - mais Picasso fut-il jamais enfant ? - jusqu'aux dernières *Matadors* des années 70. Une exposition judicieusement réservée aux seuls « aficionados ».

Musée Picasso, Hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 12 heures (groupes, scolaires, et adultes, sur réservation) et de 12 heures à 18 heures (indiv. et group. adults), dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 juin. 33 F, 24 F dim.

Paris à l'école

Splendide présentation, esprit pédagogique correct, excellent tour général des textes, des sons et des architectures, sans de l'orientation : cette exposition sur le passé, le présent et l'avenir des écoles parisiennes (qui a été collée à l'entrée de la Ville de Paris), mérite mieux qu'un bon point, à savoir une visite en bonne et due forme.

Parc de l'Armand, 21, boulevard Morland, Paris 4^e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mai.



Exposition Cornelia à la galerie Diorne.

Galleries

Laure Canquill

On ne sait trop si les figures en voie d'abstraction de Laure Canquill incarnent d'une modernité nouvelle ou de la pureté, ou ce qui serait mal, ou d'antiques racines cathares, conscientes ou pas, ce qui serait bien mieux... Mais il n'est point besoin de s'être promené autour du Sidirot pour apprécier la richesse d'une œuvre jeune née dans un décor culturel. A suivre.

Galerie Moutin-Bastille, 23, rue Bastille, Paris 11^e. Tél. : 44-93-93-64. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 30 avril.

John Chamberlain

Rétrospective de l'un des grands sculpteurs américains de ce siècle. Depuis les années 1950, l'exposition Chamberlain montre des œuvres qui s'échelonnent de 1960 à nos jours. Une vingtaine de grandes sculptures, mais aussi des pièces plus petites, des monotypes et des photographies. Une exposition rare de découvrir l'expressionnisme abstrait en trois dimensions.

Galerie Karsten Gröbe, 5, rue Debelleyme, Paris 3^e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 mai.

Cornellie

Au moment où s'ouvre à Liège une grande rétrospective consacrée au groupe Cobra, voici à Paris une exposition des travaux récents de Cornellie, qui démontre les matériaux habituels du peintre pour lui préférer les bois polyédriques découpés. A soixante-dix ans, Cornellie continue de tracer sa route avec la même jubilation.

Galerie Diorne, 19 bis, rue des Salettes-Pères, Paris 6^e. Tél. : 49-28-03-06. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 10 juin.

Dado ou le cardinal de Retz

De la découverte d'une charge au détour d'une route, lorsqu'il était enfant,

à la collecte d'ossements chez un épicier de Gisors en compagnie de Bernard Réquidat, Dado suit une inspiration bouillonnante. Pour ses derniers travaux, de grandes images claires, il s'attache aux sombres Mémoires de Gondy, cardinal de Retz et fronton.

Galerie Beaubourg, 22, rue du Renard, Paris 4^e. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

De Chirico

Réunis par la curiosité gourmande de Jean Clair, huit artistes contemporains clament leur reconnaissance envers l'œuvre de Giorgio de Chirico. De la nouvelle subjectivité à la peinture post-néoplatonicienne, une exposition très « fin de siècle » cultivée et un peu décadente, qui ne laissera personne indifférent.

Galerie Arca, 9, av. Maitre, Paris 8^e. Tél. : 42-89-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

R.E. Gillet

Pierre Loh lui a acheté son premier tableau, Rebeville lui a donné son âme... Gillet est un de ces artistes qui font les beaux jours du Paris d'après-guerre et dont il faut aujourd'hui redécouvrir le travail : de la Faculté de 1954 au *Grand charbonnement* de 1989 en passant par les terrifiants et insolentes toiles des années 70, il y a là un peintre, et une œuvre dont l'époque a désespérément besoin.

Galerie Henry Buisson, 15, rue des Tonnelliers, Paris 4^e. Tél. : 42-27-30-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Pascal Kern

Pascal Kern présente ses nouvelles « sculptures » avec des diptyques et triptyques réalisés à la lino de Strasbourg, à partir de « boîtes à sœurs » : des matrices en bois utilisées pour créer des vides à l'intérieur des pièces industrielles ou des sculptures. Ce photographe plasticien poursuit ainsi une des plus belles réflexions sur la sculpture et le volume, la sculpture de l'objet utilitaire et sa fonction artistique.

Galerie Zabritche, 37, rue Orléans, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 mai.

Konrad Klapheck, Jan Voss

Dans une vingtaine de peintures récentes, Konrad Klapheck considère d'opposer la figure de ses chères machines à coudre ou à écrire, de ses canots ou de chaises qu'il dote, comme par magie, d'une émotion qu'on ne leur associe habituellement qu'en cas de panne. Un des nœuds aujourd'hui à sortir, sans pathos ni anecdote, l'objet de sa banalité.

Galerie Lelong, 13-14, rue de Valenciennes, Paris 8^e. Tél. : 48-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 7 mai.

Thierry Leproust

Décorateur de théâtre et de cinéma connu et apprécié, Thierry Leproust est aussi un peintre sensible, comme en témoignent ses « grandes maisons », assemblages de bois sculptés et peints construisant de curieuses architectures de façades sur du papier kraft. L'exposition se prolonge avec une seconde partie montrant les peintures sur toile.

Régions

Arlès

Rétrospective Jawlensky

Cerise sur le gâteau, une exposition qui réjouira les milliers d'amateurs d'expressionnisme allemand : soixante-dix tableaux du peintre russe Jawlensky, établi à Munich, compagnon de route de Kandinsky et du Blaue Reiter. On remarquera en particulier une série de ses dernières toiles mystiques d'après-guerre que les travaux récents d'Israel Goldberg ont permis de mieux connaître.

Espaces Van Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 80-49-37-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juin. 30 F.

Houffez

Raoul Dufy

Exaltante et irritante, parce que trop soyeuse, une passionnante exposition des tissus créés par Raoul Dufy pour Paul Poiret et une maison de Lyon, qui rappelle une facette ignorée, mais fondamentale, du peintre chéri des côtes de la baie de Seine.

Granier à sel, Entrée quai de la Tour, 14600. Tél. : 31-89-02-30. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 24 mai.

Marseille

D'un art à l'autre

Bernard Blistène a laché un nuage de poèmes sur Marseille. Il y en a un dernier chaque grand mouvement artistique : le cubisme et le futurisme, le dadaïsme et le surréalisme. Mais aussi derrière Cobra, derrière les Happenings, chez Fluxus et les autres. Ils ont changé la vie, réinventé, non sans toute parfois. Ils ont bouleversé les genres. Et, depuis Mallarmé, ont découvert que l'œuvre devait trouver sa nourriture et son aboutissement dans le langage, tous les langages.

Centre de la Vieillesse, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-35. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mai.

Mauveuge

Hervé Télémaque

Exposition des travaux graphiques de Hervé Télémaque, tout aussi sympathiques et fins que sa production picturale. Télémaque est persuadé que ses estampes l'ont ramené vers le dessin, véritables *Mondes à former*. A voir pour saisir dans la subtilité cette œuvre éblouissante.

Musée de Mauveuge, 9, rue du Chaplain, 59800. Tél. : 27-64-37-95. Tous les jours sauf mercredi, samedi et dimanche matin de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 avril.

Monthellard

John Franklin Koenig

Deuxième étape de la rétrospective itinérante d'un peintre américain de Paris devenu globe-trotter. Co-fondateur avec Jean-Robert Aumond de la revue *Chimie*, Koenig est intimement lié à toutes les aventures de l'art depuis les années 50, et son œuvre témoigne de la richesse d'une époque où l'art avait encore avoir l'éblouissement de la nouveauté.

Centre d'art contemporain, château des ducs de Wurtemberg, 25200. Tél. : 81-89-22-61. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 mai.

Mouans-Sartoux

L'Esprit Dada, hommage à Marcelle Cahn

L'Espace de l'art concret rend hommage à Marcelle Cahn avec une trentaine d'œuvres, et aux artistes, constructivistes ou pas, qui ont su intégrer comme elle l'esprit Dada. De Jean Arp à Robert Watts en passant par Arman, Bony, Merz, Ben, Vostel et bien d'autres, une exposition qui rend l'immigration au pouvoir.

Château de Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 83-76-71-50. Jeudi, vendredi, samedi et dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 23 mai.

Nice

Engèle Leroy

Aux âges bien réels, la valeur attend parfois le nombre des années : à part les néo-expressionnistes allemands, Basile, en tête, qui collectionnent ses œuvres depuis les années 70, rares sont ceux qui avaient il y a dix ans entendu prononcer le nom d'Engèle Leroy, plus rare encore ceux qui connaissent sa peinture. Aujourd'hui, un artiste est excellent peintre né en 1910, et le musée de Nice montre une rétrospective (depuis 1945) d'un des derniers hommes tranquilles.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 83-82-81-62. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 juin.

La sélection « Arts »

a été établie par

Henry Bellet

« Architecture » :

Frédéric Rueland

« Photo » :

Michel Comte

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Schubert

Swiss Lieder
Barbara Hendricks (soprano), Radu Lupu (piano), Bruno Schneider (cor), Sabine Meyer (clarinette)

Certaines voix sont phonégiques, d'autres moins. Celle d'Hendricks l'est, au plus haut point. Petite mais joliment timbrée, impeccablement juste et bien placée, elle passe admirablement l'épreuve du micro. Un peu comme le piano de Radu Lupu, qui gagne à être entendu de près et dans un cadre intime, ou la sinuante clarinette de Sabine Meyer. Les musiciens de la Philharmonie de Berlin n'avaient pas coopté la jeune musicienne non parce qu'elle était une femme, mais bien parce que son jeu manquait de puissance pour s'intégrer à leur ensemble. Grâce à des interprètes si bien appareillés, ce disque est un enchantement. Une infinie politesse règle les dialogues de la chanteuse et des instrumentistes. La fraîcheur et beaucoup de bonheur partagé y règnent. *Le Père sur le rocher*, *L'ave Maria* sont, parmi d'exceptions réussies, des petits bijoux de perfection musicale. Prise de son parfaite.

1 CD EMI « Classica » CDC 7 54239.2.

Schubert

Sonata en si bémol majeur D 960 -
Wolfgang Furtwängler et un orchestre D 700
Herbert Crocco (piano)

Everest pianistique et musical, la *Wanderer Fantaisie* a laissé plus d'un pianiste sur le bord du chemin. Sa virtuosité assez démente et l'énergie sans faiblesse qu'elle exige de ceux qui l'abandonnent les contraignent trop fréquemment à taper, à se raidir, à ténasser par des arpèges qui balancent le clavier, des paquets d'accords abrupts et une rythmique de course à la mort. Depuis soixante ans, Edwin Fischer domine de la tête et des épaules tous ses petits camarades (EMI). A ses côtés, sur les marches du podium, Sviatoslav Richter (EMI) et Leon Fleischer (Sony), à peine essouffés, arborent les médailles d'argent et de bronze. Rafael Orozco vient de les contraindre à lui faire une petite place. Non seu-

lement il assume tous les risques techniques des mouvements extrêmes, mais il sait donner à l'adagio son caractère de cheminement hagar, au bord de l'ataxie. Son interprétation de la *Sonata D 960* - la dernière composée par Schubert - est, elle aussi, dominée dans ses implications psychologiques les plus douloureuses. Formidable interprète de Liszt, Chopin, Albeniz, Brahms et Rachmaninov, Orozco se révèle un schubertien de premier plan, une sorte de petit-fils de Fischer dont il a les emportements léonins et la sonorité plantureuse.

1 CD Virgin-Aurville V 4683.

Schubert

Impromptus op. 90 et 142
Andreas Haefliger (piano)

Il y a bien longtemps, le choix des mélomanes était aussi simple que le risque qu'ils avaient de se tromper était faible. Il y avait Fischer et Schnabel chez EMI, Brendel chez Vox et rien d'autre ou presque. Autant dire que ces disques, vendus dans des séries économiques, faisaient le bonheur des schubertiens, rares à cette époque. Ils continuent d'ailleurs, car ils ont été régulièrement réédités. Et puis tous les pianistes ont voulu enregistrer Schubert, ses sonates comme ses impromptus et ses moments musicaux, avec des fortunes diverses. Pour son second disque (le premier était consacré aux *Durand-Baudouin* de Schumann), le jeune Andreas Haefliger prenait un risque. Ces impromptus qui tiennent sur le papier de tant d'apprentis pianistes sont aussi faciles à jouer que difficiles à « tenir ». Au moins deux fois, à la moindre idiosyncrasie de phrasé, le mélomane le plus indulgent renonce et renoue avec ses anciennes amours. Mais l'interprétation du jeune pianiste (dont la pochette ne nous dit absolument rien) est parfaite. Elle a la simplicité d'allure des vrais artistes, de ceux qui prennent le risque de paraître banals pour atteindre l'essence même de l'art de dire les choses les plus graves. Haefliger a quelque chose de Scharoun, d'Heide et de Perahia, pianistes sublimement scolaires. Prise de son splendide.

1 CD Sony « Classica » SK 53108.

Rock

Daniel Lanois

For the Beauty of Wynona

Second disque de Daniel Lanois, *For the Beauty of Wynona* est quand même l'œuvre d'un musicien qui a beaucoup voyagé, entendu, appris, un disque mûr, chargé d'expérience, de références et d'audaces. Daniel Lanois est producteur. Il a enregistré *For the Beauty of Wynona* en même temps qu'il produisait les albums de Peter Gabriel et de U2, passant de l'autre côté de la vitre qui sépare la ensole d'enregistrement des micros, entre deux sessions avec les



Brigitte Fontaine.

stars. Enregistré de Bath à Dublin, de Paris à La Nouvelle-Orléans, ce disque de nomade suit le chemin des tribulations de Daniel Lanois, acadien francophone, propulsé dans l'industrie du rock (bastion de l'anglophonie triomphante) qui a trouvé une seconde patrie à La Nouvelle-Orléans, ville africaine, française, espagnole, haïtienne, jamaïcaine, et - accessoirement - états-unienne.

Lanois est trop savant pour aligner mécaniquement les styles musicaux (un coup de funk louisianais, un coup de ballades celtico-acadiennes, un coup de rock). Ses mélanges sont plus subtils. Il alterne ici deux manières : la majorité des chansons suivent une ligne mélodique simple, une instrumentation discrète et claire (*Maire Claire*, le seul titre en français; *Still Learning how to Crawl* et *Sleeping In The Devil's Bed*, où le chanteur Lanois se souvient avec talent qu'il a travaillé avec Dylan). Et puis des chansons étranges, pleines de magie noire, faites de guitares qui sonnent comme perdus dans le brouillard, de tambours étouffés et inépressibles. La source de cette inspiration n'est citée clairement qu'une fois, avec *Indian Red*, chanson de carnaval pour tribu d'Indiens de La Nouvelle-Orléans, mais c'est toujours de vaudou qu'il s'agit; de faire renaître les morts, qu'ils soient perdus dans une ville fantôme de l'Acadie où les trains n'arrivent plus (*Death of a Train*), ou étouffés par la grande ville (*Brother L. A.*). Ce mélange de magie

blanche et de sorcellerie fait la force insidieuse de Daniel Lanois.

1 CD Warner Bros/WEA 8362 4540 30-2.

T. S.

Patricia Kaas

Je te dis vous

Il faut attendre la troisième plage pour apprécier les talents de Patricia Kaas. Passer au-dessus d'un *Hôtel Normandy*, écrit (?) par Didier Barbelivien, grand faiseur de tubes devant l'éternelle FM. Il y aligne quelques perles, que la voix de chanteuse de blues de M^{me} Kaas ne parvient pas à rattraper. Exemple : « *Entrer dans la lumière comme un insecte fou. Respirer la poussière. Vous venir à genoux.* » Ça rime. Populiste à bon compte, l'auteur fétiche dont la chanteuse lorraine se passerait bien de se transporter aux comptoirs de bistro (« *Arrête de boire, Jojo, tu vas finir barjo. Arrête de boire, ivrogne. L'Alsace et la Bourgogne* »), avant de faire un cynique détour dans le bon sentiment (« *laissez-moi chanter pour ceux qui n'ont rien* », etc.). Pour satisfaire aux exigences de l'exportation, Patricia Kaas interprète un titre en allemand (insignifiant), trois en anglais dont un blues bien ficelé de Tony Joe White, *Out of the Rain*, où Chris Rea vient jouer de ses talents de guitariste, et une belle reprise, un peu sombre, d'un classique de James Brown, *It's a Man's World*. Retiens ton souffle, la troisième plage dooc, a été écrite par Marc Lavoine « d'après une idée de Patri-

cia Kaas ». Lavoine lui offre également un délicat *Reste sur moi* : érotisme naïf, temps suspendu, frissons. Dans ce cas, la musique (François Aboulker), les arrangements laissent à Patricia Kaas la liberté d'être elle-même. C'est alors seulement qu'affleure le charme de cet album eo quinze chansons « *doloureuses, émotives* », produit par Robin Millar, qui avait auparavant veillé au climat des albums des Five Young Cannibals et de Sade.

1 CD Talking Loud/Phonogram 514 538-2.

T. S.

Chanson

Brigitte Fontaine

French Corazon

Un délice. Brigitte Fontaine telle qu'en elle-même. Entière, délicate, lucide, loquace. Les musiques sont signées Areski Belkacem. Et onus vitu transportés en temps indéfinissable de « *Cet enfant que je t'avais fait...* », etc. Areski tapait le tambour, Higello débattait et Brigitte Fontaine faisait du Brigitte Fontaine. *French Corazon* est d'abord sorti au Japon, en 1988. Suite de producteurs français, puis il fut remixé en France, remis au placard. Les arrangements en ont été confiés à l'excellent musicien Jean-Philippe Rykiel (claviers), que l'on a vu à l'œuvre notamment aux côtés de Youssou N'Dour. En treize titres surréalistes, Brigitte Fontaine dresse un tableau très personnel de l'Occident. Du *French Corazon* (« *Un demi à la terrasse et le blues qui vous tabasse. Hamburgers et zakouski, merguez et macarons* ») au *Nougat*, il ne manque pas une virgule à cet univers harmonieux dans son chaos et toujours rempli d'humour.

1 CD EMI 794 068-2.

Patricia Kaas

Je te dis vous

Il faut attendre la troisième plage pour apprécier les talents de Patricia Kaas. Passer au-dessus d'un *Hôtel Normandy*, écrit (?) par Didier Barbelivien, grand faiseur de tubes devant l'éternelle FM. Il y aligne quelques perles, que la voix de chanteuse de blues de M^{me} Kaas ne parvient pas à rattraper. Exemple : « *Entrer dans la lumière comme un insecte fou. Respirer la poussière. Vous venir à genoux.* » Ça rime. Populiste à bon compte, l'auteur fétiche dont la chanteuse lorraine se passerait bien de se transporter aux comptoirs de bistro (« *Arrête de boire, Jojo, tu vas finir barjo. Arrête de boire, ivrogne. L'Alsace et la Bourgogne* »), avant de faire un cynique détour dans le bon sentiment (« *laissez-moi chanter pour ceux qui n'ont rien* », etc.). Pour satisfaire aux exigences de l'exportation, Patricia Kaas interprète un titre en allemand (insignifiant), trois en anglais dont un blues bien ficelé de Tony Joe White, *Out of the Rain*, où Chris Rea vient jouer de ses talents de guitariste, et une belle reprise, un peu sombre, d'un classique de James Brown, *It's a Man's World*. Retiens ton souffle, la troisième plage dooc, a été écrite par Marc Lavoine « d'après une idée de Patri-

cia Kaas ». Lavoine lui offre également un délicat *Reste sur moi* : érotisme naïf, temps suspendu, frissons. Dans ce cas, la musique (François Aboulker), les arrangements laissent à Patricia Kaas la liberté d'être elle-même. C'est alors seulement qu'affleure le charme de cet album eo quinze chansons « *doloureuses, émotives* », produit par Robin Millar, qui avait auparavant veillé au climat des albums des Five Young Cannibals et de Sade.

1 CD Columbia 14-473829.

Didier Sustrac

Zanzibar

Didier Sustrac joue de la guitare, glisse sur les fins de syllabe comme aux temps béats de la bossa-nova. Il a d'ailleurs beaucoup écouté João Gilberto, dont il parvient à reproduire les fins de phrase susurrées et veloutées avec un talent discret. *Tout seul*, joli titre où les mots jouissent de leurs sonorités, ouvre cet album où l'Amérique du Sud et les îles lointaines de l'océan indien se fondent dans un même rêve de voyage. En formation essentiellement acoustique (piano, guitare, basse, bugle, saxophone, cordes...), Didier Sustrac s'amuse. Reste que l'habillage prend le pas sur le contenu.

1 CD Remarc 517 917.

V. Mo.

Musiques du monde

Teca Calazans

Intuicao

Brésilienne, Teca Calazans a longtemps partagé son temps entre la France, le Nordeste et Rio-de-Janeiro. Interprète, elle a su prendre assez de distance pour se construire un répertoire solide et original. Elle avait ainsi recréé des chansons et des airs populaires composés par Heitor Villa-Lobos, avant de s'attaquer aux compositions de Pinxinhonha, autre héros de la tradition musicale brésilienne. *Intuicao* suit un itinéraire plus sinistre, de Caetano Veloso (*Um dia*) au compositeur de samba Paulinho da Viola (*Nos horizontes do mundo*) en passant par Chico Buarque, Noel Rosa et Aray Pavao. La voix haute de Teca Calazans tranche sur la douceur entretenue du climat musical. L'arrangeur, Mauricio Carliho, a fait des prodiges en mélangeant aux guitares une guitare portugaise à douze cordes et de l'accordéon (Nordeste oblige), ainsi que d'effacées basses électriques. *Intuicao* vaut à lui seul une berceuse. Pour casser cette joie un tantinet cotonneuse, Teca Calazans aurait gagné à varier ses registres de voix. Car, pour qui ignore le charme poétique de ces superbes chansons écrites en portugais, l'ensemble pourrait paraître uniforme.

1 CD JSL 012. Distribué par Média 7.

V. Mo.

Le nouvel album de Michel Portal

« Any Way », la promesse de l'avenir

CES thèmes cisailés, incisifs, nerveusement plaqués comme un fouet, ces thèmes lancés entre enjouement et précipitation, ces thèmes obsédés de rythme, c'est lui, Michel Portal, immédiatement identifiable au son, à la scansion, qu'il joue, ou qu'il communique son jeu aux autres. Ce phrasé, ces intervalles sont sa voix. Il y a dans *Any Way* une tension qui tord, des bruits de jungle, la rumur innocente des villes et l'écho du lieu que fonde la musique. Avec son générique pléthorique - dix-huit musiciens, de Minu Cinelu à Trilok Gurtu, occupent les six cases du tableau, ses six « *pieces* » - *Any Way* déploie les questions auxquelles il répond.

Portal aime trop le concert, reste trop unique dans l'acte musical, le porte de soi, pour se confier à la reproduction de l'enregistrement. Cette magie ne se transfère pas. Il le sait. En disque, il change de rôle. Il apporte un soin minutieux au son, à l'articulation, au maintien de la tanaion et à la mise en scène de l'échange. C'est une façon, la plus portaliennne, de régler la quadrature du cercle. Pas de free dans le froid des studios, pas de simulacre de l'acte musical où l'émotion s'oublie, pas d'excès écorçants de l'écriture, pas de kyrielles de chœurs, vingt-cinq ans après la mort de Coltrane. Alors quoi ?

Six tableaux aux titres mystérieux, avec leur lot de splendeurs, de coupes sèches et de malades acides. Six minutes de traiter la délicata pression des rythmes. Six fleuves qui entrent à tout petit volume et

emportent quand on force. La musique enregistrée aujourd'hui doit être capable de supporter ces deux épreuves. *Any Way* écoute d'un bout à l'autre. La continuité cachée, le fil imaginaire qui court sous le tempo sont bien loin devant toute tentative de zapping.

De ce poste de guetteur où il se tient, Portal poursuit une opération dont chaque signe peut s'isoler. Pris comme tel, *Any Way* est des airs de fête, de conjuration, de mystère d'où émergent les voix proches et singulières de ceux qui l'entourent, souffleurs (Kenney Wheeler, Yves Robert ou François Jeannet), guitaristes (Claret ou Nguyen Lê), bassistes (Moutin, Jerny-Clerk ou Bailey), percussionnistes (Humair, Cinelu ou Gurtu), claviers (Gil Goldstein, Andy Emter ou Lubat), plus le violon de Didier Lockwood et le timbre, gravé dans la mémoire, d'une marimba basse (David Friedman). Pris dans l'ensemble d'une vie qui se confond avec la musique, *Any Way* fait le point de la question, affirme et réserve à la fois, donne et reprend, ouvre ce qu'on n'a pas encore pris le temps d'entendre et de penser.

Avec, en fond sonore, plus insistante à mesure qu'elle se fait discrète, la voix, la juste voix de Michel Portal.

FRANCIS MARMANDE

* 1 CD LBLIC 6544. Distribué par Harmonia Mundi.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

RELAIS BELLMAN 37, rue François-I^{er}, 47-23-54-42 F. cent. dim. Jusqu'à 22 h 30. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVILLES DU ROYAN. Soles aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Gibier du jour. Menu 180 F à 220 F.

RIVE GAUCHE

RESTAURANT THOUHEUX 47-05-61-75 79, rue Saint-Dominique, 7. Spécialité de coq au vin et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à minuit. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à minuit. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS Tél. 43-26-39-36 9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS

CHOUCRUTES, GRILLADES, FLAMMEKÛCHE, POISSONS, DÉGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES Pâtisserie - Grands crûs d'Alsace.

MUSIQUE

RÉÉDITION DES MEILLEURS ENREGISTREMENTS D'ARETHA FRANKLIN

A U commencement était le gospel. Aretha Franklin est la fille du révérend Cecil L. Franklin, pasteur de la New Bethel Baptist Church de Detroit. Né dans le Mississippi, le révérend avait commencé sa carrière dans le Sud et Aretha vit le jour à Memphis, Tennessee, en 1942. En 1946, la famille Franklin arrivait à Detroit, où C. L. Franklin devenait une star du gospel, un prédicateur hors pair, qui enregistrerait ses sermons sur le label de Chuck Berry et Howlin' Wolf et réussissait même à se faire arrêter pour détention de marijuana. En 1948, Mrs Franklin quittait le domicile conjugal et ses cinq enfants, elle devait mourir quelques années plus tard.

Le révérend tournait dans tous les Etats-Unis, d'église en église, souvent en compagnie des Clara Ward Singers, le groupe de la formidable miss Clara Ward, qui révéla, entre autres, Marion Williams. Quand ses trois filles - Aretha, Erma et Carolyn - furent assez vieilles (douze ans), elles furent promues au rang de première partie. Cette éducation vaut bien celle de Judy Garland ou de Charlie Chaplin. Le gospel se joue la plupart du temps des frontières entre sacré et profane. On peut y voir un signe de la puissance de Mammon : miss Clara Ward finit sa carrière à Las Vegas, et de Detroit à Los Angeles, les agents artistiques ne vont à la messe que pour découvrir un nouveau Sam Cooke, une nouvelle Ruth Brown. Mais cette ambivalence est plus noble. La musique est au centre de l'expérience religieuse des Noirs baptistes des Etats-Unis. Les grands prédicateurs sont de grands musiciens, des maîtres du silence et du cri, des virtuoses du crescendo. Entre le sermon et le chant, la continuité est évidente. Le rythme, la voix sont l'essence de cette communion, la source d'une joie dont les manifesta-

L'ÉVANGILE SELON ARETHA

Les premiers enregistrements d'Aretha Franklin pour le label Atlantic datent de 1967. Jusqu'au début des années 70, la chanteuse tint une place sans égale dans la musique noire, redéfinissant la soul music comme personne ne l'avait fait depuis Ray Charles. La parution de «Queen of Soul», imposante compilation, permet de mesurer le génie et le mystère d'une musicienne qui reste sans égale. Descendante à la fois de Mahalia Jackson et de Bessie Smith, chanteuse de gospel et de rhythm 'n' blues, pianiste, auteur, Aretha Franklin se définit à la fois par la multitude de ses talents et l'évidence de ses faiblesses, dont le témoignage le plus cruel est son actuel silence.

Franklin, Wexler envoie des acolytes de *I Never Loved A Man* aux principales radios américaines. Devant l'accueil favorable, le producteur décida de faire venir les musiciens de Muscle Shoals à New-York. De fait, l'essentiel des enregistrements des grands classiques d'Aretha Franklin ont été réalisés au studio Atlantic de New-York.

De mars 1967 à janvier 1969, Aretha Franklin enregistre six albums. *I Never Loved A Man* avait atteint la première place du classement rhythm 'n' blues (noir) des ventes de 45 tours, mais était resté à la neuvième place dans le classement général. En mai 1967, sa reprise de *Respect*, d'Otis Redding, se classe en tête de tous les hit-parades. Le 9 avril 1968, elle chante lors des obsèques de Martin Luther King. En juin de la même année, *Time* lui consacre sa couverture. Aretha Franklin - marchant sur les traces d'Otis Redding, mort avant d'avoir accompli tout à fait cet itinéraire - a défini une nouvelle manière de chanter le rhythm 'n' blues, accessible à tous, sans jamais renoncer à une once de son identité.

Aujourd'hui, l'évidence de cette musique reste entière, ainsi que son mystère. Il faut d'abord faire la part de la technique, de la clarté de la production de Jerry Wexler, de la sobriété des arrangements, de la simplicité presque rustique des musiciens de Muscle Shoals. Roger Hawkins, le batteur, était un cognard beaucoup plus direct qu'Al Jackson, des MG's. Mais cet indispensable appareil n'avait d'autre raison d'être que le chant d'Aretha et de ses choristes. Qu'elle chantât avec ses sœurs ou avec les Sweet Inspirations, quatorze femmes exécutées par Cissy Houston (la maman de Whitney), Aretha retrouvait instantanément l'intensité du gospel le plus brillant. Ses deux premiers

fait entendre sa slide guitar sur une adaptation presque frénétique de *The Weight*, du Band et, surtout, sur le très beau *When The Battle's Over*, de Dr John. La chanteuse fait un sort à d'autres succès du moment, dégageant le sens spirituel de *Let It Be*, soufflant à Paul Simon la version de *Bridge Over Troubled Water* qu'il donne aujourd'hui en concert.

La chanteuse se promène, de studio en studio (en Floride, pour travailler avec Tom Dowd, l'héritier spirituel de Wexler; en Californie, parce qu'il était difficile de faire autrement), de musicien en musicien. La lecture des crédits de *Queen of Soul* ressemble à celle d'un dictionnaire du funk des années 60 et 70. Il ne manque que la tribu James Brown/Funkadelic. Aux garçons de la campagne de Muscle Shoals, succèdent les musiciens les plus sophistiqués, Bernard Purdie à la batterie, Chuck Rainey à la basse, par exemple. Aretha Franklin se perd parfois. On la sent prisonnière de certains tics d'arrangement, de production (comme sur sa version d'*Eleanor Rigby*) ou tentée par des aventures qu'elle ne mène pas à terme (sa version «jazz» de *Bring It On Home*, de Sam Cooke). Elle ne retrouvera jamais l'excellence uniforme de 1967-1968. Pourtant, au tout début des années 70, elle réussit quelques tours de force funk, qui valent bien les meilleurs moments de Sly Stone, voire de James Brown. *Rock Steady*, qu'elle a écrit, est doué d'un groove irrésistible. Surtout, elle revient au gospel avec un double album, *Amazing Grace*, enregistré en 1972 avec la rythmique Purdie-Rainey. Mais il semble que son enregistrement en 1970 de *The Thrill Is Gone*, le classique popularisé par BB King, était prémoniteur. Sa voix reste intacte, mais l'esprit ne souffle plus que par intermittence : le frisson n'est plus. Le peu que l'on sait de la vie privée d'Aretha Franklin laisse entrevoir la difficulté de vivre qui est la sienne. Jerry Wexler évoque pudiquement sa tendance à «donner sa confiance à des hommes qui ne la méritaient pas». Il faut aussi faire la part du rachat d'Atlantic par le groupe Warner, de la transformation d'une entreprise familiale en multinationale.

Après plusieurs albums extrêmement médiocres entre 1975 et 1979, Aretha Franklin trouve une nouvelle famille chez Arista, le label de Clive Davis. Mais Clive Davis, l'ancien président de CBS, businessman mondain au flair artistique remarquable, était incapable de l'exigence qui caractérisait Jerry Wexler. Aretha Franklin a retrouvé le chemin des hit-parades, mais les productions sophistiquées et aseptisées de Michael Narada Walden ne font que souligner le vide dans lequel elle évolue, à l'image du duo enregistré en 1989 avec Whitney Houston, clone inquiétant d'une chanteuse de soul. Tout de même, en 1987, un nouvel album de gospel, *One Lord, One Faith, One Baptism*, permettait de garder l'espoir. Un jour Aretha Franklin reviendra chanter la bonne parole.

THOMAS SOTINEL



tions n'ont rien d'intérieur. Cette dévotion totale à la musique peut se séculariser sans rien perdre de son intensité. A moins qu'on s'y oppose par principe.

Heureusement, le révérend Franklin n'était pas homme à se laisser arrêter par ce genre de détail. Chez lui, à Detroit, il recevait les grands du gospel, mais aussi Sam Cooke ou Dinah Washington, qui complétaient la culture musicale d'Aretha Franklin. Il faut croire que le reste de son éducation s'était fait rapidement puisque à dix-sept ans elle était mère de deux enfants. Trois ans plus tard, elle signait un contrat d'enregistrement avec la firme Columbia grâce à John Hammond. Celui-ci s'était consacré à la rude tâche de faire découvrir à l'Amérique ce qui se trouvait sous son nez. Il avait commencé par Billie Holiday, poursuivi avec Big Bill Broonzy, Pete Seeger ou Bob Dylan, pour finir par Bruce Springsteen. Aretha Franklin restera parmi les rares échecs de la remarquable carrière de Hammond : Columbia fut incapable de tirer parti de ses talents, et la douzaine d'albums enregistrés entre 1961 et 1967 ne parvinrent qu'à établir l'immense potentiel de la chanteuse sans jamais le réaliser, s'égarant entre variétés et jazz. En 1964, Aretha déclarait au magazine *Ebony* : «Ils savent, et savent que je sais qu'ils n'ont pas mis tout leur poids derrière moi comme ils l'ont fait pour Barbra Streisand.»

En 1966, Jerry Wexler réussit à persuader Aretha Franklin de signer avec Atlantic, le label de quelques-unes des idoles de la jeune femme - Ruth Brown, la mère du rhythm 'n' blues moderne, et surtout de Ray Charles, homme de gospel s'il en fut. Parmi les textes présentés dans le livret qui accompagne *Queen of Soul*, on trouvera le chapitre des mémoires de Wexler consa-

cré à Aretha Franklin. Le livre n'étant pas encore paru, ce texte justifie presque l'achat du coffret. En 1966, Jerry Wexler, juif new-yorkais, allait sur ses cinquante ans. Journaliste, il avait été renvoyé de *Billboard*, l'hebdomadaire professionnel de la musique, pour avoir refusé de compiler un dossier sur les affinités communistes des Weavers, le groupe de Pete Seeger. Embauché en 1953 par Ahmet Ertegun, le fondateur d'Atlantic, Wexler avait produit quelques-uns des plus grands succès des Drifters et de Solomon Burke. Au début des années 60, il avait conclu un accord de distribution avec Stax, le label de Memphis. Otis Redding, Sam and Dave, Wilson Pickett avaient fait souffler le vent du Sud sur Atlantic, redéfinissant le son du label.

Dans un premier temps, Jerry Wexler propose à Jim Stewart, le fondateur de Stax, de produire Aretha. Devant le refus de Stewart, Wexler décide d'emmener son artiste à Muscle Shoals, petite ville de l'Alabama où Rick Hall, un ancien musicien de country reconverti dans le rhythm 'n' blues, a ouvert un studio. La section rythmique de Muscle Shoals a enregistré les plus grands succès de Wilson Pickett et vaut presque les MG's de Booker T qui accompagnent Otis Redding.

Le récit de la première session d'enregistrement d'Aretha Franklin est une petite épopée. Dès la première prise, tout le monde est conscient de l'avènement d'un nouveau génie. Mais les tensions entre Ted White, le mari d'Aretha, et certains musiciens sudistes tournent à la rixe et le couple retourne précipitamment à New-York, laissant Wexler avec deux titres enregistrés, dont *I Never Loved A Man The Way I Love You*. En attendant de remettre la main sur le couple White-

succès résumant parfaitement cette musique. *I Never Loved A Man* est chanté sur un tempo moyen, obsédant, c'est un cri d'amour, comme son titre l'indique. C'est aussi un procès impitoyable, fait à l'amant tricheur, menteur, voleur. Quand elle chante, Aretha Franklin tire sa force du malheur, du mal qu'on lui fait. *Respect* est d'une autre espèce : Otis Redding, son auteur, en avait fait un appel à l'équité dans le couple. Aretha y introduit un élément de danger, de provocation. Elle veut le respect et puis autre chose. Au point, le chœur (Carolyn et Erma Franklin) vient titiller l'interlocuteur en scandant «*Sock it to me*», qui ne peut guère se traduire que par «*mets-le moi*». Pour Aretha Franklin, le respect va bien au-delà des bonnes manières.

Le répertoire d'Aretha Franklin était composé de créations originales et de reprises de classiques du rhythm 'n' blues auxquels vinrent s'ajouter, au fil des ans, des succès de pop blanche et quelques rares incursions dans le répertoire jazz. Les talents d'auteur d'Aretha ont été aussi sous-estimés que ses capacités de pianiste (tout à fait évidentes sur *Try Matty's*, tempo moyen propulsé par un piano robuste). *Baby Baby Baby*, coigné par sa sœur Carolyn, montre que la chanteuse était rarement aussi bien servie que par elle-même. Outre les grands succès de ses contemporains (*A Change Is Gonna Come*, de Sam Cooke; *Drown In My Own Tears*, de Sam and Dave), Aretha allait chercher dans les racines du genre, reprenant aussi bien *My Song*, de Johnny Ace, que le *Ramblin'*, de Big Maybelle.

A partir de 1968, Aretha Franklin ouvre son univers musical à d'autres musiciens. C'est ainsi que Duane Allman, avant d'enregistrer *Layla* avec Eric Clapton,

Le labyrinthe des rééditions

Le label Atlantic, filiale du groupe Warner, a confié la gestion de son fonds de catalogue à Rhino Records, firme indépendante, spécialisée dans la réédition des classiques du rock. A son tour, Rhino a décidé d'administrer le sacrement du coffret à Aretha Franklin. La difficulté que le public rencontrait jusqu'ici dans sa chasse aux enregistrements de la chanteuse interdit de faire la fine bouche. D'autant que la qualité de la présentation (textes originaux riches en informations, précision des détails techniques), les cinq heures de musique présentées, font de ce projet l'un des plus réussis du genre, avec le coffret James Brown.

Il faut quand même noter qu'on ne trouvera sur les deux premiers CD du coffret que la moitié des enregistrements réalisés en 1968 et 1969. Le choix qui préside à la réalisation d'une compilation est forcément arbitraire. Mais quelques absences flagrantes (la reprise de *Satisfaction*, dont Mick Jagger disait qu'elle était supérieure à celle d'Otis Redding, celle de *A Change Is Gonna Come*) soulignent l'absurdité d'une réédition partielle.

A l'heure actuelle, seuls deux albums de la période Atlantic, les premiers et troisièmes, sont disponibles en CD. On trouvera sous une nouvelle jaquette les *20 Greatest Hits* sortis en 1987, et, bizarrement, la version CD du *Best of* paru au temps du vinyl, dont les douze titres se trouvent tous sur les *20 Greatest Hits*. Enfin, *Aretha's Jazz*, compilation thématique publiée par le département jazz d'Atlantic, réunit six titres qui rassemblent de près ou de loin à du jazz (il y a beaucoup de cuivres), de *Bring It On Home* de Sam Cooke à *Somewhere* de Sonheam et Bernstein.

Heureusement, la maison Carrère-Atlantic, promotrice de la réédition d'*Amazing Grace* avant l'été et d'autres parutions à l'automne.

T. S.

- * Discographie :
 - *Queen of Soul*, un coffret de 4 CD Rhino 8122 71063 2.
 - *I Never Loved A Man*, 1 CD Carrère/Atlantic 7567 81439 2.
 - *Aretha*, 1 CD Carrère/Atlantic 75 67 81818 2.
 - *The Best of Aretha Franklin*, 1 CD Carrère/Atlantic 7567 81280 2.
 - *Aretha Franklin 20 Greatest Hits*, 1 CD Carrère/Atlantic 241 135 2.
 - *Aretha's Jazz*, 1 CD Carrère/Atlantic 7567 81230 2.

مكتبة من الأصيل